

Georges Kaldy



Hongrie 1956

un soulèvement populaire
une insurrection ouvrière
une révolution brisée

Collection
Histoire

2011

les bons
caractères **lbc**

Georges KALDY

HONGRIE 1956

un soulèvement populaire

une insurrection ouvrière

une révolution brisée

Les bons caractères

6, rue Florian - 93500 Pantin

Glossaire

Quelques termes ou abréviations
souvent utilisés dans ce livre

AVH (ou AVO)	<i>Allamvédelmi Hatóság</i> Autorité de défense de l'État.
Comitat	En hongrois, <i>Megye</i> Subdivision territoriale, l'équivalent en Hongrie du département en France.
Dimavag	Grande usine de machines-outils de Dösgyör, dans les faubourgs de Miskolc.
DISZ	<i>Dolgozó Ifjúsági Szövetség</i> Alliance des jeunes travailleurs (organisation de jeunesse du parti stalinien).
Honvéd	Soldat. Étymologiquement : « défenseur de la patrie », avec une référence implicite à la lutte d'émancipation de 1848.
KGB	Sigle désignant la police de sécurité en Union soviétique.
Kominform	Bureau d'information des partis communistes, créé le 5 octobre 1947 par neuf partis staliniens (URSS, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, France et Italie), caricature du Komintern (Internationale communiste). Le Komintern devenu stalinien avait été dissous par Staline en mai 1943 pour plaire à ses alliés des puissances impérialistes anglo-saxonnes. La guerre froide en ressuscita un ersatz qui, après avoir consacré l'essentiel de ses activités à combattre la « déviation titiste », mourut de la réconciliation soviéto-yougoslave. Son faire-part de décès fut diffusé le 17 avril 1956.

MDP	<i>Magyar Dolgozók Pártja</i> Parti des travailleurs hongrois (PTH en français)
MEFESZ	Association d'étudiants indépendante du MDP, créée à la veille de la révolution à la faculté de Szeged, disparue avec la défaite de la révolution.
POUP	Sigle du parti stalinien en Pologne.
PCUS	Parti communiste d'Union soviétique (nom du parti stalinien au pouvoir en URSS à l'époque).
RDA	République démocratique d'Allemagne (nom officiel de l'Allemagne de l'Est, sous contrôle soviétique jusqu'en 1989).
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques.



Un groupe d'insurgés.



Un des cortèges de la manifestation du 23 octobre 1956 à Budapest.

Sur les deux premières banderoles :

« Institut Lénine » ;

« Jeunes ouvriers, paysans, intellectuels, unissons nos forces pour le socialisme ».

© MTI Ltd - Tóth László.

Introduction

Avant de sombrer dans l'oubli du temps, l'insurrection de 1956 en Hongrie, militairement écrasée, ses acteurs décimés par la répression, dispersés par l'exil, a été ensevelie sous des couches de mensonges. Mensonges venus des deux côtés de ce « rideau de fer » qui séparait à l'époque deux blocs en guerre froide. L'insurrection eut lieu dans le bloc dominé par l'Union soviétique et elle fut écrasée par l'armée de celle-ci. Malgré la guerre froide et le virulent anticomunisme affiché à l'époque par les puissances occidentales, leurs dirigeants assistèrent, soulagés, à l'écrasement d'une insurrection ouvrière par l'armée d'un pays qui passait pour l'incarnation du communisme.

Au moment même où les chars soviétiques s'ébranlaient une première fois, dans la nuit du 23 octobre 1956, les parachutistes français et anglais se préparaient à sauter sur l'Égypte pour punir Nasser d'avoir nationalisé le canal de Suez. Et l'armée française, une des plus puissantes d'Europe occidentale, menait depuis deux ans une répression féroce pour empêcher le peuple algérien d'accéder à l'indépendance.

Malgré la guerre froide et par-delà les barbelés qui séparaient les deux camps, leurs dirigeants se retrouvaient dans la profonde solidarité des oppresseurs.

L'Union soviétique de Staline et de ses successeurs se présentait pourtant, à l'époque, comme le pays du communisme, comme la matérialisation du pouvoir de la classe ouvrière. Ses dirigeants se revendiquaient de l'héritage de la révolution du prolétariat russe en octobre 1917 et se référaient à Marx et à Lénine. C'est en tant que telle et au nom de l'anticommunisme que l'Union soviétique fut combattue par le monde occidental, de ses dirigeants politiques et militaires jusqu'à ses moindres serviteurs idéologiques.

Depuis la révolution d'octobre 1917 et la constitution de l'Union soviétique, il n'y avait pas eu de rupture très visible dans l'histoire de ce pays. Mais, derrière cette apparence de continuité,

les rapports politiques avaient subi un bouleversement considérable. Le pouvoir d'État créé dans le bouillonnement de la révolution avait engendré une bureaucratie d'un poids social comme l'histoire n'en avait jamais connu auparavant. Cette nouvelle couche avait conservé les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre. Elle n'avait pas rétabli la propriété privée des moyens de production et de la terre. Elle avait développé l'économie dans le cadre de l'étatisme et par les méthodes de planification. Elle avait conservé le vocabulaire communiste. Derrière cette continuité cependant, la bureaucratie était devenue une couche privilégiée qui détournait à son profit, en utilisant l'appareil d'État, une partie de la richesse produite. Elle défendait ses privilèges bec et ongles contre la classe ouvrière qu'elle soumettait à une dictature féroce, incarnée par Staline jusqu'à sa mort, en mars 1953.

Expliquer le stalinisme et les transformations sociales qui lui servaient de soubassement n'est pas l'objet de ce livre. L'analyse de cette bureaucratisation de la première révolution ouvrière victorieuse, avec ses conséquences catastrophiques pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, appartient à Trotsky. Disons seulement que, derrière l'apparente continuité, s'est déroulée une lutte politique féroce, au sens physique du terme, où tous ceux qui, au sein du mouvement ouvrier communiste soviétique, s'étaient opposés à la bureaucratisation, ont été massacrés ou sont morts dans les camps de concentration de Staline.

Ce que le mouvement ouvrier révolutionnaire avait de meilleur à cette époque, avec une expérience politique incommensurable, l'Opposition de gauche trotskyste de l'Union soviétique, fut complètement liquidé. Le mouvement ouvrier révolutionnaire ne s'en est jamais relevé. D'autant moins que cette rupture dans l'histoire, dans la tradition communiste révolutionnaire en Union soviétique même, fut complétée par les purges dans tous les partis communistes pour écarter les éléments les plus révolutionnaires au profit de carriéristes, obéissant exclusivement aux dirigeants de la bureaucratie soviétique. Cette substitution du stalinisme au communisme vivant allait peser pour toute une

période historique sur le mouvement ouvrier. Elle allait peser d'autant plus qu'elle se produisit en quelques courtes années, et derrière une apparence de continuité telle que l'écrasante majorité du mouvement ouvrier révolutionnaire ne put s'en rendre compte.

La nouvelle couche dirigeante de l'Union soviétique, la bureaucratie, avait montré depuis longtemps le rôle réactionnaire qu'elle entendait jouer sur la scène internationale. Elle avait notamment contribué à la défaite de la révolution espagnole avant même que Franco l'écrase. Mais c'est pendant la guerre qu'elle paracheva son évolution en s'alliant corps et âme à la bourgeoisie impérialiste. L'alliance militaire pour vaincre Hitler, qui pouvait se justifier, fut prolongée par une véritable sainte alliance pour empêcher que la Deuxième Guerre mondiale soit suivie par une vague de révolutions ouvrières comme l'avait été la Première Guerre mondiale. L'armée soviétique, surgie du feu de la révolution et de la guerre civile, avait été transformée par la bureaucratie en auxiliaire des armées impérialistes pour étouffer, écraser toute possibilité de développement révolutionnaire dans sa zone d'intervention.

Une fois l'ordre rétabli après la guerre et la révolution évitée, en tout cas en Europe, cette union sacrée perdit son utilité pour les puissances impérialistes qui n'eurent de cesse par la suite d'essayer de grignoter les positions qu'elles avaient été obligées de concéder à l'Union soviétique.

Les pays de la zone d'influence conquise par l'Union soviétique allaient devenir les démocraties populaires. Leurs régimes gardèrent le vocabulaire communiste et procédèrent à des transformations sociales, copies conformes des structures sociales de l'Union soviétique, à ceci près qu'elles n'étaient pas issues d'une révolution mais, au contraire, de son étouffement.

Ces régimes étaient fondamentalement basés sur le mensonge. À commencer par le fait de se prétendre « communiste » et de travestir en « dictature du prolétariat » leur dictature sur la classe ouvrière.

En cette année 1956, le régime imposé par l'Union soviétique à la Hongrie ne put être sauvé que par l'intervention de l'armée de la bureaucratie soviétique. Cette dernière avait déjà fait intervenir ses chars, en 1953, contre les travailleurs en grève à Berlin-Est pour écraser directement une insurrection où la classe ouvrière était socialement et numériquement prépondérante.

Son intervention en Hongrie, en 1956, fut à une tout autre échelle. Mais, s'agissant d'un régime qui se prétendait communiste, il fallut qu'il se justifie par le mensonge. Moscou comme Budapest parlèrent alors d'un soulèvement visant à rétablir le régime capitaliste, voire d'une contre-révolution fasciste. Ces mensonges ont été véhiculés par tous les moyens de la propagande d'État sur ce tiers de la planète, dominé à cette époque-là, directement ou indirectement, par la bureaucratie de l'Union soviétique, qui s'étendait des démocraties populaires à la Chine.

Mensonges imposés par la violence d'État dans tous ces pays à la fois pour justifier l'intervention militaire mais aussi pour prévenir et empêcher la contagion révolutionnaire aux autres démocraties populaires, voire à l'Union soviétique elle-même. Mais mensonges propagés aussi par tous les partis stalinien, qui se prétendaient communistes, en Occident.

Aucune violence d'État, aucune menace d'arrestation ou de torture ne pesait sur les dirigeants de ces partis, notamment ceux du Parti communiste français, ni sur *L'Humanité*, son quotidien. Ils ont pourtant participé à cette campagne de mensonges. *L'Humanité* parlait alors d'« émeutes contre-révolutionnaires » et d'« agissements de bandes fascistes ». Que les militants du PCF relisent donc aujourd'hui les pages consacrées à la Hongrie dans leurs publications de cette période, s'ils veulent comprendre le passé de leur parti à l'époque si puissant. Cela les aidera aussi à comprendre, s'ils veulent bien réfléchir, pourquoi le PCF est devenu, quelques décennies après, l'ombre de lui-même.

Les mensonges propagés au même moment par les puissances occidentales et leurs propagandistes n'étaient pas plus subtils et, au fond, ils étaient complémentaires.

Tout en laissant l'armée soviétique mettre de l'ordre dans sa zone d'influence, les dirigeants politiques de l'Occident ne se privèrent évidemment pas, en ce qui concerne les plus virulents d'entre eux, de présenter l'insurrection en Hongrie comme un effort pour rétablir, sinon l'ancien ordre social semi-féodal d'avant la guerre, du moins le régime transitoire des années 1945-1948, avec le retour au multipartisme et surtout à l'économie de marché. D'autres applaudirent bruyamment à l'idée d'un combat pour la liberté alors qu'eux-mêmes écrasaient la liberté dans cet hémisphère occidental soumis dans sa plus grande partie à la domination coloniale ou à toutes les dictatures qui, de l'Amérique latine à l'Asie, constituaient une grande partie du monde dit libre.

Dans la réalité, les discours et les résolutions aussi grandiloquents qu'inefficaces des dirigeants impérialistes et de l'ONU camouflaient une profonde méfiance vis-à-vis de ce qui se passait en Hongrie. La classe sociale qui portait l'insurrection était la classe ouvrière. De plus, si celle-ci se battait contre l'oppression et critiquait la gestion bureaucratique de la société, ce n'était pas au nom de la propriété privée des moyens de production ni au nom du retour au capitalisme, mais explicitement au nom du contrôle des travailleurs sur leurs entreprises ; elle se revendiquait du communisme. La bourgeoisie internationale était bien contente que l'armée russe fasse le sale travail et écrase une insurrection ouvrière dont les contrecoups dans les pays de l'Est et peut-être au-delà étaient imprévisibles, en laissant de surcroît l'avantage moral à l'Occident.

Occulté de part et d'autre, présenté en Hongrie même aux nouvelles générations au mieux comme une période ambiguë, trouble, 1956 a fini par sombrer dans l'oubli. D'autant plus qu'il n'y avait pas de parti pour en préserver la mémoire collective, ni en Hongrie ni dans l'émigration. Et lorsque, après la disparition du système des démocraties populaires, le nouveau régime hongrois s'est mis à commémorer 1956, il l'a fait en le transformant en une caricature, un peu comme ici les privilégiés les plus infâmes ont intégré dans leur patrimoine politique la destruc-

tion de la Bastille et l'abolition des privilèges de la Révolution française. Oh, qu'elles sont belles les révolutions du passé dès qu'elles n'interpellent plus le présent !

C'est qu'entre-temps, le régime de la bureaucratie soviétique a implosé. La division de la planète en deux blocs a disparu. L'éloignement de tous les pays de l'Est européen de l'ex-Union soviétique et leur réintégration dans le monde occidental ont supprimé les conditions mêmes dans lesquelles l'insurrection de 1956 avait éclaté.

Alors, pourquoi exhumer cette période et cette insurrection qui s'est révélée sans suite ? Principalement parce qu'elle a été la dernière insurrection ouvrière en Europe et aussi parce que cela a été la dernière fois en Europe et sans doute dans le monde qu'on a vu surgir des conseils ouvriers, inventés par la classe ouvrière de Russie en 1905 sous le nom de « soviets », qui ont permis à cette dernière de renverser le pouvoir de la bourgeoisie en 1917 ; et que les prolétaires d'autres pays, disputant le pouvoir à la bourgeoisie, ont repris pendant plusieurs décennies, après octobre 1917, comme la forme de leur propre pouvoir.

Malgré sa courte durée, le soulèvement révolutionnaire en Hongrie a, comme toute révolution, fait sauter le couvercle et libéré une multitude de forces politiques, y compris réactionnaires. De nouveaux partis ont surgi et d'anciens sont réapparus. Au milieu du foisonnement de publications, reflet du foisonnement des idées, toutes sortes d'idées ont été défendues, les meilleures comme les pires.

Ce livre n'a évidemment pas l'ambition de les évoquer toutes. Il est axé sur l'intervention des travailleurs en tant que classe sociale, plus ou moins influencée par les autres, mais tendant, surtout après l'intervention russe, à jouer un rôle autonome.

En réprimant une insurrection ouvrière, la bureaucratie soviétique a, à l'époque, apporté sa contribution à l'évolution réactionnaire des choses, d'abord dans les pays de l'Est eux-mêmes, puis finalement partout dans le monde.

Que l'on songe seulement à ceci : en Hongrie, la génération qui a porté la révolution se revendiquait d'un communisme

débarrassé de la bureaucratie et de l'oppression nationale. Au même moment, avec moins d'intensité révolutionnaire il est vrai, la même génération en rêvait en Pologne. Un quart de siècle plus tard, en 1980-1981, le puissant mouvement, pourtant parti de la classe ouvrière, qui ébranla ce pays sous l'égide de Solidarność, se plaçait sous l'autorité morale d'un pape et revendiquait le retour à l'Occident capitaliste !

S'agit-il de la fin d'une période historique où la classe ouvrière a joué un rôle politique ? Seuls peuvent penser cela ceux qui sont installés dans la certitude que le capitalisme constitue l'horizon indépassable de l'humanité.

L'insurrection de 1956 en Hongrie ne pourra retrouver son actualité qu'avec le retour de la classe ouvrière sur la scène politique. La somme d'expériences qu'elle constitue sur la mobilisation révolutionnaire, sur la capacité de la classe ouvrière à s'armer et à se donner les moyens démocratiques pour jouer un rôle politique, servira cependant à tous ceux qui ont la conviction que, malgré le long étouffement des idées communistes révolutionnaires par la social-démocratie puis par le stalinisme, malgré son écrasement par le fascisme naguère et par tant de dictatures depuis, le mouvement ouvrier révolutionnaire renaîtra et prendra sa place dans l'évolution de la société humaine.

Mai 2011

Les démocraties populaires



Chapitre premier

Les démocraties populaires,
un sous-produit de la division du monde
en deux blocs
L'exemple de la Hongrie

Les démocraties populaires étaient cette ceinture d'États allant de la Pologne, au nord, à la Bulgarie et à l'Albanie, au sud, le long de la frontière occidentale de l'Union soviétique, transformée en glacis de celle-ci. Elles avaient pour origine la zone d'influence reconnue à l'Union soviétique lors des accords de Yalta (4 au 11 février 1945). La succession de conférences au sommet entre dirigeants de la coalition militaire contre l'Allemagne hitlérienne, celle de Téhéran en 1943, celles de Yalta puis de Potsdam en 1945, était destinée à régler l'après-guerre en partageant l'Europe entre les puissances du camp victorieux.

Il est des historiens qui évoquent les faiblesses y compris physiques de Roosevelt, président des États-Unis, déjà malade, pour expliquer qu'il ait cédé trop de terrain aux dirigeants de l'Union soviétique. Comme si les rapports de force internationaux étaient déterminés par la santé ou le caractère de dirigeants politiques interchangeables ! La réalité est bien plus forte mais aussi bien plus simple.

Les tractations qui ont abouti aux accords de Yalta eurent lieu après ce tournant de la Deuxième Guerre mondiale qu'a été la bataille de Stalingrad. Au moment de Yalta, l'armée soviétique, repoussant les armées hitlériennes en déconfiture, s'approchait des territoires allemands. En octobre 1944, elle occupa la Roumanie et la Bulgarie et pénétra en Hongrie. À défaut d'un renversement brutal des alliances contre l'Union soviétique – ce qui fut envisagé dans certains milieux américains – il était déjà évident que les troupes soviétiques étaient en passe de conqué-

rir la partie orientale de l'Europe et Yalta ne fit que consacrer une situation de fait.

On peut seulement rappeler cette anecdote illustrant le cynisme aussi bien des dirigeants occidentaux que de Staline, selon laquelle ce dernier et Churchill, lors d'une rencontre à Moscou, échangeaient des petits papiers pour marchander les zones d'influence respectives : 75-80 % pour l'Union soviétique en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, 50-50 en Yougoslavie, la Grèce étant attribuée à 90 % à la Grande-Bretagne. Staline respecta scrupuleusement les zones d'influence ainsi définies et laissa les mains libres en Grèce à la Grande-Bretagne. Celle-ci intervint militairement pour rétablir la monarchie en Grèce et écraser dans le sang le mouvement des partisans issu de la résistance à l'Allemagne hitlérienne et dominé par le Parti communiste grec.

L'alliance des grandes puissances occidentales et de l'Union soviétique de Staline pendant la Deuxième Guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre reposait sur une conjonction d'intérêts momentanée. À partir du moment où l'agression des armées du Reich contre l'Union soviétique avait fait voler en éclats le pacte germano-soviétique et avait scellé une alliance militaire entre les puissances occidentales et le régime soviétique, ces derniers avaient pour intérêt commun la victoire sur Hitler. L'alliance militaire dura jusqu'à la capitulation de l'Allemagne et se prolongea jusqu'à celle du Japon.

La conjonction des intérêts militaires fut relayée par la pré-occupation fondamentale des milieux dirigeants d'éviter, de part et d'autre, que la fin de la guerre, l'effondrement des États des pays vaincus et le vide étatique ainsi créé n'entraînent une conflagration sociale aussi importante, voire plus, que celle qui avait suivi la Première Guerre mondiale.

Cette alliance joua pleinement son rôle dans les pays de l'Est européen, les futures démocraties populaires. Les autorités soviétiques ont pesé de toutes leurs forces pour que se remettent en place des autorités étatiques, une armée, une police, une justice, en collaborant avec les débris des régimes d'avant-guerre, y

compris les plus réactionnaires. « *Le gouvernement soviétique ne poursuit aucunement le but de changer l'ordre social existant en Roumanie* », déclarait Molotov au début de 1945 à propos d'une monarchie réactionnaire, aux structures sociales surannées.

Cette alliance de fait et ses conséquences se prolongèrent en Occident : aussi bien en France qu'en Italie, les partis staliniens jouèrent de toute leur influence sur la classe ouvrière non seulement pour stabiliser les régimes d'après-guerre mais aussi pour faire taire toutes les revendications de la classe ouvrière. Ce fut la période des « *la grève, c'est l'arme des trusts* » ou « *produire d'abord, revendiquer ensuite* », mots d'ordre lancés en France par Maurice Thorez qui, fraîchement revenu de Moscou, s'était mis au service du général De Gaulle.

Ce fut sans doute la période où le stalinisme joua le rôle le plus important dans le maintien d'un ordre mondial dominé par l'impérialisme, directement par l'armée soviétique et indirectement par le biais des partis staliniens. Dans les pays de l'Est, minés depuis des décennies par des contradictions sociales explosives, alors même que la police, l'armée, toute l'administration étatique, étaient en débandade, c'est l'armée soviétique qui imposa l'ordre. Les révolutions dont ces pays étaient gros ont été étouffées avant même de se déployer.

L'historien social-démocrate François Fejtő constate dans son livre sur la révolution hongroise : « *La Hongrie se trouvait à la libération dans un état d'effervescence frôlant la guerre civile [...] Les régimes d'après-guerre en Europe centrale se sont presque tous établis sur ce que j'appellerais un refoulement de guerre civile. Un refoulement, oui, car la révolution politique et sociale aurait éclaté sans la présence de l'Armée rouge.* »

Le même Fejtő fait d'ailleurs état dans son livre d'une déclaration de Mátyás Rákosi, premier secrétaire du Parti communiste hongrois et futur « Staline » de la Hongrie, où celui-ci affirme sensiblement la même idée, reconnaissant aux troupes soviétiques le mérite d'avoir fait éviter la guerre civile à la Hongrie.

Sur quels éléments de la population l'armée russe s'était-elle appuyée pour rétablir et renforcer l'appareil d'État antiprolé-

tarien ? En Hongrie, il n'existait même pas une résistance intérieure comparable à celle de la Tchécoslovaquie, par exemple, ni des hommes politiques du genre du Tchéque Bénès, permettant la formation d'un gouvernement bourgeois ayant au moins une coloration « antifasciste ». Il n'existait même pas la possibilité de justifier la politique antiouvrière du Parti communiste hongrois par les nécessités d'une union des démocrates contre les fascistes. À défaut de Bénès hongrois et parce qu'il ne fallait pas laisser le pays un instant de plus sans gouvernement légal, on a fait appel à des gens qui, quelques mois auparavant, occupaient les plus hautes fonctions du régime Horthy, celui-là même qui, après avoir institué la première dictature militaire d'Europe sur les ruines de la révolution ouvrière de 1919, fut pendant la guerre un fidèle allié de l'Allemagne hitlérienne.

Alors qu'à l'approche de l'armée soviétique, par endroits, les paysans s'étaient mis à partager les terres, les ouvriers à occuper les usines, le premier soin de l'armée soviétique fut de mettre fin à la vacance de l'appareil d'État, en commençant par rétablir les autorités locales et par constituer un gouvernement qui, sous la présidence d'un général horthyste, Miklósi, passé aux Russes aux derniers moments de la guerre, comprenait notamment l'ancien chef d'état-major de Horthy, un général de gendarmerie et un comte possesseur de plusieurs milliers d'hectares...

Ainsi, de Horthy à Rákosi, par l'intermédiaire du général Miklósi, la continuité de l'État en Hongrie fut assurée grâce à la bureaucratie soviétique.

Dans ce ramassis de généraux, comtes ou chefs gendarmes, les dirigeants du Parti communiste trouvèrent leur place.

Quoique persécutés, emprisonnés et torturés la veille encore par ceux-là mêmes avec qui ils siégeaient maintenant au gouvernement, les dirigeants staliniens surent faire cause commune avec les éléments les plus réactionnaires du régime horthyste pour dissoudre les comités nationaux de composition ouvrière et paysanne, pour faire la chasse aux éléments révolutionnaires, y compris et jusque dans leurs propres rangs (en particulier tous ceux qui avaient participé à la révolution de 1919). Ils remirent

sur pied la police et l'armée en s'appuyant sur les éléments de la hiérarchie qui n'avaient pas quitté le pays en suivant l'armée allemande. Cette orientation politique des dirigeants staliniens en Hongrie leur fut dictée par les dirigeants de la bureaucratie soviétique. Ils surent appliquer cette politique, sans état d'âme à première vue, parce qu'ils étaient profondément liés aux sphères dirigeantes de la bureaucratie soviétique. À certains égards, ils en faisaient partie. Rákosi avait été vice-commissaire du peuple dans le gouvernement dirigé par Béla Kun pendant les 133 jours de la République soviétique de Hongrie, en 1919. Parti dans l'émigration, il fit un premier séjour à Moscou, à la direction de l'Internationale communiste, avant de revenir en 1924 en Hongrie, où il fut arrêté. Il passa plusieurs années dans les prisons de Horthy avant que ce dernier accepte, au début de la guerre, de le laisser repartir à Moscou où Staline le mit à la tête de l'émigration hongroise. Comme personnage en vue de l'Internationale stalinienne, il était introduit dans les milieux dirigeants staliniens. Il fut élu en 1935, en son absence, membre du présidium du Komintern. Il fut dressé pour obéir. Il vit, sans état d'âme, disparaître Béla Kun, assassiné dans une prison stalinienne. Il n'y aurait pas eu les bouleversements de la Deuxième Guerre mondiale, il aurait pu continuer une carrière de cadre supérieur mais de second rang dans la bureaucratie soviétique, vieillir et mourir, paisiblement ou pas, dans cette fonction. Bombardé chef du parti stalinien de Hongrie avec pour mission d'être le chef tout court du pays, par la grâce de l'occupation militaire soviétique, il resta fidèle à la bureaucratie soviétique, obéissant à Staline puis à ses héritiers (il est d'ailleurs mort en Union soviétique, en 1971).

Mais il y avait une raison plus fondamentale encore pour laquelle Rákosi sut si bien collaborer un certain temps avec les hauts dignitaires du régime déchu de Horthy. Ils avaient, les uns et les autres, la même hostilité congénitale à l'égard des travailleurs, la même volonté de prévenir le « chaos » d'une intervention de la classe ouvrière.

Les premières élections générales, le 4 novembre 1945, largement remportées par le parti des petits propriétaires, aboutirent à un premier gouvernement de coalition dont Rákosi, secrétaire général du Parti communiste, devint vice-président. Les deux années qui suivirent passèrent pour une période de démocratie parlementaire, au sens occidental du terme. Faut-il rappeler qu'au même moment, en France, Thorez était le vice-Premier ministre du gouvernement dirigé par le général de Gaulle ?

Les gouvernements de coalition successifs prirent, entre 1945 et 1948, l'initiative de nombreuses transformations parfois très importantes dans les domaines économique et social. Parmi elles, la plus importante fut sans doute la réforme agraire qui, tout en réalisant le vœu séculaire de la paysannerie pauvre, élimina les seigneurs féodaux et les propriétaires terriens en tant que classe. Une autre réalisation importante fut la nationalisation de près des deux tiers de l'industrie – dont la totalité de l'industrie lourde – et du système bancaire.

La nationalisation fut imposée par les circonstances. Tous les partis bourgeois, y compris le Parti communiste, étaient partisans de remettre les usines – mises à part celles de quelques secteurs-clés – aux patrons « patriotes » qui n'étaient pas trop compromis par la collaboration avec les Allemands. Mais il n'y en avait pratiquement pas. Avant la guerre déjà, les secteurs les plus importants appartenaient aux capitaux étrangers. La squelettique bourgeoisie hongroise n'aurait pas été capable de faire marcher l'industrie. Ses membres se méfiaient d'un État patronné par l'Armée rouge et avaient préféré se sauver avec leurs capitaux sous d'autres cieux.

Avec la pensée « après nous, le déluge », lesdits « bourgeois patriotes » préféraient faire fructifier leur argent par des spéculations sur le marché noir, assurément plus rentable, avec la ferme intention de suivre tôt ou tard leurs congénères partis en Occident.

Cet état de chose fut d'une évidence aveuglante même pour les partis de droite de la coalition, et la plupart des nationali-

sations furent admises par l'ensemble des partis de la coalition comme nécessaires au redémarrage de l'économie.

Contrairement aux divagations de tant de commentateurs, il est stupide d'opposer sur ce terrain l'Europe occidentale démocratique et les pays de l'Est européen aux régimes autoritaires. À la fin de la guerre comme dans l'immédiat après-guerre, sur le fond, l'évolution de l'est et celle de l'ouest de l'Europe étaient parallèles. À ceci près que les pays de l'Est européen étaient nettement moins développés que la partie occidentale de l'Europe. En outre, ils avaient davantage souffert de la guerre. Le point de départ pour redémarrer l'économie était bien plus bas, autant, bien sûr, sur le plan matériel que sur le plan des compétences, sans parler des capitaux. Bien avant que les partis communistes des pays de l'Est deviennent les seuls maîtres, les États avaient dû procéder à des nationalisations de grande envergure avec l'accord de tous les partis, y compris les plus pro-occidentaux.

Même en France où la bourgeoisie était bien plus puissante que dans les pays de l'Est, elle était incapable de faire face aux problèmes de la reconstruction des infrastructures du pays, condition indispensable au redémarrage de la production. Les nationalisations répondaient à une nécessité vitale.

Le poids prépondérant du secteur étatisé impliquait la planification. Le premier plan triennal en Hongrie fut décidé et en grande partie exécuté sous les gouvernements de coalition.

La conjonction d'intérêts entre les puissances occidentales et la bureaucratie dirigeante de l'Union soviétique n'a cependant pas survécu à l'immédiat après-guerre, et ne le pouvait pas. Dès lors que disparaissaient, d'abord la menace d'une victoire éventuelle de l'axe Berlin-Tokyo, puis celle d'une succession d'explosions sociales, les puissances occidentales n'avaient plus besoin de l'Union soviétique. La rupture était inévitable. De profondes raisons sociales et politiques poussaient dans ce sens-là. L'Union soviétique de Staline n'était plus cette Russie révolutionnaire dont toute l'orientation représentait une menace directe pour le système capitaliste. Mais elle restait un corps inassimilable. La division du monde en deux blocs s'était dessinée dès la confé-

rence de Yalta, point culminant de la coopération officielle. Les États-Unis, dirigeants désormais incontestés du monde occidental, étaient d'autant moins disposés à accepter la consolidation et, à plus forte raison, l'expansion de la zone d'influence soviétique qu'ils possédaient l'arme atomique.

Dernier acte de la Seconde Guerre mondiale, le bombardement d'Hiroshima était surtout l'annonce de la préparation de la suivante. Un avertissement aussi bien à l'Union soviétique qu'aux peuples susceptibles de contester l'ordre mondial dominé par les États-Unis. Le discours belliqueux du président Truman, le 12 mars 1947, à la tribune du Congrès, est considéré comme le point de départ de la politique dite du « *containment* » et le début de la guerre froide.

La signification de ce mot, « *endiguement* » en français, est claire.

En réalité, les tensions entre les deux blocs allaient crescendo depuis plusieurs mois. En mars 1946 déjà, Churchill parlait d'un « *rideau de fer* » séparant l'Europe occidentale de l'Est de l'Europe.

Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État américain, le général Marshall, lança son plan qui consistait à distribuer de l'aide en dollars aux pays d'Europe plus ou moins ruinés, en contrepartie de leur union pour organiser leur économie. C'était la première bataille, économique encore, de la guerre froide. La Tchécoslovaquie se préparait à accepter l'aide américaine lorsque les Soviétiques l'obligèrent à revenir sur sa décision. Le monopole du commerce extérieur qui s'imposa progressivement aux frontières de la zone d'influence soviétique était destiné à la préserver de l'attraction économique des États-Unis.

La première crise de Berlin, déclenchée en juin 1948, fut une des premières expressions de ces conflits sur les limites des deux blocs qui menaçaient périodiquement de transformer la guerre froide en guerre chaude.

En réplique à un projet de réforme monétaire du mark allemand qui les aurait défavorisés, les Soviétiques soumièrent Berlin-Ouest à un blocus. Les États-Unis trouvèrent la réplique

en ravitaillant cette ville entièrement enclavée dans la zone d'occupation soviétique, par un véritable pont aérien. Jusqu'en mai 1949, une noria d'avions transporta tout ce qui était nécessaire pour ravitailler une ville de plus d'un million d'habitants, jusqu'au charbon pour le chauffage. Leur puissance technique permit aux États-Unis de remporter l'épreuve de force sans affrontement militaire.

En Corée, toujours sur la limite des deux blocs, la guerre froide se transforma en guerre tout court, limitée cependant à ce pays. La guerre de Corée dura de 1950 à 1953. L'armée américaine intervint sous le couvert des Nations-Unies. La Chine, de son côté, s'en tint à la fiction de « volontaires chinois » venant aider la Corée. La guerre fit, d'après les chiffres des Nations-Unies, 2 400 000 morts.

La guerre froide allait être le trait fondamental des relations internationales pour les quatre décennies à venir.

L'évolution particulière de chacun des pays de l'Est fut rythmée par l'évolution des rapports entre les deux blocs. Chacun des pays de l'Est était entré dans cette période de 1944 à 1948 avec sa propre histoire récente, avec aussi son engagement dans l'un ou l'autre des deux camps de la Deuxième Guerre. Mais, finalement, leur cheminement suivit la même pente. De la Pologne, qui avait été pourtant une des premières victimes des armées de Hitler, à la Hongrie dont les dirigeants s'étaient rangés du côté de Hitler ; de la Tchécoslovaquie, qui avait connu, avant l'occupation par l'Allemagne nazie, une courte période de démocratie parlementaire, à la Roumanie qui était une monarchie dominée par l'extrême droite, partout la rivalité entre partis politiques locaux devenait de plus en plus le reflet de la rivalité entre les deux blocs.

Au fur et à mesure que la guerre froide se profilait et que les partis bourgeois et surtout les appareils d'État des pays de l'Est eux-mêmes étaient attirés par l'Occident, l'Union soviétique intervenait de façon de plus en plus brutale pour les maintenir dans son orbite. La traduction politique de cette guerre d'influence a été partout la mise à l'écart progressive puis l'élimina-

tion de tous les partis pro-occidentaux. Partout, les partis staliniens – ils portaient des noms variés – prenaient de l'influence et occupaient la place laissée par les autres pour finir par gouverner seuls, en ayant parfois absorbé, sous la fiction de l'unité, d'autres partis non staliniens.

En Hongrie, le Parti communiste était un parti faible et peu influent (il avait, au plus, 12 000 membres et sympathisants). Il avait pourtant un passé riche. Il avait été fondé en 1918 par des prisonniers de guerre hongrois présents en Russie au moment de la révolution et gagnés aux idées bolcheviques. Après seulement quelques mois d'existence, ce parti s'était retrouvé porté au pouvoir par la révolution de 1919. La République des Conseils ainsi créée dura cent trente-trois jours et fut écrasée par l'intervention de troupes françaises, roumaines, etc. Le Parti communiste fut décimé par la contre-révolution de Horthy. Il fut interdit, pourchassé entre les deux guerres et sa direction survécut dans l'émigration forcée à Moscou.

De retour à la vie politique avec l'arrivée de l'armée soviétique, même avec le soutien que cela lui a valu et les positions clés occupées par certains de ses dirigeants, le parti qui portait le nom de Magyar Kommunista Párt (Parti communiste hongrois) ne recueillit, aux premières élections, le 4 novembre 1945, que 16,85 % des voix, derrière le Parti socialiste (17,41 %) et très loin du parti des petits propriétaires (57,03 %). Au fil du temps cependant, son secrétaire général, Rákosi, bénéficiant de l'appui soviétique, écarta progressivement ses concurrents, d'abord des partis de droite ouvertement liés à l'Occident, puis les autres.

Mais le Kommunista Párt ne se réduisait pas à un appareil, dirigé par des caciques à la Rákosi, revenus de Moscou, bénéficiant du soutien des dirigeants soviétiques et de leur armée d'occupation. Dans la jeune génération, arrivée à l'âge de la compréhension au début des années quarante, sous le régime de Horthy, dans une Hongrie aux structures sociales surannées, avec une couche dirigeante réactionnaire masquant ses faiblesses en singeant le passé, nombre de ceux qui aspiraient à des changements regardaient vers l'est. Le Parti communiste, interdit, pourchassé,

représentait l'idée de changements révolutionnaires. Dans toute l'Europe centrale, broyée entre les deux camps en guerre, subissant le nazisme soit parce qu'occupée par l'Allemagne, soit parce que le gouvernement local en était l'allié – ce qui était le cas de la Hongrie de Horthy – l'Union soviétique représentait, après Stalingrad, un espoir, le seul. C'est parmi les jeunes assoiffés de révolution, qui avaient vingt ans ou plus à l'arrivée de l'armée soviétique, que les dirigeants du Parti communiste de retour de Moscou purent trouver les militants qui manquaient au parti clandestin pour mener les luttes politiques quotidiennes pendant les années de coalition puis pour occuper les positions à différents niveaux de l'appareil du parti et de l'État. C'est cette génération qui a fourni les fonctionnaires de l'appareil, c'est de là qu'ont émergé les séides du régime de Rákosi, ceux qui, grâce au stalinisme, purent accéder à des positions et des privilèges dont ils n'auraient même pas pu rêver auparavant. Mais c'est également de cette génération, venue au Parti communiste à dix-huit, vingt ans, par idéalisme en 1944-1945 qu'allaient sortir, après les désillusions des années de stalinisme au pouvoir – et, pour beaucoup, après des arrestations arbitraires, des mois ou des années de prison dans les geôles de Rákosi – ceux qui, à trente ans ou un peu plus, chercheront en 1956 à changer la réalité en la rendant conforme à leurs idéaux de jeunesse. Il est impossible de comprendre la crise du parti stalinien à l'approche de 1956 et pendant l'insurrection sans tenir compte de cette génération venue au Parti communiste par idéalisme.

Il n'est pas possible non plus de comprendre les limites politiques des meilleurs d'entre eux, ceux qui non seulement choisirent le camp du soulèvement contre le régime en place mais qui se mirent du côté des masses ouvrières et des conseils ouvriers sans avoir en vue qu'ils avaient été formés et déformés par le stalinisme. Vu leur rôle dans le soulèvement, leurs limites furent aussi sur le terrain politique celles du soulèvement lui-même.

Si cette génération de militants avait rejoint le Parti communiste par idéalisme, celui-ci, déjà stalinien, avait dévoyé d'emblée leur idéalisme en leur enseignant la méfiance à l'égard

des masses. Une profonde méfiance qui n'était pas meilleure lorsqu'elle revêtait la défroque du paternalisme. Ce n'est pas pour rien, et nous y reviendrons plus tard, si les meilleurs de ces militants, même ceux qui surent s'opposer courageusement au régime stalinien en place, et qui ont tant contribué à préparer les esprits avant le 23 octobre, furent littéralement catastrophés lorsque, au soir de ce jour de manifestations, les exploités ont transformé le processus visant à réformer le régime en insurrection armée.

On n'en était pas encore là lorsque, le 12 juin 1948, après avoir fusionné avec le Parti socialiste, le parti stalinien se retrouva seul au pouvoir sous le nom de MDP (Magyar Dolgozók Pártja – Parti des travailleurs hongrois). Nous le citerons désormais sous ses initiales MDP.

Les structures sociales étaient à ce moment-là déjà largement modifiées par rapport à l'avant-guerre. La terre avait été partagée entre les paysans, ce que la bourgeoisie locale faible et couarde n'avait pas su réaliser dans le passé. Cette transformation de la propriété agricole, qui était pourtant indispensable à tout développement capitaliste, fut imposée dès 1945 par l'armée soviétique à des partis plus préoccupés d'assurer leurs positions dans le cadre de la coalition que de prendre des décisions radicales pour balayer les structures sociales anachroniques. La grande propriété terrienne réduisait une partie importante de la paysannerie à la condition d'ouvriers agricoles ou de domestiques et empêchait la paysannerie pauvre d'accéder à la terre (la vie de ces ouvriers agricoles a été décrite avec réalisme et talent dans le roman de Illyés Gyula : *Ceux des pusztas*). Le ministre de l'Agriculture de l'époque, membre de la direction du Parti communiste hongrois, était Imre Nagy, qui acquit par la réforme agraire une partie de la popularité qui allait lui permettre de jouer un rôle de premier plan pendant la révolution de 1956.

L'industrie était pour l'essentiel déjà étatisée, ainsi que les banques. La Hongrie était devenue, à l'instar des autres pays de l'Est, une démocratie populaire, dirigée par un parti stalinien, le MDP, qui avait le monopole du pouvoir.

Chapitre 2

La dictature sous la férule de Staline et de Rákosi

La rivalité entre la bureaucratie soviétique et le camp occidental pour contrôler les pays de l'Est ne s'est pas achevée avec l'instauration des démocraties populaires et l'installation aux commandes d'un parti plus ou moins unique. Sous des formes changeantes, ces rivalités ont accompagné l'histoire des démocraties populaires tout au long de leur existence jusqu'à cette année 1989 où la bureaucratie soviétique, contrainte et n'ayant plus les moyens de s'y opposer, a lâché la bride à toutes les ex-démocraties populaires qui ont fini par rejoindre politiquement le camp occidental. Sur le plan économique, les liens avaient été rétablis bien avant cette date et de façon plus progressive.

C'est pendant la période de 1948 à 1953, sous le règne de Staline à Moscou, que la mainmise de la bureaucratie soviétique a été la plus forte et la plus violente. L'appareil d'État était directement subordonné à Moscou. Non seulement l'armée soviétique stationnait dans le pays, mais les principaux dirigeants du parti qui étaient en même temps ceux de l'appareil d'État étaient directement nommés par Moscou. La fidélité à la direction de l'Union soviétique, en l'occurrence à cette époque à Staline lui-même, était le critère absolu de la sélection des dirigeants.

Les liens entre le Kremlin et les dirigeants hongrois qui, pour la plupart, avaient vécu dix ou quinze ans à Moscou, étaient des liens pour ainsi dire personnels, humains, concrétisés par des rencontres très fréquentes soit à Moscou sur convocation de Staline ou de ses collaborateurs les plus immédiats, soit par des visites de dirigeants russes en Hongrie.

Contrairement aux pays baltes, les démocraties populaires n'ont pas été intégrées dans l'Union soviétique. Cela aura une

importance capitale pour leur évolution ultérieure. Mais, au début des années cinquante, la différence était à peine perceptible. La caste dirigeante a en tout cas modelé son comportement comme son langage sur ceux des dirigeants soviétiques.

Son pouvoir reposait sur un appareil répressif puissant avec, en particulier, une police politique, l'AVH (Allam Védelmi Hatóság – Autorité pour la défense de l'État) – l'équivalent hongrois de ce qu'était la Stasi en Allemagne de l'Est –, indépendante aussi bien de l'armée que de la police, étroitement contrôlée par les représentants de la bureaucratie soviétique et sous les ordres directs de Rákosi. Ce corps de répression comptait vers le début des années cinquante jusqu'à cent mille membres pour un pays d'à peine plus de neuf millions d'habitants (une partie des effectifs était, il est vrai, composée en 1956 de conscrits affectés à ce corps mais ce n'étaient pas eux qui donnaient le ton). Il était équipé du matériel le plus moderne et prenait ses ordres directement auprès des représentants de Moscou, sans passer par les rouages de l'appareil d'État national. Ses membres, grassement payés, étaient d'une fidélité à toute épreuve. Outre un pouvoir discrétionnaire, son réseau de mouchards, ses arrestations arbitraires, les rumeurs qui couraient sur la pratique permanente de la torture, étaient destinés à terroriser la population, y compris les membres même haut placés de l'appareil d'État lui-même.

Les vagues d'arrestations se succédèrent dans un premier temps parmi ceux qui étaient soupçonnés de sympathies pour les partis pro-occidentaux interdits et dissous. Mais elles ne s'arrêtèrent pas là.

L'appareil stalinien finit par se retourner contre lui-même. Le signal des épurations qui secouèrent les appareils des partis communistes et modifièrent la composition de leur direction, fut donné par l'annonce, en juin 1948, d'une résolution du Kominform (caricature stalinienne de l'Internationale communiste), dénonçant le Parti communiste yougoslave et son chef Tito. Tito passait pourtant pour « le meilleur élève » de Staline parmi les dirigeants des pays de l'Est. Son parti était aussi le plus puissant, mais un parti dont l'influence ne devait rien à l'armée sovié-

tique. Il avait gagné cette influence dans la guerre de libération contre Hitler.

Mais, justement, Staline ne voulait pas tolérer un parti qui, ayant une base nationale solide, pouvait se permettre d'agir de façon indépendante. Après avoir tenté de fomenter des révolutions de palais pour se débarrasser de Tito, Staline dut avouer son impuissance et donna le signal d'une véritable « guerre froide » contre la Yougoslavie. Pendant plusieurs années, la vie politique des démocraties populaires allait être marquée par la « lutte contre le titisme ». L'accusation de « titisme » rejoignit pour quelque temps celle de « trotskysme » dans la panoplie des injures graves, et bien souvent mortelles pour les prisonniers visés, dans le vocabulaire de Staline.

Staline ne se contenta pas d'exiger que les directions des partis communistes des démocraties populaires rompent avec Tito et dénoncent l'hérésie du Parti communiste yougoslave. Au sein de leurs propres partis, il leur fallait dépister, pourchasser et liquider les « titistes », réels ou supposés et, au besoin, les inventer.

La fraternité entre camarades n'a jamais dominé le comportement des dirigeants staliniens les uns vis-à-vis des autres, mais là, chacun se méfiant de l'autre, s'installèrent la méfiance généralisée, l'inquisition permanente. L'élimination des « anti-soviétiques », des « chauvins », des « titistes » infiltrés, était devenue l'objectif principal.

Instaurer la terreur jusques et y compris au sein des sommets dirigeants fut le moyen décisif pour la bureaucratie soviétique de contrôler les démocraties populaires.

Les prisons et les camps se remplirent de membres et de dirigeants du parti stalinien. L'arrestation de László Rajk, peu de temps auparavant ministre de l'Intérieur puis ministre des Affaires étrangères de Hongrie, fut la première des arrestations spectaculaires de hauts dignitaires des démocraties populaires. D'autres suivirent : Kostov en Bulgarie, Anna Pauker et Luca en Roumanie, Gomulka en Pologne, Kotchi Dodzé en Albanie et,

pour parachever la série, Slansky, pourtant secrétaire général du Parti en Tchécoslovaquie. Seul Gomulka sauva sa peau.

Accusé de titisme et de trotskysme, Rajk fut arrêté en juin 1949 et exécuté en octobre après un procès copié sur les grands procès staliniens de l'Union soviétique du milieu des années trente contre Zinoviev, Kamenev ou Boukharine. Bien d'autres cadres du parti ont été arrêtés, torturés jusqu'à l'aveu, exécutés ou, en tout cas, condamnés à de longues années de prison. Les grands procès s'étalèrent de 1949 à 1952, entretenant un climat de purge permanent.

Parmi les victimes des emprisonnements, il y en eut qui furent libérés après la mort de Staline et dont certains furent récupérés pour jouer de nouveau un rôle dans les relations tortueuses entre la bureaucratie soviétique et les milieux dirigeants hongrois. Ainsi de Kádár qui, avant de devenir le bourreau de la révolution de 1956, avait été arrêté en 1952, torturé, les ongles arrachés. Qu'il soit mentionné ici un épisode qui éclaire non seulement un aspect de la personnalité de Kádár mais surtout les relations entre les dirigeants staliniens et leurs mœurs. Dans une des rares confidences qu'il a faites, avant l'insurrection de 1956, à l'écrivain Aczél, il racontait les détails sordides de la façon dont il avait été torturé par Farkas père lui-même. Or, quelques mois seulement avant son arrestation, il collaborait avec ce même Farkas pour préparer ensemble le procès Rajk ! Pire encore : lorsque Kádár avait été libéré puis réhabilité à la fin de l'année 1954, il avait réintégré les sphères dirigeantes du MDP et y avait retrouvé Farkas !

La terreur qui frappait les milieux dirigeants visait toute la société. Certaines catégories furent pourchassées sous prétexte d'appartenance à la classe dominante du passé, quand bien même il s'agissait de petits paysans qui n'acceptaient pas la collectivisation forcée qui avait suivi de peu la réforme agraire ou qui râlaient contre les réquisitions baptisées « *livraisons obligatoires* » ; d'autres le furent pour des paroles prononcées en présence de mouchards. Mais combien de travailleurs victimes aussi de la police politique pour sabotage ou parfois simplement

pour non-accomplissement du plan de production ? Le lecteur du quotidien du parti, *Szabad Nep*, pouvait ainsi lire dans le numéro du 20 janvier 1950 : « *Les impérialistes rempliraient les usines d'espions et de saboteurs si l'AVH, s'appuyant sur la vigilance de notre classe ouvrière, ne combattait pas en permanence leurs plans infâmes. C'est l'AVH qui a réussi à démasquer les saboteurs des usines Maort, de Hutter-Level, de Standard.* »

Pendant que la terreur s'imposait ainsi à toute la population, les dirigeants en place comme tout leur appareil de propagande, de la radio au cinéma (la télévision n'existait pas encore), faisaient l'éloge de la « construction du socialisme ».

Le pays se reconstruisit en effet, à un rythme élevé, dans le cadre de la politique d'industrialisation forcée. La Hongrie lança son premier plan quinquennal. Elle favorisa l'industrie au détriment de l'agriculture, et l'industrie lourde au détriment des industries légères produisant des biens de consommation. Ce qui signifia sacrifier la consommation populaire sur l'autel d'un développement industriel forcené, aggravé par la coupure de la division internationale du travail. Les pénuries accompagnaient les chiffres élevés de l'essor industriel. Le niveau de vie des travailleurs, très bas au début de la stalinisation, baissa encore dans les trois premières années cinquante. La collectivisation forcée s'imposa à partir de mars 1949, sous forme encore de copie conforme de ce qui s'était passé en Union soviétique vingt ans auparavant.

Le régime se revendiquait de la classe ouvrière et du communisme. Certains comportements sociaux étaient la caricature stalinienne d'une certaine forme d'égalitarisme. Les organisations de jeunesse du parti amenaient les enfants par classes entières à l'opéra ou au musée où, avant-guerre, il leur aurait été inconcevable d'entrer ! Partant du constat, fort juste, que les enfants d'ouvriers ne représentaient que 2 à 3 % des étudiants à l'université, Révai, un des principaux lieutenants de Rákosi et idéologue du MDP, annonça en septembre 1948 une sorte de « discrimination positive », en facilitant l'admission des enfants d'ouvriers et de paysans pauvres. De plus, la possibilité fut ouverte pour

des jeunes de dix-sept à trente-deux ans, déjà au travail, de faire une année de formation spécialisée qui leur permettait d'entrer directement dans certaines facultés correspondant à leur spécialisation. Le pourcentage des étudiants d'origine ouvrière et paysanne bondit alors : en 1950, ils représentaient 50 % des étudiants en première année. Modification essentielle à retenir pour comprendre qui étaient les étudiants dont le rôle fut important dans l'effervescence politique qui précéda l'insurrection et dans la révolution elle-même.

En même temps, dans les usines, la pression était de plus en plus forte pour imposer un rythme de travail croissant. Le stakhanovisme, calqué sur l'Union soviétique, fut introduit dans les entreprises industrielles et sur les chantiers. Des ouvriers d'élite réalisaient leur plan individuel de production à 200 %, 300 %, voire à 800 % de ce qui était prescrit ! Le film *L'homme de marbre*, de Wajda, décrit bien ce climat en Pologne, mais il se passait la même chose partout dans les pays de l'Est. La résistance à l'augmentation continue des normes de travail allait être un des moteurs de la contestation ouvrière. D'autant plus que les « réorganisations des normes », périodiques, étaient en règle générale un moyen privilégié pour abaisser les salaires. En même temps, l'effort consacré à l'industrialisation forcée et les prélèvements sur les paysans pour financer cela faisaient que dans ce pays agricole qu'était la Hongrie la nourriture manquait. Il n'arrivait que rarement à une famille ouvrière de manger de la viande. Élever des cochons en bas des immeubles collectifs pour la viande mais surtout pour le saindoux, seule matière grasse disponible, des chèvres pour le lait des enfants, était le lot de toutes les familles ouvrières qui en avaient la possibilité. Mais toutes les familles n'en avaient pas la possibilité.

Si la dictature politique pesait sur toute la société, y compris la couche dirigeante, son poids social pesait surtout sur la paysannerie et sur la classe ouvrière. Ce sont ces deux classes sociales qui ont payé le plus lourd tribut à l'industrialisation forcée imposée par l'État. Car, rappelons-le, à partir de 1948-1949,

l'industrie était totalement nationalisée, ainsi d'ailleurs que les banques et le commerce, le petit commerce compris.

Pendant que les banderoles proclamaient « *l'usine t'appartient* », pendant que le 1^{er} Mai, devenu un jour de fête et de manifestation officielle, on proclamait que le pays appartenait aux travailleurs, des lois proclamaient « la discipline socialiste du travail » et punissaient l'absentéisme.

L'appartenance aux syndicats était obligatoire mais leurs statuts en 1950 stipulaient que le premier devoir des syndicats était : « 1. *Organiser et étendre l'émulation socialiste des travailleurs, combattre pour la meilleure organisation du travail, pour le renforcement de la discipline, pour l'amélioration de la qualité de la production, la diminution des prix de revient et des déchets et pour l'augmentation de la productivité* ; 2. *Veiller à l'élargissement des connaissances techniques des travailleurs.* »

Les travailleurs devaient prolonger leurs journées de travail, déjà longues, par des réunions obligatoires du parti ou du syndicat. Les salaires étaient ponctionnés par toute sorte de « *souscriptions volontaires* », par solidarité pour un autre pays ou pour « *faire avancer la cause de la paix* ». Et aux journées de travail officielles s'ajoutaient les journées prises sur les congés ou les fêtes et gracieusement offertes pour « *construire le socialisme* ». Au « *stakhanovisme ordinaire* » s'ajoutaient des campagnes de « *concours au travail* », opposant des entreprises d'un même secteur à d'autres, les ateliers les uns aux autres et, à l'intérieur d'un même atelier, les travailleurs entre eux. Le premier de ces « *concours au travail* » avait été lancé en décembre 1949 pour le soixante-dixième anniversaire de Staline. D'autres suivirent : en l'honneur du deuxième congrès du MDP, en l'honneur de Rákosi à l'occasion de son sixantième anniversaire ou encore « *une semaine pour la Corée* ». Les gagnants obtenaient le titre d'« *ouvrier d'élite* » ou d'« *atelier d'élite* », voire d'« *entreprise* » ou de « *mine d'élite* », avec, pour les travailleurs distingués, leur portrait affiché sur le journal mural et le droit d'apposer un petit drapeau sur leur machine.

Malgré le ton enthousiaste de la presse et des informations filmées, les travailleurs résistaient comme ils pouvaient à ces campagnes d'émulation. Pendant les pires années du pouvoir stalinien, l'accusation de sabotage, avec toutes ses conséquences, ajoutait la violence d'État aux exhortations des chefs et des responsables du parti. Les murs des vestiaires et des toilettes portaient les traces de la colère impuissante...

En Hongrie, ces efforts imposés aux travailleurs se traduisirent par des chiffres de développement spectaculaires (même si les statistiques de l'époque étaient largement mensongères). Les hauts dignitaires du régime occupaient les villas de la « Colline des roses » à Budapest, laissées vacantes par les familles bourgeoises. Leurs grosses limousines soviétiques qui se déplaçaient tous rideaux tirés, les rumeurs qui se répandaient sur leurs vacances luxueuses au bord du lac Balaton ou, mieux, à Sotchi, en Union soviétique, au bord de la mer Noire, leurs magasins réservés, alimentaient la méfiance et l'hostilité. Le fait que certains d'entre eux soient issus de familles ouvrières révoltait encore plus. Dans la réalité, c'était des privilèges sans commune mesure avec ceux de la bourgeoisie en Occident et même avec ceux des hauts cadres. Mais cela prétendait se faire au nom du socialisme et du communisme. Le sentiment d'injustice, doublé de la conscience de l'hypocrisie ambiante, fut parmi les ressorts psychologiques essentiels des révoltes qui se préparaient dans les têtes.

Victor Serge a dressé en 1937 dans *Destin d'une révolution* le portrait psychologique des bureaucrates russes. « *Forgés par une classe nouvelle qui vient d'accéder au pouvoir, ses cadres de fonctionnaires se composent de rudes arrivistes d'un genre nouveau dont beaucoup se sont bien battus, ont eu leurs heures de grandeur véritable et d'héroïsme, ont appris à emporter les obstacles, à faire bon marché des souffrances et des privations et sont sincèrement enclins à penser que "la révolution, c'est nous". Certes, ils se sont assagis, empâtés, installés : mais ce qu'ils ne sont plus capables de faire pour et avec le prolétariat, ils sauront très bien le faire pour leur propre compte. Ils ont reculé devant les vastes difficultés de*

l'industrialisation quand on leur demandait de les affronter pour la révolution; maintenant qu'il s'agit de défendre leurs propres privilèges, leur condition dans l'État, leur pouvoir, ils ne reculent plus. [...] Il s'agissait la veille de continuer la révolution socialiste, il s'agit aujourd'hui de leur propre salut... »

La description vaut, aussi, pour tous ceux qui, à la tête du parti, de l'administration de l'État ou des grandes entreprises nationalisées, géraient, administraient et commandaient la Hongrie. À ceci près que ces dirigeants staliniens, même ceux qui avaient un passé de militants, n'avaient pas été portés au pouvoir par une révolution ouvrière, mais par l'occupation soviétique. Et quelques-uns des dirigeants dans l'appareil d'État étaient issus de l'appareil d'État de Horthy, reconvertis en adhérents du MDP et staliniens avec l'ardeur des néophytes. Parmi les tortionnaires de l'AVH, il y en avait qui avaient déjà exercé leurs talents sous l'éphémère pouvoir de Szálasi, admirateur hongrois de Hitler, qui pendant les toutes dernières semaines de la guerre, alors que les troupes soviétiques approchaient de la frontière hongroise, avait écarté Horthy, soupçonné de chercher un armistice séparé avec les puissances anglo-saxonnes. Symbole tout à fait involontaire mais ô combien parlant : l'adresse « Andrásy út 60 », siège et lieu de torture de l'AVH, qui en est devenu le synonyme passé dans le langage courant, dont la seule évocation suscitait la peur, avait été, avant et pendant la guerre, le lieu de torture des Croix fléchées de Szálasi !

Aussi bien par mimétisme à l'égard de la bureaucratie soviétique que par la logique interne d'un régime dictatorial, les membres de la hiérarchie du parti et de l'État étaient sélectionnés sur leurs capacités à obéir, à être toujours « dans la ligne », à la prévoir. Car la ligne était un zigzag où il fallait savoir affirmer, avec la même conviction, l'inverse de ce qu'on affirmait la veille.

Le trait commun à cette époque entre les dirigeants staliniens de Hongrie et ceux d'Union soviétique était cependant incontestablement cette morgue dans leur prétention à représenter les intérêts du prolétariat ; mieux : que l'appareil dont ils étaient les rouages était la classe ouvrière ; que tous ceux qui se

permettaient la moindre critique à leur égard, à l'égard de leur politique du moment, étaient au mieux des traîtres mais, plus généralement, des agents des puissances impérialistes.

Les anciennes usines étaient reconstruites, et de nouvelles les avaient rejointes. Là encore, en caricaturant l'Union soviétique, les dirigeants hongrois avaient fait surgir du néant, ou plus exactement à partir d'un petit village au bord du Danube, Sztalinvaros (« ville de Staline ») avec son complexe industriel.

Avec la reconstitution de l'industrie, la classe ouvrière augmenta en nombre. Le progrès fut spectaculaire. De 894 000 salariés de l'industrie, de la construction et des mines en 1949, les effectifs passèrent à 1 400 000 en 1956. Une augmentation de 57 % des effectifs en sept ans.

Chaque année, de nouvelles couches de travailleurs s'ajoutaient aux anciennes, venant de la campagne sans qualification, entassées dans des foyers infects, rentrant dans leur village une ou deux fois par mois dans des « trains noirs » ou trains de la mort – en raison des bagarres fréquentes au couteau.

L'augmentation du nombre de travailleurs alla de pair avec leur concentration dans de grandes entreprises. Plus de la moitié de l'industrie hongroise étant concentrée à Budapest, les grandes usines s'y trouvaient aussi. Quelques-unes pratiquement dans la partie centrale de la ville, d'autres en périphérie proche, principalement dans les bastions ouvriers d'Ujpest, d'Angyalföld (« Terre des anges ») ou de Csepel avec sa métallurgie, ses usines d'industrie mécanique, de fabrication de locomotives, et ses 40 000 ouvriers. Même concentration de travailleurs dans les usines des grandes villes industrielles : Miskolc avec son faubourg de Diosgyör, Ózd dans le nord-est du pays, Győr en Transdanubie. Les grosses entreprises de ces villes allaient devenir les citadelles de la révolte ouvrière en 1956.

Pour être relativement jeune, la classe ouvrière comptait dans ses rangs des travailleurs plus âgés qui n'avaient pas encore complètement oublié la révolution de 1919. Et c'est peut-être un des facteurs qui jouèrent pour la constitution rapide de conseils ouvriers pendant la révolution.

Autre caractéristique : comme le régime était occupé à fabriquer à partir des travailleurs des entreprises une vaste catégorie de techniciens et d'ingénieurs, il y avait un lien bien plus étroit qu'en Occident entre les entreprises et les facultés. Autre lien d'une nature particulière : bien des intellectuels du Parti communiste qui enseignaient auparavant dans des lycées ou des universités, voire à la faculté du marxisme-léninisme (parce que cette scolastique stalinienne érigée en matière obligatoire existait, tout comme en Union soviétique !), avaient été victimes des purges des années cinquante, avaient passé deux ou trois ans en prison et n'avaient bien souvent retrouvé du travail à leur sortie que dans les entreprises. Parmi les membres des conseils ouvriers, on retrouva des travailleurs de ces catégories.

C'était un cocktail explosif. Nous reviendrons sur le rôle de cette véritable « intelligentsia de la classe ouvrière » pendant le développement révolutionnaire de 1956. Mais il est essentiel de comprendre que, tout en disposant d'un haut niveau de culture et de politisation, elle était immergée dans la classe ouvrière dans son ensemble, y compris parmi ses éléments les plus pauvres, les plus récemment venus de la campagne. Et c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui subit, pendant les années Rákosi, avec l'industrialisation à un rythme forcené, un recul sensible de son pouvoir d'achat doublé par l'oppression à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine. Même d'après les calculs officiels – non rendus publics à l'époque ! – entre la hausse nominale des salaires et la hausse bien plus forte des prix, le salaire réel avait perdu plus de 20 % de son pouvoir d'achat entre 1949 et 1953 ! La dictature, la crainte de la répression, l'absence de toute possibilité de s'exprimer masquaient les tensions croissantes, la haine qui s'accumulait.

Même accumulation de haine à la campagne. La paysannerie, qui représentait encore une part importante de la population, avait à peine eu le temps de se réjouir de la terre à laquelle elle venait d'accéder grâce à la réforme agraire que la collectivisation forcée, la brutalité de son exécution, les vagues d'arrestations de prétendus « koulaks » (paysans riches en Russie), la privèrent

de nouveau de terre et, en plus, lui imposèrent des conditions d'existence d'ouvriers agricoles.

Derrière les nombreux reportages de la presse aux ordres, décrivant l'ascension des paysans vers l'éducation, la culture, le bien-être, le feu couvait dans les campagnes. Elles allaient s'embraser en 1956, en même temps que les villes.

Au sortir de cette période, c'est-à-dire à la mort de Staline, le 6 mars 1953, l'économie comme la société des démocraties populaires avaient été profondément transformées pour être calquées sur celles de l'Union soviétique. Economies, pour l'essentiel, étatisées et planifiées ; industrie et commerce nationalisés ; agriculture collectivisée – seule, la Pologne constituait une exception à cet égard ; gouvernements partout dirigés par les partis staliniens ; jusqu'au culte de la personnalité du chef local qui s'ajoutait au culte de Staline : les démocraties populaires se ressemblaient et paraissaient être le prolongement de l'Union soviétique.

Le « camp socialiste » semblait constituer un bloc homogène, opposé à l'Occident capitaliste et coupé de celui-ci par des barbelés.

Une nouvelle génération grandissait, formée à l'hostilité envers le monde capitaliste. Mais cette hostilité s'articulait autour de l'idée d'une compétition entre les deux blocs, susceptible de se transformer en guerre. La bureaucratie soviétique avait substitué, depuis longtemps déjà, cette idée à la révolution ouvrière. Elle devint également le credo dans les démocraties populaires.

Et, en effet, en 1951-1952, lors de la guerre de Corée, le monde semblait au bord de la confrontation entre les deux blocs.

La vie sociale était solidement encadrée par les partis staliniens et par les multiples associations qu'ils contrôlaient. Un marxisme vidé de l'essentiel de son contenu, présenté à la sauce stalinienne, était à la base de l'enseignement.

La jeunesse était prise en main dès les collèges par le mouvement des pionniers, relayé plus tard par le DISZ (Dolgozók Ifjúsági Szövetsége – Alliance des jeunes travailleurs). Elle devait participer à toute sorte d'activités de propagande en direction

de ses quartiers ou des entreprises proches. Activités complétées, au plus fort de la guerre froide, par des entraînements paramilitaires dès avant l'adolescence (lancement de similitgrenades en guise de sport, jeux de guerre pendant les colonies de vacances, etc.). Apprentissage qui se révélera fort utile en 1956... mais contre le régime stalinien !

La mainmise soviétique fit, en tout cas, émerger par la terreur comme par la propagande un univers particulier dans les démocraties populaires. Coupés pendant plusieurs années de l'Occident et de son influence directe, les différents pays des démocraties populaires se ressemblaient, jusques dans leur urbanisme, dans leurs faubourgs industriels, dans le fait d'être en état de construction ou de réparation permanent, dans leurs pavillons en forme de cubes si caractéristiques des habitats ouvriers construits surtout à la fin des années quarante et dans les années cinquante, qu'on trouvait de la mer Baltique à la mer Noire, dans les portraits de Staline partout placardés, dans les banderoles de slogans suspendues au-dessus des rues, dans les haut-parleurs installés dehors dans les rues, sur les places des villages qui répercutaient les discours considérés comme les plus importants, dans le cérémonial des grandes manifestations du 1^{er} Mai et des commémorations de la Révolution russe ou de l'arrivée des troupes soviétiques dans le pays concerné, dans leurs pionniers à chemise blanche et foulard rouge, dans les musiques diffusées par la radio ou dans les devantures des librairies...

Une sorte de communauté de fait, constituée malgré le morcellement des États, faisait que bien des informations circulaient malgré les interdits, tout simplement parce que, derrière les mêmes prudences dans les choses exprimées ou la même langue de bois, il y avait partout des réflexes identiques.

Il y avait entre les différentes démocraties populaires une conscience plus ou moins confuse d'un même destin, malgré la fragmentation, voire les antagonismes qui n'étaient pas tous hérités du passé.

Les États des démocraties populaires, tout en semblant bâtis sur le même modèle, étaient cependant restés indépendants. Ils étaient ressemblants mais, en même temps, coupés les uns des autres. Détail significatif : s'il était inimaginable pour les citoyens ordinaires de ces pays de se rendre en Occident, il restait extrêmement difficile même de se rendre d'une démocratie populaire à l'autre, en dehors des circuits officiels, ceux par exemple des camps de pionniers, des Spartakiades (sorte de jeux Olympiques des pays de l'Est). Et si la moindre manifestation de sentiments anti-russes attirait les foudres, la tolérance était plus souple vis-à-vis des ressentiments nationaux des uns vis-à-vis des autres, résultant d'une histoire commune marquée par des conflits, des rapports de domination avec des populations entremêlées.

Pendant la dernière année de vie de Staline, la mainmise de la bureaucratie soviétique sur les démocraties populaires paraissait totale. Les purges successives dont avaient été victimes les hauts dignitaires du parti ou de l'État semblaient avoir sélectionné des équipes dirigeantes d'une totale soumission à la bureaucratie soviétique. Staline était en droit d'estimer qu'il avait gagné la partie et qu'il avait transformé les démocraties populaires en les rendant aussi dépendantes que des républiques fédérées de l'Union soviétique.

Mais la contrepartie de cette mainmise de la bureaucratie soviétique sur les appareils d'État des démocraties populaires, la présence de conseillers soviétiques à tous les échelons supérieurs de l'administration, de l'armée et de la police, était en même temps en train de faire naître un fort sentiment d'oppression nationale de haut en bas de la société, y compris parmi les tenants privilégiés de l'appareil d'État local. S'il ne pouvait évidemment pas s'exprimer, non seulement il était bien là mais, de plus, la mainmise soviétique semblait être la source de tous les maux de ces pays même lorsque cela n'était que partiellement vrai, voire totalement faux.

Ces pays étaient tous sous-développés et pauvres. Mais qu'ils le soient restés était attribué au pillage des Russes. Avant la guerre, ils étaient tous, à l'exception de la Tchécoslovaquie avant

l'occupation par l'armée hitlérienne, des régimes autoritaires ou des dictatures. Mais le fait qu'après trois ans de multipartisme et de vie parlementaire, de 1945 à 1948, la dictature s'y était installée de nouveau, fut, là encore, attribué à la seule mainmise soviétique.

Ainsi donc, toutes les revendications, à l'époque non encore formulées, s'articulaient autour de l'idée qu'il fallait que le pays soit libéré de la présence soviétique.

La stalinisation forcée des appareils d'État nationaux est revenue comme un boomerang contre la bureaucratie soviétique et a alimenté partout les aspirations à l'émancipation nationale. Contenues, occultées, niées par la dictature sous Rákosi, elles ont explosé en 1956. Même la démagogie ouvriériste du régime, sa constante insistance sur son « caractère de classe » ne firent pas le poids face à la réalité de la condition ouvrière et n'empêchèrent pas que les salaires bas, la pénurie, la version locale du stakhanovisme, le régime de terreur dans et hors des usines soient attribués à l'Union soviétique. Le « retrait des troupes soviétiques » devint l'exigence d'à peu près tout le monde dès que les bouches purent s'ouvrir. Un puissant facteur d'unification nationale, avec ce que cela pouvait représenter comme force pour abattre la dictature, mais aussi comme instrument de tromperie.

Chapitre 3

La mort de Staline et ses contrecoups dans la classe ouvrière et dans les appareils d'État des démocraties populaires

Staline mourut le 6 mars 1953. Il était en train de préparer une nouvelle vague de procès politiques, dont celui dit des « blouses blanches », avec de forts relents d'antisémitisme, susceptibles d'impliquer jusqu'au sommet de l'appareil d'État soviétique, jusqu'à l'entourage de Molotov qui passait pourtant pour le bras droit de Staline. Il dut y avoir quelques bureaucrates dans les sommets de l'État soviétique qui poussèrent un soupir de soulagement lorsque la mort du chef suprême stoppa la nouvelle purge qui se préparait.

Mais, dans le milieu stalinien et jusqu'au large milieu influencé par lui, ce fut la stupéfaction. L'appareil de propagande stalinien avait tissé au-dessus de Staline une telle auréole que c'est tout juste s'il ne passait pas pour immortel. L'idée qu'on puisse se passer de lui et de ses « sages conseils », qui ne portaient pas seulement sur la vie du parti et de l'État mais aussi sur tous les domaines de la vie, des sciences à la culture, de la biologie à la linguistique, en passant par les problèmes quotidiens, était proprement inconcevable.

Au-delà du culte de la personnalité, à la mesure de la mégalomanie de Staline et de l'obséquiosité de son entourage, il y avait, cependant, une réalité objective. Le système bureaucratique ne pouvait fonctionner que par la dictature et celle-ci, pour régler les problèmes, avait besoin d'un arbitre suprême dont les avis avaient force de loi et s'imposaient à tous. La dictature absolue de Staline avait émergé de cette profonde nécessité et de la compréhension de cette nécessité par toute la couche privilégiée bureaucratique.

Dans les années suivantes, la dictature allait faire l'expérience de la force de cette loi, mais cette fois par la négative.

Staline mort, à son règne a succédé en Union soviétique une direction collégiale. Avant d'être théorisée comme telle quelque temps après, cette direction collégiale a été un fait. Il y a bien eu un secrétaire du comité central désigné à la place du défunt « petit père des peuples », en l'occurrence Malenkov, qui cumula pendant un court moment cette fonction avec celle de président du conseil, flanqué cependant de quatre vice-présidents : Beria, Molotov, Boulganine et Kaganovitch. Mais le pouvoir absolu ne se transmettant pas par désignation, la direction devint collégiale de fait en ce sens que les décisions exigeaient l'accord d'une demi-douzaine de hauts dignitaires qui avaient tous des titres pour postuler à la place de Staline et en avaient l'ambition.

Appuyé chacun sur tel ou tel puissant appareil de la machinerie de l'État qu'il dirigeait et contrôlait, les différents candidats au rôle se neutralisaient mutuellement. Aucun d'entre eux n'avait de raison d'abdiquer en faveur d'un de ses concurrents. Il y en avait cependant un parmi eux qui avait les moyens de contourner le consensus au sommet pour imposer sa personne : Beria qui était à la tête du principal corps de répression de la bureaucratie, la police politique.

Aujourd'hui encore, près de soixante ans après, les versions varient sur la façon dont Beria fut liquidé par ses concurrents. Il fut en tout cas destitué par une décision unanime du présidium du parti et arrêté par des militaires fournis par Joukov (à qui ce coup de main contre le puissant chef de la police politique valut l'accession à l'organe dirigeant suprême du parti). Pendant longtemps, la rumeur prétendit que Beria avait été fusillé à la sortie d'une réunion du bureau politique ou étranglé par ses compères en pleine réunion. Le fait est qu'il fut exécuté ainsi que ses principaux adjoints, laissant ainsi aux compétiteurs restés en lice, Malenkov, Molotov, Khrouchtchev, Vorochilov, Kaganovitch et Mikoyan, leurs chances pour l'avenir.

Chacun de ces hommes représentait une puissance car chacun était à la tête d'un appareil, d'un clan, d'une clientèle, sur les-

quels il pouvait s'appuyer si ce n'est pour réaliser ses ambitions, du moins pour neutraliser celles des autres.

Cette génération de hauts bureaucrates avait encore trop dans la tête et dans les nerfs la lutte féroce menée par la bureaucratie dans les années trente, pendant et après la guerre pour consolider sa mainmise sur la société issue de la Révolution de 1917, lutte qui vit émerger le pouvoir absolu de Staline, pour laisser paraître en public leurs rivalités et leurs dissensions. Ils ne savaient que trop bien que tout débat au sommet pouvait donner à d'autres forces sociales l'envie de s'en emparer.

Ces rivalités n'en existaient pas moins. En ont témoigné les mises à l'écart successives, et généralement inexpliquées par les autorités, de certains des concurrents, qui renforçaient d'autant le pouvoir de ceux qui restaient. Jusqu'à ce qu'émerge, deux ou trois ans après, le pouvoir de Khrouchtchev.

Celui-ci finit à son tour par être écarté en 1964 par Brejnev et Kossyguine. Mais il y eut un changement ô combien appréciable dans les relations entre cette demi-douzaine de dignitaires qui pouvaient postuler au titre suprême : même lorsque Khrouchtchev fut en situation d'affirmer son propre pouvoir en mettant en doute rétroactivement celui de Staline, lors du xx^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique, en février 1956, les hauts bureaucrates n'acceptèrent pas de lui accorder le droit de vie et de mort sur ses pairs.

Oh, ce droit restait plein et entier non seulement contre ceux qui, dans la population, s'avisèrent de critiquer le régime, mais même contre les responsables subalternes de l'appareil ! En revanche, le haut bureaucrate, même écarté du pouvoir par ses semblables, ne risquait plus que sa place, et pas sa tête. Molotov, quand il fut écarté, fut nommé ambassadeur en Mongolie extérieure. L'ex-Premier ministre Boulganine se retrouva à diriger un sovnarkhoze au sud du pays. Quant à Khrouchtchev lui-même, lorsqu'il fut écarté, il put terminer paisiblement sa vie en retraité.

Ces rivalités internes au bureau politique avaient beau être dissimulées non seulement au bon peuple mais même à l'inté-

rieur du Parti communiste d'Union soviétique et de l'appareil d'État soviétique, elles existaient et se manifestaient dans les relations entre la direction de l'Union soviétique et celle des différentes démocraties populaires.

Chacune de ces démocraties populaires et ses appareils étaient taraudés par les mêmes rivalités entre dirigeants et entre clans du pouvoir qu'en Union soviétique. Mais tant qu'il y avait un arbitre suprême à Moscou, les rivalités étaient tranchées au profit de celui qui avait le soutien de Staline.

Avec la direction dite collégiale en Union soviétique, les choses changèrent d'un seul coup. L'homme écarté de la direction d'une des démocraties populaires pouvait, dans certaines limites, faire appel à un autre membre du bureau politique soviétique que celui qui lui avait porté le coup. De ce fait, les rivalités, dissimulées au sein des cénacles dirigeants de l'Union soviétique, ont pu se concrétiser dans les démocraties populaires et, parfois comme en Hongrie ou en Pologne, éclater au grand jour.

En outre, il était inconcevable que la « direction collégiale », qui s'était imposée par la force des choses au sommet de la bureaucratie à Moscou, ne soit pas la nouvelle ligne dans les « partis frères » des démocraties populaires. À part Gottwald, le dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque, qui eut la bonne idée de mourir au bon moment, emporté par une pneumonie attrapée lors de l'enterrement de Staline et qui céda la place naturellement à la version locale d'une direction collective, les autres « Staline » au petit pied, Ulbricht en Allemagne de l'Est, Rákosi en Hongrie, Gheorghiu Dej en Roumanie, durent jongler pour faire entrer le culte de la personnalité qu'ils imposaient dans la « nouvelle ligne » de Moscou. Parfois, au prix d'autocritiques qui, pour être hypocrites, n'en étaient pas moins humiliantes et surtout apportaient de l'eau au moulin de leurs rivaux – lorsqu'ils en avaient. Ce fut le cas notamment en Hongrie où le duel ne tarda pas à se développer entre Rákosi, au pouvoir, et Nagy, à l'écart de la coterie dirigeante.

Tout cela aurait pu rester une lutte de sérail, confinée aux cercles dirigeants des partis staliniens des démocraties popu-

lares sous l'arbitrage de Moscou, devenu plus compliqué par la « direction collégiale ». Des luttes dont la population n'aurait appris le dénouement qu'une fois le perdant dénoncé comme traître, agent de l'impérialisme, titiste ou, pire, trotskyste. Les dirigeants politiques de la bureaucratie soviétique auraient pu gérer la situation.

Mais l'alerte pour la bureaucratie soviétique vint d'en bas, de la classe ouvrière des démocraties populaires. 1953 fut en quelque sorte la préfiguration de ce qui allait se passer en 1956 en Pologne et surtout en Hongrie. Les conséquences de la politique d'industrialisation forcée, le recul du niveau de vie des travailleurs, la pénurie, les normes de travail, se traduisirent par une succession d'explosions.

Aux premiers jours de juin 1953, une grève éclata dans la ville de Plzen, grande ville industrielle de Tchécoslovaquie, suivie d'une vague de grèves partout dans les centres industriels importants du pays, rapidement écrasées par l'armée et suivies par une répression violente.

Le 16 juin 1953, ce furent les ouvriers du bâtiment des chantiers de la Stalinallee à Berlin-Est qui descendirent dans la rue contre l'augmentation brutale des normes qui venait d'être décidée, aboutissant à la diminution de leurs salaires réels. Malgré le recul du gouvernement qui annula le relèvement des normes, la grève devint insurrectionnelle, entraînant tous les travailleurs de Berlin-Est. Elle fut écrasée par les troupes soviétiques. Les villes de Leipzig, Rostock, Dresde suivirent le soulèvement avant d'être écrasées à leur tour. La répression qui suivit les deux jours de révolte fut à la mesure des craintes des dirigeants : 25 000 personnes arrêtées, 42 condamnés à mort. Il faut cependant souligner qu'une quarantaine d'officiers et de soldats de l'armée soviétique refusèrent de tirer sur les ouvriers désarmés. Ramenés en Union soviétique, ils furent condamnés à mort et fusillés.

Après l'Allemagne de l'Est, ce fut le tour de la Pologne. Émeutes à Varsovie, à Cracovie et en Silésie.

En Hongrie, c'est également au mois de juin 1953 qu'il y eut la première grève notable depuis les années quarante. Elle ne

concerna que deux cents ouvriers à Csepel mais les revendications avancées, l'augmentation des salaires, la protestation contre les normes trop élevées, leurs révisions fréquentes à la hausse et la pénurie de produits alimentaires de première nécessité dans les épiceries d'État, pouvaient être comprises et partagées par tous les travailleurs. La grève ne dura pas mais elle fut suivie par d'autres dans plusieurs villes industrielles de province.

D'après l'explication avancée ultérieurement par Imre Nagy lui-même, ce sont ces grèves qui, dans le contexte marqué par Berlin-Est et Plzen, auraient incité la direction collégiale soviétique à convoquer à Moscou le secrétaire général du MDP, Rákosi, dictateur du pays, en même temps que plusieurs hauts dignitaires hongrois pour leur signifier qu'il serait judicieux de remplacer Rákosi au moins au poste de Premier ministre par Imre Nagy. L'homme était tout aussi stalinien que Rákosi et également ancien « moscovite », c'est-à-dire qu'il avait passé ses années d'exil sous Horthy en Union soviétique. De retour d'Union soviétique, Imre Nagy avait été ministre de l'Agriculture en 1944 et de l'Intérieur en 1946. Mais, à l'écart du pouvoir depuis quelques années, il était moins compromis que l'attelage dirigeant « à quatre » Rákosi-Gerö-Farkas-Révai, sans parler des exécuteurs des basses œuvres de Rákosi. Peter Gabor, chef de l'AVH et tortionnaire en chef, servit en 1953 de bouc émissaire. Il fut lâché par le dictateur et condamné. Le procès public à l'encontre des Farkas, père et fils, le premier étant chargé de superviser l'armée et la police, fut une des revendications de 1956.

Rákosi, à qui la direction soviétique reprochait de mener une politique de répression trop dure et une politique d'industrialisation qui soulevait un mécontentement croissant et risquait de conduire à la catastrophe, dut passer partiellement la main à Nagy, nommé chef du gouvernement. Rákosi garda cependant le secrétariat général du parti. Cela lui permit, dix-huit mois plus tard, en 1955, de retrouver les pleins pouvoirs en écartant Nagy.

Pendant cette période cependant, Nagy, sur consigne du bureau politique de l'Union soviétique et les conseils de Malenkov qui passait pour son protecteur, annonça un « nouveau

cours», le 4 juillet 1953. Il ferma les camps de concentration ouverts par Rákosi, il fit libérer une partie des prisonniers politiques, il assouplit le plan dénoncé comme un fardeau trop lourd pour le pays et légalisa la possibilité pour les paysans d'une ferme collective d'en voter la dissolution.

Ces réformes lui valurent une certaine popularité dans le pays. Et, surtout, sa personne fournit, même après qu'il eut été mis à l'écart, un drapeau à tous ceux qui, au sein de l'appareil du Parti communiste comme au sein de l'appareil d'État, étaient opposés à Rákosi et à son clan et critiquaient sa politique. Ils étaient de plus en plus nombreux ceux qui en avaient directement souffert, y compris à l'intérieur du parti, y compris parmi les fonctionnaires de celui-ci, les uns seulement dans leur carrière, mais beaucoup par des mois ou des années de prison. Nagy n'avait jamais cherché à regrouper autour de lui un courant oppositionnel. Il était fidèle au stalinisme et à la direction de l'Union soviétique et, de plus, extrêmement prudent. Il y en eut cependant, à des niveaux subalternes de l'État et du parti et plus encore dans l'intelligentsia, pour faire de lui le chef de file d'une tendance réformatrice – révisionniste, disaient leurs adversaires – au sein du parti.

Les premiers murmures de critique – et ce n'est en rien paradoxal – vinrent des journalistes et, en particulier, de ceux de *Szabad Nép* (*Peuple libre*), le quotidien officiel du parti. Une partie des journalistes était des staliniens purs et durs, dévoués surtout à Rákosi. D'autres cependant, plus jeunes, tout aussi membres du MDP, commençaient à ressentir comme trop durs les ordres du parti, l'obligation d'écrire des articles formatés décrivant « un peuple travailleur marchant vers le socialisme ». Il ne leur fut pas trop difficile de trouver des contradictions entre ce qu'ils avaient lu de Marx ou de Lénine, que nombre d'entre eux avaient étudiés, et ce qu'on les obligeait à écrire. Ils trouvaient également pesant le poids du parti soviétique dans la vie du Parti communiste hongrois.

Le « nouveau cours » de Nagy leur offrit la possibilité de discuter plus librement de la politique du parti et de l'État. Le

rythme de l'industrialisation, par exemple, ou encore la pression sur les paysans pour les faire entrer dans les coopératives, questions sur lesquelles Nagy avait pris une position différente de celle de Rákosi les années précédentes, ne sont pas restés des thèmes de débat confinés dans les cercles dirigeants.

Les désaccords divisaient également les niveaux intermédiaires de l'appareil du parti lui-même. Les journalistes, les intellectuels commencèrent d'autant plus naturellement à rapporter ces débats qu'ils étaient liés à ces niveaux intermédiaires de l'appareil du parti. En outre, les journalistes, envoyés sur le terrain pour rendre compte dans leurs journaux respectifs de la « glorieuse construction du socialisme », constataient non seulement le décalage entre ce qu'ils racontaient et la réalité, mais également la difficulté à laquelle se heurtaient les responsables locaux du parti eux-mêmes pour appliquer la politique décidée d'en haut. Sincères ou pas, nombre de jeunes journalistes, membres du Parti communiste, racontèrent par la suite, lorsque les bouches commencèrent à s'ouvrir, que c'est lors de ces reportages qu'ils découvrirent la grande misère de ces ouvriers qui étaient censés être la « classe dirigeante » du pays, le mécontentement des paysans, mais aussi les moyens de terreur mis en œuvre pour faire taire toute contestation.

L'effervescence dans l'intelligentsia du parti fut à peine perceptible de l'extérieur dans un premier temps. Mais elle s'amplifia. Elle s'étendit à des écrivains. C'est d'ailleurs l'hebdomadaire de la très officielle « Association des écrivains », *Irodalmi Újság* (*Gazette littéraire*), qui devint, au moment de l'arrivée de Nagy à la tête du gouvernement, le journal soutenant le plus clairement la politique de celui-ci. Une fois Nagy écarté, *Irodalmi Újság* devint l'expression du désenchantement des intellectuels staliniens.

C'est dans le développement de cette contestation feutrée que fut créé, à l'initiative de la direction, au printemps 1955, le cercle Petöfi. Il naquit sous le patronage du DISZ, l'organisation de jeunesse du parti stalinien. Il était destiné à offrir un cadre de discussion surveillé aux intellectuels, aux artistes dans la mouvance

du parti sur la politique de celui-ci. Pendant que Nagy dirigeait le gouvernement, discuter de son programme n'était pas spécialement un acte de contestation. D'autant moins, encore une fois, que son programme, qui se résumait à l'assouplissement de la politique menée auparavant, avait l'approbation de la direction du parti russe.

Mais, dans les conditions d'une dictature, il est plus facile d'autoriser des discussions que de les encadrer et surtout de les arrêter. Après avril 1955, Rákosi avait obtenu à Moscou les soutiens nécessaires pour pousser Nagy à la démission. Nagy fut relevé de son poste de Premier ministre, remplacé par le jeune Hegedüs, à cette époque entièrement sous la coupe de Rákosi, puis exclu des organismes dirigeants du MDP et du parti lui-même. Le simple rappel de la politique menée par Nagy devint aussitôt un acte de contestation et ressenti comme tel par le clan de Rákosi.

Dans la deuxième partie de l'année 1955, le cercle Petöfi entra en hibernation. Ce qui lui donna un nouvel élan fut un événement venu du cœur du pouvoir soviétique lui-même et qui donna à cet élan un axe politique.

Cet événement survenu en Union soviétique ébranla les certitudes du monde stalinien. En février 1956, avait eu lieu le *xx^e* congrès du Parti communiste d'Union soviétique, avec le fameux discours de Khrouchtchev, déboulonnant Staline. Oh, il n'y avait rien de critique sur la bureaucratie, sa dictature sur la société. L'essentiel des dénonciations de Khrouchtchev portait sur le « culte de la personnalité ». La haute bureaucratie se reconnaissait d'autant plus facilement dans l'accusation d'abus de pouvoir lancé *post mortem* contre Staline que cet abus n'était reconnu que par rapport aux sommets politiques de la bureaucratie elle-même. C'était une façon d'officialiser la direction collégiale : le chef ne devait être désormais qu'un « *primus inter pares* ». Mais il ne fut pas question de mettre en cause l'abus social fondamental : l'usurpation par la bureaucratie du pouvoir né de la révolution ouvrière. (voir Document 1, après le cha-

pitre 11, l'analyse des militants de la future *Voix Ouvrière* sur le xx^e congrès).

Le rapport de Khrouchtchev était censé rester secret, sa circulation était limitée au sommet de la bureaucratie soviétique ainsi qu'aux dirigeants des partis communistes. Mais si, en Union soviétique, il ne fut jamais imprimé, ailleurs, la nouvelle en filtra rapidement malgré – pour ce qui est de la France – les efforts de la clique Thorez-Duclos et compagnie pour en nier jusqu'à l'existence.

Dans les pays de l'Est, cela provoqua un séisme politique.

En Hongrie, en particulier, tous ceux qui, à l'intérieur même du parti, de l'appareil d'État ou autour de ceux-ci, avaient souffert du régime de Rákosi, du pouvoir discrétionnaire de sa clique, avaient désormais une revendication et une référence : il fallait appliquer, en Hongrie aussi, le xx^e congrès. Le mouvement, déclenché par la « dénonciation des crimes de Staline », que la bureaucratie était parvenue à endiguer – plus ou moins d'ailleurs et non sans mal –, prit de l'ampleur, en Hongrie comme en Pologne.

Le cercle Petöfi en devint le catalyseur. Les débats y devenaient de plus en plus libres, la participation de plus en plus nombreuse, les critiques à l'égard de Rákosi de plus en plus ouvertes. Les bouches s'ouvraient, malgré les exclusions du parti que leurs interventions valurent aux intervenants les plus critiques. La liberté de ton attira de plus en plus de monde. Aux intellectuels, aux écrivains, commencèrent à se joindre des étudiants puis quelques ouvriers.

Un des membres du cercle Petöfi rapporta plus tard à propos de cette reprise d'activité pendant l'été 1956 : *« Bien que l'entrée fût réservée aux invités, le nombre de participants augmentait à chaque réunion : le débat des économistes n'attira que 400 personnes, celui des philosophes, plus de 1 000, et celui des journalistes, couronnement de l'activité du club, fut écouté par plusieurs milliers de personnes massées dans la grande salle de la Maison des officiers, ainsi que dans l'escalier et dans la cour que l'on avait munis de hauts parleurs. »*

Au même moment, c'est-à-dire durant l'été 1956, la publication littéraire *Irodalmi Újsás* vit son audience exploser. À chacune de ses parutions hebdomadaires, elle s'arrachait dans la rue, et pas seulement par ceux qui s'intéressaient à la littérature.

Documents – Témoignages

Ce poème de Leszek Kolakowski, philosophe polonais contestataire qui se revendiquait du marxisme, a circulé de main en main à Varsovie à l'automne 1956. Il est très représentatif de l'état d'esprit de l'intelligentsia liée aux partis staliniens, et pas seulement en Pologne mais aussi en Hongrie.

Leszek Kolakowski

Qu'est-ce que le socialisme ?

[...] Nous vous dirons ce qu'est le socialisme. Mais d'abord nous devons vous dire ce que n'est pas le socialisme. C'est une question sur laquelle, autrefois, nous avions une idée bien différente de celle que nous avons aujourd'hui.

Bien, donc le socialisme n'est pas :

Une société dans laquelle quelqu'un qui n'a pas commis de crime reste chez lui, en attendant la police.

Une société dans laquelle c'est un crime d'être le frère, la sœur, le fils ou la femme d'un criminel.

Une société dans laquelle quelqu'un est malheureux parce qu'il dit ce qu'il pense et quelqu'un d'autre heureux parce qu'il ne dit pas ce qu'il pense.

Une société où quelqu'un est mieux parce qu'il ne pense pas du tout.

Une société dans laquelle quelqu'un est malheureux parce qu'il est Juif, et où un autre est mieux parce qu'il n'est pas Juif.

Un État dont les soldats pénètrent les premiers sur le territoire d'un autre pays.

Un État où quiconque chante les louanges des dirigeants est dans une meilleure situation.

Un État où l'on peut être condamné sans jugement.

Une société dont les dirigeants se nomment eux-mêmes à leurs postes.

Une société où dix personnes vivent dans une seule pièce.
Une société qui a des illettrés et des épidémies de variole.
Un État qui ne permet pas les voyages à l'étranger.
Un État qui a plus d'espions que de nourrices, et
plus de gens en prison que dans les hôpitaux.
Un État dans lequel le nombre des fonctionnaires
augmente plus vite que celui des travailleurs.
Un État où l'on est forcé de recourir aux mensonges.
Un État où l'on est contraint d'être un voleur.
Un État où l'on est forcé de recourir au crime.
Un État qui possède des colonies.
Un État dont les voisins maudissent la géographie.
Un État qui produit d'excellents avions à
réaction et de mauvaises chaussures.
Un État dans lequel les poltrons vivent mieux que
les braves. Un État dans lequel les avocats sont
presque toujours d'accord avec le procureur.
Empire, tyrannie, oligarchie, bureaucratie.
Un État dans lequel la majorité des gens cherchent
Dieu pour trouver une consolation à leur misère.
Un État qui octroie des prix à de pseudo-auteurs et
en sait plus sur la peinture que les peintres.
Une nation qui opprime d'autres nations.
Une nation qui est opprimée par une autre nation.
Un État qui veut que tous ses citoyens aient la même opinion en
philosophie, politique étrangère, économie, littérature et morale.
Un État dont le gouvernement définit les droits de ses
citoyens, mais dont les citoyens ne définissent pas les droits du
gouvernement. Un État où l'on est responsable de ses ancêtres.
Un État où une partie de la population reçoit des salaires
quarante fois plus élevés que ceux des autres.
Un État unique, isolé.
Un groupe de pays arriérés.
Un État qui utilise des mots d'ordre nationalistes.

Un État dont les gouvernements pensent que rien n'est plus important que leur pouvoir.

Un État qui fait un pacte avec le crime et adapte ensuite son idéologie à ce pacte.

Un État qui aimerait voir son ministère des Affaires étrangères déterminer l'opinion politique de toute l'humanité.

Un État qui trouve difficile d'établir la distinction entre réduire en esclavage et libérer.

Un État où les agitateurs racistes jouissent d'une totale liberté.

Un État où il y a propriété privée des moyens de production.

Un État qui se considère comme fermement socialiste parce qu'il a liquidé la propriété privée des moyens de production.

Un État qui distingue difficilement une révolution sociale d'une agression armée.

Un État qui ne croit pas que les gens doivent être plus heureux sous le socialisme qu'ailleurs.

Une société qui est la tristesse même.

Un système de caste.

Un État qui connaît toujours la volonté des gens avant de la leur demander.

Un État qui peut les maltraiter impunément.

Un État dans lequel une conception de l'histoire fait la loi.

Un État dans lequel philosophes et écrivains disent toujours la même chose que les généraux et les ministres, mais toujours après eux.

Un État dans lequel les plans de villes sont des secrets d'État.

Un État dans lequel les résultats des élections parlementaires peuvent toujours être prédits.

Un État où existe le travail forcé.

Un État où existent des liens féodaux.

Un État qui a le monopole mondial du progrès scientifique.

Un État où un peuple entier, contre sa volonté, peut être transplanté ailleurs.

Un État dans lequel les travailleurs n'ont pas
d'influence sur le gouvernement.

Un État qui croit que lui seul peut sauver l'humanité.

Un État qui considère qu'il a toujours raison.

Un État dans lequel l'histoire est un auxiliaire de la politique.

Un État dont les citoyens ne peuvent pas lire les plus
grandes œuvres de la littérature contemporaine, ni voir
les grandes œuvres de la peinture contemporaine, ni
entendre les grandes œuvres de la musique moderne.

Un État qui est toujours content de lui.

Un État qui déclare que le monde est très compliqué,
mais en fait, croit qu'il est très simple.

Un État où il faut souffrir longtemps avant d'obtenir
un docteur. Une société qui a des mendiants.

Un État qui croit que chacun est épris de lui,
alors qu'en vérité c'est le contraire.

Un État qui est convaincu que personne au
monde ne peut rien concevoir de mieux.

Un État qui ne se rend pas compte qu'il est
haï aussi longtemps qu'il est craint.

Un État qui détermine qui peut le critiquer et comment.

Un État dans lequel on peut chaque jour réfuter ce qu'on
affirmait la veille et croire toujours que rien n'est changé.

Un État qui n'aime pas voir ses citoyens lire trop de journaux.

Un État dans lequel nombre d'ânes ont rang de savants.

Voilà la première partie. Mais, maintenant, attention,
nous allons vous dire ce qu'est le socialisme.

Bien : le socialisme est une bonne chose.

Chapitre 4

1956 : l'année des bouleversements

La nouvelle du xx^e congrès et l'amorce de déstalinisation ravivèrent les rivalités dans toutes les démocraties populaires, à des degrés divers. Les dictateurs du temps de Staline qui se flattaient tous, chacun dans sa langue, du titre de « meilleur élève » de Staline – y compris Thorez en France – eurent beau s'aligner sur le « nouveau cours » à Moscou, ils perdirent leur crédibilité face à des rivaux, pourchassés et emprisonnés sous Staline comme le Polonais Gomulka, ou simplement mis à l'écart du pouvoir comme Nagy en Hongrie.

À partir de juin 1956, l'évolution en Hongrie se trouva étroitement mêlée à celle de la Pologne.

C'est, en effet, la Pologne qui était entrée la première en éruption. Le 27 juin 1956, à Poznań, les ouvriers de la fabrique de locomotives Zispo (acronyme polonais de « Usine Staline de Poznań ») se mirent en grève. Leurs revendications tournaient autour de l'augmentation des salaires, la diminution des prix et la révision des normes de travail. Mais, parmi ces revendications, se glissaient déjà des objectifs plus politiques visant à obtenir une réorganisation de la gestion de l'usine. Le 28, ceux de Zispo, rejoints par d'autres, descendirent dans la rue en criant « *À bas les bonzes ! À bas l'occupation soviétique !* ». La grève s'étendit dans la ville. Avant que le mouvement tourne à l'insurrection, les chars soviétiques entourèrent la ville, la coupant du reste du pays. Mais ils n'y entrèrent pas. C'est la police politique polonaise qui tira et ce sont les blindés de l'armée polonaise qui engagèrent le combat qui fit 53 tués et aboutit à 2 000 arrestations.

Pour la première fois, se produisait un phénomène destiné à devenir le trait dominant des relations entre l'Union soviétique et l'appareil d'État polonais et qui consistait à ce que ce dernier se charge du travail de répression pour éviter que les troupes soviétiques en assurent l'exécution.

S'amorça alors une sorte de compromis non écrit entre la bureaucratie soviétique et la couche dirigeante locale qui s'entendirent au détriment de la classe ouvrière. La bureaucratie soviétique y gagna de ne pas avoir à intervenir militairement dans le plus grand et le plus peuplé des pays de sa zone de domination, avec les difficultés qui auraient pu en découler et les répercussions internationales que cela aurait pu entraîner. Quant à l'appareil d'État national, il y gagna une autonomie croissante par rapport à l'Union soviétique.

Cette espèce de « compromis historique » se reproduisit à plusieurs reprises avec, comme dernier avatar, le coup d'État de Jaruzelski qui se chargea en décembre 1981, en décrétant l'état de guerre, d'écraser le mouvement des grandes grèves qui avaient engendré Solidarność.

Ce sont donc des chars polonais qui écrasèrent la révolte ouvrière de Poznań. Elle constitua un sérieux avertissement aussi bien pour les dirigeants de la bureaucratie soviétique que pour les dirigeants polonais. Au sein même du parti et de l'État, se renforça le courant qui voulait une politique nationale plus indépendante des Russes et, à l'intérieur, une politique plus souple que celle de l'équipe dirigeante autour d'Ochab. Le ministre de la Défense Rokosowski incarnait d'autant plus la mainmise de l'Union soviétique sur l'État polonais que, bien que d'origine polonaise, il avait été maréchal de l'armée soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'homme qui, en Pologne personnifiait cette politique plus nationale, était Gomulka, « excommunié » et emprisonné en 1949, accusé de nationalisme polonais, et libéré en décembre 1954. En résidence surveillée, il fut d'abord réintégré dans le parti et enfin propulsé à sa direction.

Mais, alors qu'en Hongrie, Nagy avait été nommé Premier ministre en 1953 sur proposition du bureau politique soviétique, Gomulka fut imposé par le comité central du Parti communiste polonais malgré l'avis de la direction soviétique – et ce fut une nouveauté.

Son élection, le 19 octobre 1956, donna lieu à une véritable épreuve de force. Varsovie fut entourée par des chars soviétiques. Toute la direction du parti soviétique, Khrouchtchev en tête, entouré de Molotov, Mikoyan, Kaganovitch et quelques généraux, vint dans la capitale de la Pologne pour impressionner le comité central polonais.

La direction collégiale soviétique était prête à contresigner l'élection de Gomulka au poste de secrétaire général. Elle voulait cependant imposer que le maréchal Rokossovski conserve son poste de ministre de la Défense et de commandant en chef de l'armée polonaise. Mais Gomulka, ne sachant que trop bien qu'il n'aurait aucun pouvoir avec Rokossovski à ses côtés, ne transigea pas. Finalement, la direction russe céda.

Redoutait-elle d'avoir à mener une guerre de répression contre un pays de plus de trente millions d'habitants, dans un contexte international où elle cherchait la détente avec le camp occidental ? Sans doute. Le choix de la direction soviétique de préférer le compromis avec Gomulka à l'intervention militaire se révéla judicieux par la suite. Gomulka sut cantonner l'autonomie de l'État polonais par rapport à la bureaucratie soviétique dans des limites acceptées par cette dernière. Il sut atténuer progressivement l'effervescence populaire et ouvrière, canaliser l'intelligentsia pour finir par imposer un régime aussi autoritaire que ses semblables des autres démocraties populaires, avec une marge d'autonomie certes plus grande par rapport à Moscou, mais en restant dans « le camp soviétique ».

L'effervescence qui accompagna l'épreuve de force servit d'exemple et d'encouragement pour le courant qui, à l'intérieur du Parti communiste hongrois, cherchait à se débarrasser d'un Rákosi disposant de nouveau des pleins pouvoirs depuis qu'il avait réussi à écarter Nagy, mais de plus en plus discrédité. À bien plus forte raison, l'écho des événements polonais fut entendu par l'intelligentsia.

La contestation se généralisa parmi les écrivains. Ils avaient beau faire partie des privilégiés du régime, au sens plein du terme, ayant la possibilité d'accéder aux avantages que s'était

réservés la couche dirigeante, ils n'acceptaient plus les ordres de l'appareil, sa censure, l'absence des libertés d'expression et de discussion. Ils refusaient de continuer à mettre leur plume au service du régime pour justifier les pires crapuleries, y compris l'arrestation de leurs meilleurs amis. Comme le chantait un des poètes connus de l'époque à l'intention d'un de ses amis, journaliste emprisonné suite à des accusations fabriquées par Rákosi : *« Je suis coupable de t'avoir cru coupable... »*.

Pour empêcher que le mécontentement désormais visible se transforme en effervescence, Moscou décida de congédier Rákosi, cette fois pour de bon. Hegedüs, l'ancien Premier ministre sous Rákosi devenu bien après la révolution, dans les années soixantedix, un contestataire du régime de Kádár, raconte ainsi la façon peu élégante dont Rákosi, dictateur tout-puissant de Hongrie, Staline local dont les portraits étaient affichés partout dans le pays, apprit son éviction de la bouche de Mikoyan. Ce dernier, envoyé par le bureau politique du Parti communiste soviétique, fut accueilli à la gare Keleti par Rákosi et Hegedüs. Dans la voiture qui les conduisait vers la résidence de l'hôte soviétique, juste avant l'arrivée, Mikoyan se tourna vers Rákosi pour lui dire : *« La direction soviétique a décidé que tu étais souffrant. Tu vas avoir besoin de suivre un traitement à Moscou »*. Gerö qui passait pour le lieutenant le plus fidèle de Rákosi se fit adouber par la direction soviétique comme le nouveau secrétaire général du parti.

Le changement fut officiellement décidé à la réunion plénière de la direction du MDP, du 18 au 21 juillet 1956, tenue en présence de Mikoyan.

Mais ce changement et l'exil de Rákosi en Union soviétique ne réglèrent pas le problème. Gerö, bras droit de Rákosi, ancien bourreau du NKVD lors de la guerre civile espagnole, ne passait pas mieux que son ex-chef. En même temps que la direction soviétique patronnait, en réalité ordonnait, des concessions politiques en sacrifiant Rákosi, elle se préparait à l'éventualité que les concessions ne désamorcent pas la contestation. Malachenko raconte dans ses mémoires que, jeune lieutenant-général, commandant en second du « corps spécial » de l'armée

soviétique en Hongrie, il avait été chargé d'élaborer un plan de mobilisation conjoint de l'armée soviétique et des forces militaires hongroises, armée et AVH, pour faire face à une éventuelle insurrection (voir Documents-témoignages).

Même les concessions de Gerö, comme celle d'accepter les funérailles publiques de Rajk, réhabilité depuis juin 1956, ne désarmèrent pas la contestation qui montait. Au contraire. L'enterrement, le 6 octobre, donna lieu à une véritable manifestation de masse de cent mille personnes. Il y avait, au côté de la veuve Julia Rajk, Imre Nagy et nombre de personnalités du parti qui étaient liées à celui-ci. Mais étaient présents aussi plusieurs dirigeants, comme le vieux « moscovite » Münnich, venu expliquer le pourquoi de la condamnation de Rajk et traitant de « *rats sortant des égouts* » ceux qui avaient monté le procès. Son explication fut d'autant plus embarrassée que plusieurs des « rats » ou leurs sous-fifres de l'époque étaient à ses côtés à la tribune.

Et, fait nouveau, l'enterrement de Rajk – autorisé – fut prolongé par une autre manifestation, moins nombreuse, mais spontanée et non autorisée d'étudiants. Regroupant quelques centaines de participants de la faculté de philosophie, organisée par un cercle de discussion clandestin le Cercle Kolkhoz, apparu dans la même période que le cercle Petöfi, la manifestation prit la forme d'une « promenade collective » partie du cimetière où Rajk venait d'être inhumé, pour passer devant la statue de Staline puis devant l'ambassade yougoslave, le siège de l'AVH, avant de revenir à la faculté. À chacune de ces étapes, un temps d'arrêt pour déclamer un poème adapté ou pour entonner un chant contestataire, relayés à la fin de la manifestation par « *Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin, à mort le stalinisme !* ». Ce fut la première manifestation du genre. Bien que ni la radio ni la presse n'en aient fait mention, la nouvelle se répandit dans les autres universités. Manifester était donc possible !

Les jours suivants, les choses allèrent de plus en plus vite. La contestation, débordant les cercles restreints et discrets du courant réformateur du parti et même les intellectuels, écrivains, fut reprise par les étudiants et commença à toucher les travailleurs.

Andropov, ambassadeur d'Union soviétique en Hongrie à l'époque et futur chef du KGB puis futur secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, sentit monter la contestation.

Télégramme de Iouri Andropov, envoyé de Budapest au ministère des Affaires étrangères de l'URSS, 12 octobre 1956 (extrait) :

« Selon le camarade Gerö, en l'espace d'un mois et demi qu'il a passé en URSS, le climat politique en Hongrie a tellement empiré qu'il s'agit d'une "situation grave" non seulement dans le parti, mais aussi dans l'ensemble du pays. Le danger vient du fait que, s'il y a trois-quatre mois, l'intelligentsia était la seule à faire entendre son mécontentement, maintenant les idées contestataires commencent à s'étendre dans le milieu ouvrier, sans parler des paysans qui bougent beaucoup et demandent, en plusieurs endroits, de liquider des coopératives agricoles. » (Voir le texte complet, dans Document 2 à la fin du chapitre.)

Le 16 octobre, l'université de Szeged vota, au cours d'une assemblée générale, un certain nombre de revendications politiques parmi lesquelles le départ des troupes russes. À partir du 22 octobre, des assemblées générales s'organisèrent dans la quasi-totalité des facultés.

Puis Műszaki Egyetem, la grande université de technologie de Budapest, formula un programme, devenu celui de cette première phase qui n'était pas encore une insurrection mais le devint dans la nuit du lendemain. Elle fut la première à appeler à une manifestation pour le 23 octobre, en solidarité avec le peuple polonais, autour de la statue de Bem, général de la révolution hongroise de 1848, d'origine polonaise.

Ce qui s'était passé à l'université de technologie fut caractéristique de l'accélération extraordinaire des événements et de la prise de conscience en période révolutionnaire. Convoquer une assemblée générale des étudiants le 19 octobre dans un foyer universitaire, malgré l'opposition du directeur du foyer et celle du secrétaire du DISZ (organe de jeunesse du parti) de l'université, était déjà un geste de contestation inimaginable quelques

mois auparavant. Ce qui l'était encore plus, c'est que l'assemblée décida d'une liste de revendications à porter à la connaissance des responsables politiques. Cette liste, formulée alors en quinze points, tournait cependant autour des revendications corporatistes, sauf le dernier, demandant un procès public pour les tortionnaires Farkas. Pour le reste, il était question des prix du restaurant universitaire, de la considération à laquelle devraient avoir droit les futurs ingénieurs qu'étaient les étudiants en technologie, des réductions dans les transports publics, de l'autonomie universitaire, etc. Il suffit de trois jours pour que les étudiants se retrouvant le 22 octobre, abandonnent les unes après les autres les revendications corporatistes, pour décider, dans l'atmosphère fiévreuse d'une salle bourrée de 5 000 étudiants, d'un appel en quatorze points devenus par la suite seize points, tous politiques, parmi lesquels la convocation immédiate du congrès du parti, la nomination de Nagy à la tête du gouvernement et le départ des troupes soviétiques (Voir ci-dessous, dans Documents - témoignages).

En appelant à manifester le 23 octobre, il était cependant loin de l'état d'esprit de ces étudiants d'appeler à autre chose qu'à une manifestation pacifique et, encore plus loin d'appeler à une insurrection armée. Même les cercles les plus radicaux de l'opposition dans et autour du parti, notamment le cercle Petöfi, n'avaient pas d'autres objectifs que des réformes à l'intérieur même du régime, à réaliser de façon pacifique, par le biais de changements de personnes à la tête du parti et de l'État. Les plus courageux parlaient d'élections libres.

De même, les étudiants dont l'intervention, les assemblées générales avaient donné, les jours précédant le 23, un caractère de masse à l'opposition, ne souhaitaient pas une intervention plus large de la population, en particulier des travailleurs.

Le sociologue britannique Bill Lomax, devenu un des spécialistes de 1956 en Hongrie, dans son ouvrage publié au vingtième anniversaire du soulèvement, fait état de l'envoi de délégations d'étudiants devant les usines, où ils improvisèrent des réunions, chaleureusement accueillies par les ouvriers qui arrivaient au

travail. Dans plusieurs fabriques, les ouvriers proposèrent de se mettre en grève dans l'après-midi pour montrer leur solidarité avec les étudiants et pour pouvoir participer à la manifestation. Les responsables étudiants demandèrent cependant instamment aux ouvriers de ne pas se mettre en grève, de ne pas participer à la manifestation, pour ne pas exciter le régime. Ils tenaient à ce que la manifestation soit silencieuse et que les étudiants défilent en rangs serrés.

Le même auteur cite la phrase d'un des écrivains en pointe pendant la période où la contestation venait principalement d'eux : *« Ce n'est pas nous qui avons décidé que la révolution éclate »*. Certes !

Au moment où la manifestation se décidait, le 22 octobre, le secrétaire général du parti, Gerö, était à Belgrade pour tenter de se réconcilier avec Tito. La direction collégiale du parti russe s'était elle-même réconciliée avec le dirigeant yougoslave quelques mois auparavant. L'homme, qualifié auparavant de « chien couchant des Américains » et de conspirateur tout à la fois fasciste et trotskyste contre le pouvoir soviétique, retrouva, dans le vocabulaire stalinien, le qualificatif de « maréchal Tito, héros du peuple yougoslave ».

Qu'il soit dit en passant que ce retournement n'a pas peu influencé même la jeunesse élevée dans le cadre du régime. Pour toucher du doigt les mensonges de ce dernier, il suffisait, à un écolier, de comparer un livre de classe du début des années cinquante et un de la période 1955-1956 pour s'amuser, dans le premier, de la caricature de Tito en chien tenu en laisse par Harriman, secrétaire d'État américain, et pour admirer, dans le second, la statue imposante de Tito à Belgrade !

Lorsque les bouches commencèrent à s'ouvrir, les étudiants ne manquèrent pas de profiter des cours obligatoires de « marxisme-léninisme » pour demander une explication à ce sujet à leurs professeurs et pour se moquer de leurs réponses gênées.

La réconciliation entre la direction du parti soviétique et celle de la Yougoslavie fut scellée par le déplacement à Belgrade-

Canossa de Khrouchtchev et de Boulganine. Puis les dirigeants des pays de l'Est suivirent. La couleuvre de la réconciliation fut d'autant plus difficile à avaler pour les dirigeants du parti hongrois que le pays jouxte la Yougoslavie et que la guerre froide entre ce pays et le bloc soviétique s'était concrétisée non seulement par une propagande particulièrement acharnée mais aussi par de fréquents incidents de frontières.

En l'absence de Gerő, la direction du parti pataugeait face à la décision : autoriser la manifestation ou non. Elle commença par l'interdire, puis se ravisa.

L'affolement était sensible parmi les membres de la direction du parti présents à Budapest. Signe de cet affolement, les coups de téléphone reçus par les responsables du cercle Petöfi, pourtant guère en odeur de sainteté, les implorant de prendre la tête de la manifestation pour que tout débordement soit évité. Balázs Nagy, un des responsables du cercle Petöfi à l'époque, raconta plus tard comment Antal Apro, un des membres de la direction du MDP, était au bord des larmes en implorant Tánczos, le principal responsable du cercle : « *Mettez-vous à la tête de la manifestation... Sauvez la situation !* ».

Un autre témoin, un des secrétaires de l'organisation de jeunesse DISZ, présent également au siège du parti, évoqua ultérieurement Marosán, un des dirigeants, ex-socialiste devenu stalinien, interpellant le même Tánczos et brandissant la menace : « Si vous ne retrouvez pas vos esprits, s'il y a du grabuge, j'irai à Csepel et je ferai donner des armes aux métallos qui vous mettront à la redresse ! » Exclamation caractéristique de la morgue d'un bureaucrate stalinien ! Alors que la révolte montait, imbu de lui-même et des prérogatives de sa caste, il croyait pouvoir parler au nom de la classe ouvrière ! Cela fut dit à quelques heures seulement du moment où les travailleurs de Csepel prirent des armes, sans avoir eu besoin qu'un ministre stalinien leur en fasse cadeau. Et ces armes servirent non pas à défendre le régime stalinien mais à le combattre.

La manifestation fut, en réalité, plusieurs manifestations débordant de partout, occupant les deux rives du Danube, rem-

plissant les rues avoisinantes, transformant les places en lieux de meeting, où se succédèrent des poètes et quelques personnalités politiques connues comme oppositionnelles. La foule dans les rues fut estimée à 200 000 personnes, du jamais vu auparavant. Elle commença à réclamer Nagy.

Celui-ci n'avait été réintégré dans le parti que le 13 octobre. Discutant avec quelques-uns de ses amis, vers midi de ce 23 octobre, il exprima son opposition à la manifestation prévue. À la demande de ses proches, qui était également celle exprimée par la direction du cercle Petöfi, de prendre la tête de la manifestation, il opposa un refus catégorique. Pas question de participer à un « putsch ». Il ne voulait agir que sur demande expresse de la direction du parti. Demande que celle-ci ne tarda pas exprimer dans l'après-midi, affolée qu'elle était devant les événements.

Du coup, Nagy accepta de prendre la parole devant ceux des manifestants qui s'étaient regroupés autour du Parlement. Discours complètement à côté de la plaque. La foule était à cent mille lieues des références au parti évoquées par Nagy. L'appel à la défense de « l'ordre constitutionnel » ne passait plus. Pour la direction du parti cependant, Imre Nagy était redevenu précieux. Il fut nommé président du Conseil dans la soirée et coopté à la direction centrale du parti dans la nuit.

Pendant ces événements, une délégation d'étudiants était à la radio nationale pour exiger que les seize points de l'université de technologie y soient lus. La directrice de la radio, haute responsable du parti, qui avait été un temps ministre sous Rákosi, reçut une délégation. Elle tergiversa pour laisser le temps aux forces de répression d'arriver sur place. Les tractations s'éternisèrent. La foule attendait dehors, lorsque la radio transmet le discours de Gérö, de retour de Belgrade. Un discours provocant, traitant les étudiants de « *populace qui tentait de semer le trouble* » et visant « *la subversion nationale* » ; il vitupérait contre « *ceux qui cherchent à instiller dans notre jeunesse le poison du chauvinisme et à profiter des libertés démocratiques que notre État garantit* ». Ce discours ne fit qu'accroître la détermination des manifestants.

Plusieurs heures de tergiversations de la direction de la radio permirent à une escouade de la police politique, l'AVH, d'arriver sur place. Et elle tira sur la foule. Les premières victimes tombèrent.

Un détachement de l'armée fut envoyé pour relayer l'AVH. Mais l'officier qui le commandait refusa l'ordre de tirer. Les camions de militaires furent entourés par la foule qui non seulement n'était pas impressionnée par la fusillade mais discutait avec les soldats. Au bout d'un certain temps, un premier soldat glissa son fusil aux manifestants qui entouraient les véhicules. Les insurgés commencèrent ainsi à s'armer.

La nouvelle de la fusillade se répandit aussitôt dans la ville, atteignant, on ne sait trop comment, les grandes usines de Csepel. Dans la nuit même, des milliers de travailleurs des usines se mirent en mouvement vers Budapest, les uns vers le bâtiment de la radio, les autres vers la statue de Staline, énorme masse de bronze qui dominait la ville, et qui après plusieurs heures d'efforts fut mise à bas.

Victor Sebestyen décrit ainsi les heures qui suivirent dans son livre *Budapest 56, les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique* : « La nouvelle de la fusillade devant le siège de la radio s'était répandue dans tout Budapest. Vers 22 heures, l'un des principaux postes de munitions de la capitale, dans la rue Sorokasári, fut pris d'assaut. Les deux écoles militaires de la ville, Zrinyi et Petöfi, dont beaucoup de cadets avaient pris part à la manifestation, expédièrent aussi des armes. L'usine de lampes de l'île de Csepel, la plus grande zone industrielle de Budapest, était bien connue pour servir de couverture à une manufacture d'armement. Tard dans la soirée, les ouvriers allèrent y retirer au moins mille fusils et les chargèrent à bord de camions qui se dirigèrent vers la station de radio. ».

« La bataille de la radio », première bataille de l'insurrection, dura la moitié de la nuit. Seize manifestants furent abattus avant qu'ils aient commencé à s'armer, il y eut soixante blessés. Mais une fois les manifestants armés, l'AVH perdit cinq hommes,

dont le commandant de l'escouade, et une soixantaine furent capturés.

La contestation devenait une insurrection.

Avec les faubourgs ouvriers qui montèrent sur le centre-ville de Budapest, les travailleurs firent irruption sur la scène politique, occupée jusque-là par la jeunesse universitaire et par les réformateurs du parti. Ils n'allaient plus la quitter. Les jours, les semaines qui suivirent et bien au-delà de la deuxième intervention de l'armée soviétique et l'écrasement militaire de la révolution, furent rythmés par les pulsations venues de la classe ouvrière.

Cette même nuit, Gerö fit appel aux troupes soviétiques stationnant autour de Budapest en faisant contresigner l'appel par Nagy. Ce fut la première intervention de l'armée soviétique.

Un télégramme signé Joukov informe ainsi le comité central du Parti communiste d'Union soviétique : *« Conformément à la décision du gouvernement d'Union soviétique d'accorder une aide fraternelle au gouvernement de la République populaire de Hongrie, à la suite des désordres politiques qui se sont produits dans le pays, les mesures suivantes ont été prises par le ministère de la Défense... »*

Le lendemain, l'insurrection se généralisa à Budapest, ainsi qu'aux grandes villes industrielles de province.

Documents - témoignages

Document 1

Extrait des mémoires de Malachenko, commandant en second des Forces spéciales de l'armée soviétique à Budapest en 1956

En juillet nous avons reçu l'ordre de Moscou de préparer le plan pour les Corps spéciaux pour maintenir et restaurer l'ordre à Budapest et sur le territoire hongrois. En même temps, on nous a demandé de rassembler des renseignements sur les points stratégiques les plus importants aux yeux des dirigeants de l'État et de l'armée. La discussion de l'accord avec les troupes hongroises sur les éventuelles opérations militaires fut confiée au lieutenant général M. F. Tikhonov, le conseiller en chef auprès du ministère de la Défense hongrois.

On m'a demandé d'ébaucher le plan et lorsque j'ai essayé de voir Tikhonov pour élucider une série de questions, il ne m'a pas reçu avec grand plaisir. Il n'était pas préparé à mes questions et n'a pu répondre à aucune, et il m'a demandé de revenir le voir quelques jours plus tard. J'ai profité de ce temps-là pour faire connaissance avec la ville, de la localisation des points stratégiques les plus importants et de possibles voies d'accès à ces points. Lorsque je suis retourné voir Tikhonov, deux jours plus tard, il a sorti trois grosses piles de documents de son coffre-fort et m'a dit de chercher ce qui m'intéressait.

C'étaient les plans pour restaurer l'ordre social élaborés par l'état-major de l'armée populaire hongroise, les services de sécurité de l'État et la police.

Ces documents fournissaient des informations sur les objectifs principaux et leur défense lors des manifestations et grandes marches de protestation. Ils donnaient aussi la liste des forces de police et de l'armée et des moyens à utiliser contre des groupes armés en cas de manifestations antigouvernementales.

Après avoir étudié les documents et pris des notes, j'ai dit au général Tikhonov que vu le manque de troupes, nos hommes pouvaient uniquement assurer la défense des principaux points

stratégiques et ne pouvaient pas participer au maintien de l'ordre s'il y avait des rassemblements et des manifestations de protestation.

Tikhonov a répondu que les Hongrois avaient une armée et un service de sécurité de l'État puissants à leur disposition, et qu'ils pouvaient donc maintenir l'ordre eux-mêmes assez facilement. Notre aide ne serait pas nécessaire. Mais j'ai répété que cela serait bien si tout pouvait se passer tranquillement, et qu'alors il n'y aurait pas besoin que nous intervenions du tout, et que le plan resterait un plan uniquement sur papier.

Nous nous sommes séparés sur ces mots.

L'armée hongroise avait donc déjà un plan complet pour restaurer l'ordre dès le mois de juillet. J'ai personnellement vu ce plan traduit en russe. J'ai travaillé avec ce plan et pris les notes nécessaires.

Document 2

Télégramme envoyé de Budapest au ministère des Affaires étrangères de l'URSS par Iouri Andropov, 12 octobre 1956

[...] Selon le camarade Gerö, en l'espace d'un mois et demi qu'il a passé en URSS, le climat politique en Hongrie a tellement empiré qu'il s'agit d'une « situation grave » non seulement dans le parti, mais aussi dans l'ensemble du pays. Le danger vient du fait que, s'il y a 3-4 mois, l'intelligentsia était la seule à faire entendre son mécontentement, maintenant les idées contestataires commencent à s'étendre dans le milieu ouvrier, sans parler des paysans qui bougent beaucoup et demandent, en plusieurs endroits, de liquider des coopératives agricoles. Le climat semble encore plus complexe vu les difficultés économiques du pays. La récolte de l'année en cours est bien inférieure à celle de l'année dernière; la pénurie de charbon, de pétrole et de matières premières pousse à fermer les usines pendant de longues périodes, les chemins de fer ont dû supprimer 600 essieux, principalement sur les trains de voyageurs. Tout cela nuit énormément aux intérêts des travailleurs et mine leur état d'esprit.

[...] L'on voit que les tendances pro-yougoslaves, voulant appliquer la prétendue « expérience yougoslave de construction du socialisme », se renforcent considérablement au sein du parti. De pareilles tendances ont déjà existé dans le parti auparavant, mais aujourd'hui, elles prennent une telle ampleur que cela devient réellement dangereux.

[...] Le camarade Gerö estime que les Hongrois ont une attitude de plus en plus « froide » vis-à-vis de l'URSS, que cela ne cesse d'empirer et que les sentiments antisoviétiques gagnent du terrain. Ainsi, le camarade Kovacs, qui est intervenu récemment lors du meeting à l'usine « Ganz » où étaient présents de très nombreux ouvriers et employés de l'usine, a remarqué que les ouvriers ont très chaleureusement salué les nouvelles sur les succès en Chine populaire, mais ont accueilli avec un silence glacial la partie de son intervention consacrée à l'Union soviétique. Cette

attitude n'a pas changé même quand Kovacs a évoqué l'aide fournie par l'URSS à la Hongrie.

[...] De l'entretien avec le camarade Gerö, j'ai gardé l'impression qu'il est passablement énervé et désorienté. À ma question concernant ce que lui et d'autres membres du bureau pensent faire face aux dites difficultés, le camarade Gerö a répondu que ni lui ni les autres camarades n'y voient aucune solution pour le moment.

[...] Les hésitations du bureau politique et une série de concessions opportunistes qu'il a faites, sans aucun intérêt politique, ont sérieusement affaibli les positions de la direction. Ultérieurement, les obsèques de Rajk y ont contribué aussi. Il nous semblerait que le camarade Gerö se trompe en affirmant que le mécontentement et les sentiments antisoviétiques se sont propagés dans la classe ouvrière dans des proportions inquiétantes. Il serait plus juste de dire que la propagande d'une partie de l'intelligentsia réactionnaire désoriente beaucoup les ouvriers, engendre chez eux une attitude passive vis-à-vis de la politique, tandis que la direction du PTH ne fait pas assez d'efforts pour expliquer et défendre sa politique et lutter pour accroître son influence chez les ouvriers. [...]

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31
Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Document 3

**Télégramme envoyé de Budapest
au ministère des Affaires étrangères de l'URSS
par Iouri Andropov,
14 octobre 1956**

Ultra-secret. Toute copie interdite.

Le 11 octobre, je me suis entretenu avec le membre du comité central du PTH Vas Zoltan, qui s'est rendu à l'ambassade à sa propre initiative. Vas a dit qu'en tant que vieil ami de l'Union soviétique, il allait me parler de manière totalement franche malgré *« tous les coups et blessures qu'on lui a portés du côté soviétique »*.

Vas estime que « les camarades soviétiques ont une analyse erronée de ce qui se passe en Hongrie et ne voient pas qu'une catastrophe nationale s'approche », ignorent la montée des sentiments antisoviétiques et s'appuient sur les dirigeants qui n'ont aucun soutien ni dans le parti ni auprès du peuple hongrois. Tel est, selon Vas, le bureau politique actuel. Vas dit que lors de la dernière réunion plénière du comité central, il a envoyé une note au camarade Mikoyan, expliquant que le parti ne soutiendrait pas la candidature de Gerö ; et maintenant, tout se passe exactement comme lui, Vas, l'avait prévu.

Selon Vas, les camarades au niveau des cellules exigent que Kovacs, Salai, Veg, Mekis, Bat quittent la direction et soient remplacés par d'autres, ayant plus de crédit. Dans le parti, de telles personnes existent, souligne Vas, et leur crédit croît jour après jour, mais les camarades soviétiques ne le voient pas et continuent à s'appuyer sur les vieux dirigeants ayant perdu dernièrement toute confiance du peuple. À présent, après l'entretien que Gerö, Kádár et Hidas ont eu avec les camarades soviétiques, la direction du PTH a l'intention de poursuivre une « politique ferme » ayant pour objectif d'instaurer un pouvoir « fort » dans le pays. Mais pour s'assurer un pouvoir fort, dit Vas, il est indispensable d'être soutenu par le peuple, or Gerö et beaucoup d'autres membres du bureau politique n'ont pas cet appui, et pour cette

raison il est peu probable qu'ils soient en mesure de renforcer le pouvoir.

Vas dit qu'à présent, pour lui aussi bien que pour d'autres vieux militants, il est évident que dans peu de temps Imre Nagy sera à la tête du parti et du gouvernement de la République populaire hongroise.

Il occupera le poste qu'il voudra, ajoute Vas. Vas croit qu'il y a six mois, il était encore possible d'éviter l'arrivée de Nagy à la direction du parti et à la tête du pays, mais pour le faire, il aurait fallu mettre en œuvre un certain nombre de mesures radicales, notamment dans la politique économique du parti :

a) Geler pour une période de 2-3 ans le développement de l'industrie et utiliser les moyens ainsi libérés pour accroître le niveau de vie du peuple. (Vas dit que le nouveau plan quinquennal envisage encore une fois des taux de croissance trop élevés pour l'industrie sans pour autant garantir un approvisionnement adéquat en matières premières et en combustible. Il faut arrêter de produire ce dont la Hongrie n'a pas besoin.)

b) Geler pour une période de 4-5 ans la création de nouvelles coopératives dans l'agriculture et, parmi les entités existantes, liquider les plus faibles (400-500 coopératives). Arrêter d'accorder les crédits d'État et surtout d'abolir les dettes des coopératives, car cela nourrit les paysans aux dépens des ouvriers. Vas a qualifié d'incorrectes les mesures recommandées par le camarade Khrouchtchev afin d'inciter les paysans à devenir membres de coopératives. Il estime que cela peut se faire uniquement sur la base de volontariat pur et simple, comme en Yougoslavie.

c) Mettre en œuvre les mesures supplémentaires afin de baisser les prix des produits alimentaires, notamment des graisses, de la viande, etc. Sans ces mesures, il est impossible, a-t-il ajouté, de mener une bonne politique soutenue par l'ensemble du peuple.

Comme cela n'a pas été fait, Imre Nagy est sûr d'occuper prochainement le poste de chef du parti ou de l'État. Vas raconte qu'hier, il a été chez Nagy et il a eu avec lui un long entretien, dont il est sorti convaincu que Nagy voit très bien la situation et possède « un programme d'action » clair pour sortir le pays de ses difficultés. Vas se souvient que Nagy lui a affirmé son intention de « mettre en œuvre son programme de manière très ferme ». Ensuite, Vas a demandé à Nagy si lui, Nagy, savait que « le parti et

les travailleurs » voulaient qu'il ait été réintégré à la direction du parti. Nagy a prétendument répondu qu'« en aucun cas il ne donnera son accord » pour être élu au bureau politique, car, d'abord, « la question n'a pas suffisamment mûri », et ensuite, car il ne veut pas devenir « le treizième » membre du bureau politique. Nagy dit que pour le moment, il ne reviendra pas au bureau, parce que, sinon, il lui faudra soit recommencer à lutter contre la majorité, soit assumer la politique menée aujourd'hui par la direction, ce qu'il ne peut pas accepter.

Vas pense que le temps est venu pour chaque membre du comité central de choisir son camp. Quant à lui, Vas a décidé d'aller avec Nagy pour les raisons suivantes :

Dans les circonstances actuelles, il est impossible d'empêcher l'arrivée de Nagy à la direction du parti, car c'est ce que souhaite une très grande partie des militants et de l'intelligentsia. Aujourd'hui, plusieurs revues et journaux sont déjà sous l'influence de Nagy. Nagy est soutenu par le président du comité de radiodiffusion Benke. Vas raconte que lors de sa discussion d'il y a quelques jours avec le rédacteur en chef du journal *Szabad nép*, Horvath, il était évident que, par esprit de discipline, celui-ci tente encore d'appliquer la décision du bureau politique, mais, au fond de lui-même, il sympathise avec Nagy. Il existe aussi des sympathisants de Nagy au sein du comité de planification, dans un certain nombre de ministères, etc.

Après un moment d'hésitation, Vas a ajouté que, récemment, il a conversé avec un général-major de la police, dont il ne souhaite pas évoquer le nom. Ce dernier l'a prétendument informé, de manière confidentielle, que les chefs de la police de Budapest sympathisent avec la totalité du programme de Nagy et souhaitent qu'il fasse partie de la direction. Selon Vas, le comité du parti de Budapest reçoit depuis quelques jours des dizaines de résolutions adoptées par des ouvriers, demandant d'introduire Nagy dans la direction. Si avant, les ouvriers avaient des doutes par rapport à Nagy, « après les obsèques de Rajk » ils ne les ont plus, dit Vas. Nagy n'est pas contre l'Union soviétique, dit Vas, mais il veut construire le socialisme à sa manière, « à la hongroise, pas à la manière soviétique. » Ce n'est pas si mauvais, car au cours des onze années qui ont suivi la guerre, « la Hongrie est pratiquement devenue l'une des républiques de l'Union soviétique », ce qui n'a

rien de positif. La structure des pouvoirs publics en Hongrie est calquée, notamment, sur celle qui existe en URSS, les cellules du parti sont organisées selon un modèle emprunté tel quel au PCUS. Cependant, note Vas, il faut reconnaître que, par exemple, en Yougoslavie, « le mécanisme économique présente beaucoup plus de souplesse et de fonctionnalité » qu'en URSS, et la Hongrie devrait suivre (et certainement suivra) le modèle yougoslave. Ce n'est pas donc très grave si Nagy veut emprunter partout seulement ce qui convient réellement à la Hongrie. En même temps, il pense que, « somme toute (Nagy) n'est pas un type très bien », et que lui, Vas, « ne peut pas se porter garant pour lui ». Pour cette raison, il estime que, une fois arrivé à la direction, Nagy doit être entouré de vieux membres du parti ayant de l'expérience et du crédit, mais, bien sûr, de ceux avec qui Nagy « voudra travailler ». Vas a fait comprendre qu'il a discuté sur ce point avec Nagy lors de leur rencontre et qu'il s'agissait des journalistes Harasti et Losonzi, et du directeur adjoint de l'institut de l'économie Donate. Nagy a aussi avancé la candidature de Vas comme membre de la future nouvelle direction du parti. Vas a dit que, puisqu'il est capable d'avoir de l'influence sur Nagy, il a décidé de rester avec Nagy dans les intérêts du parti, ce qu'il a l'intention d'annoncer très prochainement. J'ai tenté de raisonner Vas sur un certain nombre de points, mais celui-ci a refusé d'écouter mes arguments, en me faisant comprendre qu'il n'était pas venu « pour discuter ».

À propos des assertions de Vas, voici des informations que j'estime nécessaire de vous communiquer. Zoltan Vas est connu en Hongrie comme quelqu'un qui se situe politiquement très à droite et qui est assez bavard. La plupart de ce qu'il a dit nécessite donc d'être vérifié. En même temps, une audace de jugement, assez étrangère à Vas, laisse soupçonner que l'idée de sa visite et ses propos ne viennent pas uniquement de lui. Nous savons que, après s'être rendu récemment en Yougoslavie, Vas a fait des exposés à l'école supérieure du parti et à la direction générale de la police, dans lesquels il faisait éloge de l'expérience yougoslave dans l'édification du socialisme, évoquant le fait qu'elle convient parfaitement à la Hongrie. Dans ces exposés, il exprimait une opinion très favorable sur Nagy et affirmait être confiant vis-à-vis de son prompt retour dans les rangs du parti.

On remarque aussi que c'est après les obsèques de Rajk que Nagy a poursuivi un travail politique de manière très active. Il assiste presque à tous les grands meetings de masse, certains journaux et revues publient ses photos. Selon le camarade Altomare, qui connaît bien Nagy, à la résidence de ce dernier des horaires ont été établis pour recevoir des visiteurs, et parmi eux viennent en grand nombre les représentants de l'intelligentsia hongroise.

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31
Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Document 4

Résolution du cercle Petöfi du 22 octobre 1956

1. En raison de la situation actuelle en Hongrie, nous proposons que le comité central du Parti des travailleurs hongrois soit convoqué dans le plus bref délai. Le camarade Imre Nagy devra prendre part au travail de préparation de cette session.

2. Nous jugeons nécessaire que le parti et le gouvernement révèlent en toute sincérité la situation économique du pays, révisent les directives du second plan quinquennal et élaborent un programme constructif concret conformément aux conditions particulières à la Hongrie.

3. Le comité central et le gouvernement doivent assurer le développement de la démocratie socialiste par tous les moyens possibles, en précisant les vraies fonctions du parti, en soutenant les aspirations légitimes de la classe ouvrière, en introduisant l'auto-administration des usines et en instituant une véritable démocratie ouvrière.

4. Pour assurer le prestige du parti et de l'administration de l'État, nous proposons que le camarade Imre Nagy et les autres camarades qui ont lutté pour la démocratie socialiste et les principes léninistes occupent une place digne de leur valeur à la direction du parti et du gouvernement.

5. Nous proposons que Mathias Rákosi soit expulsé du comité central du parti et éliminé de l'Assemblée nationale et du Conseil présidentiel. Le comité central, qui désire rétablir le calme dans le pays, doit prévenir les tentatives de restauration stalinienne et rákosiste.

6. Nous proposons que l'affaire de Mihály Farkas soit jugée publiquement, conformément à la légalité socialiste.

7. Le comité central devra réviser ses résolutions adoptées pendant la période qui vient de se terminer, en premier lieu les résolutions de mars 1955, la résolution de décembre 1955 sur la littérature et celle du 30 juin 1955 sur le cercle Petöfi. Nous proposons que le comité central annule toutes ces résolutions et prenne les décisions appropriées en ce qui concerne les personnes intéressées.

8. Les questions, même les plus délicates, doivent être rendues publiques, y compris les bilans de nos accords de commerce extérieur et les plans concernant l'exploitation de l'uranium hongrois.

9. Afin de consolider l'amitié hungaro-soviétique, entretenons des relations plus étroites encore avec le parti, l'État et le peuple soviétiques, sur la base du principe léniniste de l'égalité complète.

10. Nous proposons qu'à sa réunion du 23 octobre, le comité central de la DISZ fasse connaître sa position sur les points contenus dans la présente résolution et adopte de son côté une résolution pour démocratiser le Mouvement de la jeunesse hongroise.

Texte publié dans *La Révolution hongroise*
recueil de documents
par Melvin Lasky et François Bordy

Document 5

Les seize revendications des étudiants du Müszaki Egyetem (université de technologie)

1. Nous demandons l'évacuation immédiate de toutes les troupes soviétiques conformément aux dispositions du traité de paix.

2. Nous demandons l'élection au scrutin secret par tous les membres du parti, de la base au sommet, de nouveaux dirigeants aux échelons inférieur, moyen et supérieur du parti des travailleurs hongrois. Ces dirigeants doivent convoquer le congrès du parti le plus tôt possible, et élire un nouveau comité central.

3. Le gouvernement doit être reconstitué sous la direction du camarade Imre Nagy; tous les chefs criminels de l'ère stalino-rákosiste doivent être immédiatement relevés de leurs fonctions.

4. Nous demandons un procès public dans l'affaire criminelle de Mihály Farkas et de ses complices. Mátyás Rákosi, qui est le principal responsable de tous les crimes d'un passé récent ainsi que de la ruine du pays, doit être ramené en Hongrie et traduit devant un tribunal populaire.

5. Nous demandons que des élections générales aient lieu dans le pays au scrutin universel et secret et avec la participation de plusieurs partis, pour élire une nouvelle Assemblée nationale. Nous demandons que l'on reconnaisse le droit de grève aux travailleurs.

6. Nous demandons la révision et le rajustement des rapports hungaro-soviétiques et hungaro-yougoslaves dans les domaines politique, économique et culturel, sur la base d'une complète égalité politique et économique et de la non-intervention dans les affaires intérieures des uns et des autres.

7. Nous demandons la réorganisation de toute la vie économique en Hongrie, avec le concours de spécialistes. L'ensemble de notre système économique fondé sur la planification doit être réexaminé en fonction des conditions propres à la Hongrie et des intérêts vitaux du peuple hongrois.

8. Nos accords commerciaux avec l'étranger et le montant exact des réparations qui ne pourront jamais être payées doivent être rendus publics. Nous demandons des renseignements précis et exacts sur les gisements d'uranium du pays, leur exploitation et la concession accordée aux Russes. Nous demandons que la Hongrie ait le droit de vendre son uranium librement au prix du marché mondial pour obtenir des devises fortes.

9. Nous demandons la révision complète des normes en vigueur dans l'industrie et un rajustement immédiat et radical des salaires pour répondre aux revendications des travailleurs et des intellectuels. Nous demandons qu'un salaire minimum vital soit fixé pour les travailleurs.

10. Nous demandons que le système des livraisons soit organisé sur des bases nouvelles et que les produits agricoles soient utilisés de façon rationnelle. Nous demandons l'égalité de traitement pour les exploitations individuelles.

11. Nous demandons la révision par des tribunaux indépendants de tous les procès politiques et économiques, ainsi que la mise en liberté et la réhabilitation des innocents. Nous demandons le rapatriement immédiat des prisonniers de guerre et des civils déportés dans l'Union soviétique, y compris les prisonniers condamnés hors des frontières de la Hongrie.

12. Nous demandons la reconnaissance complète de la liberté d'opinion et d'expression, de la liberté de la presse et de la radiodiffusion, ainsi que la création d'un nouveau quotidien à grand tirage pour l'organisation MEFESZ (Fédération hongroise des associations d'étudiants des universités et collèges). Nous demandons que toutes les « fiches » soient divulguées puis détruites.

13. Nous demandons que la statue de Staline, symbole de la tyrannie stalinienne et de l'oppression politique, soit enlevée le plus vite possible et que l'on élève à sa place un monument à la mémoire des combattants et martyrs de la liberté de 1848-1849.

14. Nous demandons que l'on remplace l'écusson actuel, qui est étranger au peuple hongrois, par les vieilles armoiries hongroises de Kossuth. Nous demandons pour l'armée hongroise de nouveaux uniformes dignes de nos traditions nationales. Nous demandons que le 15 mars soit fête nationale et jour férié et que

le 6 octobre soit une journée de deuil national et un jour de congé pour les écoles.

15. Les étudiants de l'université technique de Budapest se déclarent unanimement solidaires des travailleurs et de la jeunesse de Varsovie et de la Pologne à l'occasion du mouvement polonais d'indépendance nationale.

16. Les étudiants de l'université technique et des autres universités se réuniront demain, le 23 octobre, à 14 h 30, sur l'avenue Gorki, devant le siège de l'Union des écrivains, d'où ils se dirigeront vers la statue de Bem, place Pálffy, devant laquelle ils déposeront des couronnes pour manifester leur sympathie pour le mouvement d'indépendance des Polonais. Les travailleurs des usines sont invités à se joindre à ce défilé.

Dans *BUDAPEST 1956, la Révolution hongroise*
présentée par François Fejtő,
Collection Archives Julliard.

Document 6

**Présidium du comité central du PCUS
du 23 octobre 1956**

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Mikoyan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov et Fourtseva.

Sur la situation à Budapest et en Hongrie dans l'ensemble (Joukov, Boulganine, Khrouchtchev).

Informations de Joukov : Cent mille personnes manifestent à Budapest. La radio incendiée. À Debrecen, la foule occupe les bâtiments du comité régional du parti et ceux du ministère de l'Intérieur.

Khrouchtchev se prononce pour l'entrée des troupes dans Budapest.

Boulganine juge la proposition de Khrouchtchev correcte : les troupes doivent entrer.

Mikoyan : Sans Imre Nagy, on ne maîtrisera pas le mouvement. Cela nous coûtera moins aussi. Il exprime des doutes sur l'entrée des troupes. Qu'avons-nous à perdre ? Rétablissons l'ordre par les mains des Hongrois eux-mêmes. Si nous faisons entrer les troupes, nous gâtons nos affaires. Essayer des mesures politiques et faire entrer les troupes après.

Molotov : De ses mains, Nagy disloque la Hongrie. Pour l'entrée des troupes.

Kaganovitch : Le renversement du gouvernement est en cours. Il n'y a pas de comparaison avec la Pologne. Pour l'entrée des troupes.

Pervoukhine : Il faut faire entrer les troupes.

Joukov : Il y a une différence avec la Pologne. Il faut faire entrer les troupes. Un membre du présidium du comité central doit y aller. Proclamer la loi martiale dans le pays et le couvre-feu.

Souslov : La situation est différente de celle de la Pologne. Faire entrer les troupes.

Sabourov : Il faut faire entrer les troupes pour maintenir l'ordre.

Chepilov : Pour l'entrée des troupes.

Kiritchenko : Pour l'entrée des troupes.

Envoyer à Budapest Malinine et Serov.

Khrouchtchev : Il faut entraîner Nagy à une activité politique. Mais pour le moment, ne pas en faire le président (du gouvernement). Que Mikoyan et Souslov s'envolent pour Budapest.

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 32

Les délibérations des dirigeants de l'URSS
(20 octobre – 6 novembre).

Document 7

Informations radiodiffusées

les 23-24 octobre 1956

par Radio Kossuth, encore gouvernementale

À 17 h 30.

« S'étant réuni aujourd'hui, le politburo du comité central du Parti des travailleurs hongrois a décidé que la prochaine réunion du comité central aurait lieu le 31 octobre 1956... »

À 20 h 23.

« S'étant réuni aujourd'hui, le politburo... a décidé que le comité central se réunirait dans les prochains jours... »

À 22 heures.

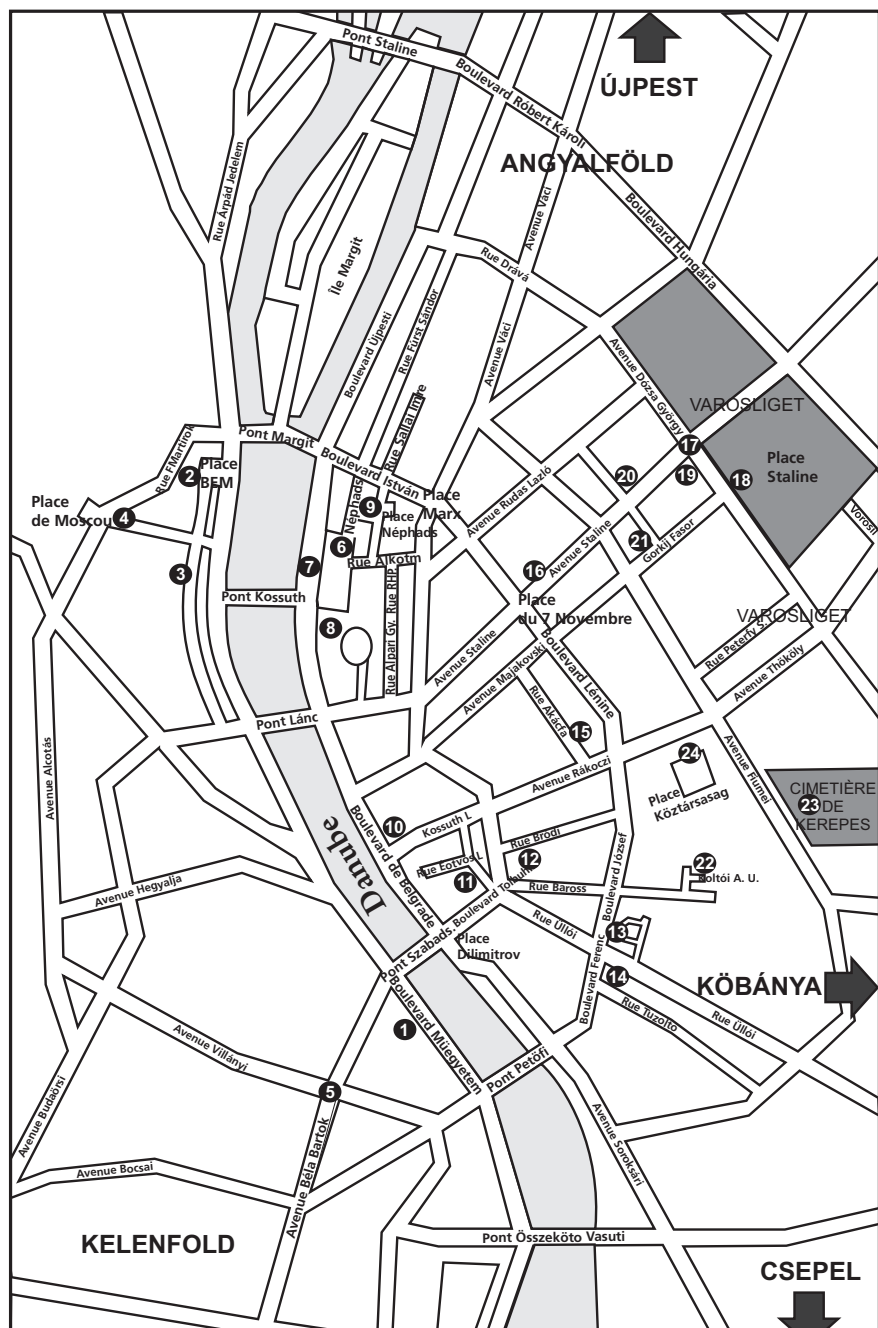
« S'étant réuni aujourd'hui, le politburo... a décidé que le comité central se réunirait ce soir même. Cette réunion est actuellement en cours. »

À 22 h 22.

« Chers auditeurs, voici maintenant une information spéciale : le politburo... a convoqué le comité central sur l'heure, pour discuter la situation actuelle et les mesures qu'il convient de prendre. »

Le 24, à 8 h 23.

« ... le comité central a siégé toute la nuit et a annoncé les résultats des élections des nouveaux politburo et comité central. »



- 1 Université de technologie
- 2 Place Bem
- 3 Cour martiale et prison
- 4 Place Széna
- 5 Place Moricz Zsigmond
- 6 Place Kossuth (devant le Parlement)
- 7 Parlement
- 8 Siège central du MPD
- 9 Ministère de la Défense
- 10 Statue de Petöfi
- 11 Faculté de droit
- 12 Bâtiment de la radio
- 13 Cinéma Corvina
- 14 Caserne Kilian
- 15 Siège provisoire du Conseil ouvrier central de Budapest
- 16 Andrassy ut 60 (Avenue Staline) ; siège de l'AVH
- 17 Place des Héros
- 18 Statue de Staline
- 19 Ambassade de Yougoslavie
- 20 Ambassade d'URSS
- 21 Association des écrivains
- 22 Maison syndicale des Métallos
- 23 Cimetière de Kerepes
- 24 Siège du MDP pour Budapest

Chapitre 5

L'insurrection armée se généralise Formation des conseils ouvriers

Les troupes soviétiques entrèrent dans Budapest entre deux et trois heures du matin dans la nuit du 23 au 24 octobre 1956. Elles comptaient en ce premier jour six mille hommes et sept cents chars. Les dirigeants de Moscou s'étaient attendus à une simple opération de police. Ils durent changer rapidement d'avis.

La nuit même, débarquèrent à Budapest Mikoyan et Souslov, représentants du présidium, nouveau nom du politburo soviétique. Leur premier télégramme envoyé à Moscou reprochait à Gerö et son équipe leur affolement devant des événements dont ils considéraient que les troupes soviétiques allaient rapidement venir à bout : après un petit tour en ville dans un véhicule blindé, qui essuya des tirs à plusieurs reprises, ils envoyèrent un second télégramme pour signaler qu'ils allaient mobiliser plus largement.

Les troupes soviétiques se heurtèrent à une résistance inattendue. Inattendue parce que non seulement le nombre de combattants était plus important que ce à quoi elles s'attendaient, mais aussi à cause du caractère du combat. L'insurrection n'ayant pas du tout été préparée, elle s'organisait en quelque sorte spontanément. Les combattants se regroupaient, au début, pratiquement au hasard des rencontres. Ces groupes improvisés engageaient le combat. Puis, lorsqu'ils tombaient sur des forces supérieures, ils se dispersaient, parfois sans retrouver le lendemain les compagnons de la veille.

À partir de là et pendant les quatre jours qui suivirent, ce fut l'explosion, une succession d'explosions venues d'en bas. Elles ne se limitèrent pas à la capitale, bien que la situation à Budapest ait eu une forte influence sur le reste du pays. Budapest n'était pas seulement la capitale mais, avec presque deux millions

d'habitants sur les neuf que comptait le pays, elle regroupait la majorité des usines et, partant, la majorité des ouvriers.

Mais la révolution était partout. Les villes industrielles avaient même parfois précédé Budapest. Le premier conseil ouvrier fut constitué à l'usine Dimavag, à proximité de Miskolc, suivie de près il est vrai par l'usine Egyesült Izzó à Budapest, fabrique de lampes à incandescence, avec ses 2 500 ou 3 000 ouvriers.

À Dimavag, grosse entreprise de construction de wagons de Diósgyőr, proche de Miskolc, *« les ouvriers ont écouté le discours de Gerö en poussant des jurons et en crachant partout »*. Le lendemain, *« les sirènes de l'usine se sont mises à hurler »* et, malgré la tentative de la direction de fermer les portes, les ouvriers se mirent en marche vers Miskolc.

À Miskolc, le conseil ouvrier, à peine constitué à l'initiative de Földvari, responsable du parti pour la ville, partisan de Nagy, lança un communiqué à la radio locale : *« Le comité du conseil ouvrier de Miskolc et le comité du parti, malgré la réponse (satisfaisante) du camarade Imre Nagy, ont décidé de maintenir les revendications soumises dans la résolution des travailleurs du comitat de Borsod et de Miskolc, tant que ces revendications ne seraient pas satisfaites.*

[...] 1. Nous exigeons que l'armée soviétique quitte immédiatement le pays.

2. Un nouveau gouvernement hongrois.

3. Le droit de grève.

4. L'amnistie complète pour les Hongrois qui ont pris part à la révolution.

5. Tant que ces revendications n'auront pas été satisfaites, les habitants du comitat de Borsod et de la ville de Miskolc continueront à faire la grève, à l'exception des employés des tramways, des mines, des services de santé, de ravitaillement public, de l'électricité et de la presse.

[...] Jeunes ouvriers et étudiants ! Conduisez-vous d'une manière disciplinée. Ne donnez aux autorités aucun prétexte pour intervenir. Nous sommes capables de faire triompher nos revendications sans effusion de sang. Pour atteindre ce but, vous pouvez

aider le peuple de Budapest de la manière la plus efficace si vous conduisez la grève dans l'ordre et si vous ne vous livrez pas à des manifestations inutiles. Ne commettez pas des actes de provocation ou de sabotage car la seule chose que vous obtiendriez, ce faisant, serait l'affaiblissement de nos forces communes.

[...] Pour obtenir le retrait des troupes soviétiques, nous avons envoyé un télégramme au conseil des ministres. Ayez confiance en nous ! Nous avons été élus par les ouvriers et non par le gouvernement ! [...] »

La grève se généralisa partout dans le pays, sans appel, sans mot d'ordre, et les usines furent occupées. Dans une atmosphère fiévreuse, les conseils ouvriers surgirent partout, dans les usines, en même temps que dans les quartiers se constituaient des comités de toute sorte, s'intitulant tantôt « comité révolutionnaire », tantôt « comité national ».

Les initiatives pour constituer les conseils ouvriers vinrent de partout et de nulle part. Elles vinrent souvent de responsables locaux du parti lui-même, parfois avec l'espoir de trouver parmi les travailleurs des alliés pour défendre le régime ; parfois pour tenter de calmer les ouvriers avant qu'ils se mettent en grève. Quelquefois celui qui était à l'origine d'un conseil était bien un responsable du parti mais qui était hostile à Rákosi et basculait du côté de l'insurrection.

L'initiative vint aussi de travailleurs plus anciens ayant vécu la révolution de 1919 ou qui s'en souvenaient par transmission de mémoire ouvrière. Ou encore l'initiative surgit tout naturellement à l'occasion d'une assemblée d'ouvriers, sans qu'on sache qui prononça le mot en premier.

L'éclosion des conseils ouvriers n'obéit à aucune règle, pas plus dans le nombre de leurs membres que dans la façon dont ils furent élus. Leurs effectifs varièrent considérablement d'une usine à l'autre, leur composition du début aussi en fonction notamment de ceux qui en étaient à l'initiative. Même lorsqu'ils furent proposés et mis en place par des membres du parti fidèles au régime, et composés de permanents du parti et du syndicat, voire, pour ce qui est des conseils de ville, par des membres de

l'ancienne administration, dès le deuxième ou le troisième jour, de nouvelles élections écartèrent ceux à qui les travailleurs ne faisaient pas confiance, pour y mettre des éléments de plus en plus opposés au régime.

Dans les centaines et centaines d'entreprises où ces conseils surgirent, ils discutèrent de programmes. Les formulations en furent très variées mais, pour ainsi dire partout, il y avait des exigences identiques : abolition de l'AVH, retrait total de l'armée soviétique, liberté d'expression, gestion ouvrière des usines, amnistie totale pour les insurgés.

Il y eut également des revendications salariales mais ce sont quand même les revendications de nature politique qui prévalurent.

Le rôle de ces conseils ouvriers au début fut aussi extrêmement varié. Dans certaines villes industrielles de province, les conseils des plus grandes entreprises constituèrent un conseil central au niveau de la ville, voire au niveau du comitat. Dans ces villes industrielles, dont Miskolc constitua l'archétype, les conseils devinrent rapidement la direction politique et l'administration de fait de la ville ou de la région, traitant directement avec l'armée soviétique présente sur leur territoire.

Outre l'attitude des responsables locaux du parti, l'attitude locale de l'armée hongroise et de la police pesa sur le rythme du développement insurrectionnel. Pesa également l'attitude de l'armée soviétique.

La cible de la première intervention soviétique fut Budapest. C'est là où se déroula le principal affrontement armé. Dans les villes de province, en revanche, l'attitude du commandement soviétique local fut très variable. Les troupes soviétiques avaient une base militaire, une caserne, dans la plupart des grandes villes. Elles pesèrent sur les événements par la simple menace de leur présence mais sans intervenir systématiquement. Ici, le parti pris d'une unité soviétique au côté de l'AVH exacerba les passions. Là, sa neutralité sur le plan militaire évita que les affrontements deviennent sanglants.

Avec des rythmes variables, la mobilisation révolutionnaire suivit néanmoins le même mécanisme, un peu partout. On allait manifester, puis les manifestants entreprenaient d'arracher les symboles du régime déchu, s'en prenaient pacifiquement ou violemment aux bâtiments officiels, avant que la manifestation se conclue par une assemblée avec l'élection des délégués au comité ou au conseil local.

Il faut souligner ici une observation importante. Le fait que ce régime anti-ouvrier se revendiquait du socialisme et du communisme, que l'oppression quotidienne dans les entreprises comme en dehors était enveloppée d'une phraséologie sur le pouvoir des ouvriers, bouleversait par contrecoup les symboles, le drapeau et jusqu'au vocabulaire.

Il ne faut pas s'étonner, par exemple, qu'un des premiers actes du soulèvement fut d'arracher partout les étoiles rouges qui trônaient sur les bâtiments publics comme sur les usines. Dans la conscience collective de toute la population, l'étoile rouge symbolisait l'occupation soviétique, la présence de son armée et de ses chars. Le régime de Rákosi avait imposé à partir de 1948 un emblème avec une étoile rouge entourée d'épis de blé. Il ne représentait aux yeux de la population que le régime et uniquement lui.

Dès les premières heures du soulèvement, le comportement qui s'imposa était de découper cet emblème au milieu du drapeau national. Le drapeau rouge-blanc-vert, avec un trou au milieu, devint de fait le drapeau révolutionnaire !

Quand il pouvait être remplacé ou repeint – sur les murs ou sur les chars – l'emblème de Rákosi était remplacé par l'emblème de Kossuth, datant de la révolution démocratique bourgeoise de 1848-1849.

Un des dégâts du stalinisme, jusque dans les symboles et les emblèmes, fut la perception du drapeau rouge lui-même. Alors que c'est avec ce drapeau qu'avait été menée la révolution des conseils de 1919 et que, comme partout dans le monde, c'est sous ce drapeau qu'avaient été menées les luttes des travailleurs pendant le régime de Horthy, l'occupation russe avait changé

aussi le sens de ce symbole aux yeux de la majorité de la population. Le drapeau rouge était désormais très largement perçu comme le drapeau national de la Russie, c'est-à-dire le drapeau de la répression.

Même les mots « communisme » et « communiste » furent largement pervertis par le stalinisme. Aux yeux de beaucoup de travailleurs, ces mots recouvraient de plus en plus la réalité du régime stalinien.

Le mot « camarade » utilisé entre les membres du part, lui aussi, devint suspect. D'autant plus que le mot hongrois « elvtárs » a une connotation plus forte et plus « idéologique » que le mot en français, à la signification plus universelle. Il est composé de deux éléments, « társ » qui signifie séparément « compagnon » et « elv » qui signifie « principe ». L'ensemble donne donc « camarade (ou compagnon) de principe ». Ce qui est différent, par exemple, de « munkatárs » qui veut dire « camarade de travail » ou « collègue », ou de « bajtárs » qui signifie « camarade de combat », vocable utilisé entre militaires.

Lors de son discours devant le Parlement, aux premières heures du soulèvement, Nagy commença par interpellier la foule venue l'écouter par « Elvtárs ». Il se fit huer, tant le mot évoquait le langage de la bureaucratie. Ce qui fait que, tout au long des événements révolutionnaires, coexistèrent dans le même camp des insurgés deux vocabulaires, l'un gardant les mots utilisés sous le stalinisme, l'autre rejetant ces mots en rejetant la réalité sociale qu'ils recouvraient.

Bien que la mobilisation populaire fût générale, comme la grève, c'est évidemment les événements de Budapest qui furent décisifs. Pas seulement parce que Budapest était la capitale avec le contingent, de loin le plus important, de la classe ouvrière, mais aussi parce qu'il était évident pour tout le monde que c'étaient les affrontements militaires entre l'armée soviétique et les insurgés qui décideraient du reste.

Paradoxalement, à Budapest même, ce ne furent pas les comités révolutionnaires, ni même les conseils ouvriers, qui jouèrent le principal rôle d'organiseurs dans les premières heures de la

révolution. En fait, la première forme d'organisation fut tout simplement les groupes de combat qui se constituèrent au hasard des rencontres et qui, à peine constitués et armés, engageaient le combat. Tout cela dans un apparent désordre chaotique.

Mais il en va de même que pour le fer chauffé à blanc où, derrière l'agitation désordonnée des molécules, il y a des lois physiques implacables. Les masses soulevées comprenaient par instinct que la première des choses à faire et qui conditionnerait la suite était tout à la fois de briser la résistance de la police politique et de faire face aux troupes soviétiques.

À travers ce chaos apparent se manifesta une formidable énergie révolutionnaire. Elle vint principalement de la jeunesse et de la classe ouvrière.

La jeunesse marqua les premiers jours de la révolution. Dans ces groupes d'insurgés qui se constituèrent au hasard des rencontres, nombreux furent les jeunes de quinze-seize ans, voire de quatorze ans. Parfois, à dix-huit ans, on passait pour un ancien, à plus forte raison à trente ans et au-delà. Le gros des combattants avait cependant entre vingt et trente ans.

Ces jeunes, parfois à peine sortis de l'enfance, furent souvent en première ligne pour tenter de détruire un char avec des cocktails Molotov lancés à partir des fenêtres des immeubles, voire, en grimpant sur un char immobilisé, pour jeter l'explosif par la tourelle ouverte. La révolution les rendit adultes. Et d'ailleurs, ils furent considérés comme tels par la répression : c'est ainsi, par exemple, qu'un jeune combattant de moins de quinze ans, qui survécut au combat, fut arrêté bien plus tard, reconnu comme ayant fait partie des insurgés de la place Széna et fut pendu en 1959, quelques jours après ses dix-huit ans accomplis.

Parmi ceux qui, au long de la journée du 24 octobre, convergèrent vers le centre de la capitale, qui vers le bâtiment de la radio, qui vers la place des Héros où des centaines de personnes s'échinèrent à découper l'énorme statue abattue de Staline, qui vers le Parlement, il y eut des bandes de jeunes, des lycéens ou des élèves d'écoles techniques qui se mêlèrent aux travailleurs. Ils croisèrent des militaires qui commençaient à quitter les

casernes et cédaient leurs fusils à quiconque en voulait, ainsi que des camions distribuant des armes sorties dans la nuit même des arsenaux ou des usines où on les fabriquait.

À peine armés, ces groupes partaient vers les casernes, vers les commissariats, dans le but soit de faire basculer les occupants vers la révolution, soit d'engager le combat avec eux, soit successivement les deux.

Il arriva qu'un de ces groupes de quelques dizaines d'insurgés essaie de prendre une caserne de plusieurs centaines de policiers, qui tirèrent sur les assaillants. Les victimes tombèrent, en apparence pour rien. Mais, parfois, des groupes d'insurgés, revenus à la charge quelques heures plus tard ou le lendemain, trouvèrent la même caserne vide, ses occupants sans doute dispersés dans la nature.

Les combats furent plus sanglants lorsque les insurgés tombèrent sur un détachement de l'AVH ou de l'armée soviétique.

Ces nombreuses escarmouches se déroulaient non seulement dans un vacarme de tirs de fusil ou de mitraillette mais aussi au son hurlant des postes de radio que le gouvernement avait demandé de mettre aux fenêtres afin qu'il puisse appeler à la fin des combats.

Les postes de radio répercutaient les appels à déposer les armes où, à la menace contre ceux qui ne le feraient pas, était mêlée la promesse de ne pas entreprendre de poursuite envers ceux qui l'auraient fait avant 14 heures, puis avant 16 heures, avant 20 heures... Mais, pour les insurgés qui entendaient les discours, les hurlements contre les « fascistes », contre les « contre-révolutionnaires », contre les « bandes de criminels », tout cela n'était que provocation de bas étage et poussait au combat plutôt qu'à la reddition.

Au milieu de ce vacarme, de ces appels incessants venus d'en haut à déposer les armes et de la réponse enragée de ceux qui combattaient, flottaient dans l'air et dans les consciences ces vers d'« Un océan s'est soulevé », poème de Petöfi que tout le monde, et spécialement les écoliers, connaissait, et qu'il avait écrit dans le contexte d'une autre révolution, celle de 1848 :

*« Certes, la galère domine,
le flot se ploie et s'incline,
cependant, le flot, seul, est maître. »*

Cette situation se poursuivit ainsi du mercredi 24 au samedi 27 octobre dans les rues de Budapest, augmentant chaque jour le nombre de victimes. Victimes du côté des insurgés mais aussi du côté de l'armée soviétique, les soldats de celle-ci n'ayant même pas eu la possibilité d'enterrer leurs camarades de peur de sortir des blindés.

Les foyers d'insurrection se multiplièrent. Des petites places, des carrefours furent entourés de barricades, de pavés, de wagons de tramway renversés, puis de chars rendus inutilisables. Ils devinrent autant de forteresses.

Au fil des heures, se constituèrent des foyers de résistance plus importants, regroupant cent combattants ou plus. Les plus importants étaient ceux du passage Corvina et des rues environnantes, la place Baross côté Pest et, de l'autre côté du Danube, côté Buda, la place Széna et la place Moritz Zsigmond. Tous dans des lieux de passage stratégiques.

Après deux ou trois jours de combat sur les grands boulevards, notamment à proximité de deux des foyers de l'insurrection, le passage Corvina et la caserne Kilián, le sol était jonché de carcasses de chars et de cadavres de soldats soviétiques recouverts de chaux, faute d'avoir pu être enterrés.

Ceux du passage Corvina, à quelques centaines qu'ils étaient, ne furent jamais délogés durant l'insurrection, malgré plusieurs attaques de chars soviétiques. Ils devinrent en quelque sorte les symboles de la résistance armée victorieuse. Avec un humour certain, ils avaient accroché au-dessus du cinéma Corvin, centre de la zone qu'ils occupaient : *« Il y a trois grandes puissances : les USA, l'URSS et le groupe Corvina »*.

Pendant que les combats de rue à Budapest occupaient le gros de l'armée soviétique en permanence, les affrontements étaient plus ponctuels dans les villes de province et les troupes russes étaient plus rarement impliquées directement. La révolution suivait son cours avec plus ou moins de violence selon les endroits,

les affrontements qui avaient lieu étaient le fait des forces de répression hongroise, l'AVH avant tout. Les événements dans les villes de province «jouaient à saute-mouton» avec ceux de Budapest ou entre eux en s'influençant mutuellement.

Quelques événements ponctuèrent cette période avec comme conséquence de pousser l'insurrection à plus de détermination à chaque fois.

Il y eut le «Jeudi sanglant». Le jeudi 25 octobre, des milliers de personnes se retrouvèrent devant le Parlement dans l'attente d'une déclaration d'Imre Nagy, nommé Premier ministre, rappelons-le, dans la nuit du 23 au 24 octobre par Gerö, à la fois pour essayer de calmer l'insurrection qui démarrait et pour endosser la responsabilité de l'appel aux troupes soviétiques. Des chars soviétiques stationnaient sur la place, certains avec la tourelle ouverte et les soldats discutant avec les manifestants qui montraient leurs mains, manière de dire qu'ils n'étaient pas des fascistes ni des ci-devant, mais des ouvriers. Trois autres chars arrivèrent d'un peu plus loin. Les témoins oculaires assistèrent alors au spectacle surprenant, en plein affrontement armé dans la ville, de jeunes grim pant sur ces trois chars et donnant aux soldats des tracts en russe pour demander de ne pas tirer. Les soldats lisaient le tract pendant que plusieurs jeunes restaient sur le char, agitant des drapeaux hongrois. Il y avait comme un début de fraternisation quand, d'un seul coup, des tirs de mitrailleuse éclatèrent, vraisemblablement effectués par les policiers de l'AVH en planque sur les toits des immeubles environnants. Les tourelles des chars se refermèrent et les chars se mirent à tirer à leur tour. Plusieurs centaines de morts et d'innombrables blessés sur la place du Parlement.

L'autre événement qui marqua la suite fut le passage du colonel de blindés Pal Maléter à l'insurrection, ce 25 octobre. Les insurgés du passage Corvina réussirent à prendre et à occuper la caserne Kilián, située de l'autre côté de l'avenue Üllői. Ce ne fut pas un haut fait d'arme car les soldats qui occupaient la caserne ne cherchèrent pas à résister !

Mais s'agissant tout de même d'une caserne, le ministre de la Défense voulut la faire reprendre par l'armée et envoya Maléter, qui débarqua avec ses chars. Il réussit à réoccuper la caserne mais il prit contact avec les insurgés de Corvina et avertit son ministre... qu'il passait de leur côté! (voir Document 4). Et son char campa devant le portail de la caserne. Image symbolique mais pas seulement. Un détachement de chars soviétiques qui arriva peu de temps après trouva face à lui d'autres chars, et dut reculer.

Les immeubles du quartier furent éventrés par le canonade. Le boulevard se retrouva jonché de cadavres.

Autre événement qui marqua les esprits : un massacre à Mosonmagyaróvár, petite ville de 5 000 habitants. Le 25 octobre, une foule d'étudiants et d'ouvriers, accompagnés de femmes et d'enfants, partit vers le siège de l'AVH. La manifestation se voulait pacifique. Les manifestants n'étaient pas armés. La manifestation ayant été annoncée publiquement, les AVH s'étaient préparés à la recevoir en creusant des tranchées autour de leur quartier général et en installant des mitrailleuses.

Une délégation précéda le cortège pour prévenir les AVH des intentions pacifiques des manifestants. Quand ceux-ci apparurent, les mitrailleuses entrèrent en action : 52 morts et 86 blessés sur un cortège de 2 000 personnes ! Des manifestants allèrent récupérer des armes auprès du détachement local de l'armée pour entreprendre le siège du bâtiment de l'AVH. Ils furent rejoints par des hommes venus de la ville industrielle de Győr, à quinze kilomètres de là. Le bâtiment fut pris et ceux des AVH qui n'avaient pas réussi à s'enfuir furent lynchés.

La fusillade de Mosonmagyaróvár souleva l'indignation en raison du nombre élevé de victimes. Entre le 23 et le 29 octobre, les manifestants se heurtèrent à des fusillades plus ou moins meurtrières dans une cinquantaine de villes de province. Elles étaient, dans la plupart des cas, le fait de l'AVH. Mais pas toujours : dans certains cas, c'étaient des officiers de l'armée qui en portaient la responsabilité. Nulle part cependant, la fusillade ne stoppa ni même ne freina le développement de l'insurrection. Au

contraire. Il était clair que Budapest n'était pas isolé. Tout aussi clair que le régime ne pouvait pas s'appuyer sur l'armée car, même là où les officiers n'hésitaient pas à faire tirer, les troupes n'obéissaient pas.

Quant à l'AVH, malgré sa puissance, elle ne suffit pas à faire face. D'ailleurs, dans plusieurs localités voisines des frontières soviétique, tchécoslovaque ou yougoslave, les AVH locaux passaient la frontière pour se réfugier de l'autre côté.

Le commandement russe se heurta, ce premier jour de combat et par la suite, à un autre problème que celui du nombre de soldats qu'il pouvait engager dans la bataille. Ce problème était politique. Les soldats qui participèrent à la première intervention étaient stationnés dans des bases en Hongrie, depuis plus ou moins longtemps. Il était difficile de leur faire croire qu'on les envoyait combattre un soulèvement fasciste ou des commandos d'émigrés venant d'Occident. De plus, ils étaient en général russes ou, du moins, russophones et il était plus facile à la population de s'adresser à eux. En effet, l'apprentissage de la langue russe étant obligatoire dans les écoles hongroises, la partie la plus jeune de la population était capable de baragouiner le russe, si ce n'est de le parler. Les soldats de la première intervention n'avaient pas le moral. Il y eut des désertions. Après le cessez-le-feu, remontant les grands boulevards jonchés de cadavres de soldats russes – les insurgés morts avaient déjà été ramassés et enterrés –, les Budapestois témoignèrent d'une certaine pitié, voire de la sympathie pour ces soldats, souvent à peine plus âgés que les insurgés, restés sur les pavés, morts dans une guerre qui n'était pas la leur.

Les ennemis les plus haïs des groupes d'insurgés n'étaient pas les soldats russes, mais les membres de l'AVH. Alors qu'une partie de l'armée hongroise s'était dissoute dans la révolution et que la police s'était plus ou moins débandée dès le premier jour, l'AVH était restée le seul corps de répression sur lequel l'appareil pouvait compter.

De nombreux témoignages publiés, ou mis en ligne sur internet bien plus tard, mais à partir de documents de l'époque ainsi

qu'à partir des procès-verbaux des jugements des insurgés arrêtés, nous extrayons quelques passages significatifs.

« À partir de l'éclatement de la révolution, de nouveaux groupes d'insurgés se formèrent sans cesse sur tout le territoire de la capitale. Leur nombre total peut être estimé à environ 15 000. Leurs membres se recrutaient essentiellement parmi les jeunes ouvriers : des manœuvres amers et révoltés par le système stalinien. Parmi les plus âgés, certains avaient connu les camps russes.

La plupart étaient d'accord avec les revendications de la révolution. Ils avaient pris les armes pour mettre fin à la dictature qui durait depuis huit ans et pour conquérir l'indépendance. La quasi-totalité se définissait, de manière confuse, pour un « véritable socialisme » et rejetait toutes les formes possibles de restauration du capitalisme.

Cependant, il y en eut qui se joignirent à l'insurrection par esprit d'aventure et pour posséder des armes.



Leur principale caractéristique, surtout dans les premiers jours de la révolution, était la spontanéité, puisqu'il s'agissait de couches qui ne faisaient pas partie des plus conscients, des plus intelligents et des plus informés.

[...] La nuit du 23 au 24, des groupes, généralement petits, se formèrent sous le commandement d'un homme déterminé. Ils récupérèrent des armes en les prenant aux soldats, dans les arsenaux ou dans les casernes, ainsi que des cocktails Molotov. Ils s'organisèrent principalement dans les quartiers ouvriers, surtout ceux à proximité desquels passaient les détachements de l'armée soviétique.

La population dans son écrasante majorité soutenait ces groupes dont la composition changeait pour ainsi dire d'heure en heure.

Dans une première phase de la révolution, très peu de soldats du rang prirent le risque de se joindre aux insurgés. Ainsi, les jeunes insurgés, de par leurs effectifs réduits, la faible quantité d'armes et leur manque de formation, avaient un lourd handicap. Mais tout

cela était compensé par leur enthousiasme et leur inventivité. Et, à l'étonnement de tout le monde, malgré le rapport de forces extrêmement défavorable, ils firent gagner la révolution, même si ce ne fut que provisoirement.

[...] Un exemple plus caractéristique des méthodes de combat fut la mise hors d'usage des engins blindés sur pneus – qu'on appelait "cercueils ouverts"! Les insurgés en venaient facilement à bout : ils tiraient dans les pneus et les véhicules s'arrêtaient. Les soldats immobilisés devenaient ainsi des cibles faciles pour les insurgés qui leur tiraient dessus depuis les étages des immeubles.

En revanche, il n'était pas aisé de viser juste en lançant des cocktails Molotov sur les chars. Alors, les insurgés élevaient des barricades dans les rues. Un insurgé tirait une cordelette au bout de laquelle était par exemple attachée une casserole. Dès qu'un char arrivait non loin de la barricade, l'insurgé faisait bouger la casserole. Le conducteur du char avait une vision passablement limitée et, croyant avoir à faire à une mine, ralentissait. Ainsi, les insurgés pouvaient lancer de très près des cocktails Molotov sur le char.

[...] Les alentours du cinéma Corvin étaient un lieu idéal pour les insurgés, pour plusieurs raisons. Juste à côté étaient situés les locaux vides d'un ancien foyer de travailleurs. À quelques pas de là, dans les caves d'une école, il y avait une énorme cuisine avec beaucoup de place pour manger.

Le principal avantage était qu'il y avait une pompe à essence juste derrière le cinéma. On pouvait donc remplir d'essence des seaux entiers. Ce jour-là, l'essence ne servit pas de carburant, mais d'arme.

[...] Pour lancer des cocktails Molotov, les endroits les plus adéquats étaient les appartements des 4^e et 5^e étages. Parfois, on utilisait ceux du 3^e étage. Les fenêtres d'où il était interdit de jeter les cocktails étaient celles de l'appartement du chef qui commandait l'attaque. Dans cette fonction, on mettait ou un adulte, ou un lycéen plus âgé. Parmi les lanceurs qui œuvraient derrière les autres fenêtres, on prenait aussi les plus jeunes du moment qu'ils

avaient la force de lancer très loin et qu'ils accomplissaient leur tâche de façon disciplinée.

Le chef qui, en certains endroits, était appelé le « surveillant », était le seul à être autorisé à regarder par la fenêtre. Car, les premiers jours, les lanceurs avaient pris l'habitude de mettre la tête à la fenêtre pour regarder le résultat du cocktail. Mais les soldats eurent vite fait de repérer le manège et de tirer sur les lanceurs.

De l'autre côté de l'avenue Üllöi, deux groupes d'insurgés s'étaient formés, sous le commandement, l'un, de Wagner, réparateur de machines, et l'autre, de Barany, ouvrier. (Le premier fut pris après la révolution en tentant de traverser la frontière et condamné à deux ans de prison. Le second, élu dans le conseil ouvrier de Csepel après la défaite militaire, fut arrêté en avril 1957 et exécuté en février 1959.)

[...] Un groupe d'insurgés s'était formé à l'entrée du pont Margit. Il alla occuper également la place Széna qui était un endroit stratégique de Buda. Il prit possession du foyer des ouvriers qui travaillaient à la construction du métro, ainsi que de la maison d'arrêt à proximité. Le groupe comptait une centaine de personnes et était commandé par un homme de cinquante-neuf ans, Szabo Janos, dit Oncle Szabo, conducteur de camion.

Cet homme, né en 1897, fut soldat pendant la Première Guerre mondiale. Avec la république des soviets de 1919, il devint capitaine. Il faisait partie de la minorité hongroise de Transylvanie où il retourna après la défaite de la révolution des conseils pour la quitter de nouveau en 1944 pour s'installer en Hongrie, où il trouva du travail en tant que chauffeur. En 1948, il entra au Parti communiste mais en fut exclu en 1949. Il fut emprisonné et, libéré, il se joignit aux insurgés de la place Széna. Il fut arrêté le 19 novembre 1956, condamné à mort et exécuté le 19 janvier 1957. »

L'ouverture des archives de la police a permis de reconstituer les circonstances dans lesquelles Szabo avait rejoint le groupe insurgé de la place Széna.

Le groupe existait déjà depuis la veille, composé uniquement de jeunes et commandé par un étudiant de 24 ans dont l'histoire n'a pas retenu le nom (probablement mort au cours des com-

bats). C'est le 26 octobre que s'est joint aux jeunes Szabo Janos, qui devint un chef d'insurgés légendaire. Szabo était dans la foule qui observait une scène, habituelle ces jours-là : un camion chargé de fusils venait d'arriver sur la place. Les insurgés s'adressèrent à la foule de badauds pour qu'ils les aident à décharger le camion.

Szabo raconta par la suite, lors de son interrogatoire : *« lorsque j'ai été interpellé, j'ai pris quelques fusils et je les ai apportés à l'endroit où les insurgés voulaient les stocker. Puisque j'avais un fusil entre les mains, je l'ai examiné et il m'a semblé en bon état.*

– Vieux frère, puisque vous avez ce fusil entre les mains, gardez-le et restez avec nous. Nous avons de toute façon besoin de personnes d'un certain âge – rappelons que le conducteur de camion Szabo avait 59 ans – et en plus, comme vous avez une grande moustache, on n'aura pas de mal à vous reconnaître et à se rappeler de vous.

Comme j'ai vu que, parmi les insurgés, il y avait beaucoup d'enfants, j'ai posé la question : est-ce que vous savez manipuler un fusil ? Et vous n'avez pas peur ? Ils ont répondu que non, parce qu'ils savaient pourquoi ils se battaient.

– Pourquoi vous battez-vous ?

– Contre le régime de Rákosi.

– Quel âge as-tu ?

– Quinze ans.

– Et tu as donc tant souffert du régime Rákosi à ton âge que tu aies décidé de prendre un fusil contre lui ?

– Moi, non, mais j'ai assez entendu mon père se plaindre.

Cet échange a suffi pour que Szabo rejoigne le groupe et qu'étant donné son expérience de soldat de la révolution de 1919, il en devienne le commandant. »

Son second, Ban Robert, mécanicien à l'usine Orion, membre à partir de 1945 du Parti communiste, rejoignit les insurgés de la place Széna. Il fut fait prisonnier le 4 novembre par l'armée soviétique et fut déporté. Puis, ramené en Hongrie en 1957, il fut condamné à mort à Budapest et exécuté.

Une des sections des insurgés de la place Széna était la « Brigade des mineurs », appelée ainsi parce qu'elle était commandée par deux mineurs de fond, Ruzniak Laszlo et Tzimer Timor. Ils furent arrêtés tous les deux par les Soviétiques, déportés, condamnés à mort et exécutés. [...] »

La façon dont s'était recrutée cette « Brigade des mineurs » est significative de la façon dont le recrutement se faisait. Il s'agissait de mineurs de Pilisszentiván, petite ville de 4 000 habitants à une douzaine de kilomètres de Budapest, qui se mirent en grève pendant l'équipe de nuit du 25 octobre. En présence du directeur, ils réclamèrent une augmentation de salaire. L'un d'entre eux, mineur et ancien prisonnier politique, en profita pour lire la revendication politique des étudiants, appela ses camarades à rester en grève et leur proposa de se rendre le lendemain à Budapest devant le Parlement pour protester contre les fusillades de l'AVH.

Quelque quatre-vingt mineurs partirent de la mine. Leur nombre tripla dans la ville voisine. Il faisait encore nuit lorsque, suivant leur chemin vers Budapest, ils passèrent devant un foyer de jeunes travailleurs, ils y entrèrent, réveillèrent tout le monde en criant « Il n'est pas question que vous dormiez alors que les jeunes de Budapest sont en train de se faire tirer dessus. » Le directeur du foyer essaya de retenir les jeunes en prétendant qu'ils ne savaient même pas pourquoi ni contre qui ils allaient prendre les armes. Les mineurs l'engueulèrent et, finalement, une partie des jeunes travailleurs rejoignit le groupe qui, après ses pérégrinations, devait passer par la place Széna pour parvenir au bâtiment du Parlement. Ils n'y arrivèrent jamais : ils s'arrêtèrent place Széna et rejoignirent le groupe de combattants.

Autre façon de recruter pour le groupe, racontée par un des insurgés : « J'ai traversé la place Széna. Je me suis arrêté pour regarder et un jeune m'a accroché en m'engueulant : "mais vous n'avez pas honte, vous êtes là à regarder et vous ne combattez pas !" J'ai posé la question : "Mais contre qui il faut se battre ?" À ce moment-là, le premier a été rejoint par un autre jeune : "Mais vous ne voyez pas, c'est simple, il faut combattre ceux qui tirent sur le

peuple". Du coup, je les ai accompagnés à la construction du métro où ils tenaient leur camp. Et j'ai dit à l'Oncle Szabo : ça y est, je suis prêt, je vous rejoins pour me battre. »

Dès le samedi 27 octobre, les dirigeants soviétiques entamèrent les négociations avec le gouvernement Nagy sur un armistice et l'arrêt des combats de la part de l'armée soviétique. Ce jour-là, se situe un épisode dont les acteurs des événements comme les historiens ensuite discutent les raisons. Pendant que se menaient les négociations, certaines unités soviétiques déclenchèrent en effet une offensive dans les rues de Budapest pour briser ce foyer de l'insurrection qu'étaient le passage Corvina et la caserne Kilián à proximité. Mais, erreur d'appréciation ou erreur de commandement, l'ensemble des troupes soviétiques présentes dans la capitale n'ayant pas été engagées, ces chars ne vinrent pas à bout des deux objectifs fixés, et ils durent reculer en laissant plusieurs engins et des cadavres de soldats sur le pavé. Les négociations reprirent sur un échec des troupes soviétiques. Elles aboutirent à un armistice, rendu public le 28 octobre.



L'ouverture des archives des municipalités, des comitats, celles des forces de répression du régime de Kádár, celles également du feu parti stalinien, donne un éclairage, jusque-là ignoré de tous sauf de la direction du parti et des organismes de sécurité d'État, sur l'étendue du soulèvement qui a touché non seulement toutes les villes mais également un grand nombre de villages. Archives d'autant plus intéressantes qu'était tatillonne dans ses descriptions la bureaucratie des administrations du parti et de l'État.

Parmi les grandes villes, en premier lieu Miskolc. C'était une ville industrielle de plus de 100 000 habitants déjà à l'époque. Elle était entourée d'une kyrielle d'autres villes industrielles, les unes, anciennes, les autres, plus récentes, résultant de la politique industrielle forcée de Rákosi, Ózd, Kazincbarcika.

Le comitat de Borsod, dont Miskolc était le chef-lieu, était devenu la deuxième région industrielle du pays derrière Budapest. Il y avait surtout de l'industrie lourde, des hauts fourneaux et, pour les alimenter, des centres de production d'énergie : des mines de charbon, des centrales hydroélectriques.

L'industrialisation forcée avait fait pousser les grandes usines bien plus vite que les logements et les transports collectifs. Les ouvriers qui ne s'entassaient pas dans les foyers étaient des « navigants » : ils rentraient dans leurs villages le soir lorsque la distance le permettait ou une fois par semaine lorsque l'éloignement ne le permettait pas. Fait révélateur des conditions de travail : les effectifs des mines de charbon d'Ózd se renouvelaient aux deux tiers tous les ans ! Un prolétariat jeune, explosif. Dans les mois qui ont précédé le 23 octobre, s'ajouta la mise en vigueur d'un nouveau contrat collectif qui annulait la gratuité du transport en chemin de fer à laquelle ils avaient droit. Et le charbon qu'ils avaient à prix coûtant jusque-là fut multiplié par trois.

Les campagnes environnantes étaient également au bord de la révolte.

En juillet 1953, lorsque, dans son discours en tant que Premier ministre, Nagy avait annoncé l'arrêt de la collectivisation forcée, nombre de paysans quittèrent aussitôt les coopératives. Miskolc et son comitat étaient gros d'un soulèvement avant qu'il éclate à Budapest.

Le dirigeant que la révolution fit émerger dès ses premières heures à Miskolc, Földvari, fut un des rares à avoir été à la tête des autorités d'un comitat avant le soulèvement et à ne pas être écarté pendant l'insurrection. Il était secrétaire du comité départemental du parti, soupçonné d'être un partisan de Nagy.

Földvari joua un rôle majeur dans l'élargissement du conseil ouvrier surgi à Dimavag en conseil de la ville, puis en conseil ouvrier du comitat. En anticipant sur la suite des événements, après la deuxième intervention soviétique, Földvari fut déporté un court moment à Ungvár, dans la partie subcarpathique de l'Union soviétique. De retour de déportation, il reprit pendant quelques semaines des fonctions officielles dans l'administra-

tion du comitat. Arrêté en mai 1957, cette fois par la police de Kádár, il fut condamné à l'emprisonnement à vie. Libéré en 1961, il retrouva son métier d'origine, ouvrier serrurier dans l'usine de tracteurs Vörös Csillag (Étoile rouge).

Mais si Földvari joua un rôle essentiel dans l'organisation, l'impulsion vint là aussi d'en bas, de ces ouvriers qui se mirent en grève à Dimavag, suivis par ceux des usines de machines, des hauts fourneaux et des mines environnantes.

La rapidité avec laquelle un contre-pouvoir s'organisa n'empêcha pas des affrontements armés. Pour libérer les prisonniers politiques, les manifestants s'en prirent, le 26 octobre, à la capitainerie de police de la ville. Le bâtiment abritait également un détachement de l'AVH. Celui-ci ouvrit le feu et jeta des grenades au milieu de la foule qui entourait le bâtiment et qui réclamait la libération des prisonniers. Après un moment de panique, les manifestants se dispersèrent et se répandirent dans les communes, les entreprises, les mines voisines, pour raconter la brutalité de l'AVH. Grossie, la foule s'attaqua à tous les dépôts d'armes connus. La rage fut d'autant plus forte qu'une jeune fille de moins de dix-huit ans tomba sous les balles. Les manifestants firent le tour de la ville avec un camion portant son cadavre. Les gardes des usines et des entrepôts d'armes n'osèrent, nulle part, s'opposer à la foule de plus en plus en colère. Plusieurs membres de l'AVH rencontrés en chemin furent lynchés. Encerclée, la capitainerie de police leva le drapeau blanc, et des membres de l'AVH s'enfuirent tandis que d'autres furent fusillés sur-le-champ. Les officiers de police, eux, se soumirent au conseil ouvrier, le reconnaissant ainsi comme la seule autorité.

Avec l'occupation de la capitainerie, il n'y avait plus aucune force de répression à Miskolc, l'armée soviétique mise à part.

Le communiqué du conseil ouvrier, lu à Radio Miskolc, annonça ainsi, le 27 octobre, son activité et ses objectifs : « *Depuis deux jours, la ville de Miskolc est dirigée par le conseil ouvrier et le parlement étudiant. Le conseil ouvrier a pris le contrôle de la garnison et de la police. [...] Les troupes soviétiques doivent immédiatement cesser les opérations militaires et se retirer immédiate-*

ment du pays. C'est seulement ensuite que l'ordre régnera dans le pays. C'est seulement ensuite que le comitat de Borsod mettra fin à la grève. Ceci est notre revendication essentielle. Les ouvriers du comitat de Borsod la maintiennent aujourd'hui aussi fermement qu'il y a deux jours.

[...] Cher Président hongrois (il s'agit d'Imre Nagy), nous vous informons que le conseil ouvrier a pris hier le pouvoir dans tous les domaines dans le comitat de Borsod. L'armée et la police sont sous le contrôle du conseil ouvrier. Les troupes soviétiques manifestent une attitude neutre et ne s'immiscent pas dans nos affaires. Le conseil ouvrier fait siennes toutes vos demandes et préconise l'amnistie pour tous les Hongrois qui ont participé à la révolution. Les provocateurs staliniens qui tiraient hier sur le peuple ont reçu le juste châtimement du peuple.

Chers frères combattants hongrois, nous appuyons vos revendications. Nous luttons pour le retrait immédiat des troupes soviétiques. Nous avons pris contact à ce sujet avec les chefs russes, de façon qu'ils puissent en discuter avec le commandement suprême à Moscou et quitter le pays aussitôt. En attendant, l'armée soviétique adopte une attitude passive. [...] »



Dans la ville de Nyiregyháza, les événements révolutionnaires prirent un autre tour, largement influencé par ce qui se passait dans le comitat voisin de Borsod et en particulier à Miskolc. Nyiregyháza, petite ville de 55 000 habitants, était le chef-lieu du comitat de Szabolcs-Szatmar, probablement le plus pauvre du pays. Un comitat d'ouvriers agricoles et de paysans sans terre, avec de petits villages où la communauté rom était largement représentée. La terre étant trop pauvre pour faire vivre tout le monde, c'était aussi un des comitats qui fournissaient le plus de main-d'œuvre au bâtiment à Budapest ou dans quelques autres grandes villes.

Ici, le mouvement de masse ne fut déclenché que le 26 octobre, un vendredi. C'était un jour de paie et nombre de travailleurs d'entreprises de construction dispersés dans la

région se retrouvaient à Nyiregyháza pour toucher leur salaire. Ils transmirent par la même occasion des nouvelles : on a tiré sur les manifestants à Miskolc, on a canonné le bâtiment de la poste à Debrecen, etc. Les ouvriers restèrent agglutinés pour discuter des événements et commenter les nouvelles de la radio.

C'est au milieu de ce climat déjà tendu qu'arrivèrent trois camions de Miskolc, remplis de mineurs et d'ouvriers dont plusieurs étaient armés. Les policiers qui contrôlaient les entrées de la ville n'osèrent pas les arrêter. Les travailleurs de Miskolc improvisèrent une réunion devant l'hôtel du comitat. Ils y lurent les revendications du conseil ouvrier de Miskolc et proposèrent d'enlever sur-le-champ l'énorme étoile à cinq branches qui dominait le toit de l'immeuble de bureaux d'en face.

La nouvelle qu'une manifestation était en préparation se répandit comme une traînée de poudre. Les ouvriers de plusieurs entreprises et les employés d'institutions administratives décidèrent aussitôt de s'y joindre et, pour éviter que ce soit la manifestation qui ait à enlever les symboles du régime, ils le firent eux-mêmes avant d'aller manifester.

La foule rassemblée sur la grand-place, ceux de Miskolc lurent le tract rédigé par le conseil ouvrier de leur ville, approuvé par tous. Puis des élèves du lycée local prirent la parole pour énoncer leurs revendications, et une délégation d'étudiants de Debrecen, celles de leur université.

La foule se rendit à l'imprimerie et exigea l'impression en 10 000 exemplaires d'un appel à la grève. Dans l'après-midi, plusieurs milliers de personnes se rassemblèrent et attendirent les travaux d'une commission de préparation des candidats pour élire le conseil ouvrier de Nyiregyháza.

Pendant que la commission de préparation délibérait à l'intérieur du bâtiment, toujours à l'appel de ceux de Miskolc, la foule alla vers la prison. Les policiers présents dans le poste de police face à la prison ne bougèrent pas. La foule envahit la prison, cassa les serrures et libéra tous les prisonniers. Les policiers envoyèrent alors une délégation pour dire aux manifestants qu'ils ne s'opposeraient pas au soulèvement.



La ville de Debrecen (118 000 habitants) étant une ville universitaire, le milieu étudiant était en effervescence bien avant le soulèvement. S'y était constitué un cercle Kossuth, l'équivalent local du cercle Petöfi de Budapest. Comme celui-ci, il avait été créé sous l'égide du parti et s'était transformé, après le xx^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique, en lieu de contestation du retard pris par Rákosi et ses proches pour la déstalinisation. Comme à Budapest, les dirigeants du parti avaient hésité entre l'acceptation de ces débats et leur interdiction.

C'est le 13 octobre que ces débats s'ouvrirent au public. Parmi les orateurs, il y avait un compagnon de Nagy, Losonczy, ainsi qu'un des poètes les plus en vue du pays, Aczel, lauréat du prix Staline, devenu contestataire. Les débats portèrent sur la critique de la politique poursuivie sous Rákosi. Les orateurs critiquèrent très fortement le système stalinien, le règne du parti unique, la politique de promotion des cadres à l'intérieur du parti. Ils commencèrent même à aborder la question de la présence de l'armée soviétique dans le pays. Démarrée à 4 heures de l'après-midi, l'assemblée se termina dans la nuit.

Le 23 octobre, les étudiants de différentes facultés se rendirent à leurs cours comme d'habitude, mais au milieu de la matinée, ils ne discutaient plus de l'objet de ces cours mais des revendications, en commentant celles des étudiants de Szeged. L'assemblée finit sur les revendications concernant la suppression des cours obligatoires de russe, la démission des responsables politiques déconsidérés, un procès pour Rákosi, le retour de Nagy au gouvernement, la suppression de la peine de mort dans les affaires politiques. Les participants décidèrent d'aller vers le centre de la ville, d'exposer leurs revendications devant les directions du parti et des administrations de la ville et du comitat et d'exiger l'impression de ce programme.

Pendant que les dirigeants locaux du parti qui avaient accepté de rencontrer la délégation d'étudiants discutaient avec elle, la nouvelle de la manifestation se répandit dans la ville.

Les manifestants se répartirent entre l'usine de fabrication de wagons (l'usine la plus grande et la plus ancienne de la ville) et l'usine de fabrication de roulements à billes, pour entraîner les ouvriers avec eux. Un troisième groupe revint à l'université pour organiser un grand meeting le soir où les dirigeants de la ville et du comitat étaient invités.

Dans l'après-midi, les ouvriers se mirent en grève et le centre de Debrecen fut envahi par une foule évaluée entre 40 000 et 50 000 personnes. La manifestation des étudiants se transforma en démonstration politique. La foule rassemblée se radicalisa au fil des heures, commença à abattre les étoiles à cinq branches, entoura la capitainerie de police, exigeant la libération des prisonniers.

La direction du parti invitée au meeting des étudiants donna l'ordre aux forces de répression d'entourer les bâtiments officiels avec des armes chargées. Une fusillade, la première dans le pays, avant même celle de Budapest, déclenchée vers 19 heures, fit trois morts et plusieurs dizaines de blessés.

La direction du parti local, affolée, se divisa entre les partisans d'une répression aggravée et ceux d'un compromis. Mais les troupes n'étaient pas sûres, de plus, le contact ne put être établi avec les autorités de Budapest. Dès le lendemain, les entreprises étaient en grève, d'autant plus qu'entre temps leurs travailleurs avaient appris les événements de Budapest.

Le 25 octobre, des conseils ouvriers se constituaient les uns après les autres, avec le soutien d'une partie de la direction régionale du MDP. Au même moment, dans la caserne d'une unité de transmissions, se constituait un conseil révolutionnaire de soldats. Les contacts étaient désormais établis non seulement entre les étudiants et les travailleurs, mais aussi entre ces deux groupes et les militaires. Plusieurs soldats commencèrent à participer aussi bien aux réunions de certains conseils ouvriers qu'aux assemblées d'étudiants.

La direction que se donna le soulèvement de la ville fut «le comité révolutionnaire socialiste de Debrecen». Ce comité fit appel aux conseils ouvriers comme aux unités militaires

pour qu'ils envoient des délégués à ses réunions. Ces délégués, quelque trois cents personnes, se retrouvèrent en effet dans la grande salle de l'hôtel de ville.

La réunion fut sonorisée à l'aide de hauts parleurs, écoutés sur la grand-place par une foule de plusieurs milliers de personnes.



Les événements à Debrecen eurent une forte influence sur l'ensemble du comitat de Hajdu-Bihar, dont la ville est le chef-lieu, en raison de son prestige sur le plan intellectuel et politique, mais aussi parce que des étudiants, des ouvriers et même des soldats de la ville se répandirent dans les bourgades environnantes et prirent souvent l'initiative des premières assemblées populaires locales ou des premières manifestations.

À vrai dire, ces bourgades, souvent de quelques milliers d'habitants seulement, étaient déjà en effervescence avant le 23 octobre.

Losonczy a raconté, lors de son interrogatoire par la police en 1957, le déroulement d'une assemblée improvisée qu'il a tenue dans la maison de la culture de Hajduböszörmény : *« On attendait quelques amis, finalement nous avons été accueillis par une assemblée nombreuse dont la majorité était composée de paysans. Notre impression était qu'il n'y avait aucune préparation, les participants intervenaient librement, soulevaient toutes les questions qui les préoccupaient. Notre sentiment était que ces femmes et ces hommes voulaient des réponses et des solutions de ces gens qui, venant de Budapest, semblaient plus proches des autorités. »*

En fait, de nombreuses réunions de ce type eurent lieu dans les bourgades de cette région, essentiellement agricole.

À l'instar de Debrecen, des conseils surgirent un peu partout entre le 26 et le 28 octobre. Ce fut un mouvement spontané. Les initiatives se déroulaient suivant le même schéma, y compris dans des localités éloignées les unes des autres. Dans la plupart des cas, la première manifestation se prolongeait par une assemblée populaire qui élisait des représentants. Les appella-

tions variaient : « comité révolutionnaire socialiste », « conseil révolutionnaire de village », « conseil ouvrier révolutionnaire », « comité ouvrier révolutionnaire », etc.

Dans certaines bourgades, comme à Hajduböszörmény, les élections se firent par section territoriale. Dans d'autres, on élit un délégué par rue. Dans les agglomérations les plus petites, c'est l'ensemble de la commune qui se réunit pour élire son comité local et pour choisir le délégué qui la représenterait au conseil d'arrondissement.

Là où la composition de la population l'exigeait, on fit attention à la représentation des groupes ethniques. Dans la commune de Bedő, le président élu proposa qu'on élise un délégué pour dix votants et deux élus pour les intellectuels, deux parmi les Tsiganes et neuf représentant les jeunes. Il ajouta qu'il fallait élire comme représentants *« des femmes et des hommes qui ont mérité la confiance du peuple et qui ont montré dans le passé que c'est l'intérêt du peuple qui les guidait »*.

À côté des revendications générales exigeant le départ des troupes soviétiques et la démission de tous ceux qui étaient associés à la politique de Rákosi, une multitude de revendications locales affleurèrent à la surface comme la suppression de la livraison obligatoire, la réhabilitation des paysans injustement emprisonnés, la réduction de l'impôt foncier. Nulle part ne fut demandé le rétablissement des rapports de propriété d'avant 1945.

Si, dans certains villages, il avait été question de dissoudre les kolkhozes, dans d'autres, la question ne fut même pas soulevée. En revanche, le comité révolutionnaire fit appel à la responsabilité de tous pour que personne ne touche à la propriété collective.

Le fonctionnement de ces comités ou conseils, créés par la révolution était, en général, très démocratique. Dans la commune de Darvas, cela fut même formulé par écrit : *« Ni les dirigeants du comité révolutionnaire ni leurs membres n'ont le droit de prendre quelque décision que ce soit à titre individuel. Les décisions ne peuvent être prises que collectivement après discussion. »*

Dans plusieurs agglomérations, l'une des premières décisions du comité ou du conseil local fut de limiter, voire d'interdire les boissons alcoolisées. À Kismarja, *« le comité révolutionnaire porte à la connaissance des citoyens les décisions suivantes : Il faut que la population respecte l'ordre et la discipline collective et sévisse contre le moindre vol ou désordre. Dans cet intérêt, il appelle les vignerons à ne pas servir de vin sans contrôle car c'est souvent l'origine des désordres. »*

Pour communiquer avec la population, les comités révolutionnaires utilisèrent le système des haut-parleurs, instruments de propagande utilisés par le régime, installés dans les rues et les places publiques des communes. C'est également par ces haut-parleurs que les comités ou conseils locaux répercutèrent les informations de la radio de Budapest, de Miskolc, en choisissant les stations de radio qui prenaient position pour la révolution. Dans les petites communes, l'information passa par le tambour communal.

Dans ce comitat agricole, plus encore qu'ailleurs, l'organisation du ravitaillement fut une préoccupation prioritaire. Dans plusieurs bourgades, le comité révolutionnaire appela la population à prendre garde à ne pas faire du cumul de nourriture ou de produits de première nécessité afin que tout le monde puisse être servi.

Le comité révolutionnaire de Balmazújváros rendit publique la décision suivante : *« Il faut ravitailler le peuple de Budapest. Nous avons donné l'ordre aux responsables des kolkhozes et des silos de livrer aux moulins la quantité nécessaire de blé afin de pouvoir cuire en priorité du pain pour Budapest. Nous avons demandé à l'entreprise de construction locale de mettre à notre disposition ses camions pour transporter le pain ainsi fabriqué. Par ailleurs, nous avons commencé à discuter avec le conseil ouvrier de la coopérative afin qu'elle nous livre quelques porcs que nous avons l'intention d'envoyer à Budapest. »*

À Szeged (88 000 habitants), troisième grande ville de la province, les étudiants de la ville étaient à l'avant-garde du mouvement des étudiants. C'est leur exemple qui entraîna les étudiants de l'université de technologie de Budapest et les objectifs énoncés à Szeged influencèrent largement les 16 points de cette université. Ils furent les premiers à créer une association indépendante d'étudiants (MEFESZ).

Bien que des conseils ouvriers se soient créés également dans cette ville et que la grève ait été largement suivie, Szeged fut la seule grande ville où les étudiants gardèrent un rôle prééminent pendant toute la durée du soulèvement, donnant d'ailleurs aux événements un ton plus prudent, ce qui fut facilité, à vrai dire, par l'attitude des autorités locales.

Ces dernières laissèrent la manifestation se déployer le 23 octobre, sans intervenir. Bien que les forces de l'ordre aient été très présentes dans la ville pendant deux jours, elles ne tentèrent de disperser les manifestants qu'à l'aide de gaz lacrymogènes, c'est-à-dire sans atteinte à la vie. Au moment de leur deuxième invasion, les troupes russes purent investir la ville sans résistance notable.

Ce sont les coups venus d'en bas qui ébranlèrent l'appareil du parti et, par là même, l'administration et l'appareil d'État. Les responsables du parti dans une entreprise ou dans une administration locale n'étaient pas au courant des manœuvres subtiles au sommet entre les différents clans de la direction du parti et entre cette direction et les autorités soviétiques. Nous y reviendrons.

Les responsables au niveau d'une ville ou d'une commune étaient en première ligne. Ils devaient choisir en quelques heures, voire en quelques minutes. Certains choisirent la répression en faisant appel au commandement local de l'armée ou de la police qui, très souvent, n'y répondirent pas. D'autres responsables de l'administration locale choisirent la fuite. D'autres enfin se mirent du côté de l'insurrection plus ou moins sincèrement, très souvent pour la tempérer. Mais, lorsque leurs tentatives de cal-

mer les ouvriers ou les jeunes soulevés échouèrent, un certain nombre d'entre eux basculèrent du côté des insurgés.

Le parti comptait, suivant les estimations, entre huit cent mille et un million de membres – chiffre considérable. Mais il éclata en mille morceaux dans le feu de la révolution. Ses membres, jusqu'aux cadres moyens, voire supérieurs, ne constituaient pas un tout homogène capable de peser sur les événements.

Győr (55 000 habitants) et Pécs (78 000 habitants) étaient deux autres villes relativement importantes du point de vue du développement révolutionnaire. Les témoignages à la fin des chapitres 6 et 7 en parlent, ainsi que de la ville-frontière de Záhony.



Aux nouvelles des événements de Budapest de la nuit du 23 au 24 octobre, les villes moyennes et petites entrèrent en général en insurrection les deux jours suivants. Dans une première phase, cela dépendit beaucoup de la présence ou non d'un établissement universitaire. Quand il n'y en avait pas, c'est le lycée local qui joua ce rôle de déclencheur.

Tout le monde était, bien sûr, accroché aux informations de la radio. La radio mentait et parlait de contre-révolution. Mais le soulèvement n'avait pas besoin de la radio pour se propager.

Les informations passèrent par d'autres voies : par les passagers des trains, des autocars qui sillonnaient le pays ; par les ouvriers « navigants » qui, travaillant sur les chantiers à Budapest, rentraient chez eux avec des tracts et des journaux, par tous ceux qui se déplaçaient de par leur profession ou pour toute autre raison.

Partout, se formèrent des réunions improvisées autour d'un orateur, tout aussi improvisé, qui lisait ici à haute voix un tract récupéré à Budapest, là un extrait de journal, ailleurs, l'orateur racontant de vive voix le siège de la radio dans la capitale, le renversement de la statue de Staline.

Ce sont les cheminots qui devinrent les passeurs d'informations les plus systématiques. Les nouvelles de l'insurrection

s suivirent les voies ferrées. Dans bien des cas, les cheminots stoppaient le train le temps d'aller en ville pour informer, puis repartaient.

Des villes moyennes et petites, les nouvelles du soulèvement passaient dans les villages. Les vagues du soulèvement suivaient les voies familières de la vie quotidienne. Dans nombre de communes, la première manifestation eut lieu le jour de marché. Les premières discussions aussi. On discutait de revendications, on mettait sur papier les exigences en reprenant le texte de tracts venus d'ailleurs en le complétant. Les élections au comité révolutionnaire local pouvaient avoir lieu n'importe où, dans un coin de marché, dans la salle des fêtes ou le cinéma local, devant la mairie, dans la rue.

Pour affirmer les revendications, il n'y avait pas partout le moyen de faire des affiches et parfois même pas les murs pour les coller. Alors, on chaulait sur les trottoirs ou sur les bâtiments publics.

Dans les villages les plus petits, il y avait au moins une épicerie. Elles se transformèrent en points de rencontre où on écoutait collectivement la radio, on commentait les nouvelles. Il en fut de même des ateliers de forgeron où les paysans venaient faire ferrer leurs chevaux ou ceux de la coopérative.

Même dans les régions les plus agricoles, il y avait des usines de transformation alimentaire, des abattoirs, des conserveries, il y avait aussi une station de réparation de tracteurs. Même lorsque les effectifs étaient petits, on y formait des conseils ouvriers.

C'est ainsi que, dans le petit comitat de Tolna, essentiellement agricole avec ses vignobles, ses élevages de chevaux notamment, les plus grosses manifestations eurent lieu dans les quelques villes où il y avait une usine. La petite ville de Bonyhad (quelques milliers d'habitants), avec sa fabrique de chaussures et son usine d'émaillerie, fut à la pointe du soulèvement.

Dans le comitat de Veszprém, mélange à peu près équilibré entre paysans de villages – un tiers des habitants vivaient d'activités agricoles – et ouvriers d'usines d'aluminium ou de chimie des petites villes d'Ajka, Varpalota, 140 des 241 communes connurent des manifestations, et dans nombre d'entre elles les bâtiments officiels furent pris d'assaut.

À Varpalota, ville d'une quinzaine de milliers d'habitants, la manifestation se transforma en affrontement armé d'abord avec des militaires hongrois, puis avec des militaires soviétiques. Les mineurs qui constituaient le gros de la manifestation entourèrent le bâtiment du comité de ville du parti, protégé par des soldats. Ils demandèrent à ceux-ci de se mettre de leur côté. Le commandant de l'unité militaire résista et fit tirer en l'air. Les mineurs récupérèrent des armes dans un commissariat où les policiers furent moins récalcitrants que les militaires, pour revenir devant le bâtiment de la direction du parti mais armés cette fois-ci.

Personne n'a jamais su d'où partirent les premiers coups de feu mais un manifestant fut blessé. Cela déclencha les passions. Les mineurs pénétrèrent dans le bâtiment, désarmèrent les occupants puis les jetèrent dehors.

Ils venaient de mettre la main sur une mitrailleuse lorsque apparut un char soviétique qui préféra ne pas insister et s'en fut. Mais cela avait été une alerte. Des barricades furent dressées, gardées par des jeunes de 14-17 ans, qui avaient des armes. Lorsque, à la tombée de la nuit, une unité militaire soviétique s'approcha, un affrontement meurtrier s'engagea. D'après les minutes du procès qui condamna, après la révolution, une jeune ouvrière de 16 ans, travaillant à la mine, accusée d'avoir lancé la grenade qui fit sauter le camion militaire soviétique, il y eut 15 soldats tués.



Dans le chef-lieu du comitat de Fejer, Székesfehérvár (40 000 habitants), les ouvriers étaient encore au travail le mer-

credi 24 octobre. La tension était cependant palpable en raison de la nouvelle des événements de la nuit à Budapest.

Les premiers à se mettre en grève en ce 24 octobre furent les travailleurs d'une fabrique de munitions pour fusils de chasse. À la nouvelle du démarrage de la grève, le responsable du parti de la ville arriva aussitôt à l'usine. Ayant été auparavant secrétaire du parti de cette même usine, il croyait pouvoir remettre au travail ses anciens collègues. Il se fit huer et non seulement le travail ne reprit pas, mais les travailleurs se répandirent dans la fabrique de machines-outils proche puis dans la fabrique de postes de radio.

À leur réunion commune, les travailleurs déclarèrent : « *Nous ne travaillerons plus tant que le sang coulera à Budapest et tant que les troupes soviétiques ne quitteront pas le pays* ».

Des manifestants venant de ces différentes entreprises en grève allèrent, comme cela devenait une habitude, à la caserne des AVH. Les occupants lancèrent des tirs de sommation. Ce qui alerta les chars soviétiques qui stationnaient non loin de là et qui, eux, n'hésitèrent pas à tirer directement sur les manifestants : six morts, tous des jeunes entre 19 et 22 ans.

C'est au lendemain de cette fusillade que les travailleurs de la fabrique de munitions élirent leur conseil ouvrier de 15 personnes. Ils créèrent par la même occasion une milice ouvrière. Une milice qui n'était pas armée pendant les premières heures de son existence mais qui le fut par la suite.

Le conseil ouvrier de la ville de Székesfehérvár naquit dans le même mouvement. Il joua un rôle important dans la formation des conseils ouvriers de différentes localités environnantes où il avait pris soin d'envoyer des délégations. Avec la disparition là encore des autorités officielles, à partir du 29 octobre, il prit en main la direction des divers conseils ouvriers en rédigeant une sorte de programme en sept points pour définir son rôle, parmi lesquels il y avait le maintien de l'ordre public, l'approvisionnement de la population en nourriture, mais aussi la vérification que les semailles pouvaient avoir lieu.

Une des premières préoccupations des conseils ouvriers comme des conseils révolutionnaires dans les villages fut de prendre contact avec les usines ou les communes voisines.

La révolution était vivante, mobile. On se déplaçait tout le temps, pour prendre contact, pour s'informer, pour s'entraider.

À travers ces assemblées, improvisées d'abord, systématiques ensuite, leurs débats et leurs décisions, se profilaient de véritables états généraux. Des états généraux avec des revendications extrêmement variées mais qui avaient tendance à s'unifier. D'abord parce que les revendications d'un endroit influençaient la rédaction des revendications d'un autre lieu. Et surtout parce que les revendications politiques essentielles portant sur la libération des prisonniers politiques, la fin des violences du régime à l'égard des ouvriers et des paysans, le changement de gouvernement, le départ de l'armée soviétique, se retrouvaient partout.

Les revendications ne restaient pas sur le papier. Ce sont les gens mobilisés qui allaient au bâtiment municipal, au local du parti, pour chasser eux-mêmes les responsables dont ils ne voulaient pas. Ce sont également les gens mobilisés qui allaient au poste de police local, à la caserne, pour vérifier dans quel état d'esprit étaient les soldats, s'ils se préparaient à tirer sur les manifestants ou si, au contraire, ils se déclaraient en faveur du soulèvement.

La population soulevée était mobilisée face à la menace venant de l'armée soviétique. Le comité révolutionnaire de Battonya et celui de Gyula, proches de la frontière de Roumanie, d'où on attendait la venue par train de troupes soviétiques supplémentaires, prirent la décision, aussitôt exécutée, de démonter et de transporter ailleurs plusieurs dizaines de mètres de rails de la ligne de chemin de fer. Ceux de Záhony, poste-frontière avec l'Union soviétique, informaient en permanence Budapest (Voir le témoignage dans Documents - témoignages). Il en fut ainsi même dans de toutes petites agglomérations.

Dans le comitat de Bács-Kiskun, le commandant militaire régional, le colonel Gyurko, fit le choix de réprimer les manifestations par la violence, contrairement à d'autres, plus prudents. À Kecskemét, notamment, ville de 70 000 habitants, chef-lieu du comitat et centre industriel, il fit même donner les avions de la base locale pour tirer sur les manifestations. Il y eut des morts, des blessés et de nombreuses arrestations, et l'état de siège fut proclamé. Mais cette politique de répression ne fut pas plus efficace que la politique de conciliation pour empêcher la révolte ouvrière. Le 31 octobre, le colonel Gyurko déserta et se réfugia sous la protection du commandement régional de l'armée soviétique.

Malgré l'interdiction de tout rassemblement de plus de trois personnes, des conseils ouvriers surgirent dans les principales entreprises de Kecskemét. Les autorités officielles ne dirigeaient plus rien, malgré le soutien de l'armée.

Dans ce comitat, très agricole également, le ravitaillement de Budapest fut également une préoccupation importante. Les comités révolutionnaires organisaient des collectes de nourriture : farine, pain et charcuterie, et réquisitionnaient des camions pour la transporter en convoi vers Budapest, où tout cela était livré au conseil ouvrier de la capitale. Les convoyeurs prenaient par la même occasion les dernières nouvelles de Budapest pour les rapporter dans leurs communes.

Il ne paraissait pas y avoir de problèmes pour ce qui était de la nourriture. Mais, craignant qu'à l'approche de l'hiver, le bois et le charbon viennent à manquer, nombre de comités prirent en main l'organisation de l'abattage des arbres. Dans beaucoup de communes, la population, qui venait de se débarrasser des anciens responsables particulièrement haïs, trouva même le temps de représenter symboliquement le changement de régime en changeant le nom des rues...

Dans les campagnes, les paysans voulaient surtout obtenir que les kolkhoziens arrêtés pour sabotage soient libérés et que cessent les livraisons obligatoires. Les travaux habituels de la saison, les semailles du blé d'hiver, qui coïncidaient avec les

jours révolutionnaires, se déroulaient au milieu d'une agitation politique remuant jusqu'au plus petit village.

Tout cela se faisait sans commandement, sans autorité supérieure qui aurait pu planifier les choses, dans une agitation chaotique, mais qui aboutit paradoxalement à ce qu'à Budapest, les jours de révolution furent ceux où les arrivages de nourriture furent les plus abondants et les plus variés.



Le 28 octobre, jour du cessez-le-feu avec les troupes soviétiques à Budapest, marqua un tournant. L'insurrection semblait victorieuse. Les troupes soviétiques commencèrent à quitter la capitale. Gerö et deux de ses sous-fifres, le ministre de l'Intérieur Piros et le ministre de la Défense Bata, prirent l'avion pour Moscou. Nagy était débarrassé des représentants du clan Rákosi à la direction du parti. S'ouvrit alors une semaine pendant laquelle la population soulevée commença à croire que l'incroyable s'était produit, le régime de Rákosi vaincu, ses protecteurs russes l'ayant abandonné.

Documents – Témoignages

Document 1

Ce que furent les conseils ouvriers hongrois

Extraits du témoignage de Ferenc Töke, ancien vice-président du Conseil central ouvrier du Grand Budapest

Je suis issu d'une famille ouvrière. Très jeune, j'ai commencé à travailler comme apprenti à l'usine d'appareils de TSF Orion. Reçu compagnon, je devins ajusteur-outilleur, mais désireux de continuer des études qui, jusque-là, avaient été très sommaires, je m'inscrivis à des cours du soir. Grâce à quoi je fus versé dans les cadres en qualité de chronométrateur, profession qui, certes, n'est pas populaire en Hongrie. Néanmoins lorsque, pendant la révolution, on procéda aux élections du conseil ouvrier de mon entreprise – je travaillais alors à la fabrique d'appareillage téléphonique, qui employait quelque 3 000 ouvriers – je me trouvai en tête de liste avec une confortable avance de voix sur les autres. Quand ces élections provisoires furent confirmées, je voulus retirer ma candidature pour raison de santé, mais le personnel du comitat où je travaillais protesta contre cette défection, et je fus de nouveau élu. J'ajoute que j'avais adhéré au parti social-démocrate à l'âge de 16 ans, et que depuis j'ai conservé mes convictions sociales-démocrates. Cependant, comme une grande partie des ouvriers de mon pays, j'étais devenu membre du Parti des travailleurs hongrois (le Parti communiste).

Je vais essayer de relater ce que je sais des conseils ouvriers hongrois, et surtout de rapporter le témoignage de mon expérience personnelle.

Après les événements du 23 octobre 1956, cessant de participer aux combats insurrectionnels, je me rendis à mon usine. C'était, je crois, le 25 octobre. Sur les 3 000 travailleurs de l'entreprise, quelque 800 étaient réunis au foyer culturel. Sur l'estrade avaient pris place le directeur, le secrétaire du parti, le président du conseil d'entreprise et quelques autres « fonctionnaires »,

c'est-à-dire des permanents. Dans la salle, des ouvriers. Les cadres dirigeants essayaient de mettre sur pied un conseil ouvrier. En effet, le conseil central du syndicat venait de prendre une initiative, approuvée par le comité central, en vertu de laquelle on devait former un conseil ouvrier dans chaque usine, afin que les travailleurs aient un droit de regard plus étendu sur la marche de l'entreprise et que la gestion ouvrière cesse d'être un vain mot. Bien entendu, la direction souhaitait imposer ses candidats. Mais les ouvriers ne l'entendaient pas de cette oreille et seuls furent élus les candidats présentés par eux. Devant la tournure des événements, les cadres dirigeants démissionnèrent de leur propre gré. Aucun d'eux, d'ailleurs, ne fut chassé de l'usine. Le directeur, arguant de sa qualification d'ajusteur-outilleur et du fait qu'il avait été employé en cette qualité dans l'entreprise, demanda à être reclassé dans sa spécialité. Les ouvriers y consentirent.

Le conseil ouvrier nouvellement élu comprenait 25 membres environ. Chaque département de l'usine en avait élu deux ou trois. Ceux qui venaient des ateliers étaient tous des manuels, ceux qui représentaient les bureaux étaient des intellectuels. Au total, 19 des membres du conseil étaient des manuels.

Étant donné la situation générale très confuse, et les déclarations plutôt vagues du gouvernement, on décida de ne pas reconnaître ce dernier jusqu'à plus ample informé et de poursuivre une grève qui était un état de fait. Le conseil ouvrier fut chargé d'établir un cahier de revendications qui devait être approuvé par les ouvriers, puis transmis au gouvernement. Au nombre des revendications figuraient : le retrait des troupes soviétiques de Hongrie – donc l'indépendance du pays –, et le maintien au pouvoir d'un gouvernement Imre Nagy auquel seuls participeraient ceux qui jouissaient de la confiance du peuple.

Je dois préciser que 50 % environ des membres du conseil ouvrier étaient des jeunes, de 23 à 28 ans. Ils avaient participé aux diverses actions qui avaient préludé à la révolution, aux manifestations, au déboulonnage de la statue de Staline, aux combats devant la Radio, etc. Quelques-uns avaient suivi des cours à l'université. Ils avaient réussi à entraîner les travailleurs de l'entreprise. Parmi les « anciens », on comptait chez nous de nombreux militants syndicalistes. Certains avaient fait de la prison sous l'ancien régime, voire sous Rákosi, mais pour la plupart ils étaient d'avis

que c'était aux jeunes de prendre la relève. Puisqu'ils avaient été capables de soutenir un combat aussi difficile que celui qui venait de se dérouler, ils étaient dignes de représenter leurs camarades. Pour un membre du conseil, le fait d'appartenir au parti n'avait aucune importance. Chacun savait que j'étais membre du parti, et cela ne m'avait pas empêché d'être élu. Les 90 % des membres du conseil appartenaient d'ailleurs au parti, et plusieurs d'entre eux étaient des militants actifs. Mais les ouvriers avaient confiance en eux, car ils savaient qu'ils avaient toujours défendu leurs intérêts. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un passé irréprochable.

Dans le même temps, dans toutes les usines de Budapest, je crois, des conseils ouvriers furent créés. Les ouvriers de la capitale hongroise savaient qu'en Yougoslavie des conseils ouvriers étaient à la tête des usines. Puisque, dans ce pays, des ouvriers pouvaient se considérer comme les vrais propriétaires des usines, pourquoi, se disaient-ils, la chose ne serait-elle pas possible en Hongrie ? D'autre part, ils souhaitaient que ces conseils ouvriers soient vraiment faits à leur image. Et la création des conseils s'étendit progressivement de Budapest à tout le territoire du pays.

Le 3 novembre, les conseils étaient partout en place et commençaient à fonctionner. En même temps, on commençait à relever de leurs fonctions les anciens dirigeants. Les ouvriers réclamaient la décentralisation industrielle, ce qui, sur le plan pratique, signifiait que l'usine deviendrait la propriété effective de ceux qui y travaillaient, mais qu'une part des bénéfices serait réservée à l'État.

Dans notre usine, le processus se trouvait assez avancé. Dès le 30 ou le 31 octobre – un mardi –, une délégation se rendit au Parlement, s'entretint avec Zoltan Tildy et soumit un mémorandum à Imre Nagy. On venait justement de lire à la radio les déclarations de Nagy, de Tildy et de Kádár. Nous venions d'acquérir la conviction que le gouvernement était désormais maître de la situation. Nous décidâmes de retourner à l'usine et de demander aux ouvriers de reprendre le travail. Nous lançâmes un appel à la radio les invitant à se retrouver devant leurs établis le 5 novembre.

Cependant, dès le 2 et le 3, nombreux étaient les travailleurs qui s'étaient présentés pour aider à réparer les dégâts, car il y en avait eu. On avait l'impression qu'ils se rendaient compte qu'ils travaillaient maintenant pour eux. Quelques-uns me dirent que

jusqu'ici tous les concours d'émulation avaient été organisés sous la contrainte. Si les événements suivaient le cours qu'ils venaient de prendre, les ouvriers eux-mêmes organiseraient l'émulation au travail, et ils obtiendraient des rendements effectifs comme on n'en avait jamais vu. [...]

Document 2

**Revendications de tous les travailleurs
des hauts fourneaux d'aluminium de Inota**

1. Convocation immédiate d'une large conférence du parti pour discuter de la situation actuelle du pays.

2. Réélection démocratique dans le plus bref délai des députés du parlement.

3. Procès de Mihály Farkas et de ses compagnons, rapatriement immédiat de Rákosi et sa traduction devant la justice.

4. Élection des conseils ouvriers d'usine.

5. Amitié avec l'Union soviétique et nos voisins constructeurs du socialisme sur la base de l'égalité complète.

6. Accord avec les buts des écrivains et de MEFESZ.

7. Désignation du 15 mars et du 6 octobre comme jours fériés.

8. Révision de la situation de l'agriculture et prise de mesures efficaces dans ce domaine.

9. Révision de la situation actuelle du commerce extérieur et sa discussion parlementaire sur la base des interpellations.

a) L'uranium hongrois sous contrôle hongrois !

b) Révision des accords commerciaux conclus jusqu'ici !

10° Réorganisation du système de salaire actuel et suppression du système de primes en vigueur actuellement.

11. Transfert total des sommes utilisées pour le brouillage des radiodiffusions étrangères au relèvement de notre situation économique.

12. Liquidation totale des vestiges du culte de Staline.

13. Publication des résultats des négociations hungaro-yougoslaves.

14. Représentation réelle des intérêts des travailleurs par les syndicats.

15. Retrait des troupes soviétiques du territoire de la Hongrie.

(Probablement du 23 ou 24 octobre 1956.)

Document 3

Révolution à Pécs

Le lecteur mettra sans doute un certain temps à retrouver sur la carte de la petite Hongrie, dans l'angle sud-ouest du pays, le comitat de Baranya, et son chef-lieu, Pécs. Le dictionnaire dit de cette ville de 120 000 habitants qui se trouve au pied des monts Mecsek, à proximité de la frontière yougoslave, qu'elle est à la fois un centre industriel avec des mines de charbon et d'uranium à proximité et un centre intellectuel dont l'université remonte au ^{xv}^e siècle. Le comitat, lui, est surtout agricole mais dans les monts Mecsek, on trouve le bassin de Pécs, une des principales régions minières du pays, la seule où l'on extrait de la houille. La mine d'uranium est sur la bordure occidentale de la ville. Elle est tout à fait récente, et le gisement est très riche. L'exploitation se poursuivait sous la direction d'ingénieurs soviétiques. Le minerai partait pour l'URSS.

La population du comitat était divisée sur le plan politique. La paysannerie et les classes moyennes de la ville étaient en grande partie de tendance conservatrice, tandis que les ouvriers et les mineurs étaient traditionnellement de gauche. La ville et le comitat n'avaient pas trop souffert pendant la Deuxième Guerre mondiale, si ce n'est de quelques bombardements de faible importance et d'exactions commises par les Allemands au moment de leur repli et par les Russes au moment de leur arrivée. Dès le début, les communistes furent très actifs et tout aussi populaires. L'antipathie qui accueillit le régime communiste à son arrivée au pouvoir en 1945 prit, au fil des années, la forme d'une haine désespérée, surtout dans les milieux de mineurs.

Je revins ici, dans ma ville natale, au début de l'automne 1956, après avoir passé cinq années dans différentes prisons pour des raisons politiques. Je ne pus reprendre mes études interrompues, et je travaillais dans une mine de charbon, près de la ville, au moment où la révolution éclata.

Cette journée du mercredi 24 octobre commença pour moi comme pour n'importe lequel des dix mille mineurs des équipes du matin dans le bassin de Mecsek. Je me réveillai à cinq heures,

je sortis du lit à regret, sans même regarder ma montre. Je savais l'heure qu'il était.

Debout devant la fenêtre, je ne me rendis pas compte que le jour commençait à pâlir. Entre temps, mes trois compagnons de chambrée s'étaient levés. Otto, de son geste habituel, brancha la radio sur Budapest. Elle passait tous les matins de la musique légère « pour les travailleurs ». À présent, le poste se taisait. Quelques minutes plus tard, le speaker parla. D'abord, nous ne fîmes pas attention. Qui pouvait s'intéresser à ces nouvelles, connues d'avance, bourrées de phrases toutes faites et agaçantes ? Cependant quand nous saisîmes le sens de ces paroles, nous crûmes avoir mal entendu. Il racontait que des « bandes de contre-révolutionnaires » avaient provoqué un soulèvement dans la capitale et que « leur liquidation était en cours ». Puis, ce fut le silence, on entendit des coups de feu dans le poste, le bruit sec des mitraillettes suivi d'explosions sourdes. C'est ainsi que nous apprîmes que la révolution avait éclaté à Budapest. Jamais je ne m'étais habillé aussi vite que ce jour-là.

Quand nous arrivâmes à la mine, les alentours étaient déjà pleins de monde. Les mineurs de l'équipe de nuit, le visage noir de charbon et portant des lampes, discutaient des événements avec ceux de l'équipe du matin. Mais au fond, personne ne savait rien. Ceux qui habitaient en ville disaient que les liaisons téléphoniques avec la capitale étaient interrompues, que les trains ne marchaient pas. Nous ne voulions pas descendre au fond de la mine. Quand finalement la benne nous emporta, personne ne travailla à l'abatage. Nous restâmes assis à bavarder et même les chefs d'équipe ne disaient rien. Cette fois-ci, ils ne s'intéressaient plus aux concours de productivité. Quand nous remontâmes avant la fin de notre temps de travail, il devait être 1 heure, l'entrée du puits était occupée par les AVH à parements bleus. Il y eut de sévères contrôles d'identité. Près de la moitié de l'équipe de l'après-midi ne s'était même pas présentée au travail. Les contre-maîtres couraient de tous les côtés et le secrétaire du parti pour le puits allait nerveusement de bureau en bureau. Tout était sens dessus dessous. On racontait qu'il y avait un nouveau gouvernement, qu'Imre Nagy était président du Conseil, que l'on avait appelé dans la capitale les troupes soviétiques des alentours et que les insurgés les combattaient.

Dans l'après-midi, je me rendis à Pécs. La rue Kossuth était pleine de monde. Visiblement, les gens erraient sans but. Partout, on tombait sur des patrouilles, des fantassins baïonnette au canon, des agents de police, des AVH armés de mitraillettes, cherchant à disperser la foule, mais celle-ci se regroupait constamment. Les haut-parleurs criaient, disant qu'à Budapest le gouvernement était maître de la situation, et appelant les insurgés à déposer les armes. Tard dans la soirée, je rentrai à la mine. Je me rendis directement au puits. On me dit que, malgré les menaces des AVH, seuls quelques hommes de l'équipe de nuit étaient descendus. Tous traînaient sans but autour du puits. Alors un chef d'équipe arriva et nous apprit que dans les autres puits les mineurs avaient également refusé de descendre, que la mine d'uranium était complètement arrêtée et que presque tout le monde avait suspendu le travail dans les usines de la ville. On disait aussi que les mineurs « sûrs » allaient être armés, ce qui provoqua l'hilarité générale.

— Et qui sera considéré comme sûr ? demanda l'un d'entre nous. Il ne reçut pas de réponse, car Börzsei, le directeur de la mine, apparut devant le puits. Nous détestions cet homme, c'était un vrai garde-chiourme, et quand il nous adressait la parole, il s'agissait toujours de la production, du plan, des normes, des concours de travail.

Là aussi, il commença par dire que les mineurs conscients devaient tous soutenir le parti comme un seul homme.

— Oui et cet homme-là, c'est vous ! s'écria quelqu'un dans la foule. Cette fois-ci on ne parla plus de production, le directeur annonça que, d'après les instructions venues d'en-haut, il fallait constituer sur le puits un conseil ouvrier. Il n'en savait lui-même pas plus, c'était tout ce que la direction municipale du parti lui avait dit par téléphone. Elle-même avait dû recevoir les instructions de Budapest.

— Désormais, le conseil ouvrier dirigera la production, ajouta-t-il, car celle-ci semblait toujours l'obséder.

— Il n'y aura pas de production ici, tant que les AVH ne quitteront pas la mine et les Russes tout le pays, s'écria quelqu'un.

— Je ne peux pas décider en la matière. C'est tout ce que j'ai comme instructions, camarades.

— Nous ne sommes pas vos camarades ! dit à voix haute un vieux mineur, militant ouvrier de longue date.

- Nous sommes socialistes et non communistes !
- C’est la même chose, dit un lieutenant de l’AVH, dont le visage gras était en sueur.
- Pour vous peut-être, mais pas pour nous !

Il y eut beaucoup de bruit, chacun se mit à parler en même temps, le directeur fut entouré. Puis le secrétaire du parti sortit une liste des membres proposés pour le conseil ouvrier. On le bouscula. En vitesse, les mineurs constituèrent une autre liste. Elle était composée de communistes honnêtes, de sociaux démocrates et de personnes sans appartenance politique. Je fus également désigné. À chaque nom, nous votâmes à main levée. Le directeur et les AVH restaient là, impuissants, dans la foule. Ainsi naquit le conseil ouvrier de notre puits. J’appris par la suite, que partout ailleurs dans la ville, les choses s’étaient, en gros, passées de la même manière. Nous n’avions encore aucune idée du rôle que le conseil ouvrier allait avoir à remplir. Nous discussions, bavardions, écoutions les nouvelles contradictoires qui provenaient de la capitale, et pendant ce temps-là, les heures passaient. Le conseil ouvrier se mit immédiatement d’accord pour ne pas exercer de pressions en vue de la reprise de la production. Personne ne voulait travailler.

Jeudi, tôt le matin, j’étais déjà devant le puits. Il y avait foule. La benne était arrêtée, et le secrétaire du parti et les AVH cherchaient nerveusement à décider les ouvriers à reprendre le travail. Personne ne bougeait. À midi, la nouvelle parvint que les étudiants annonçaient une assemblée sur la grand-place, et demandaient à tout le monde d’y venir. L’après-midi, tout le bassin était arrêté. Entre temps, on avait distribué une vingtaine de fusils à des mineurs « sûrs ». Seuls des membres du parti pouvaient recevoir des armes. La garde ouvrière patrouillait avec des brassards rouges, accompagnée des remarques ironiques des femmes de mineurs. Dans la soirée, on ne voyait plus de brassards rouges, ils avaient été remplacés par d’autres aux couleurs nationales. Quelqu’un était monté en haut du puits, pour remplacer le drapeau rouge par un drapeau hongrois.

« Nous préférons ces trois couleurs-là », expliqua un mineur au lieutenant AVH qui regardait nerveusement. Hier, cette remarque était encore punie de prison, et maintenant ?

Vers 7 heures, les mineurs se rendirent à Pécs avec leurs femmes. Des autres puits, l'on venait aussi vers la ville. « Vous ne savez pas qu'il y a le couvre-feu ? », demanda un lieutenant AVH à une femme. « Mais si, nous le savons ». L'AVH se retourna, sans doute avait-il compris que quelque chose s'était déclenché, qui ne saurait être arrêté par un simple couvre-feu.

Vers 10 heures du soir, Otto revint au puits tout essoufflé et raconta ce qui se passait en ville. Il y avait au moins trente mille personnes dans les rues : des mineurs, des ouvriers, des bourgeois et même des soldats. À peine eut-il terminé son récit, qu'un camion arriva chargé d'étudiants. Ils entrèrent dans le bâtiment. En un instant l'atmosphère s'échauffa. Un jeune étudiant commença à parler : « Mes amis, ralliez la révolution ! », s'écria-t-il. Je le tirai vers moi : « C'est déjà fait. Nous sommes en grève ». Il me regarda, un peu étonné. Longuement, je lui expliquai que nous soutenions la révolution par la grève. Tout le bassin houiller avait arrêté le travail. Tirer sur des barricades était peut-être un acte plus révolutionnaire, mais à Pécs il n'y avait pas de barricades et surtout pas d'armes pour tirer. Nous allions attendre l'évolution de la situation à Budapest. Car c'était là que tout devait se décider. L'enthousiasme était indescriptible. Les soldats-mineurs (jeunes gens affectés au travail de la mine pendant leur service militaire) arrachaient de leurs bonnets l'emblème communiste. Un officier politique jeta ses épaulettes (de modèle russe) et les piétina. Les soldats criaient en chœur : « Vive la révolution ! » Les gens s'embrassaient en pleurant. Ensuite, quelqu'un se mit à chanter l'hymne national.

L'aube du 26 octobre nous trouva dans le bureau de l'administration du puits. Avant même qu'il ne fasse jour, une délégation arriva de l'université. Elle apportait des tracts, avec les revendications de la jeunesse rédigées en seize points.

Nous discutâmes avec les étudiants les détails de la manifestation prévue ; une sonnerie de téléphone nous interrompit. Le conseil ouvrier de l'usine métallurgique annonçait que les AVH s'étaient retirés de leur caserne, ayant reçu des instructions de Budapest, où le désordre était complet et où les combats continuaient quoi qu'en disent la radio et les journaux. Les conseils ouvriers étaient constitués sur l'ensemble du bassin, et la grève était générale. Nous parlâmes successivement avec les principales

régions minières du pays, Tatabánya, Várpalota, Dorog, Salgótarján, et nous apprîmes que les cent vingt mille mineurs de la Hongrie avaient cessé le travail.

Le soir la direction municipale du parti nous appela, demandant qu'une délégation du conseil ouvrier vienne discuter avec elle. Nous nous rendîmes donc au siège, où le secrétaire départemental du parti nous reçut.

– C'est la grève, dit-il.

– Est-il vrai que les fascistes aient pris la direction du conseil ouvrier ?

– Les fascistes se sont enfuis en 1945, se sont retrouvés en prison ou sous la potence, dis-je en m'arrêtant bien vite, avant d'ajouter : sauf ceux qui sont entrés au Parti communiste.

– Pourquoi ne travaillez-vous pas ? demanda le petit bonhomme d'un ton soucieux.

– Dès que vous aurez satisfait nos revendications, répondit S., sur un ton froid.

Bien sûr, dans l'esprit de S. comme dans le mien, ces revendications se formulaient d'une manière assez vague. Sans doute eût-il lui aussi préféré répondre ce que je pensais moi-même, c'est-à-dire que nous voulions que toute la société stalinienne s'en aille au diable et les Russes avec. Mais ce n'était pas le moment de dire cela dans l'immeuble du parti, au milieu des AVH armés jusqu'aux dents. S., prudent, ajouta :

– On ne voulait pas nous laisser partir de la mine, et si à minuit nous ne sommes pas rentrés, les autres viendront nous chercher.

– Notre devoir, camarades, dit le secrétaire du parti sur un ton objectif, est d'isoler les fascistes, de liquider la contre-révolution à Budapest. Vous pouvez y contribuer, en réussissant à convaincre les camarades mineurs de reprendre immédiatement le travail. L'économie a déjà subi de graves dommages, l'interruption de la production compromet la réalisation du plan. Dans la situation présente, le devoir du conseil ouvrier est d'entreprendre immédiatement l'organisation du travail. Il employait encore ce jargon du parti, qui me dégoûtait tellement. Il cherchait à se montrer sûr de lui, comme si tout était encore parfaitement en ordre.

– Nous voulons parler avec Imre Nagy par la ligne directe, dis-je.

Il décrocha aimablement le téléphone et appela. Le Parlement de Budapest répondit immédiatement. Quelqu'un dit au bout du fil qu'Imre Nagy était en conférence; il s'agissait du ministre d'État Erdei. Lui aussi poussait à la reprise de la production. Presque mot à mot, il disait la même chose que le secrétaire départemental du parti. Je raccrochai en silence.

— Qu'allons-nous dire aux mineurs? Les troupes soviétiques vont-elles partir?

Le secrétaire écarta les bras dans un geste d'impuissance. Il ne pouvait, disait-il, parler au nom de l'armée soviétique.

— Il ne fallait pas les appeler.

Nous n'en dûmes pas plus. Le secrétaire du parti nous tendit la main, mais L. l'ignora froidement. Nous sortîmes. Il était minuit passé. On entendait des coups de feu.

Le 27 octobre, je me réveillai en sursaut; on me secouait l'épaule. Une délégation d'insurgés venait d'arriver de Budapest. C'étaient des étudiants. Tranquillement, objectivement, ils racontèrent tout ce qui s'était passé dans la capitale depuis le mercredi. L'un d'entre eux était présent au moment où la statue de Staline avait été renversée. Il sortit de sa poche un morceau de métal. Il provenait des bottes de Staline. On avait coupé la grosse statue au chalumeau au niveau des genoux et on l'avait fait basculer au moyen d'un câble passé autour du cou. Nous apprîmes qu'un colonel, un certain Pál Maléter était passé avec ses blindés du côté de la révolution. Les points stratégiques de Budapest étaient entre les mains des insurgés, qui avaient détruit beaucoup de tanks soviétiques, il y avait eu énormément de morts, l'AVH s'était disloquée, les staliniens se cachaient. Un grand nombre de communistes étaient passés du côté de la révolution, et beaucoup d'entre eux étaient tombés. Nous allions recevoir une aide occidentale, ce n'était qu'une question d'heures. Ils ignoraient de quelle sorte d'aide il s'agirait, mais ils étaient sûrs qu'elle viendrait. Le moral des troupes russes était mauvais, et elles se battaient à contre-cœur.

Ensuite, nous entreprîmes de rédiger les revendications des mineurs. Quand le texte fut terminé, je le lus du balcon surplombant le puits de mine; il y avait bien mille personnes. Chaque revendication était accueillie par des applaudissements. Les passages qui soulevèrent le plus grand enthousiasme concernaient

l'indépendance nationale, les libertés individuelles et le droit de grève.

Tandis qu'à Budapest, la révolution semblait avoir balayé les staliniens, à Pécs, et dans tout le comitat de Baranya, l'AVH était encore à peine entamée, les hommes sûrs du régime restaient en place, dans les administrations officielles, la presse locale et la radio étaient entre les mains des staliniens et l'on n'avait aucune certitude quant au comportement de l'armée.

V., un des dirigeants du conseil ouvrier de l'usine métallurgique, que je connaissais depuis la résistance contre les Allemands en 1944, était du même avis. Il nous apprit qu'il y aurait dimanche, à la maison des syndicats, une réunion des conseils ouvriers à laquelle participeraient également les délégués des soldats.

Et réellement, la réunion des conseils ouvriers du dimanche 28 octobre commença à 11 heures, mais quand nous arrivâmes avec une heure d'avance, il n'y avait pratiquement plus de place dans la grande salle de la Maison des syndicats. Parmi les nombreuses têtes inconnues, apparaissait çà et là une vieille connaissance, un ami, perdu de vue depuis longtemps. Les anciens sociaux-démocrates étaient venus, ceux avec qui nous avons travaillé jusqu'en 1948, quand le parti fut obligé de fusionner avec le Parti communiste; des ouvriers aux mains calleuses de la tannerie, de l'usine métallurgique, des mineurs d'uranium. Je voyais aussi des soldats, des officiers même, et quelques civils en veste de cuir dont on reconnaissait de loin l'appartenance à l'AVH. Un comité provisoire était assis sur l'estrade: des mineurs, des ouvriers, des soldats, des étudiants, tous mélangés.

V. se plaça devant le microphone. Il était toujours le même, s'exprimant de manière froide, courte, objective, comme douze ans plus tôt. Il dit que nous nous étions réunis pour voir où en étaient la ville et le comitat pendant ces journées décisives, afin de prendre les mesures nécessaires et de choisir parmi les délégués présents le conseil ouvrier unifié de la ville et du comitat. Celui-ci aurait pour tâche de régler avec les pleins pouvoirs les affaires de Baranya et de Pécs. Ensuite, il passa la parole aux délégués. Au début, ceux-ci parlèrent prudemment du « rétablissement de l'ordre », de la « reprise de la production », de la « normalisation » de la situation. Puis, un jeune mineur se plaça devant

le microphone et dit : « Le peuple ne nous a pas envoyé ici pour que nous fassions des déclarations de fidélité au Gouvernement. Nous ne voulons pas corriger les fautes commises, mais changer le régime. Parlons de ça, dit-il en terminant ». Là-dessus, les hommes aux vestes de cuir quittèrent la salle. Après leur départ, les langues se délièrent et les délégués dirent sans appréhension ce qu'ils avaient sur le cœur. Enfin, se leva Cs., un vieil officier d'état-major, qui dit que les unités locales de l'armée se soumettraient en toutes choses aux décisions du conseil ouvrier qui allait être élu. Les délégués de la police dirent la même chose. Les applaudissements durèrent plusieurs minutes. Une fois le silence rétabli, nous élûmes le conseil ouvrier commun à la ville et au comitat, et les différentes commissions de celui-ci.

Je ressentis une grande joie et un grand soulagement, quand je me dirigeai, comme membre de la commission de la radio, vers le bâtiment de l'émetteur local.

Une faible unité de l'AVH y était stationnée. Quand nous fîmes savoir à leur chef, un lieutenant, que nous venions prendre possession de l'émetteur suivant la décision du conseil ouvrier, celui-ci salua, et, sans dire un mot, retira ses hommes. À partir de ce moment-là, la radio de Pécs fut entre les mains du conseil ouvrier départemental, et diffusa les décisions de celui-ci. Nous suspendîmes le couvre-feu, et nous supprimâmes la censure de la radio. Les insurgés se chargèrent à partir de ce moment-là de la direction des émissions et de la composition des programmes. Les membres du conseil départemental se rendirent entre temps dans le bâtiment de la mairie, et quand j'y arrivai, les débats avaient déjà commencé dans la salle des conseils. J'appris que de nouveaux changements de personnes avaient eu lieu au sein du gouvernement, que l'organe central du Parti communiste, *Szabad Nép*, n'était pas paru ce jour-là, que les insurgés avaient occupé sa rédaction, que les casernes et les bâtiments publics de la capitale étaient entre leurs mains, et que plusieurs unités de l'armée étaient passées de leur côté. Chez nous, à Pécs, la situation était cependant différente. Il était vrai que, dans le comitat aussi, les conseils ouvriers avaient pris le pouvoir, les secrétaires du parti avaient été chassés, et les paysans avaient quitté massivement les coopératives de production. Mais dans la ville et aux alentours, il y avait encore plus de mille AVH fortement armés.

Chez nous, la question formulée par Lénine : « Qui vaincra qui ? », n'avait pas encore trouvé de réponse. Un fait caractéristique était la présence au conseil du lieutenant colonel Bradács de l'AVH. Le lieutenant colonel devait sans doute comprendre la difficulté de sa situation, mais il essayait péniblement de se montrer partisan du nouveau régime. Dans les rues, des AVH patrouillaient encore. Un mineur, membre du conseil, résolut la question en s'adressant au lieutenant colonel : « Avez-vous pris des mesures pour que les patrouilles de l'AVH soient retirées des rues ? » Bradács prit le téléphone. Une demi-heure plus tard, quand nous allâmes faire un tour vers la « place de 1848 » où se trouvait la caserne de l'AVH, les mitrailleuses braquées sur la place avaient disparu du toit plat du bâtiment, ainsi que les sacs de sable des fenêtres. Nous entrâmes. Nous ordonnâmes que toutes les armes soient réunies dans un des dortoirs, et nous interdîmes aux AVH de quitter la caserne. Devant le bâtiment, nous plaçâmes des insurgés armés. Nous relâchâmes des cellules du sous-sol les prisonniers qui s'y trouvaient. Ils ne voulurent d'abord pas croire qu'ils étaient libres. De longues minutes se passèrent avant qu'ils ne comprennent que la révolution avait éclaté. Nous relâchâmes dans le courant de la nuit les sous-officiers de l'AVH, ainsi que les hommes de troupe, qui provenaient pour la plupart du contingent.

Mardi 30 octobre. Dans la matinée, une curieuse délégation, trois soldats de l'AVH, vint nous trouver de la part de leur unité qui gardait la mine d'uranium. La mine, entourée de barbelés, était sévèrement surveillée par environ trois cents hommes de l'AVH. La délégation nous dit que la plupart d'entre eux provenaient du contingent et avaient été affectés à l'AVH ; chargés de la garde de la mine, ils n'avaient rien à voir dans les sévices commis par cette institution, et désiraient, leur temps de service arrivant à expiration, être démobilisés. Plusieurs d'entre eux auraient même voulu entrer dans la garde nationale. « Attendez dehors », dis-je. Ils saluèrent militairement et sortirent.

R., un membre du conseil des mineurs d'uranium, raconta que les hommes de l'AVH s'étaient soulevés contre leurs officiers quelques jours plus tôt. « Nous aussi, nous sommes des Hongrois », s'étaient-ils écriés, mettant la cocarde à leurs uniformes et assommant presque leurs officiers politiques. Nous téléphonâmes aux chemins de fer afin que ceux-ci nous fournissent un

convoi pour eux. Ils n'avaient qu'à partir où bon leur semblait. Ils remirent leurs armes aux mineurs d'uranium et quittèrent la ville le soir.

Nous reçûmes aussi d'autres visites. Les envoyés des conseils révolutionnaires de la campagne se succédaient chez nous pour demander que nous prenions des mesures, que nous leur donnions des instructions. [...]

Témoignage publié dans
Histoire du soulèvement hongrois - 1956,
sous la direction de Gosztony, éditions Horvath.

Document 4

***Les journées révolutionnaires
de la caserne Kilián*****Témoignage de Péter Gosztonyi,
officier de réserve de l'armée hongroise,
affecté à la caserne Kilián**

Mardi 23 octobre. Tout semblait se dérouler dans le calme à la caserne où j'assurais l'inspection. Les compagnies auxiliaires du génie, dépendantes de la brigade PF 1200 sont sorties le matin, comme à l'ordinaire, et seuls les hommes de service, les malades et le personnel civil sont restés dans le bâtiment.

[...] Mercredi 24 octobre. À l'aube, je suis réveillé par la radio. Le speaker lit un communiqué : « Des éléments réactionnaires et fascistes ont attaqué à main armée nos édifices publics, notre service d'ordre... ». Il est quatre heures et demie. Ma première pensée est pour la caserne. Tout en m'habillant en hâte, j'essaye de mettre de l'ordre dans mes idées. Que se passe-t-il donc à la caserne ? – Des éléments réactionnaires et fascistes ? – Qu'est-il arrivé cette nuit ? Les blindés se pressent sur la place Mari Jászai, dans les rues on ne voit que des officiers avec des mitrailleuses braquées, des miliciens de l'AVO et des inspecteurs en civil, mais que l'on reconnaît à cent pas. À l'entrée du pont Marguerite, sur la rive de Pest, trois chars soviétiques du type J.V. Staline pointent leur canon vers la gare de l'Ouest.

Je dirige mes pas vers les boulevards. La ville est méconnaissable. Devant la gare, des épaves de voitures incendiées laissent comprendre que des combats acharnés se sont déroulés cette nuit. Place Octogone, on distribue des armes et des munitions sur une ZIS. Je jette un coup d'oeil sur son numéro : c'est une voiture ministérielle. Qui avait-elle transporté encore la veille ? Rue Mayakovski, je me retrouve fusil en main, mais je suis bien incapable de dire qui me l'a donné. Est-ce un civil ou un militaire ?

Un char soviétique s'approche venant du cinéma d'actualités. Il se soulève lentement, avec précaution ; de temps en temps je vois apparaître ses chenilles, puis ses tourelles, mais le canon est toujours braqué vers nous. Rue Wesselényi, des barricades

s'élèvent, formées de pavés et de rails de tramway. Là, de jeunes garçons et filles, des militaires, officiers et simples soldats, des ouvriers d'âge mûr entassent des pierres les unes sur les autres. Partout on ne voit que des visages échauffés, des regards flamboyants de gens qui sont décidés à ne pas reculer.

Il est près de neuf heures lorsque j'atteins l'avenue Üllöi. La grande porte fracassée de la caserne Kilián en dit long sur les événements de la nuit.

Le capitaine Csiba me raconte ce qui s'est passé. Les miliciens de la police politique avaient ouvert le feu sur la foule devant le bâtiment de la Radiodiffusion, rue Sándor. La foule exaspérée se rua alors sur la caserne la plus proche, la caserne Kilián, pour réclamer des armes et des munitions. Le lieutenant Vörös, qui m'avait relayé la veille au service, ne pouvait rien contre cette multitude déchaînée. Il avait beau répéter qu'il n'y avait aucune unité armée dans la caserne, partant, pas d'armes, la porte fut enfoncée et les vieux fusils et mitraillettes sans munition que nous avions entassés la veille furent retrouvés et emportés. La garde ne pouvait pas, ou ne voulait pas empêcher cette action. D'ailleurs les soldats logés dans la caserne n'entendaient pas rester inactifs : quelques deux cents *Honvéd* partirent avec les insurgés. Dans la caserne le désordre était à son comble. L'officier de service avertit d'abord le capitaine Csiba qui accourut rapidement avec le remplaçant du colonel Maléter. Ce dernier fut également mis au courant des événements. Un détachement de cadets, armés mais sans munitions, arriva bientôt à la caserne pour évacuer les civils.

Après de longues discussions, ils réussirent à convaincre la foule sans avoir à recourir à la force.

Lorsque j'arrivai à la caserne, le chaos régnait encore. Le capitaine Csiba essayait vainement d'obtenir des directives, des informations et des renseignements de la section compétente du ministère, en téléphonant partout : les réponses étaient évasives. Aucune arme ne restait dans la caserne. Ignorant ce qui nous attendait, nous partîmes en quête d'armes. Les insurgés du quartier nous cédèrent bientôt quelques fusils, mitraillettes et quelques munitions que nous distribuâmes parmi les officiers.

Les insignes *rákosistes* à l'étoile et au marteau étaient bientôt enlevés de tous les képis et un vieil adjudant-chef arbora même

l'écusson Kossuth qu'il avait soigneusement conservé depuis des années.

Au cours de la matinée, des relations amicales s'établirent entre insurgés et occupants de la caserne. À tout moment des rebelles arrivaient pour nous demander de leur montrer le fonctionnement de telle ou telle arme. L'agitation était très grande dans la caserne, et chacun brûlait de passer aux actes, mais pour l'instant personne ne s'était mêlé aux combats. En qualité d'officiers, nous estimions que la caserne devait rester neutre. Cette décision était encore renforcée par les hésitations et le désordre dont les discours insensés des speakers apeurés de la radio Kossuth se faisaient l'écho. Vers midi retentit le bruit assourdissant de chars qui s'approchaient du côté de la place Orczy. Les rues des environs des grands boulevards étaient désertes. Quelques instants plus tard, un blindé J.V. Staline arriva, grondant, devant la caserne. Les bouteilles d'essence jetées de l'immeuble d'en face ne purent rien faire contre le monstre : elles glissaient sur le blindage et ensuite prenaient feu sur le pavé. Le char s'arrêta, se tourna face à la maison d'où l'attaque était venue et lança une pluie de grenades à l'aveuglette contre l'immeuble. Des armes répondirent de la maison enveloppée de fumée et de nouvelles bouteilles d'essence atteignirent le char. À ce moment, un deuxième blindé arriva rapidement, du côté du pont Petöfi, sa mitrailleuse lançant des projectiles tout autour de lui. L'opérateur ne pouvant plus arrêter à temps son engin lancé à toute vitesse, celui-ci se jeta contre le premier char entouré de flammes, lui démolissant une de ses chenilles. Ainsi immobilisé, le char prit feu en quelques instants et flamba comme une torche. Le conducteur de l'autre blindé comprenant qu'il ne pouvait rien faire pour son camarade et que le même sort le menaçait, préféra prendre la fuite. À ce moment, le premier blindé explosa en faisant entendre une terrible détonation.

Ce n'était qu'un commencement. Des chars venant de toute part envahirent le secteur. Ils arrivaient couverts par des unités armées de mitraillettes et atteignirent ainsi le point de jonction du boulevard. Cependant, aucun ne put s'infiltrer dans la voie protégée par les bouteilles d'essence. Ils se contentèrent donc de se retirer à l'angle de la rue Liliom, et de là gardèrent à portée de tir les immeubles des environs, principalement la caserne et

les maisons lui faisant face où les insurgés s'étaient réfugiés. Ces derniers ne se laissaient d'ailleurs pas intimider et répondaient en faisant tomber une grêle de bouteilles d'essence et en faisant entendre le crépitement de leurs armes. Ce duel dura une trentaine de minutes et, après le retrait des assaillants, nous découvrîmes quelques blessés et, de la cour de la caserne donnant sur le boulevard Ferenc, on nous annonça même un mort.

Le capitaine Csiba ordonna alors l'organisation d'un service sanitaire, dont le chef était l'adjudant-major Berkovics, ayant sous ses ordres le soldat Müller et madame P. M., receveuse de tramway. Bientôt, nous fûmes surpris d'entendre la cloche annonçant le déjeuner. Notre brave personnel de la cantine, sans se laisser déranger par le bruit de canons, avait préparé notre repas. Nos soldats, très émus et agités, observèrent cependant, dans l'ensemble, la neutralité et n'intervinrent pas dans les combats. À présent, ils commencent à descendre au réfectoire. La nouvelle du déjeuner servi a dû se propager au-delà des murs de la caserne car un groupe d'insurgés se présente pour nous demander s'ils ne pourraient pas avoir eux aussi quelque chose à manger.

Je monte justement la garde à la porte et laisse pénétrer les insurgés, tous armés, qui s'avancent en direction de la cuisine. À peine sont-ils entrés, se mêlant à nos soldats, que le capitaine Szabo, officier politique du bataillon P.F. 1226, qui venait d'être muté dans notre caserne et qui jouissait d'une réputation détestable, se précipite sur moi en hurlant :

- Vous êtes fou, sous-lieutenant ? Quels sont ces gens que vous laissez pénétrer dans ta caserne ?

- Ces gens-là ont faim, camarade capitaine, réponds-je. Il y a largement de quoi manger à la cuisine.

- Là n'est pas la question, crie de plus belle le capitaine Szabo tout rouge de colère, ces gens sont nos ennemis ! Et vous vous imaginez que nous allons les aider, les protéger ? Je vais tout de suite vous enlever votre commandement, ajoute-t-il encore.

Cependant je reste à mon poste sans me laisser émouvoir. Nous avons l'occasion de le remarquer le soir paradant parmi les autres officiers politiques. Tard dans la nuit, je rejoins ma compagnie où les gars discutent fiévreusement des événements de la journée.

Jeudi 25 octobre. La caserne a été sous le feu toute la nuit. Non pas sous le feu des Russes, mais celui des insurgés retirés dans les immeubles d'en face. C'est le résultat de l'aveuglement stupide du capitaine Szabo. La provocation de la veille ne lui a pas suffi (les insurgés qui avaient demandé à manger chez nous avaient certainement mis au courant leurs camarades). Vers minuit, accompagné du lieutenant Kollman et de quelques officiers politiques, il s'est caché arme à la main, sous le porche de la caserne et a réussi à faire prisonnier par surprise les sentinelles des insurgés qui montaient la garde. Ils les ont désarmées et les ont enfermées dans les fourgons de la police qui stationnaient dans la cour de la caserne. Ils devaient être une vingtaine d'hommes serrés dans la voiture. Lorsque les insurgés ont eu connaissance de la chose, ils dépêchèrent un groupe plus important vers la caserne. Le capitaine Szabo et sa suite ont essayé de les désarmer également, mais le groupe a ouvert le feu. Szabo est tombé le premier : ses hommes ont regagné en vitesse la caserne.

Le combat est engagé. Parmi les insurgés du secteur la nouvelle s'est répandue que, pendant la nuit, les miliciens de la police secrète ont occupé la caserne Kilián où l'on garde des insurgés prisonniers. À l'aube, nous sommes assaillis des quatre côtés de la caserne.

Sous le porche, le lieutenant Kollman prend le commandement, remplaçant le capitaine Szabo. Sa position n'a rien de très brillant, car ses munitions ne peuvent suffire pour longtemps, et ses hommes l'abandonnent peu à peu. Il sait bien qu'il ne peut compter sur aucun ravitaillement puisque les officiers de l'armée qui se trouvent dans la caserne lui refusent toute aide. Ils lui ont signifié sans aucune équivoque qu'ils ne tireraient pas sur les insurgés.

Kollman a donc tenté de se faire des alliés parmi les simples soldats, sans trop de succès. Une partie de ceux-ci combattent maintenant quelque part dans la ville dans les rangs des insurgés, les autres ne veulent en aucun cas s'opposer à ces derniers. Une compagnie arrivée de Csepel a été intégrée à notre caserne. Kollman s'est adressé aux membres du Parti communiste de cette compagnie en espérant les gagner. Je connaissais bien ces gars et je savais qu'ils ne tireraient pas sur les insurgés. Kollman leur a confié les fusils pris aux prisonniers, mais lorsque j'étais avec

eux je les ai vus tirer en l'air, gaspillant le peu de munition dont ils disposaient.

La situation de la caserne étant toujours critique, le capitaine Csiba appelle encore le ministère de la Défense pour demander de l'aide. Le colonel Maléter qui est justement de service au ministère, apprenant que la caserne est assiégée, promet de venir à notre secours dans la matinée. Les attaques des insurgés se font pendant ce temps plus rares. De temps à autre part un coup de fusil ou de mitraillette, et aucun bruit des actions des Russes ne parvient à nos oreilles. Quelque chose se prépare sans aucun doute...

Brusquement des coups retentissent du côté de la première et de la seconde cours. Un groupe d'insurgés réussit à pénétrer par le foyer d'ouvriers dans nos bâtiments. Le lieutenant Kollman part alors à la tête de son petit détachement pour les recevoir. Il commande ses hommes du haut du premier étage.

Tout à coup sa mitraillette crépite: deux soldats apportent un mort. J'examine sa carte d'identité: 17 ans, ouvrier à l'usine Ganz, élève d'une école technique. C'est ce qu'on appelle des «fascistes»? Je n'ai pas beaucoup de temps pour méditer, de nouveau un coup de fusil retentit. Kollman est prêt à répondre, mais je l'arrête.

- Laisse donc, laisse-moi faire! Et sans attendre la réponse je me précipite au troisième étage. Je sentais mon cœur battre à tout rompre: encore un mort? Non, je ne veux pas, il faut cesser le massacre! Je me suis approché doucement sans être aperçu de l'insurgé qui est lui aussi un jeune ouvrier au visage ouvert et au regard clair. Il se tourne vers moi et ne voyant dans mon attitude rien de menaçant, il me laisse venir jusqu'à lui. Je lui explique que les défenseurs de la caserne sont supérieurs en nombre et que par conséquent il risque sa vie pour rien. Le jeune homme comprend aussitôt et, après une poignée de main, retourne avec précaution vers le foyer ouvrier.

Lorsque je suis redescendu du troisième étage, j'ai vu le service sanitaire apportant le corps du lieutenant Kollman. Une rafale de mitraillette l'avait atteint à la tête et il était mort sur le coup. C'est cruel à dire, mais personne ne l'a regretté: il avait cherché sa propre perte...

Le bruit de moteurs nous parvient soudain : des chars s'approchent en direction de la place Nagyváradi. Ce sont des T34, portant l'écusson de l'armée hongroise. Lorsqu'ils arrivent devant la caserne, les insurgés cessent le feu. L'un des blindés freine devant notre bâtiment et s'approche en marche arrière vers le porche ; c'est le colonel Maléter qui en descend. À ce moment le commandant de la caserne, le capitaine Csiba, lui fait son rapport. Les blindés qui se trouvaient devant la caserne ouvrent le feu sur le passage Corvin en face de nous. Aussitôt les insurgés répondent et les combats reprennent...

Le capitaine Csiba met au courant Maléter des événements des dernières quarante-huit heures dans leurs moindres détails. Maléter entre en contact avec le ministère de la Défense et une discussion très longue s'engage.

Le colonel apprend par le capitaine Csiba que des prisonniers sont détenus dans la caserne et il demande à les voir. Lorsque les insurgés paraissent devant Maléter, celui-ci donne ordre aux blindés de cesser le feu. Le colonel reçoit les prisonniers dans l'infirmerie, sous le porche. Son regard rencontre d'abord celui d'un jeune gars, regard rayonnant d'intelligence ; il lui demande son nom, sa profession et désire savoir où et pourquoi il s'est armé, enfin pour quelle raison il prend part au soulèvement. Le jeune garçon répond, calmement, avec son air droit et honnête, sans la moindre trace de peur. Les questions d'ordre personnel se changent de plus en plus en questions de caractère politique. Le gars parle du niveau de vie du peuple, de la liberté qui n'existe que sur le papier, touche le problème du patriotisme, faussé au cours des dernières années et relégué à l'arrière-plan, et il rappelle les 16 points qui se propagent de bouche en bouche parmi les manifestants depuis deux jours. Après un moment de silence, il sort quelque chose de sa poche. Par paradoxe, il ouvre son livret d'adhérent au Parti communiste et en retire une feuille dactylographiée, portant les 16 points des revendications des insurgés...

Un silence pesant remplit tout à coup la petite salle ; personne n'a plus rien à demander, et aucune explication ne semble plus nécessaire. Maléter se lève et nous renvoie tous, insurgés et soldats. De l'extérieur, nous l'entendons téléphoner.

Peu de temps après, nous pouvons rentrer à nouveau dans la salle. Le colonel s'adresse à l'insurgé qu'il vient d'interroger :

—Écoutez-moi ! Je vous rends votre liberté. Retournez auprès des insurgés. Dites-leur que je propose le cessez-le-feu. Nous sommes tous des Hongrois : je ne tirerai pas, je ne ferai pas tirer sur vous, mais vous, de votre côté, ne tirez pas sur nous ! Avez-vous compris ?

La réponse est nette et claire :

— Compris !

— Donc, ni vous, ni nous ! répète Maléter, appuyant chaque mot, puis il tend la main au jeune insurgé. Cette scène restera inoubliable à jamais.

La sonnerie stridente du téléphone a coupé le silence où étaient plongés ces hommes qui venaient de se retrouver. L'École d'officiers Kossuth demandait de l'aide. Une compagnie d'élèves d'artillerie était partie en direction de la caserne Kilián. Elle avait rencontré la résistance des insurgés dans les alentours des rues Liliom et Tüzoltó où les cadets avaient dû livrer bataille. Ils demandaient à Maléter de nettoyer la voie devant eux afin qu'ils puissent atteindre la caserne.

Maléter a écouté le rapport quelque temps puis a interrompu d'une voix décidée :

— Je suis seul responsable du secteur de Kilián. Ici, l'ordre et le calme seront bientôt rétablis. Camarade lieutenant-colonel, veuillez rappeler vos gens !

La ligne étant coupée, aucune réponse n'est parvenue de l'autre extrémité.

— Je me charge donc de les prévenir ! dit alors Maléter en racrochant. Il donne l'ordre de former des patrouilles qui devront porter à la connaissance des unités de combat le cessez-le-feu, confirmant ainsi le message confié aux prisonniers libérés. J'ai été chargé de porter l'ordre aux cadets de l'académie Kossuth. Nous sommes sortis, par la porte donnant sur la rue Tüzoltó, brandissant un balai muni d'un drap. Bien entendu, sans armes. Tout était calme, aucun bruit, pas âme qui vive. Ce n'est qu'à l'angle de la rue Tompa que nous avons aperçu une barricade, cachant on ne sait quel danger inconnu. Dans le grand silence, je lance avec une émotion étrange le cri :

- Parlementaires ! Ne tirez pas ! Parlementaires !

Mon cri s'est perdu dans le silence de la rue ; on entendait seul le bruit du vent agitant le drapeau blanc, confectionné avec

le drapeau du Honvéd qui marchait à mes côtés. Je sentais mon cœur battre à grands coups dans ma poitrine, mes tempes étaient tendues par une agitation intérieure. Je ne voyais même pas où je posais mes pieds en avançant vers la barricade qui semblait déserte. Enfin, les cadets de l'académie Kossuth ont paru derrière elle. Le silence angoissant cesse, des visages souriants, détendus, se regardent ici et là. Tout autour, les fenêtres s'ouvrent, des acclamations jaillissent de partout, les gens, civils et insurgés, sourient, applaudissent. Il est inutile de donner des explications. Les cadets se sont retirés par où ils étaient venus. Nous-mêmes avons repris notre chemin vers la caserne.

Dans l'avenue Üllői, toute une foule s'était réunie, des insurgés armés mêlés aux habitants du quartier, sans armes. De loin, on apercevait parmi eux le colonel Maléter qui les dépassait d'une tête. Partout des visages souriants, des regards rayonnants de joie nous ont accueillis, et voyant que nous nous dirigeons vers Maléter, la foule s'écartait pour nous laisser passer. Immédiatement, je fais mon rapport. Le drapeau blanc flottait toujours derrière nous. Un jeune garçon se fraye un passage pour arriver jusqu'au colonel qui se tenait devant les blindés. Il porte un emblème Kossuth improvisé, qu'il avait sans doute confectionné lui-même. Il demande à placer cet écusson à la place de celui de Rákosi qui orne l'entrée de la caserne. Maléter, souriant, approuve et aussitôt nos Honvéd s'attaquent avec des pioches à l'emblème Rákosi en plâtre moulé, qui depuis des années s'étalait comme une insulte au-dessus de la grande porte de rentrée principale. En moins d'une minute l'emblème de Kossuth est en place. Il n'est pas d'un dessin très régulier, mais dans les circonstances actuelles cela ne fait que rehausser sa signification. Le pâté de maisons formé par la caserne semble disparaître derrière cet emblème et les gens n'ont d'yeux que pour lui.

La taille haute, un peu courbée, du colonel Maléter s'élève au-dessus de la foule. Il sourit, bavarde, répond aux questions. Quelqu'un lui adresse la parole : la voix de Maléter s'élève, se fait ferme tout en demeurant très simple :

Compatriotes ! Nous voulons tous une seule et même chose : une Hongrie libre, indépendante, socialiste ! Pour atteindre ce but nous avons besoin de l'appui de tous les patriotes !

Les insurgés armés et les civils entourent Maléter, l'acclament, lui serrent la main, l'enlacent : il ne peut rejoindre la caserne que sous la protection de ses blindés. La joie dans la rue est indescriptible. Non loin de la porte de la caserne, près du trottoir, une femme d'un certain âge s'essuie les yeux avec son mouchoir, prend sa tête entre ses mains et sanglote doucement. Un homme d'âge mûr – certainement un ouvrier de Franzstadt – se tient près d'elle. En m'approchant encore, j'entends sa voix :

– Mais ne pleure donc pas Erzsi ! Ne pleure pas !

L'après-midi une délégation d'insurgés vient nous trouver. Ils demandent à voir le commandant : ils désirent savoir si nous n'avons besoin de rien. Nous n'avons plus de pain et nous le leur disons. Le soir un autobus entre dans la cour, portant du pain frais et des journaux. La voix courageuse et droite de *Igazság* nous plaît, mais nous n'avons guère le temps de lire. Nous descendons dans la rue où se joue en ce moment la vie du pays.

Publié dans *ÉTUDES*, revue trimestrielle internationale n° 6
publié par l'Institut Imre Nagy de Sciences Politiques
Octobre 1960.

Chapitre 6

Les changements au sommet sous la pression du développement révolutionnaire

Dans la littérature sur 1956 parue juste après l'insurrection ou à l'occasion de son cinquantenaire, l'essentiel a presque toujours été consacré aux changements au sommet. Cela fait, certes, partie de l'histoire. Mais si la composition de la direction du pays et sa politique se modifiaient à une vitesse vertigineuse, c'est sous les coups de boutoir des événements en bas. Des centaines de pages ont été consacrées à la personnalité de Imre Nagy, par exemple comme si la psychologie du personnage, ses hésitations, avaient été des facteurs déterminants dans le développement chaotique de la révolution ! La succession rapide des événements fut écrite par les masses elles-mêmes, par des dizaines, des centaines de milliers d'individus et les changements en haut reflétaient, quoique de façon extrêmement déformée, les pulsations de la révolution.

Le premier changement au sommet se produisit dans la nuit du 23 au 24 octobre, au moment même où s'intensifiait le siège de la radio et où, autour de la statue de Staline déjà à terre, des milliers de manifestants s'affairaient à la découper en morceaux.

Ce changement consista donc à placer Imre Nagy, sorti de son exil à domicile, au poste de Premier ministre à la place du falot Hegedüs. La décision ne fut pas prise par le seul Gerö qui, en tant que secrétaire général du parti, était à ce moment-là encore la principale autorité dans le pays. Comme il a été dit, le bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique était suffisamment inquiet de la situation pour envoyer sur place deux de ses membres éminents, Mikoyan et Souslov. Installer Nagy comme Premier ministre fut donc une décision collective, c'est-à-dire, en réalité, la décision de Souslov et Mikoyan, en accord

avec leurs camarades du présidium du PC d'Union soviétique avec lesquels ils étaient en communication permanente.

C'est encore avec l'accord de la direction soviétique que Gerö fut remplacé à la direction du parti par Kádár.

L'équipe dirigeante à Moscou ne portait pas spécialement Nagy dans son cœur mais en même temps elle le connaissait de longue date et savait que le premier impératif était de calmer la situation. Si Nagy en était capable, va pour Nagy. Il servait au moins à contresigner l'appel aux troupes soviétiques.

De façon assez curieuse mais au fond compréhensible, les dirigeants soviétiques cherchaient à entourer de précautions juridiques l'intervention de leur armée en Hongrie. L'évolution des relations entre les deux blocs, c'est-à-dire des considérations politiques internationales entraient à coup sûr dans leurs calculs. Celles-ci connaissaient, depuis quelque trois ans, un certain réchauffement.

En juillet 1953, l'armistice avait été signé entre les belligérants de la guerre de Corée et les négociations s'étaient engagées pour un traité de paix (qui ne fut, cependant, jamais ratifié : la Corée reste toujours coupée en deux par une ligne de démarcation qui passe par Panmunjon, lieu de l'armistice).

En Europe, les discussions entre les grandes puissances sur l'avenir de l'Autriche avaient abouti le 15 mai 1955, proclamant la fin de la division du pays en quatre zones d'occupation et sa neutralité. Le 19 décembre 1955, les derniers soldats des armées d'occupation quittaient le pays.

Une des principales conséquences pour la Hongrie fut que, moins d'un an après, la route vers l'Autriche était dégagée pour les dizaines de milliers de réfugiés qui quittaient le pays une fois la révolution écrasée.

La reprise des négociations entre les grandes puissances commençait à réchauffer les relations internationales. À la phase la plus aiguë de la guerre froide succéda une période de dégel. La bureaucratie du Kremlin recommença à parler de coexistence pacifique.

La révolution hongroise comme, dans un tout autre ordre d'idée, l'intervention franco-britannique à Suez, au côté d'Israël, interféraient avec les subtiles manœuvres de la diplomatie internationale.

Le soulèvement hongrois surtout. L'intervention franco-anglaise contre l'Égypte était une affaire interne au camp occidental. Les États-Unis, en désaccord avec cette intervention, se chargèrent de régler cette affaire en rappelant à l'ordre leurs alliés qui s'étaient permis d'agir sans leur autorisation. Paris et Londres durent reculer piteusement. Les États-Unis en profitèrent pour prendre leur place au Moyen-Orient. Moscou poussa quelques cris de protestation et, surtout, se servit de l'agression franco-anglaise contre Suez pour couvrir sa propre agression contre la Hongrie. Mais les frontières des deux blocs ne pouvaient pas en être affectées.

Il en fut autrement pour la Hongrie. Elle faisait partie du glaciis de l'Union soviétique. Les États-Unis étaient susceptibles de profiter d'une remise en cause de la mainmise de l'Union soviétique pour en prendre la place.

Ce n'est pas le lieu d'évoquer ici l'évolution des relations entre les deux grandes puissances pendant ces mois d'octobre et novembre 1956. Le tapage à l'ONU, où chacune des deux puissances reprochait à l'autre ce qu'elle faisait dans sa sphère d'influence, était destiné à la galerie. Derrière cet écran de fumée, chacune cherchait à deviner les intentions de l'autre, pour en tirer profit, certes, mais aussi pour éviter une conflagration que ne voulait à ce moment ni l'une ni l'autre. Il n'y avait pas à l'époque, comme plus tard, un « téléphone rouge » permettant aux dirigeants des deux blocs de marchander directement. Un subtil « langage des fleurs » précisait les attitudes au fil des événements. Disons seulement qu'un accord de fait s'était dessiné au fil des jours où les États-Unis firent comprendre qu'ils n'avaient pas l'intention de profiter de l'occasion pour avancer leurs pions en Hongrie. Ce que l'on sait aujourd'hui des discussions dans les sphères dirigeantes soviétiques (grâce, notamment, à l'ouverture des archives du Kremlin après le changement

de régime), confirme leurs tâtonnements et leurs hésitations. Ce que confirment également les archives des sommets politiques des États-Unis.

Pour formuler plus brutalement les choses : tout en faisant beaucoup de bruit à propos de la révolution hongroise, les États-Unis laissaient les mains libres à l'armée soviétique pour l'écraser. Ils préféraient que cela soit l'Union soviétique qui rétablisse l'ordre dans le sang.

Les dirigeants soviétiques donnèrent à la direction du MDP l'autorisation de nommer Nagy au poste de Premier ministre dans l'espoir qu'il calmerait la situation. Et le pourtant oppositionnel Nagy, non seulement accepta de contresigner le premier appel à l'armée soviétique – ce que certains de ses partisans puis des historiens expliquèrent par le fait qu'on lui força la main –, mais il proclama la loi martiale et reprit à son compte le langage stalinien sur la « contre-révolution », les « bandes fascistes », les « criminels », etc. C'est seulement à partir du vendredi 26 octobre que Nagy changea de langage et qu'il commença à parler de « révolution ».

Il est d'un intérêt limité de discuter s'il était l'homme de l'insurrection hongroise face aux dirigeants de l'Union soviétique ou le représentant des intérêts du Kremlin auprès de l'insurrection, bien que beaucoup de gens aient écrit des pages et des pages sur la question.

Il était les deux en même temps, avec un centre de gravité qui évolua au fil des jours. Son attitude était déterminée en partie par son caractère réputé timoré, mais infiniment plus par les secousses des événements d'en bas.

Si la direction du Parti communiste d'Union soviétique pouvait encore imaginer faire jouer à Nagy le rôle de Gomulka et s'entendre avec lui dans cette optique, c'est qu'elle savait qu'ils avaient quelque chose en commun. Ce n'était pas, ou pas seulement, son pedigree de vieux stalinien fidèle, ni même sa qualité d'ancien moscovite lié au milieu dirigeant de la bureaucratie soviétique. Sur ce terrain, Nagy pouvait évoluer, et la bureaucratie soviétique avait déjà constaté que Tito, lui aussi vieux

stalinien, avait pu se transformer en représentant de son État national. Cette expérience, les dirigeants soviétiques la referont bien souvent par la suite, en Chine pour commencer.

La convergence des intérêts entre Nagy, l'équipe dirigeante hongroise et l'équipe dirigeante soviétique, plus ou moins clairement perceptible, résultait de leur crainte commune de la révolution. Comment étouffer celle-ci ? Comment désarmer les insurgés ? Comment faire en sorte qu'ils rentrent chez eux ? C'est autour de ces questions que se déroulèrent les discussions entre les dirigeants soviétiques et les dirigeants hongrois.

Pour anticiper sur la suite, c'est sur ce terrain qu'allait se produire la rupture entre Nagy et Kádár. Le premier estimait pouvoir maîtriser l'insurrection et la canaliser au profit d'une plus grande indépendance de l'appareil d'État national. Le second, tout en faisant équipe avec Nagy en tant que premier secrétaire du MDP, dont ils faisaient partie tous les deux, finit par se convaincre que l'insurrection n'était plus maîtrisable et qu'il était plus prudent de la briser avec l'aide de l'armée soviétique.

À en juger par les télégrammes envoyés par Souslov et Mikoyan à Moscou et les procès-verbaux, désormais accessibles, du bureau politique soviétique, celui-ci hésita entre l'acceptation d'un compromis avec l'État hongrois, avec Nagy à sa tête, et une nouvelle intervention armée, plus massive, pour briser la révolution. En réalité, il prépara les deux options en même temps (voir, dans Documents - témoignages, les procès-verbaux des réunions du présidium du Parti communiste d'Union soviétique).

Après quatre jours de combat, ce qui, dans la nuit du 23 au 24 octobre, se voulait une simple et rapide opération de police se transforma en guerre. Qui plus est, une guerre que les troupes de la première intervention soviétique se révélèrent incapables de gagner. Elles ne réussirent même pas à prendre le passage Corvina bien qu'il ait été un objectif militaire classique pour lequel l'armée russe pouvait compter sur son matériel et son expérience de guerre. Une autre configuration encore : la place Széna dont les troupes soviétiques réussirent à déloger les insurgés qui

s'égaillèrent dans les collines avoisinantes mais pour revenir à leur position, une fois les détachements russes éloignés.

Et, surtout à côté de ces points stratégiques, combien d'autres foyers de combat, de foyers mobiles qu'il ne servait à rien de prendre car ils renaissaient quelques rues plus loin? Les éléments d'infanterie qui accompagnaient les chars étaient exposés à des tirs de snipers, tirs qui pouvaient venir de n'importe quelle fenêtre. Lorsque les chars n'étaient pas accompagnés d'un détachement d'infanterie, dans les rues étroites d'une ville ils devenaient vulnérables. La vision d'un équipage de char étant assez limitée, il suffisait qu'un jeune, assez téméraire pour s'en approcher et assez habile pour grimper dessus, ouvre la tourelle et jette un cocktail Molotov ou une grenade à l'intérieur pour stopper l'engin.

Le colonel Malachenko, qui commandait une force d'intervention spéciale soviétique, dans ses mémoires intitulés *Témoin oculaire à Budapest*, écrits après l'éclatement de l'Union soviétique, invoque plusieurs raisons pour expliquer l'insuccès de cette première intervention. D'abord, le fait que ses troupes ne pouvaient pas compter sur une aide efficace de l'armée hongroise. Constat exact, bien sûr, mais c'était une des expressions de la contagion révolutionnaire. Les officiers de l'armée hongroise, même ceux qui partageaient la décision du gouvernement de faire appel aux troupes russes, n'étaient pas sûrs de pouvoir compter sur leurs soldats. En dehors de l'AVH, les troupes soviétiques ne pouvaient pas compter sur les forces de répression hongroises pour défendre le régime.

Malachenko invoque aussi l'insuffisance des troupes. C'est une notion éminemment relative et liée à l'étendue de l'insurrection et de la combativité des insurgés. Comment contrôler à quelques milliers de soldats soviétiques une ville d'un million et demi d'habitants? Question judicieuse et, en même temps, l'aveu que, contrairement à ce que racontaient les dirigeants politiques de la bureaucratie, les troupes soviétiques n'étaient pas confrontées à quelques bandes fascistes mais qu'elles devaient se battre

contre une insurrection populaire, bénéficiant de la sympathie de la quasi-totalité de la capitale.

Quarante ans après les faits, l'ex-colonel soviétique ne mentionne qu'indirectement le moral des troupes. Du côté des insurgés, des femmes, des hommes, des adolescents qui savaient pourquoi ils se battaient. De l'autre côté, des soldats soviétiques dont beaucoup étaient stationnés dans le pays depuis un certain temps déjà – les officiers avaient même souvent des logements personnels, fréquentaient les stades de foot –, n'étaient guère convaincus par les explications officielles sur les « bandes fascistes » et pas vraiment motivés pour se battre. Il n'y avait rien de commun entre la détermination de ces soldats et celle de leurs aînés qui s'étaient battus à peine douze ans auparavant à Stalingrad ! Sans exagérer l'importance des fraternisations, il y en eut quand même. Et, dans ce domaine, il n'en faut pas beaucoup pour déclencher toute sorte d'alertes du côté du commandement.

Devant l'échec de l'opération de police, la direction soviétique, amplement informée par ses représentants sur place, Mikoyan, Souslov et Andropov, fut de toute façon confrontée à un choix : parier sur la capacité de Nagy à éteindre l'incendie ou amener des troupes fraîches en nombre suffisant pour venir à bout de l'insurrection. Elle fit successivement les deux.

L'armistice du 28 octobre ne mit pas fin au développement de l'insurrection. Les groupes d'insurgés n'avaient pas désarmé. La méfiance à l'égard de Nagy ne se dissipa pas.

Son revirement, son changement de langage en parlant de « révolution » au lieu de « contre-révolution », de « combattants de la liberté » au lieu d'« agitateurs fascistes », étaient trop récents pour être crédibles.

La grande masse des insurgés ignorait bien sûr ce dont témoignent les archives soviétiques rendues publiques depuis : l'ambassadeur soviétique Andropov participait à toutes les réunions de la direction du MDP, pratiquement jusqu'à la veille de la deuxième intervention soviétique. Il jouait un double jeu vis-à-vis de Nagy, en promettant le retrait de l'armée soviétique jusqu'au dernier moment alors même que de nouvelles divisions

avaient déjà franchi la frontière et se concentraient autour de Budapest.

Nagy jouait, lui aussi, un double jeu, mais vis-à-vis des masses. Au fond, son objectif était le même que celui des Russes : consolider la situation et désarmer les groupes d'insurgés.

S'élabora alors, pendant les quelque six jours entre l'armistice et la deuxième intervention des troupes soviétiques, une tentative de consolidation de l'appareil d'État, sous le regard méfiant tout à la fois des dirigeants soviétiques, des insurgés et, au-delà de ces derniers, de ces centaines de milliers de travailleurs dont la mobilisation et la volonté de s'organiser ne s'arrêtèrent pas le 28 octobre.

Sur le plan politique, la tentative de consolidation entreprise par Nagy visait à mettre fin à l'isolement politique croissant du parti stalinien en mettant fin à son monopole sur le pouvoir. Nagy autorisa un certain nombre de partis de la coalition qui avait gouverné le pays de 1944 à 1948 avant que le MDP les écarte. Ces partis n'avaient même pas encore eu le temps de se constituer et d'avoir une existence réelle que leurs dirigeants furent intégrés au gouvernement, dont la composition changeait pour ainsi dire chaque jour. C'est ainsi que furent nommés ministres Anna Kéthli, ancienne dirigeante du Parti social-démocrate, un représentant du Parti des petits propriétaires, ainsi qu'un représentant du Parti Petöfi nouvellement créé à partir de l'ancien Parti national paysan.

Les dirigeants soviétiques, informés par Andropov, acceptèrent tous ces changements. L'exigence qu'ils avaient formulée était que tous ces partis reconnaissent le système en place et soient partisans d'une politique amicale à l'égard de l'Union soviétique.

Les personnalités ainsi intégrées au gouvernement n'avaient évidemment pas le crédit pour arrêter la grève et désarmer les groupes d'insurgés. Ce qui avait valeur de symbole, c'était la fin du parti unique. Un des objectifs partagés par tous, qui venait juste après la revendication du départ des troupes soviétiques, était donc accompli !

Mais les changements dans la composition du gouvernement, la place faite au personnel politique du temps de la coalition ne pouvaient suffire pour rétablir l'ordre. Il fallait rétablir l'appareil d'État lui-même, disloqué dans le feu de la révolution. Nagy espérait pouvoir compter sur le fait qu'une bonne partie de l'administration, de la hiérarchie, des officiers de l'armée et de la police, avait de la sympathie pour lui et son programme, pour ce qu'il représentait de différent par rapport à Rákosi et à son clan.

Le premier problème, le plus urgent, était celui de rétablir l'ordre dans l'armée et la police elles-mêmes. Le 28 octobre, Nagy annonça la dissolution de l'AVH. Il avait une double raison de le faire : c'était le corps de répression le plus haï par la population dont la dissolution était exigée par tous. Ne pas le dissoudre aurait été s'opposer à la révolution sur un point essentiel. En outre, l'AVH, en tout cas son corps des officiers, était tout à la fois dévouée à Rákosi et contrôlée directement par les Soviétiques, donc abhorrait ce que Nagy représentait.

Le développement de l'insurrection avait fourni à Nagy deux personnalités qui pouvaient servir de caution révolutionnaire au rétablissement de la discipline dans l'armée et la police. Pour ce qui est de la police, il y avait Kopácsi, préfet de police de Budapest au moment de l'insurrection. Ancien ouvrier, nommé à la tête de la police de Budapest à trente ans, et membre haut placé du MDP, il s'était opposé dès le début à ce que les policiers tirent sur l'insurrection. Cela lui valut une popularité réelle. Du côté de l'armée, c'est le colonel Maléter qui, en passant du côté des insurgés, avait le crédit nécessaire pour jouer le rôle que Nagy entendait lui faire jouer. Il fut promu de colonel à général, puis le 2 novembre, nommé ministre de la Défense.

Par ailleurs, le gouvernement chargea Kopácsi ainsi que l'ex-général Kiraly Béla d'organiser une nouvelle force de l'ordre, appelée « garde nationale ». Elle était censée adjoindre à des éléments de la police et de l'armée diverses milices étudiantes et des éléments des groupes d'insurgés pour constituer une armée révolutionnaire. Dans ses mémoires rédigés bien après, Kopácsi explique : « *Nous pensions que le succès ou l'échec révolutionnaire*

en dépendait. Il fallait trouver un moyen d'empêcher les fauteurs de troubles de tout gâcher. C'était l'aspect essentiel. Si nous ne parvenions pas à les tenir en respect, c'en serait fini de nous tous.»

Un certain nombre de membres des milices étudiantes répondirent à l'appel. Kopácsi eut cependant plus de mal à obtenir une réponse favorable des groupes d'insurgés. Il eut encore bien plus de mal à convaincre ces groupes d'insurgés de déposer les armes malgré la promesse faite à ceux qui auraient rejoint la garde nationale qu'ils pourraient les conserver, voire s'en voir attribuer d'autres.

Au détour d'une phrase, Victor Sebestyen mentionne, dans son ouvrage *Budapest 56, les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, un fait qui a une signification sociale profonde, à savoir que la composition sociale des groupes insurgés se modifia notablement après l'armistice du 28 octobre. Les jeunes étudiants ou assimilés avaient tendance à quitter ces groupes soit parce qu'ils considéraient que l'insurrection avait gagné et qu'il n'y avait plus lieu de garder les armes, soit parce qu'ils avaient l'intention de rejoindre la garde nationale en préparation, soit encore, affirme Sebestyen, « *qu'ils étaient retournés à la rédaction de leurs résolutions et de leurs proclamations* ». Toujours est-il que, dans la composition des groupes d'insurgés, s'accrut la part des ouvriers d'usine et des apprentis des zones industrielles qui représentaient désormais plus des trois quarts de ces groupes. Ils se recrutaient parmi les Hongrois les plus pauvres, ceux que le régime qui se prétendait communiste était censé avoir le plus aidés...

La méfiance des groupes d'insurgés à l'égard du gouvernement de Nagy reflétait une méfiance sociale. La jeunesse du prolétariat ne croyait pas sur parole le gouvernement de Nagy. Elle ne voulait abandonner les armes et les foyers insurrectionnels qu'une fois les troupes soviétiques parties.

À une tout autre échelle, il y eut la même méfiance venant du gros de la classe ouvrière, y compris dans les grandes villes industrielles où les aspects militaires de l'insurrection ne prirent pas la même ampleur qu'à Budapest.

Après le 28 octobre, des conseils ouvriers continuèrent à surgir, même là où il ne s'en était pas formé dans les premiers jours de la révolution. Ces conseils ouvriers étaient une expression essentielle du bouillonnement à l'intérieur de la classe ouvrière et de sa politisation croissante.

Les directions du parti et de l'État, même lorsqu'elles ont été obligées de reconnaître l'existence de ces conseils et de composer avec eux, voulurent limiter leur rôle à la gestion des entreprises.

Mais la dialectique d'une explosion révolutionnaire est plus forte que tous les calculs du monde. La politisation des conseils n'était pas le résultat de l'activité politique d'un parti révolutionnaire avec des objectifs clairs. Il n'y avait pas en Hongrie en 1956 un parti qui, comme le parti bolchevique en Russie en 1917, revendiquait « *tout le pouvoir aux soviets* ». C'est la force des événements, la maturation des consciences qui faisaient que, sans revendiquer le pouvoir, les conseils ouvriers évoluèrent dans le sens de l'exercer, de fait de plus en plus. Pour cette bonne raison déjà que, dans bien des endroits, les autorités du régime d'avant s'étaient disloquées ou avaient disparu, il fallait bien assumer leurs tâches : régler les multiples problèmes de la vie quotidienne, assurer le ravitaillement, prendre des décisions et, le cas échéant, établir des relations avec les troupes soviétiques qui stationnaient dans le pays.

Faut-il rappeler que c'est sous la pression des nécessités de ce type-là qu'en 1871, les prolétaires de Paris avaient rempli, à leur façon, le vide étatique créé par le retrait de Thiers, de son administration et de ses troupes, pour faire de la Commune l'embryon de pouvoir ouvrier qu'elle a été ?

Ce fut ce mouvement, puissant, parti d'en bas, des rangs de la classe ouvrière et cette puissante volonté de s'organiser qui furent le moteur des événements, non seulement pour ce qui est des rapports entre la classe ouvrière et le gouvernement de Nagy mais aussi des rapports entre le gouvernement Nagy et les sommets politiques de la bureaucratie russe. On peut même dire que c'est ce mouvement surgi d'en bas qui fit réfléchir les dirigeants politiques de l'impérialisme américain eux-mêmes et les amena

à ne pas chercher à profiter des difficultés de l'Union soviétique, mais au contraire à observer la préparation de l'armée soviétique pour stopper tout cela en étant tacitement d'accord.

Les enregistrements des annonces des radios donnent une petite idée de l'agitation fiévreuse qui régnait parmi les travailleurs dont la formation des conseils fut une des expressions.

Radio Informations radiodiffusées, le 27 octobre 1956 :

« Un conseil ouvrier a été formé dans l'usine des Autobus à Budapest ; il s'est mis immédiatement à l'œuvre. Il a procuré du ravitaillement aux ouvriers et a donné, ou donnera, les importantes quantités de vivres dont il dispose aux cliniques et aux hôpitaux... »

Des conseils ouvriers ont été institués dans la province de Csongrád, dans la plupart des usines de Szeged et Hodmezővásárhely, et dans le comitat de Heves. Des rapports analogues nous parviennent de la Fabrique des vêtements et des ateliers d'outillage mécanique de Békéscsaba, de la gare et de la manufacture de tabac de Nyíregyháza et des différentes usines de Dunapentele (Sztálinváros). » [...]

(Publié dans Lasky.)

Radio-Győr, le 28 octobre 1956 :

« Les mineurs de Balinka ont envoyé à Radio-Győr Libre une délégation de sept membres, conduite par un mineur... Ils ont déclaré avoir formé eux aussi leur conseil ouvrier et ont précisé que les mineurs maintiennent l'ordre et la discipline. Ils suivent néanmoins avec inquiétude les événements de Budapest et c'est pourquoi ils demandent que leurs revendications soient transmises par Radio-Győr, qu'elles viennent à la connaissance du gouvernement hongrois et d'Imre Nagy. Leur première revendication est qu'Imre Nagy invite les troupes russes... à commencer à se retirer en hissant des drapeaux blancs. Comment les mineurs voient-ils l'avenir ? Ils répondent qu'à leur avis le futur système de la Hongrie devra être décidé par des élections libres parfaitement honnêtes et dépourvues de contrainte. Ils n'ont rien contre la participation des autres partis à ces élections, aux côtés du Parti

communiste; la population décidera à quel parti elle veut donner sa confiance.

La délégation qui représente 3 000 mineurs, propose à Imre Nagy de commencer des négociations avec les délégués des insurgés de Budapest en vue de la formation d'un nouveau gouvernement commun...

Jusqu'à ce que ces revendications aient été satisfaites, les mineurs de Balinka et de son district ne sont pas disposés à produire une seule pelletée de charbon... »

D'autres émissions de radio témoignent de la prise de conscience collective des conseils ouvriers en même temps que du sentiment de leur responsabilité vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est ainsi que les travailleurs des aciéries Martin de la régie métallurgique Lénine, qui avaient décidé d'assurer le fonctionnement d'un four, tinrent à s'expliquer par voie de communiqué annoncé à Radio Miskolc.

Communiqué de la régie métallurgique et des hauts fourneaux Lénine à Diosgyör (Radio Miskolc, le 29 octobre 1956):

« L'opinion publique de Miskolc apprenait avec des sentiments divers la remise en route du four de 180 tonnes des aciéries Martin de la Régie métallurgique Lénine. Pour cette raison, contrairement à toute propagande, nous faisons connaître au comitat de Borsod et à toute la population du pays les faits suivants :

Le conseil ouvrier du comitat, en accord avec le conseil ouvrier de la Régie métallurgique Lénine, a décidé d'assurer la production du four de 180 tonnes des aciéries Martin. Nous soulignons que cette mesure n'a pas été prise pour briser la grève étendue sur tout le comitat de Borsod, mais dans l'intérêt de la population de Miskolc... Si, dans les aciéries Martin il n'y avait pas au moins un four en travail, le haut-fourneau devrait diminuer sa production ce qui... entraînerait des perturbations dans le ravitaillement en énergie électrique. C'est pourquoi, les travailleurs des aciéries Martin ont accepté la mesure prise par le conseil ouvrier... Ils promettent aux ouvriers de Borsod de faire l'impossible dans l'intérêt du ravitaillement en énergie des hôpitaux et des autres

organes. Qu'il n'y ait pas de malentendu et qu'on ne les soupçonne pas d'être briseurs de grève.

*Au nom du conseil ouvrier de la Régie
métallurgique Lénine, Béla Major ».*

Budapest était, comme il a été dit plus haut, en retard, dans une certaine mesure, sur cette tendance à la fois parce que c'était la capitale et qu'elle portait quasi-exclusivement le poids de l'affrontement militaire avec l'armée soviétique, mais aussi parce que c'est sur son territoire que se trouvait le siège du pouvoir. À Budapest même, paradoxalement, c'est après la deuxième intervention soviétique, c'est-à-dire après la défaite militaire de l'insurrection, que les conseils ouvriers apparurent comme un contre-pouvoir.

Les conseils ouvriers à peine apparus cessèrent rapidement d'agir comme des organes à direction collégiale, chargée d'assurer la bonne marche de l'usine. Ce n'est pas la production et son bon fonctionnement qui furent d'actualité mais, au contraire, la grève. Comme le remarque à juste titre Miklos Molnar, dans son ouvrage *Victoire d'une défaite – Budapest 1956* : « *Au lieu d'imiter le modèle yougoslave, d'ailleurs peu connu, ils suivirent l'exemple des soviets de 1905 et de 1917.* » Leur objectif n'était nullement gestionnaire mais politique, à commencer par des appels à la grève politique qui se transformèrent bientôt en grève générale pour appuyer l'insurrection armée et pour imposer au gouvernement les revendications populaires. En période de grève, l'art et la manière d'organiser et de gérer la production passèrent par la force des choses à l'arrière-plan...

Dans bien des villes industrielles de province, les conseils ouvriers devinrent donc des organes du pouvoir local. Leur influence alla croissant, d'autant plus que, dans plusieurs villes industrielles de province, ils disposaient des émetteurs radio locaux. Comme le souligne encore Molnar : « *La radio de Budapest diffusait encore sa propagande contre la révolution quand, dès le 26 octobre, l'émetteur de Miskolc puis, le 27 octobre, ceux de Győr et de Pécs firent entendre sur les ondes la voix, troublée par*

de puissants parasites, de la révolution : « il dépend de Imre Nagy lui-même qu'il devienne, oui ou non, le Kossuth de la nouvelle Hongrie, nous exigeons qu'il transforme son gouvernement », déclara Radio Miskolc. »

Même si nombre de conseils ouvriers de villes de province assuraient, avant le cessez-le-feu, les fonctions d'un pouvoir local, du maintien de l'ordre jusqu'à l'organisation de l'approvisionnement, en passant par des contacts avec les commandements locaux aussi bien de l'armée hongroise que de l'armée soviétique, et aussi par la surveillance des déplacements de celle-ci, l'affrontement armé occultait cependant largement le reste.

Avec le cessez-le-feu, apparurent et s'affirmèrent les exigences sur la future organisation du pays. Et s'affirmèrent les exigences des travailleurs sur la direction des entreprises. Réuni le 31 octobre, une sorte de parlement des conseils ouvriers venant de vingt-quatre plus grosses usines, se faisant les porte-parole de tous les conseils ouvriers, affirma dans une résolution unanime : « *Les délégués des usines représentées à la réunion, dans l'intérêt de la réalisation de la démocratie socialiste, décident : 1°) l'usine appartient aux ouvriers. Ceux-ci paient à l'État l'impôt calculé sur la base de la production [...]* »

Le conseil de Miskolc exigea « *l'édification d'une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique, socialiste* ». Dans une autre déclaration, il « *proteste contre toute tentative de restauration bourgeoise et foncière* ». Le 28 octobre, le même conseil avait lancé un appel aux conseils de différentes villes de province « *pour coordonner leurs efforts en vue de créer un seul, unique et puissant mouvement* ».

Documents – Témoignages

Document 1

Téléphonogramme envoyé de Budapest au comité central du PCUS par Anastase Mikoyan et Mikhaïl Souslov, 26 octobre 1956

[...] Imre Nagy a indiqué que ces délégations exigeaient également le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Nous lui avons alors demandé pourquoi, dans son discours de la veille, il avait promis d'engager les négociations avec l'URSS sur le retrait des troupes soviétiques, alors que le bureau politique, quand nous avons déclaré que la partie soviétique ne pouvait admettre le retrait, s'était rangé à notre position. De plus, il avait fait cette déclaration sans nous en informer préalablement. Imre Nagy a répondu, et les membres du comité central présents, Gerö compris, l'ont confirmé, qu'ils se sont réunis plus tard pour discuter du projet de discours d'Imre Nagy. Compte tenu que l'exigence du retrait des troupes soviétiques était massivement exprimée par les travailleurs, notamment dans les centres ouvriers les plus importants et par toute une série d'organisations du parti, en particulier les comités régionaux de Debrecen et Miskolc, ils ont dû, pour maîtriser la situation et garder leur influence sur les ouvriers, recourir à cette formulation, d'après eux atténuée, non catégorique.

Gerö a ajouté qu'au début il était contre, avait hésité, mais finalement, ne voyant pas d'autre issue, avait donné son accord.

Nous avons dit que nous considérions que c'était une très grossière erreur, parce que le retrait des troupes soviétiques conduirait inévitablement à l'arrivée des troupes américaines. Comme précédemment, nous jugions possible le retour dans leur base des troupes soviétiques dès que l'ordre serait rétabli. Nous avons déclaré que nous étions opposés, dans la prochaine adresse du comité central du parti et du conseil des ministres, à toute promesse de retrait des troupes soviétiques de Hongrie, que

nous considérons que c'était la question clé dans les relations entre nos deux pays. Imre Nagy et Kádár ont promis qu'il n'y en aurait pas.

[...] Quelques-unes de nos conclusions :

1. La majorité des membres du comité central et des membres du directoire sont fermement décidés à écraser totalement la contre-révolution. En même temps, ils tiennent compte des hésitations d'Imre Nagy, qui, en raison de sa nature opportuniste, ne sait pas s'arrêter dans les concessions.

Nous les avons prévenus qu'aucune concession nouvelle n'était possible, sinon cela amènerait à la chute du pouvoir.

2. Dans les circonstances actuelles, nous considérons comme admissible et utile de proposer l'entrée au gouvernement d'un certain nombre de personnalités démocratiques petites-bourgeoises influentes pour élargir le soutien au gouvernement.

Le remplacement du ministre de la Guerre, Bata, par le camarade Münnich est, à notre avis, une excellente décision.

[...]

Mikoyan, M. Souslov

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31
Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Document 2

**Téléphonogramme envoyé de Budapest
au comité central du PCUS
par Anastase Mikoyan et Mikhaïl Souslov
(rapport d'Ivan Serov, 28 octobre 1956)**

Au camarade Mikoyan Anastase.

Rapport sur la situation au 28 octobre.

1. Mes agents en liaison avec les insurgés me communiquent que ceux-ci sont hésitants sur la suite à donner à la résistance. La partie la plus active est pour poursuivre la lutte et, en tout cas, ne la suspendre que temporairement et à la condition expresse de garder les armes pour la reprendre au moment favorable.

2. Le 27 octobre, un agent de nos amis a rencontré le dirigeant du groupe d'opposition des écrivains, Boldizsér, qui, pendant la réunion, a exprimé son inquiétude sur les combats de rue. Les autres participants de la réunion ont décidé de soutenir le nouveau gouvernement et ont exprimé l'intention de prendre contact avec les insurgés et de les convaincre de cesser la résistance.

3. Dans de nombreux centres régionaux et de district, les organes locaux et les responsables du parti ont pris la fuite, à la suite de quoi divers comités « révolutionnaires », nationaux et autres se sont constitués et ont commencé leur « activité » en désarmant les organes de sécurité. Ainsi, par exemple, le comité « révolutionnaire » de Miskolc a organisé un meeting devant le siège du ministère des Affaires intérieures, puis a contraint les collaborateurs du ministère à rendre les armes, torturant ceux qui résistaient. Le même jour, un bataillon des troupes de l'intérieur a été renvoyé dans ses foyers par ce même comité « révolutionnaire. » Dans la ville de Zalaegerseg, un comité « révolutionnaire » a désarmé les organes de sécurité et en a chassé les collaborateurs hors du district. Des faits de ce genre ont eu lieu dans d'autres districts. Il y a des faits en sens contraire, où s'est constituée dans le district une milice d'étudiants, de jeunes et de soldats de l'armée populaire, qui rétablissent l'ordre dans les villes.

4. À Budapest, après la réunion d'hier chez le nouveau ministre des Affaires intérieures, les cadres de district de la sécurité et de la police ont commencé à reprendre le travail. Pour éviter les provocations, les membres de la sécurité ont revêtu l'uniforme de la police.

5. L'observation organisée de l'ambassade américaine a montré que les collaborateurs de l'ambassade quittent la ville avec leurs bagages. Les Américains Olivart et Wert, dans une conversation avec l'agent de nos amis, ont dit que si l'insurrection n'était pas promptement liquidée, les troupes de l'ONU interviendront sur proposition des États-Unis, et il y aura une deuxième Corée.

6. Ce matin, à la radio de Budapest, on a donné la parole à Ertovi, membre actif du groupe de criminels arrêté à la rédaction militaire, et il a appelé la jeunesse à déposer les armes puisque le gouvernement Imre Nagy était la garantie que les exigences du peuple seraient satisfaites. Dans une discussion avec le speaker, on lui a posé la question : pourquoi avaient-ils écrit au bas de leur tract « gouvernement révolutionnaire provisoire » ? Il a répondu qu'au moment où ils écrivaient les tracts, ils ne reconnaissaient pas le gouvernement, mais qu'ils ne le feraient pas maintenant, parce que le gouvernement était légitime.

À Budapest, tout est calme aujourd'hui, hormis quelques tirs isolés. Il reste néanmoins trois foyers où les insurgés sont retranchés.

Serov

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31

Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Document 3

Procès verbal**du présidium du comité central****du 28 octobre 1956 (extraits)**

Présents : Vorochilov, Boulganine, Kaganovitch, Molotov, Sabourov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chvernik, Chepilov, Fourtseva, Pospelov, Zorine.

Sur la situation en Hongrie (Khrouchtchev) :

[...] Khrouchtchev informe : la situation est compliquée. Souslov doit revenir à Moscou. Le directoire n'est pas proclamé. On propose d'exclure Hegedüs du directoire (4 pour, 6 contre). Le plénum (du comité central du MDP) se déroule en ce moment.

Vorochilov : Nous sommes mal informés. Mikoyan et Souslov se conduisent tranquillement, ils sont mal informés. Nous sommes dans une mauvaise situation. Élaborer notre propre ligne et y associer un groupe de Hongrois. Mikoyan n'est pas capable de faire ce travail. Il faut mettre en œuvre ce que nous avons indiqué (envoyer un groupe de camarades). Nous ne retirerons pas les troupes. Il faut écraser de façon décidée. Nagy est un liquidateur.

Molotov : Les affaires vont mal. La situation s'est détériorée. On va par étapes vers la capitulation. Nagy intervient contre nous. Nos camarades sont incertains. Se mettre d'accord jusqu'à quelle limite nous acceptons des concessions. On discute de la composition du gouvernement. Ils excluent Hegedüs, donc ils ne tiennent plus compte de nous. La question de l'amitié avec l'URSS, de l'aide de nos troupes, c'est le minimum. Mikoyan nous apaise. S'ils ne donnent pas leur accord, alors, discuter que faire avec les troupes.

Kaganovitch : La contre-révolution s'est activée... L'irrésolution des communistes hongrois. Faire certaines concessions aux ouvriers, aux paysans, donner des instructions à Kádár pour qu'il neutralise (le mouvement). Agir énergiquement contre les foyers de la contre-révolution, il est impossible que nous reculions. Nous ne devons pas reculer.

Boulganine : Le comité central du Parti des travailleurs hongrois agit de façon indécise. Kádár est ébranlé. L'essentiel : exiger

de Kádár plus d'esprit de décision. Il faut agir ainsi : appeler au téléphone Mikoyan et lui dire : le bureau politique du PTH doit agir de façon décidée. Sinon, nous agirons en dehors de vous. Il faudra peut-être nommer nous-mêmes un gouvernement.

Malenkov : Ne pas transférer la situation sur nos camarades. Ils mènent fermement la ligne de l'écrasement (de l'insurrection). Il faut que Nagy intervienne au nom du gouvernement avec un programme.

Joukov : Sur le rôle de Mikoyan. Il n'est pas juste de le blâmer maintenant. La situation s'est formée autrement quand nous avons décidé l'entrée des troupes. Manifester de la flexibilité politique dans les situations incertaines. Organiser le comité central pour des actions plus souples. Organiser des milices ouvrières armées. Tenir nos troupes prêtes. Écraser le foyer principal de l'insurrection.

Sabourov : D'accord avec Joukov. Occuper nos positions dans les grandes usines. Il faut un programme.

Khrouchtchev : Nous sommes responsables de beaucoup de choses. Il faut tenir compte des faits. Aurons-nous un gouvernement avec nous ou un gouvernement qui n'est pas avec nous et qui demandera le retrait des troupes ?

[...]

L'insurrection s'est étendue à la province. Les troupes peuvent passer du côté des insurgés. Ne pas s'obstiner pour Hegedüs.

Deux variantes.

Le gouvernement agit, nous aidons. Cela peut se terminer vite. Ou bien Nagy se retourne contre nous. Il exigera la cessation du feu et le retrait des troupes, puis la capitulation.

Quelles peuvent être les variantes ?

1. La constitution d'un comité qui prenne le pouvoir dans ses mains (c'est la variante la pire, quand nous...).

2. Maintenir ce gouvernement, envoyer des représentants du gouvernement en province.

Il faut une plate-forme. Peut-être préparer une déclaration de nous à la population, aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels. Et alors seulement nous tirons.

3. Ne faudrait-il pas que partent des appels aux Hongrois des Chinois, des Bulgares, des Polonais, des Tchèques, des Yougoslaves ?

4. Écraser de manière décidée les forces armées des insurgés. Que Brejnev, Pospelov, Chepilov, Fourtseva préparent un document.

Se mettre d'accord avec les partis frères pour qu'ils s'adressent aux Hongrois.

Sur la situation en Hongrie (Souslov) :

Souslov : La situation est compliquée. Le 23 octobre, nos troupes sont entrées. Le 25, il restait un nœud de résistance ; on l'a appris le 26 : au ciné-théâtre Corvin, une bande avec à sa tête un colonel de l'armée de Horthy. Une fusillade isolée (fréquente). Ils tirent sur les officiers. Il y a 3 000 blessés, 300 morts (hongrois). Nos pertes s'élèvent à 600 tués. L'attitude à l'égard de notre armée est maintenant mauvaise (s'est dégradée). La cause : la dispersion de la manifestation le 24 octobre 1956. Le feu a été ouvert. Il y a eu 70 tués dans la population. Ils ont arboré beaucoup de drapeaux de deuil.

Les ouvriers quittent les entreprises.

Des soviets se constituent (de façon spontanée) dans les entreprises [il dit dans les villes]. Caractère antisoviétique des manifestations.

Comment maîtriser la situation ?

La constitution d'un gouvernement relativement fort.

Notre ligne : ne pas nous opposer à l'introduction de quelques démocrates.

Hier, le gouvernement a été formé.

Le 28, à cinq heures du matin, Kádár est arrivé et il a soulevé la question : les syndicats exigent que l'on modifie l'appréciation des insurgés, qu'il faut requalifier en soulèvement national-démocratique. Ils veulent le qualifier sur le modèle des événements de Poznań.

Kádár a indiqué qu'il avait réussi à passer un accord avec les syndicats sur le retrait de la formule d'un mouvement national-démocratique et en ce qui concerne les organismes de la Sécurité d'État.

Dans son adresse, Nagy a glissé la thèse du retrait des troupes soviétiques.

Ils insistent sur le cessez-le feu.

Notre ligne maintenant : puisque le gouvernement propose de cesser le feu, le commandement prépare un ordre de retrait des troupes de Budapest.

Nagy et Szanto ont posé la question du retrait de Hegedüs du directoire.

Il ne faut pas procéder à des élections.

Est-ce que nous soutenons le gouvernement actuel s'il fait une déclaration pareille ? Soutenir. Il n'y a pas d'autre solution.

Boulganine [...].

Vorochilov : On a eu raison de faire entrer les troupes. Ne pas se hâter de retirer les troupes. L'agence américaine travaille plus activement que Mikoyan et Souslov. Il faudrait qu'un groupe de camarades y aillent. Se mettre d'accord pour organiser un gouvernement, et alors retirer les troupes. On a eu tort de vous envoyer là-bas (Khrouchtchev, Kaganovitch objectent).

Boulganine : Nous avons bien fait de faire entrer les troupes. Il est impossible d'être d'accord avec l'appréciation de Vorochilov à Budapest... Approuver les mesures de Mikoyan et de Souslov.

Nous devons tirer les conséquences du fait qu'il existe à Budapest des forces qui veulent renverser le gouvernement Nagy-Kádár. Occuper une position de soutien du gouvernement actuel, sans quoi il faut procéder à l'occupation du pays. Cela nous entraînera dans une aventure.

Kaganovitch : En ce qui concerne l'envoi des troupes, nous avons bien fait de les envoyer. Il ne faut pas attaquer Mikoyan et Souslov, ils ont agi correctement. C'est injuste de leur tomber dessus. Si nous ne soutenons pas le gouvernement, alors, ce sera l'occupation du pays. Cela nous conduira loin. Il faut soutenir le gouvernement. Ne pas introduire de correction dans la déclaration sur le retrait des troupes. Il faut qu'ils parlent de l'amitié. Question sur le renforcement du parti. Ne pas envoyer de gens en plus.

Malenkov : Les mesures qui ont été prises étaient justes. Blâmer Mikoyan et Souslov, cela ne repose sur rien. Soutenir le gouvernement actuel. Maintenir les troupes avec l'accord du gouvernement.

Tellement de gens ont été mêlés à l'affaire qu'il faut garantir une amnistie.

Molotov : On a eu raison de faire entrer les troupes. Les premières informations de Mikoyan et Souslov étaient rassurantes sur l'attitude vis-à-vis du gouvernement. L'influence du parti sur les masses est faible. En ce qui concerne le gouvernement actuel, le soutenir. Mais ils ont parlé de l'amitié avec l'URSS. En ce qui concerne le retrait des troupes, agir avec prudence.

Joukov : Soutenir le gouvernement actuel. La question du retrait des troupes de Hongrie, cette question doit être discutée par l'ensemble du camp socialiste. Relever l'autorité du comité central du PTH. S'adresser aux partis frères pour qu'ils s'adressent aux Hongrois. À Budapest, retirer les troupes des rues dans certains quartiers. Peut-être publier une déclaration au nom du commandement. En ce qui concerne le jugement à porter sur Mikoyan et Souslov, c'est incorrect de parler comme Vorochilov.

Sabourov : Soutenir ce gouvernement. Il faut relever l'autorité du gouvernement dans le peuple. Ne pas objecter à leur appréciation des événements, ne pas objecter au retrait des troupes, mais pas d'un coup.

Khrouchtchev : D'accord avec les camarades. Soutenir ce gouvernement. Élaborer une tactique. Parler avec Nagy et Kádár : nous soutenons une déclaration : vous n'êtes visiblement pas capables de plus. Nous cessons le feu. Nous sommes disposés à retirer nos troupes de Budapest... à condition que les centres de résistance cessent le feu...

Molotov : Nous devons d'abord nous préoccuper des communistes hongrois.

Boulganine : Le pouvoir national-démocratique dans le pays s'est effondré. La direction du PTH n'existe plus. Est arrivé au pouvoir...

Kaganovitch : Il ne s'agit pas de faire des concessions, mais de faire la guerre pour le peuple. Faire une déclaration. Retrait des troupes de la capitale.

Vorochilov : Si ne serait-ce qu'un groupe était constitué, on pourrait laisser les troupes. Il n'y a personne sur qui s'appuyer. Autrement la guerre.

Khrouchtchev : Je me prononce pour une déclaration. C'est avantageux politiquement. Les Anglais et les Français s'embourbent. Ne tombons pas en leur compagnie. Mais ne pas nourrir d'illusions. Nous gardons la face.

Accepter pour l'essentiel la déclaration. Accepter avec des amendements.

Organiser l'existence dans la ville. Une adresse aux partis frères.

Envoyer un télégramme chiffré en Yougoslavie.

Que Pospelov participe à l'élaboration du rapport pour le 6 novembre.

Si un tract émanant du commandement, que [...].

Envoyer Hegedüs, Gerö, Piros en Bulgarie.

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31

Les délibérations des dirigeants de l'URSS
(20 octobre – 6 novembre).

Chapitre 7

Revue des forces en présence

Les moteurs de l'évolution qui a conduit à l'insurrection ont été multiples. Ils résultent de la conjonction des aspirations plus ou moins clairement formulées des classes ou des catégories sociales aux intérêts divergents et parfois carrément opposés.

La contestation vint d'abord des milieux de l'intelligentsia, en comprenant par là aussi bien les intellectuels déjà installés et choyés par le régime que des étudiants et la jeunesse scolaire, en pointe les jours précédant le 23 octobre. Toute cette catégorie aspirait à un peu plus de liberté. Liberté d'expression pour les écrivains et les artistes plus ou moins choyés par le régime mais dont les écrits et les œuvres étaient étroitement contrôlés par l'appareil stalinien. L'envie d'être plus libre, tout simplement, pour la jeunesse scolaire.

Il en était ainsi de ceux qui avaient rejoint le parti avant qu'il arrive au pouvoir et qui, au moins au début, avaient cru combattre réellement pour une société socialiste ou communiste. Beaucoup d'entre eux, après avoir fait des études, voire accédé à des postes d'enseignement ou de petits responsables du parti, en avaient été exclus puis avaient été réhabilités et s'étaient retrouvés ouvriers.

C'est de leurs rangs que sortit ce que l'on peut appeler l'aile la plus radicale de la révolution représentée par des hommes et des femmes de 25 à 35 ans. Ils se revendiquaient en général du communisme, mais, pour reprendre une expression qui vient de la plume d'Imre Nagy, « *un communisme qui n'oublie pas l'homme* ». Derrière cette expression vague couvrant des idées tout aussi vagues, il y avait l'hostilité au stalinisme, à Rákosi, mais aussi l'attachement à la nationalisation, à la planification, aux formes sociales des démocraties populaires, etc., et l'opposition à tout retour au capitalisme.

Certains se revendiquaient de l'expérience yougoslave, que personne ne connaissait bien en raison de la coupure imposée avec la Yougoslavie, mais dont leur plaisaient les idées d'indépendance par rapport aux Russes comme l'autogestion des usines, très embellie par les rumeurs.

Tout ce milieu finit par se retrouver dans la mouvance de Nagy tout en critiquant, avant octobre 1956, sa prudence dans le combat contre Rákosi et sa clique, et après octobre 1956, ses atermoiements.

Ce milieu était profondément « réformiste » à l'égard du régime. Il n'était pas partisan d'une insurrection armée, de changements révolutionnaires, encore moins de l'action collective du prolétariat. Les changements qu'il souhaitait, il pensait les réaliser par des réformes internes au parti et à l'État. Sa réaction spontanée fut, dans la nuit du 23 au 24 octobre, d'abord la surprise, puis la gêne qu'une insurrection ouvrière compromette ses longs et stériles efforts pour réformer le régime.

Entre ce milieu et une partie de l'appareil d'État et même du parti, il y avait une multitude de vases communicants, voire de véritables ponts. Car toute une partie de l'appareil d'État lui-même était taraudée par l'aspiration à une plus grande autonomie par rapport à la bureaucratie soviétique.

L'appareil d'État et celui du parti étaient composés de dizaines de milliers de fonctionnaires du parti plus ou moins haut placés dans l'administration locale et nationale, dans l'encadrement des entreprises. En l'absence d'une bourgeoisie déjà rachitique avant l'arrivée des troupes russes, puis chassée ou partie en émigration entre 1945 et 1948, ce corps de fonctionnaires, de bureaucrates d'État, représentait un corps social important. La phraséologie stalinienne de cette bureaucratie d'État n'était pas l'héritage déformé d'un passé révolutionnaire mais du mimétisme à l'égard de la puissance occupante. La langue de bois était un instrument inévitable de tout carriérisme. Au mieux, elle reflétait le conformisme social de l'époque et des circonstances. Nombre des membres de cette caste dirigeante étaient d'origine ouvrière mais avaient grimpé dans l'appareil du parti

ou de l'État. Les cadres subalternes, les permanents dans les usines, sur les chantiers, etc., avaient pour rôle de chapitrer les ouvriers à l'occasion d'innombrables réunions sur les vertus du socialisme qu'ils étaient censés construire. Et de leur apprendre que les salaires bas et les normes de travail qui augmentaient sans cesse constituaient la condition préalable à cette construction. Politiquement, psychologiquement, ils avaient beaucoup de traits communs avec les dirigeants et les cadres staliniens du PCF à l'époque de leur participation au gouvernement, dans les années 1944-1947. Ceux qui, à l'Est, s'opposaient, y compris par la terreur, aux revendications des travailleurs, au nom des intérêts supérieurs du « camp socialiste », n'étaient guère différents humainement de ceux qui, en France, étaient associés par la bourgeoisie à la gestion de ses affaires gouvernementales. À ceci près que les staliniens n'étaient en France que des auxiliaires intérimaires de la bourgeoisie. En Hongrie, comme dans les autres démocraties populaires, ils avaient le pouvoir par la grâce de la bureaucratie soviétique et constituaient un corps social. Mais ils avaient en commun surtout une énorme méfiance à l'égard de la classe ouvrière. Méfiance qui, chez les dignitaires du parti, était devenue du mépris, la conviction que rien de bon ne pouvait venir d'en bas et qu'il appartenait au parti, et à lui seul, c'est-à-dire avant tout à ses dirigeants, d'incarner les intérêts de la classe ouvrière.

Ce corps social d'apparatchiks, de fonctionnaires petits et grands, cherchait essentiellement à préserver ses postes et ses positions, ses intérêts propres. Cela passait auparavant par l'affirmation de la fidélité formelle à l'Union soviétique et, pendant un certain temps, à la personne même de Staline. Mais sur ce corps social pesait l'influence russe, d'autant plus que les niveaux moyen et supérieur étaient souvent flanqués de spécialistes ou de conseillers venus d'Union soviétique. L'idée de se dégager de cette influence pesante germa tout naturellement en son sein. Tout ce corps social n'était partisan de l'appartenance de la Hongrie au camp soviétique, que parce que tel avait été son intérêt pendant une période. Mais les idées de réformes politiques qui

impliquaient un peu plus de libertés publiques et, surtout, moins d'emprise soviétique, propagées par les intellectuels, trouvaient des échos dans ses rangs. Dans sa rivalité durant trois ans avec Rákosi, Nagy trouva des partisans y compris parmi les permanents du parti.

Les sommets de la bureaucratie soviétique elle-même hésitèrent pendant plusieurs jours entre une solution à la Gomulka et la répression par l'armée soviétique. L'appareil du MDP, son corps de fonctionnaires en première ligne face aux masses révoltées, était tout naturellement partagé entre ceux qui voulaient contrôler les masses, les endiguer d'abord pour les désarmer ensuite, et ceux qui pensaient qu'il était trop tard et que, faute de forces de répression nationales fiables, il ne restait que l'armée russe. Quitte à abandonner pour un temps le rêve d'un État national débarrassé de la pesante mainmise soviétique.

Malgré leur différence de sensibilité, les partisans de Rákosi et ceux qui se retrouvaient derrière Nagy avaient au fond une seule et même crainte sociale, celle de l'« anarchie », du « chaos », c'est-à-dire de l'intervention de la population elle-même.

Si nombre d'entre eux se retrouvèrent, les premiers jours de l'insurrection, derrière Nagy, c'est principalement parce que celui-ci, tout en étant un stalinien, semblait être le seul à avoir le crédit pour calmer la population et permettre le retour à l'ancien ordre des choses. C'est cette fraction de l'appareil qui fournit à la contre-révolution stalinienne et aux troupes soviétiques les Kádár, Marosán, Münnich et, derrière eux, les apparatchiks subalternes qui constituèrent l'ossature du gouvernement Kádár.

Face à l'appareil et aux clans qui rivalisaient pour son contrôle, il y avait la masse des travailleurs eux-mêmes. La majorité des insurgés venait de ses rangs.

La diversité de catégories sociales, qui se retrouvaient côte à côte avec pour ciment la protestation contre l'oppression nationale, fut un avantage au moment de l'éclatement de la révolution. C'est cela qui explique la rapidité avec laquelle l'insurrection sembla l'emporter dans un premier temps. C'est cela qui explique la décomposition rapide de l'appareil d'État lui-même.

Mais cette unanimité nationale fut aussi un piège. Les intérêts des uns et des autres ne se recoupaient que sur certains points, à commencer par le départ des troupes soviétiques. Pour le reste, ces intérêts étaient différents, voire absolument opposés.

Le gouvernement Nagy ne représentait pas les intérêts de la classe ouvrière qui portait pourtant l'essentiel du poids de l'insurrection. Pas plus que Gomulka ne représentait les intérêts de la classe ouvrière polonaise. Cette dernière en fit rapidement l'amère expérience. Devenu le symbole de la révolution de 1956, Nagy le fut bien malgré lui. L'insurrection l'avait porté au pouvoir. Ni lui ni son entourage ni même les éléments les plus radicaux du parti n'avaient souhaité l'insurrection.

Tant politiquement que socialement, Nagy représentait en Hongrie les mêmes forces que Gomulka en Pologne. La grande différence entre la Pologne et la Hongrie était cependant que les représentants de l'État national polonais, regroupés autour de Gomulka, avaient réussi à endiguer le mouvement populaire à leur profit, jouant une partie difficile entre le peuple prêt à prendre les armes et la bureaucratie russe prête à faire intervenir son armée. L'entourage de Gomulka avait réussi à neutraliser les dangers qui venaient d'un côté par la menace de l'autre.

Le prolétariat polonais ne voyait pas d'autre perspective que celle de porter Gomulka au pouvoir – il faut dire qu'il n'y avait aucune force politique ni dans l'opposition, à l'intérieur du parti, ni en dehors, pour défendre une autre perspective. Symétriquement, la bureaucratie russe avait trouvé dans son intérêt de reculer devant Gomulka en lui laissant le soin de calmer la situation, quitte à accepter de perdre le contrôle absolu qu'elle exerçait sur l'appareil d'État polonais.

En Hongrie, les Gomulka hongrois ne réussirent pas à endiguer le mouvement populaire et surtout l'activité de la classe ouvrière. Oh, pas plus qu'en Pologne, la classe ouvrière en Hongrie n'avait de perspective politique propre, clairement formulée et consciemment défendue ! Sur le plan politique, elle se retrouvait dans la perspective que semblait ouvrir Nagy, du moins le Nagy des derniers jours d'octobre et des premiers jours

de novembre, celui qui avait dissous l'AVH, qui revendiquait le départ des troupes russes et qui annonçait la volonté de l'État hongrois de quitter le pacte de Varsovie. Nagy devint le symbole de l'unité nationale qui s'était forgée dans les heures de l'insurrection, le symbole des changements démocratiques et de l'indépendance nationale.

Documents – Témoignages

Document 1

Témoignage :

La gare frontière de Záhony pendant la révolution

[...] L'ancien chef de gare de Záhony, Sándor Szücs, vit actuellement à Oslo où il travaille à la société des Chemins de fer norvégiens. Jusqu'à ce jour il n'a fait aucune déclaration sur les événements historiques dont il a été le témoin. À l'occasion du sixième anniversaire de la révolution d'octobre il a accepté sur notre demande de rapporter ce qu'il a vu :

Je vais essayer d'exposer les faits tels qu'ils se sont produits à Záhony à la fin du mois d'octobre et au début de novembre 1956. Cependant, pour faire comprendre ces événements au lecteur, ainsi que le rôle que j'y ai joué, je suis obligé de dire quelques mots sur moi-même d'abord et sur la gare de Záhony ensuite, dont j'ai été le chef de février 1954 à janvier 1957.

Je suis né en 1919 à Csap, localité devenue soviétique depuis, dans une famille de cheminots. Mon père, ainsi que mon grand-père, étaient employés aux chemins de fer. J'ai grandi dans un milieu que je pourrais qualifier de doublement démocratique. Ma province natale, la Russie subcarpathique faisait alors partie d'un État démocratique : la Tchécoslovaquie. D'autre part, mon père, opposé à toute discrimination nationale et religieuse comme à toute discrimination de classe était aussi un démocrate convaincu.

Imitant l'exemple de mon père, je participai au mouvement de jeunesse social-démocrate de 1932 à 1938, année qui a vu l'écroulement de la République tchécoslovaque. En 1945, après l'effondrement du régime nazi, jeune cheminot encore, je suis entré au parti social-démocrate hongrois récemment réorganisé. Je n'ai jamais voulu « m'introduire » dans les rangs des communistes. Lors de la fusion des deux partis ouvriers hongrois, en 1948, je suis devenu automatiquement membre du MDP (Parti des travailleurs hongrois). Mes connaissances professionnelles, ainsi

que nous allons le voir, étaient assez généralement reconnues. En 1949, après avoir suivi une école supérieure des Chemins de fer et passé avec succès les examens, j'ai fait des stages de chef de gare dans plusieurs petites localités. En 1951, j'ai fait partie de la première délégation de cheminots hongrois envoyée en URSS. La même année, sans doute en raison de mes connaissances en russe, j'avais été nommé chef de gare adjoint à la station frontière de Záhony.

[...] Je pense que j'ai assez parlé de moi et que je ferais bien de vous rappeler l'importance économique de la gare de Záhony. Cette localité est située dans la boucle de la Tisza, son territoire fait une saillie dans la Russie subcarpathique, qui appartient à présent à l'Ukraine soviétique. Záhony est reliée au territoire soviétique par un pont de chemin de fer. La gare de Záhony n'avait pas une importance particulière, ni avant guerre quand la Russie subcarpatique appartenait à la Tchécoslovaquie, ni pendant la guerre lorsqu'elle devint la propriété de la Hongrie. Une vingtaine de cheminots seulement y travaillaient. Après 1945, quand la Hongrie est devenue voisine de l'URSS, la gare de Záhony a été transformée en gare de transbordement, étant donné la différence d'écartement des rails hongrois et soviétiques. En 1956, environ 2 000 personnes étaient attachées à la gare de Záhony, sans parler de celles travaillant à la remise des locomotives, et des ouvriers de la voie. Záhony était devenue la plaque tournante du commerce hongrois, non seulement avec l'Union soviétique, mais aussi avec la Chine, la Corée, et même l'Iran. Les marchandises expédiées vers ce dernier pays étaient chargées sur les bateaux dans le port d'Astrakhan.

Je dois faire remarquer que les marchandises exportées de Hongrie étaient déchargées dans des gares soviétiques, à savoir Csap (Tchop) et Munkács (Moukatchevo), dans des wagons à écartement plus large. Quant à Záhony, on y transbordait les marchandises venues de l'URSS, en vertu d'accords conclus entre l'Union soviétique et la Hongrie.

[...] La nouvelle de l'insurrection est parvenue relativement tard au nord-est du pays où est situé Záhony. Le 23 octobre 1956, comme tant d'autres Hongrois, nous écoutions à la radio le discours d'Ernö Gerö, et le ton employé ainsi que la musique qui était diffusée tout de suite après, nous faisaient soupçonner que

des événements bizarres s'étaient passés à Budapest. Mais nous ne nous doutions pas de quoi il s'agissait. Le lendemain, le 24 octobre, je me rendis à mon travail à l'heure habituelle et, là, j'entendis qu'on parlait de « faits étranges » qui s'étaient produits dans la capitale. Après, il nous fallut attendre jusqu'à 10 heures du matin, heure de l'arrivée de l'express de Budapest, pour avoir des nouvelles plus sûres. Le convoi avait quitté la gare de l'Ouest de Budapest la veille à dix heures du soir, et les cheminots avaient déjà connaissance des événements qui s'étaient déroulés dans l'après-midi. J'étais assez surpris de voir que tous les cheminots de ce train avaient enlevé de leur casquette l'écusson qui rappelait tant l'emblème soviétique. En même temps, nous sommes entrés en relation par radio avec le centre du syndicat des cheminots de Budapest où on nous a confirmé qu'un soulèvement avait éclaté, que les insurgés voulaient renverser le gouvernement et qu'ils combattaient aussi bien les troupes gouvernementales que les troupes soviétiques.

À ces nouvelles, il y a eu un certain remue-ménage parmi les 1 200 débardeurs employés à la gare. Ces ouvriers m'ont demandé de mettre un convoi à leur disposition afin qu'ils puissent rejoindre leurs familles dans ces heures troubles.

Dans l'après-midi de ce même jour, le rapide Budapest-Moscou qui d'habitude partait de la capitale à 6 heures du matin, est arrivé à la gare de Záhony avec un retard considérable. Les cheminots nous ont raconté alors qu'ils avaient quitté la gare de l'Ouest sous le feu des mitrailleuses. À la suite de ces événements, le trafic local avait été perturbé. À Záhony, le travail continuait encore normalement le 24 octobre. Cependant, j'ai pris des mesures spéciales. Étant donné les incertitudes de la situation, j'ai fait stopper les convois se rendant à l'étranger. Je dois dire que les travailleurs n'avaient pas encore pris d'initiatives particulières; la présence soviétique restait trop pesante chez nous. Tout au plus un grand nombre d'ouvriers s'étaient-ils décidés à rentrer chez eux. La pénurie de main-d'œuvre m'a obligé alors à interrompre la réception des marchandises venant d'URSS. Avant de prendre cette mesure, j'avais demandé des instructions à la direction générale des Chemins de fer hongrois à Budapest. « Faites pour le mieux, m'a-t-on répondu. »

[...] Ce n'est que le quatrième jour de la révolution, le 27 octobre, que, conformément à l'appel des syndicats reçu la veille, nous avons pu former le conseil ouvrier. Jusqu'ici nous nous étions contentés d'échanges de vues, et de conversations privées sur la situation. Nous avons adopté une position d'attente car aucune instruction ne nous parvenait des autorités supérieures. Personne ne connaissait exactement l'évolution des événements de Budapest, car la radio diffusait des communiqués assez contradictoires. Cependant, le 27 octobre, le conseil ouvrier était formé.

[...] Je me souviens avoir reçu à cette époque la visite du commandant Ossipov, chef militaire des forces locales soviétiques. Son attitude était beaucoup moins ferme que d'habitude. Il venait prendre des nouvelles. Je lui ai résumé alors les événements qui venaient de se dérouler à Budapest et lui ai parlé des revendications du peuple hongrois.

« Et nous, qu'allons-nous faire maintenant ? », demanda alors le commandant, non sans une certaine inquiétude. Je lui ai affirmé que personne, chez nous, ne voulait du mal aux Soviétiques, mais je lui ai néanmoins conseillé de retourner dans son pays. Le commandant Ossipov s'est alors informé pour savoir si nous avions complètement cessé le travail et si par hasard nous pouvions prendre livraison des marchandises, ne serait-ce que des vivres. Je lui ai répondu que nous respectons la volonté populaire.

[...] Le commandant Ossipov n'était d'ailleurs pas le seul militaire soviétique à venir aux nouvelles chez nous. Le chef de gare de Csap, Tkatchev, nous téléphonait tous les jours, nous suppliant presque de prendre livraison des expéditions soviétiques, car les convois à destination de la Hongrie étaient bloqués de Csap jusqu'à Kiev. Je refusais, alléguant la grève générale des ouvriers. Le 28 octobre, qui se trouvait être un dimanche, Tkatchev m'a téléphoné de nouveau et m'a demandé de mettre un convoi à la disposition des citoyens hongrois venant de Moscou et retenus à la gare frontière de Csap en raison de la grève. En effet, à la suite des événements, beaucoup d'étudiants hongrois de Moscou, de voyageurs hongrois en visite chez des parents en Russie subcarpathique et de personnages officiels en mission en URSS, comme par exemple les membres d'une délégation de postiers, étaient immobilisés à la gare de Csap. J'ai donc envoyé pour les chercher un wagon avec une locomotive et des cheminots. C'est

ainsi qu'une soixantaine de Hongrois sont revenus du territoire soviétique. En arrivant à la gare de Záhony, beaucoup d'entre eux ont éclaté en pleurs et ont chanté l'hymne national hongrois. Nous avons continué à refuser les wagons soviétiques.

Vers le 27 octobre, constatant la paralysie du trafic ferroviaire, les Russes ont commencé à jeter un pont improvisé sur la Tisza au sud-ouest du pont de chemin de fer, près de l'ancien pont-route en ruine. C'est par ce pont improvisé que les convois soviétiques en hommes et en matériel ont alors commencé à pénétrer en Hongrie.

Le quatrième ou le cinquième jour de la révolution – ce devait être le dimanche 28 octobre – un général russe s'est présenté au poste des gardes-frontières hongrois et a invité le commandant à retirer ses hommes. Nous nous sommes aussitôt réunis en un conseil auquel prenaient part les membres du comité militaire ainsi que ceux de l'organisation ouvrière. Après délibération, nous avons décidé de ne pas obéir à l'appel du général russe. Les unités hongroises resteraient à la frontière, ne serait-ce que d'une manière symbolique, même au prix des pires sacrifices. Pendant que nous délibérions, les Russes avaient mis en batterie deux autos blindées sur la partie hongroise du pont, des deux côtés du remblai de la voie ferrée. Cette mesure nous a amenés à prendre une décision. Nous savions d'ailleurs qu'une simple attitude « négative » n'était plus suffisante. Nous avons décidé de demander audience au général soviétique afin d'entreprendre des négociations et de réclamer le retrait des voitures blindées.

Notre délégation était composée de trois hommes : deux officiers et moi-même. Nous avons gagné le pont en brandissant un drapeau blanc. Le général soviétique nous y attendait. Je dois préciser qu'il était entouré d'une garde armée. Nous avons protesté contre la présence des deux blindés en territoire hongrois. Il nous a répondu qu'ils désiraient préserver le pont contre une éventuelle attaque fasciste. Il n'avait aucune objection à formuler quant au maintien des unités de gardes-frontières hongroises. Nous avons exigé de nouveau le retrait des blindés, affirmant qu'il n'y aurait aucune attaque et que nous nous faisons fort de veiller à la parfaite conservation du pont. Le général n'a cédé en rien et le seul résultat de l'entretien a été un accord sur la position des gardes-frontières.

Dans les jours qui ont suivi, la situation n'a cessé d'empirer. D'une part, de nouvelles unités soviétiques ont traversé le pont pour prendre position sur la rive hongroise du fleuve, d'autre part, les Soviétiques ont commencé d'établir une tête de pont autour du ponton. Devant les manœuvres soviétiques nous avons décidé de retirer nos sentinelles postées désormais entre les lignes soviétiques. Nous étions tenus à la plus grande prudence pour plusieurs raisons : le territoire de Záhony, ainsi que je l'ai déjà dit, fait en quelque sorte saillie sur le sol soviétique, et de plus il fallait considérer le fait que nous étions les seuls de la région à avoir constitué un organisme révolutionnaire et nous ne pouvions compter sur aucune aide.

[...] Cette regrettable passivité des autorités centrales ne nous a pas empêchés de perfectionner notre service de surveillance. Nous avons établi un poste d'observation sur le clocher de Záhony d'où nous avons vue sur le territoire soviétique. De cette manière nous avons pu surveiller le mouvement des troupes russes, composées de nombreuses unités blindées et de formations d'artillerie. Nous en avisons fidèlement Budapest et tenions les autorités hongroises au courant de la pénétration des unités soviétiques en territoire hongrois.

Constatant la faiblesse des forces locales hongroises, les Soviétiques ont accéléré leur action et ont commencé à s'occuper de nouveau de la ligne de chemin de fer. Ils ont exigé que l'on mette à leur disposition des locomotives à écartement normal. Ils comptaient acheminer ces locomotives à Csap afin de remorquer leurs convois en instance. J'ai refusé d'obtempérer et, comme nous avions le contrôle du dépôt, j'ai donné l'ordre de rendre inutilisables une quinzaine de locomotives. Les cheminots ont démonté certaines parties essentielles des locomotives qu'ils ont soigneusement dissimulées et ont également pris d'autres mesures de ce genre.

Auparavant, j'avais envoyé à Csap un second convoi pour aller chercher des voyageurs hongrois retenus dans cette gare. Mais déjà la situation était devenue bien plus tendue. Aussi, afin d'être assuré du retour des membres de notre personnel, j'ai gardé comme otages les membres de la famille du lieutenant Kouzmini. Le transport des voyageurs s'est alors effectué sans encombre.

Le premier novembre, un train soviétique est arrivé par surprise dans notre gare. Les premiers wagons de ce convoi transportaient des unités blindées et sur le toit, des tirailleurs étaient cachés derrière des sacs de sable. Pressentant cette incursion, nous avons dressé des barricades et lors de l'arrivée du train blindé nous les avons partout renforcées. Nous n'avons pas tardé à apprendre que le convoi soviétique transportait, entre autres, des formations techniques. Celles-ci, à la faveur de la nuit, se sont frayé un chemin à travers les barricades, ont provisoirement rétabli la voie, et ont continué leur avance vers Nyiregyháza, laissant quelques techniciens de chemin de fer à Záhony.

D'autre part, passant par le pont improvisé, d'importantes unités soviétiques déferlaient sur le pays. Nous avons envoyé message sur message à Budapest, mais nos informations étaient accueillies avec un certain scepticisme. Par la suite, un avion de reconnaissance a survolé Záhony et le soir même la radio de Budapest a diffusé un communiqué sur la pénétration soviétique en Hongrie.

Le 2 novembre, l'invasion soviétique se poursuivait. Toutefois la voie se trouvait encore hors de service. Le convoi de techniciens soviétiques était en train de se frayer un chemin jusqu'à Debrecen et les gares étaient occupées par des unités soviétiques.

L'occupation de la gare de Záhony par les troupes russes se poursuivait également, et nous étions incapables de nous y opposer. Nous avons dû restreindre notre activité et une partie des cheminots et des soldats ont d'ailleurs quitté les environs de la gare. Je peux cependant dire en toute objectivité que nous avons réussi à paralyser pendant plus de dix jours le ravitaillement soviétique par voie ferrée.

[En effet les premiers convois soviétiques ne se sont dirigés vers l'intérieur du pays que l'après-midi du 3 novembre. Aussi longtemps que la révolution s'est maintenue à Budapest, les Russes n'ont pu effectuer le transport des troupes par chemin de fer. La résistance résolue des cheminots hongrois, résistance dont Záhony était le centre le plus important, les en avait empêchés.]

Voilà ce que je peux dire au sujet des journées révolutionnaires de Záhony. Je dois pourtant ajouter quelques considérations personnelles. On a beaucoup parlé alors des déportations mais il ne s'est trouvé qu'un nombre très réduit de témoins pour

les confirmer. C'est pourquoi je pense que les aventures qui me sont arrivées en novembre pourront être de quelque intérêt.

Pour des raisons de sécurité j'ai passé la nuit du 3 novembre chez mon adjoint, dans un village proche de Záhony. Le lendemain cependant, moins dans l'espoir de pouvoir prendre une initiative efficace que par conscience professionnelle, je me suis rendu à mon travail. C'est là que mes amis et moi avons entendu le dernier appel désespéré de Radio Kossuth libre. Nous avons aussitôt tenu un conseil auquel prenaient part les membres du comité militaire. Nous étions en train de délibérer lorsque les Russes ont entouré la gare ainsi que la caserne hongroise. De l'autre rive de la Tisza ils ont ouvert le feu sur nous, puis de fortes unités venant du pont improvisé ont occupé le terrain. Une unité de cheminots soviétiques commandée par un colonel a pénétré dans la gare. Je connaissais ce colonel pour m'être plusieurs fois entretenu avec lui à propos du ravitaillement des troupes russes. [...]

Publié dans *Études* 1962
Institut Imre Nagy de Sciences Politiques.

Chapitre 8

La montée des menaces, de la première intervention de l'armée soviétique à la seconde

À partir du moment où l'insurrection sembla l'avoir emporté contre la première intervention soviétique, Nagy et son entourage commencèrent à légitimer l'insurrection. Nyers Rezső, qui allait devenir ministre dans le gouvernement de Kádár, rapporta dans ses mémoires la discussion à la direction du parti, le 28 octobre, où, pour la dernière fois on débattit gravement s'il fallait qualifier les événements de « contre-révolution », comme jusque-là, ou de « révolution ». À la radio, on cessa de parler d'« émeutiers » ou de « groupes fascistes » pour parler de « jeunes patriotes » ou de « combattants de la liberté ».

Désormais, c'est en se prévalant de la victoire du soulèvement que le gouvernement affirma que le temps était venu de désarmer la population. Sans succès.

Les insurgés avaient beau reconnaître le gouvernement, ils étaient réticents à l'idée d'abandonner les armes. Les conseils ouvriers avaient beau afficher leur loyauté à l'égard de Nagy, leur simple existence était une contestation du pouvoir officiel.

Il était clair pour le moins réfléchi des insurgés que le départ des troupes soviétiques était la condition à la consolidation de la moindre des conquêtes. La nécessité de combattre avant tout les troupes d'intervention créa une certaine unanimité nationale qui masqua les oppositions sociales.

Imre Nagy, malgré sa politique timorée vis-à-vis des Russes, devint le symbole de cette unité nationale. Et c'est en tant que tel qu'il acquit une autorité morale même sur les conseils ouvriers. Et c'est cela qui lui donna du crédit aux yeux de la direction soviétique elle-même pendant les quelques jours où elle pencha

pour une solution à la Gomulka, consistant à miser sur Nagy pour canaliser le torrent insurrectionnel.

Moscou s'était fait une raison du multipartisme et de la participation au gouvernement d'un certain nombre de dirigeants de partis de la coalition de 1945-1947.

Devant les nouvelles convergentes d'un mouvement de retour des troupes soviétiques, Nagy annonça le 1^{er} novembre que la Hongrie se retirait du pacte de Varsovie et déclarait sa neutralité. Il est difficile de savoir si les dirigeants de Moscou étaient prêts à cette concession, même avec l'engagement que la Hongrie ne bascule pas vers le camp occidental, car, au moment de cette annonce, la décision avait déjà été prise d'intervenir. Deux facteurs contribuèrent à convaincre la direction de la bureaucratie soviétique de prendre cette décision.

D'abord, l'incapacité du gouvernement Nagy de désarmer les groupes insurgés et d'arrêter l'effervescence de la classe ouvrière et l'activité fébrile des conseils ouvriers.

Le deuxième facteur fut extérieur : l'aventure militaire franco-britannique contre l'Égypte de Nasser. Le 29 octobre, en effet, Israël, encouragé par la France et la Grande-Bretagne, avait déclenché la guerre contre l'Égypte. Le 31 octobre, les parachutistes français et anglais avaient sauté sur Port-Saïd, ville qui contrôlait l'entrée du canal de Suez. Il y avait de quoi convaincre la direction du parti russe qu'elle n'avait pas à hésiter : les puissances occidentales avaient bien d'autres chats à fouetter que de s'occuper de ce qui se passait en Hongrie.

Au présidium du Parti communiste d'Union soviétique du 31 octobre, la décision fut prise : « Il faut intervenir », affirma Khrouchtchev, soutenus par les « durs » Molotov, Vorochilov et Kaganovitch, et par Joukov.

Au même moment, en Hongrie, c'était l'euphorie. L'insurrection semblait avoir atteint ses premiers objectifs. Les troupes d'occupation partaient, le régime haï de Rákosi n'était plus, l'AVH était disloquée, les ouvriers avaient pris en main les usines et la liberté la plus totale était garantie par la population en armes. On commençait à déblayer les ruines, à enterrer les

morts. L'euphorie fut à peine entamée par les nouvelles en provenance des villes de l'Est qui firent état du passage de la frontière, à cadence régulière, par des troupes soviétiques fraîches. Une extraordinaire atmosphère de liberté régnait dans les rues. La population était dehors, mesurait les dégâts et faisait des projets d'avenir. Une multitude de feuilles ronéotypées, des journaux de toute sorte, furent distribués. On les lisait, on les commentait. Après dix ans de silence, tout le monde pouvait s'exprimer et tout le monde en profitait. Dans les usines, les conseils ouvriers délibéraient, préparaient la reprise du travail. Ils avaient maintenant la charge des usines. Pour la première fois, il leur semblait que les affiches du régime Rákosi encore sur les murs disaient vrai : « *L'usine t'appartient* ». La plupart des conseils d'usine de la capitale décidèrent la fin de la grève et la reprise du travail pour le lundi 5 novembre.

Au niveau des partis et de la direction de l'État, la même effervescence régnait. Le parti stalinien qui avait pratiquement éclaté pendant la révolution fit peau neuve. Proclamant la rupture pour toujours avec les crimes du passé, il décida de dissoudre le MDP. Le 31 octobre, il fut remplacé par un parti neuf : le Parti socialiste ouvrier, le MSZMP. La fondation fut faite sous la direction de Nagy, Kádár, Georges Lukacs et quelques autres. Le présidium du nouveau parti ne comptait pratiquement que des militants persécutés sous Rákosi.

Le 3 novembre, un troisième gouvernement Nagy fut formé, auquel ne participaient plus que trois membres du Parti communiste : Imre Nagy, Kádár et Maléter, le tout nouveau ministre de la Défense.

Il n'eut pas l'occasion de se réunir une seule fois car les dirigeants de la bureaucratie soviétique en étaient déjà à la préparation diplomatique de l'intervention militaire. Ils avaient acquis la certitude que les puissances occidentales les laisseraient faire.

Les États-Unis faisaient passer de plus en plus clairement le message qu'ils ne profiteraient pas de l'occasion pour gêner l'Union soviétique. Dulles, secrétaire d'État d'Eisenhower, mit les points sur les i dans un discours prononcé le 27 octobre 1956,

manifestement à l'intention des dirigeants soviétiques : « *Je veux m'exprimer clairement, sans laisser subsister le moindre doute... Les États-Unis, en visant l'indépendance de ces pays satellites, ne poursuivent aucun but ultérieur... Nous ne recherchons pas dans ces nations des alliés militaires potentiels...* »

Les dirigeants de l'impérialisme lançaient à ceux de la bureaucratie soviétique : « Vous pouvez y aller. » Le message fut reçu cinq sur cinq.

L'activité diplomatique de Moscou pendant les derniers jours précédant l'intervention se déploya en direction des dirigeants des pays du « bloc socialiste ». Moscou voulait avoir l'accord de tous. Ils n'eurent aucun mal à avoir l'assentiment des dirigeants tchécoslovaques, roumains, etc. Et même Gomulka, réticent par rapport à sa propre situation, finit par le donner. Les dirigeants de la bureaucratie soviétique tenaient également à avoir l'accord des dirigeants chinois et même celui de la Yougoslavie, de ce Tito avec lequel la réconciliation était si récente. Khrouchtchev se paya même un voyage-éclair en avion à Belgrade pour discuter avec le dirigeant yougoslave.

Tout le monde fut d'accord. Même Tito qui choisit d'« oublier » pour la circonstance qu'il avait failli être victime d'une invasion par les troupes de Staline en 1948-1949. Même Mao qui, bien avant la rupture sino-soviétique, n'avait pas hésité à jouer le franc-tireur et à affirmer son indépendance.

Leur accord à tous a une signification sociale. Au-delà du désir plus ou moins clairement affirmé de rendre leur État national le plus autonome possible vis-à-vis de Moscou, ils partageaient tous une même crainte sociale. Ce n'est pas Nagy, bien sûr, qui les inquiétait : il était l'un des leurs. Ce qui les inquiétait, c'est ce qu'il y avait en dessous, le bouillonnement populaire, les conseils ouvriers, les discussions politiques partout, la population en armes. Ils savaient pourtant que l'intervention en Hongrie se traduirait par un raidissement non seulement à l'intérieur de l'Union soviétique, mais aussi dans les relations entre pays dits socialistes. Mais cela semblait secondaire face à l'enjeu qui était

de faire taire cette population mobilisée, cette classe ouvrière en train de s'affirmer.

Le deuxième aspect de la préparation de l'intervention vint de la préoccupation de lui donner une base légale. Il fallait que les troupes soviétiques interviennent à l'appel du gouvernement hongrois. Moscou avait déjà fait le coup pour la première intervention, et il fallait le refaire pour la deuxième intervention. Après une certaine hésitation entre Kádár et Münnich, les dirigeants de la bureaucratie choisirent Kádár qui, de son côté, inquiet devant la situation en Hongrie, s'était jeté dans leurs bras, les seuls à avoir la force d'écraser la révolution.

Kádár, toujours ministre du gouvernement Nagy et chef du Parti communiste, disparut le 2 novembre. On sut bien après que, dans la nuit du 1^{er} novembre, un avion militaire soviétique l'a embarqué, en compagnie de Münnich ainsi que d'Ivan Serov, chef du KGB. Ils portaient pour Moscou. La publication des procès-verbaux du présidium soviétique a montré par la suite qu'il fut présent à au moins une des réunions où on préparait l'intervention. La population hongroise allait apprendre le 4 novembre, par la radio de Szolnok, qu'un nouveau gouvernement s'était formé et que les troupes soviétiques qui étaient déjà à l'œuvre avaient été appelées par ce gouvernement.

Andropov et, derrière lui, la direction soviétique jouèrent la comédie du mensonge jusqu'au bout. Le 3 novembre encore, aux demandes pressantes de Nagy, plus qu'alerté par une multitude d'informations sur une concentration des troupes soviétiques autour de la capitale, l'ambassadeur soviétique nia tout et parla d'impératifs techniques pour que l'évacuation se passe dans les meilleures conditions. Jusqu'au dernier moment, Nagy continua à le croire (ou voulut le croire).

Dans la journée du samedi 3 novembre, une première entrevue entre le commandement russe et Maléter eut lieu à Budapest au sujet de l'évacuation des troupes. Des nouvelles optimistes en sortirent. Le retrait des troupes soviétiques n'était plus qu'une question technique. La deuxième partie de l'entretien devait se dérouler à la base soviétique de Tököl. Maléter s'y rendit dans

la nuit du 3 au 4 novembre. Il fut arrêté en plein milieu des négociations.

Et, le dimanche 4 novembre, au petit matin, Budapest se réveilla au son des canons et au vacarme caractéristique des « orgues de Staline ». Deux cents mille soldats de l'armée soviétique, deux mille cinq cents chars, avec un appui aérien, envahirent la ville. L'« opération Tornade » était dirigée par le maréchal Koniev en personne, chef militaire du pacte de Varsovie.

Les combats continuèrent pendant plusieurs jours, mais la lutte était inégale entre une des plus puissantes armées du monde, ayant mis cette fois toutes les chances de son côté, et de petits groupes d'insurgés. Pourtant, il fallut plusieurs jours à cette armée pour prendre les positions des insurgés, notamment le passage Corvina.

Ce sont les quartiers les plus ouvriers qui résistèrent le plus longtemps. En témoigne, involontairement, ce message du maréchal Joukov (envoyé à 9 heures le 10 novembre, soit six jours après le début de l'invasion) : *« Au cours de la journée du 9 novembre, nos troupes ont poursuivi la liquidation des petits groupes d'insurgés, ont désarmé les ex-militaires de l'armée hongroise et ont également procédé à la saisie des armes chez la population. Un groupe d'insurgés a opposé une résistance acharnée dans un faubourg de Budapest, à l'extrême nord de l'île de Csepel. Dans ce quartier, trois de nos tanks ont été détruits et brûlés »* (voir document 3). Rappelons que Csepel était en quelque sorte le Billancourt de Budapest, avec ses 40 000 ouvriers.

Documents - témoignages

Document 1

Téléphonogramme envoyé de Budapest au comité central du PCUS

**par Anastase Mikoyan et Mikhaïl Souslov,
(rapport d'Ivan Serov - 29 octobre 1956)**

Rapport sur la situation au 29 octobre.

1. Les groupes d'insurgés actifs dans le quartier du théâtre Korvine, rue Zsigmond, sur les places Széna et de Moscou, ont négocié toute la nuit la remise des armes. Vers le soir et ce matin, ils ont accepté de déposer les armes.

Il y a quelques petits groupes armés venus d'autres villes.

Le commandement prend les mesures pour les liquider.

2. D'après les rapports parvenus au ministère des Affaires intérieures les 27 et 28 octobre, dans toute une série de villes, plus de 8 000 prisonniers ont été libérés, y compris des droits communs. Une partie d'entre eux s'est armée en détroussant les gardiens. Les munitions ont été saisies en attaquant les dépôts militaires.

Après la déclaration à la radio du gouvernement et l'annonce de l'amnistie pour les étudiants qui ont participé aux manifestations, les groupes armés ont commencé à déposer les armes.

3. La situation, dans toute une série des principales régions, se caractérise ainsi : la population est très montée contre les communistes. Dans certains districts, des hommes armés viennent chercher les communistes chez eux et les fusillent.

Dans le quartier des usines de Csepel (près de Budapest), 18 communistes ont été fusillés. Il y a eu des cas où des bandits sont montés dans des autobus interurbains et ont fait descendre les communistes pour les abattre.

Dans la ville de Debrecen, le comité régional du parti est entré dans la clandestinité, a joint un détachement militaire et demandé de l'aide. Ces faits sont confirmés par les télégrammes envoyés au conseil des ministres par les dirigeants des « comités révolutionnaires ». Le conseil ouvrier de la ville de Miskolc

a proposé aux membres de la sécurité de déposer les armes et de partir. Trois collaborateurs, dont le chef adjoint du poste, le major Gati, ont accédé à ces exigences. Des collaborateurs ont été pendus par la foule. Dans la ville de Kecskemét, la foule a décidé de mettre à mort un communiste sur la place centrale. Le commandant de l'unité militaire hongroise a pris un avion et dispersé la foule à la mitrailleuse.

Le commandant d'un régiment des forces armées hongroises basé à Győr a mené son régiment au combat pour rétablir l'ordre dans la ville. Quand l'ordre a été rétabli, il est parti dans la ville voisine pour faire la même chose. Quand il est revenu à Győr, il a dû à nouveau rétablir l'ordre.

4. Compte tenu de la décision du gouvernement de licencier les organes de sécurité, le moral des agents en activité est au plus bas et le travail de renseignement qui avait commencé pour débusquer les organisateurs des manifestations a été interrompu.

Au soir du 28 octobre, s'est tenue une réunion des agents du ministère des Affaires intérieures, où le ministre Münnich a qualifié les manifestations antigouvernementales de « mouvement des masses pour la satisfaction de leurs justes revendications ».

À ce mouvement se sont joints des éléments fascistes, qui ont tenté d'utiliser ce mouvement pour renverser le gouvernement. Ensuite, Münnich a souligné que les agents avaient honnêtement rempli leur tâche, qui était de lutter contre les éléments hostiles, et, en conclusion, il a déclaré que les organes de sécurité étaient dissous et une police unique constituée. Néanmoins, Münnich a appelé tout le monde à rester à son poste. Puis, il a annoncé qu'un tribunal extraordinaire était institué, qui avait le droit de pendre les individus coupables d'attaques contre des personnes ou des institutions gouvernementales ou publiques.

Comme nous le font savoir nos agents, cette réunion a porté un coup au moral des collaborateurs. Certains ont quitté le travail pour ne pas revenir.

Dans la ville, il y a eu des tracts, au nom d'un « comité révolutionnaire des étudiants », qui appelaient à liquider les membres de la sécurité.

Les policiers renforcent ces sentiments en déclarant que les membres de la sécurité sont des traîtres et protestent parce qu'ils portent leur uniforme.

Le vice-ministre des Affaires intérieures, Kharch, est venu chez notre conseiller, il a fondu en larmes en disant que les collaborateurs de la sécurité sont considérés comme des traîtres et les insurgés comme des révolutionnaires. Il en a parlé avec Kádár. Mais il n'a reçu aucune réponse réconfortante. Le chef des troupes du ministère des Affaires intérieures, Orban, a déclaré à notre conseiller qu'il allait rassembler les officiers et passer en URSS.

L'ex-adjoint Dekan a dit que des provocateurs organisent le massacre des collaborateurs des organes et de leurs familles.

Les bandits établissent des listes d'adresses. Il a l'intention de constituer un détachement de ses collaborateurs et de se diriger en armes vers la frontière soviétique. S'il n'y parvient pas, il mènera une guerre de partisans dans la clandestinité.

Les collaborateurs de l'appareil central ont cessé le travail et sont rentrés chez eux en disant qu'ils étaient dissous et n'avaient pas le droit de rencontrer les agents du service de renseignement. À la périphérie, les agents ont aussi cessé le travail, puisque les organes locaux les ont dissous.

La direction régionale de Szabolcs (40 personnes) est partie en Roumanie. Des collaborateurs de la direction régionale de Debrecen se sont rendus à la frontière soviétique vers Ujgorod et demandent aux gardes-frontières de les laisser entrer en URSS.

À la frontière avec la Tchécoslovaquie se pressent un grand nombre de collaborateurs, qui attendent qu'on les laisse entrer dans le pays.

Compte tenu de la situation dans le ministère, j'ai l'intention de rencontrer ce soir le camarade Münnich et de clarifier sa position quant à la résidence ultérieure de nos collaborateurs (vu la dissolution des organes de sécurité) et à la coordination ultérieure de notre travail.

Serov

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31.

Document 2

Procès-verbal du présidium du comité central du PCUS du 30 octobre (extraits)

Présents: Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoyan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Lecture des données des informations de Mikoyan, de Serov.

[...] **Chepilov** : Le déroulement des événements a montré que nos rapports avec les pays de démocratie populaire sont en crise. L'état d'esprit antisoviétique est largement partagé. En dégager les racines profondes. Les fondements restent inébranlables. Supprimer les éléments de commandement, ne pas laisser jouer sur la situation actuelle, réfléchir à toute une série de mesures dans nos relations. La déclaration est un premier pas. Il ne faut pas d'adresse aux Hongrois. En ce qui concerne les forces armées : nous occupons une position de non-ingérence. Nous sommes prêts à retirer les troupes avec l'accord du gouvernement de Hongrie. Il faut seulement mener le combat contre le national-communisme.

Joukov : Je suis d'accord avec les propos de Chepilov. L'essentiel : décider en Hongrie. L'état d'esprit antisoviétique est largement répandu. Retirer les troupes de Budapest, et de la Hongrie s'il le faut. C'est une leçon politico-militaire pour nous.

En ce qui concerne les troupes en RDA et en Pologne, la question est plus sérieuse. En discuter au conseil consultatif. S'obstiner plus loin, on ne sait pas où ça va mener. Une déclaration courte, l'essentiel est de la proclamer aujourd'hui.

Fourtseva : Adopter une déclaration générale et pas une déclaration aux Hongrois. Pas volumineuse.

Deuxième point : c'est important pour la situation intérieure. Examiner sur d'autres points les rapports avec les pays de démocratie populaire.

À propos des rencontres avec la direction des démocraties (sur les relations avec eux). Convoquer un plénum du comité central (pour les informer).

Sabourov : Je suis d'accord sur la déclaration et le retrait des troupes. Nous avons fait du bon travail au xx^e congrès, mais nous n'avons pas pris la tête de l'initiative débridée des masses. On ne peut pas diriger contre la volonté du peuple. Nous ne sommes pas passés aux vrais principes léninistes de la direction. Nous pouvons nous retrouver à la traîne des événements. Je suis d'accord avec Fourtseva. Les ministres, les membres du comité central posent des questions.

En ce qui concerne la Roumanie, ils nous doivent 5 milliards de roubles pour la propriété que le peuple a créée. Il faut réexaminer les rapports. Les rapports doivent être établis selon les principes de l'égalité.

Khrouchtchev : Nous nous sommes prononcés à l'unanimité. Première étape : publier une déclaration.

Il informe de la conversation avec Mikoyan.

Kádár se conduit bien. Cinq ou six se tiennent bien. Sur le retrait des troupes : une lutte se développe au sein du présidium.

Le ministre de la Défense va donner l'ordre d'écraser les mutins au ciné-théâtre par les forces armées (Malinine s'est manifestement énervé, il a quitté la réunion).

Les membres de la Sécurité d'État (hongrois) se sont réfugiés près de nos troupes.

[...] Dire que, sur le territoire de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie, la présence des troupes a été décidée avec l'accord de leurs gouvernements et dans l'intérêt de ces gouvernements et des peuples.

Exprimer l'attitude vis-à-vis du gouvernement de Hongrie. Soutenir leurs mesures. Parler du soutien au parti, au comité central du PTH et au gouvernement. Nommer Nagy et Kádár.

Rappeler l'accord de Potsdam et l'accord signé avec chaque pays.

[...] Sur la situation en Hongrie (Khrouchtchev, Liu Shao-Chi)

Liu Shao-Chi transmet au nom du comité central du PC chinois que les troupes doivent rester en Hongrie et à Budapest.

Khrouchtchev : Il y a deux voies. La voie militaire : c'est la voie de l'occupation. La voie pacifique : le retrait des troupes, des négociations.

Molotov : La situation politique s'est précisée. S'est constitué un gouvernement anti-révolutionnaire, un gouvernement

de transition. Proclamer la déclaration. Expliquer notre position. Introduire de la clarté vis-à-vis du nouveau gouvernement. Nous engageons des négociations sur le retrait des troupes.

[...]

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 32
Les délibérations des dirigeants de l'URSS
(20 octobre – 6 novembre).

Document 3

Procès-verbal du présidium du comité central du PCUS du 31 octobre

Présents : Boulganine, Kaganovitch, Malenkov, Mikoyan, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Souslov, Khrouchtchev, Brejnev, Joukov, Chepilov, Fourtseva, Pospelov et Serov.

Information sur la rencontre avec Gomulka (dans la région de Brest). Sur la Hongrie.

Khrouchtchev : Sur la Hongrie, exprime ses opinions. Réviser notre appréciation. Pas de retrait des troupes de Budapest et de Hongrie. Manifester une initiative pour le rétablissement de l'ordre. Si nous évacuons la Hongrie, cela encouragera les impérialistes américains, anglais et français. Ils l'interpréteront comme une faiblesse de notre part et ils nous attaqueront. Nous manifesterons alors la faiblesse de nos positions... Notre parti ne nous comprendra pas. Pour eux, nous ajouterons la Hongrie à l'Égypte.

Nous n'avons pas d'autre choix. Si nous sommes d'accord sur cette position, réfléchir à la façon d'agir. Dire : nous les avons assistés, mais à présent, il n'y a plus de gouvernement. Quelle ligne choisissons-nous maintenant ? Former un gouvernement révolutionnaire provisoire dirigé par Kádár. Il vaudrait mieux que Kádár soit vice-président et Münnich président du Conseil, ministre de la Défense et de l'Intérieur.

Nous inviterons ce gouvernement à venir à Moscou pour négocier le retrait des troupes, et alors régler la question. Si Nagy y consent, il peut être nommé vice-président du Conseil.

Münnich nous demandera de l'aide, nous lui donnerons de l'aide et nous rétablirons l'ordre. Engager des pourparlers avec Tito. Informer les camarades chinois, tchèques, roumains, bulgares. Ce ne sera pas une grande guerre.

(D'accord : Joukov, Boulganine, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Sabourov.)

Sabourov : Depuis hier, de toute façon, c'est le vide. Notre décision justifie l'OTAN.

Molotov : Hier, nous avons pris une décision bâtarde.

Joukov.

Vorochilov.

Boulganine : Rejeter l'opinion que nous devons réviser nos positions.

Fourtseva : Que faire au-delà ? Nous avons fait preuve de patience, mais maintenant, c'est allé trop loin. Agir de façon que la victoire soit de notre côté.

Pospelov : Utiliser l'argument : nous ne laissons pas étouffer (le socialisme en Hongrie).

Chvernik : La proposition de Khrouchtchev est correcte.

Molotov : Ne pas ajourner la formation d'organes locaux. Intervenir et au centre et en province. Que Joukov élabore un plan et nous fasse son rapport. Confier la propagande à Chepilov, Brejnev, Fourtseva et Pospelov.

Une adresse au peuple émanant du commandement ou du gouvernement.

Une adresse au peuple émanant du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Un ordre de Koniev.

Envoyer un groupe dans le secteur de l'état-major de Koniev.

Rákosi est pour Münnich comme Premier ministre.

Hegedüs aussi.

Gerö aussi.

Apro, Kádár, Karoi Kiss, Boldotski, Horvath.

Sur les pourparlers avec Tito (Khrouchtchev, Molotov, Boulganine)

Rédiger un télégramme à Tito sur la rencontre.

Envoyer à Brest : Khrouchtchev, Molotov, Malenkov.

En Yougoslavie : Khrouchtchev, Malenkov.

♦ ♦ ♦

Télégramme à Tito :

Voulons discuter avec vous de la situation en Hongrie. Qu'en pensez-vous ? Si vous êtes d'accord, notre délégation arrivera incognito le soir du 1^{er} novembre et le matin du 2 novembre sera chez vous. Confirmer par télégramme à l'ambassadeur soviétique à Belgrade.

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 32

Les délibérations des dirigeants de l'URSS
(20 octobre – 6 novembre).

Document 4
**Extraits du compte rendu
de la séance du présidium
du comité central de l'URSS,
31 octobre 1956**

Tout à fait secret.

Sur la situation en Hongrie.

1. Conformément aux avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, charger les camarades Khrouchtchev, Molotov et Malenkov de mener les négociations avec les représentants du comité central du POUP.

2. Confirmer le texte du télégramme au consul soviétique à Belgrade pour le camarade Tito (ci-joint).

En cas de réponse positive, charger les camarades Khrouchtchev, Molotov et Malenkov de mener les négociations avec le camarade Tito.

3. Charger le camarade Joukov, conformément aux avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, d'élaborer un plan de mesures liées aux événements en Hongrie et faire un rapport au comité central du PCUS.

4. Charger les camarades Chepilov, Brejnev, Fourtseva et Pospelov, sur la base des avis exprimés à la séance du présidium du comité central du PCUS, de préparer les documents indispensables et de les porter à la connaissance du comité central du PCUS.

Le secrétaire du PCUS [...]



À l'ambassadeur soviétique :

Allez voir Tito immédiatement et communiquez-lui ce qui suit :

« Compte tenu de la situation créée en Hongrie, nous voudrions vous rencontrer incognito le soir du 1^{er} novembre ou le matin du 2 novembre. Dans ce but, nous sommes d'accord pour venir à Belgrade ou en un autre point du territoire yougoslave ou soviétique à votre choix. Notre délégation sera composée des

camarades Khrouchtchev et Malenkov. Nous attendons votre réponse par Firioubine.

N. Khrouchtchev.

Si Tito n'est pas à Belgrade, transmettez ce texte aux camarades Kardelj ou Rankovitch.

Rendez compte de l'exécution de ces directives.

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31

Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Document 5

Information

du ministère de la Défense de l'URSS au comité central du PCUS sur la situation en Hongrie suivant l'état à 12 heures, 4 novembre 1956

Le 4 novembre, à 6 h 15, les troupes soviétiques ont engagé l'opération du maintien de l'ordre et de rétablissement du pouvoir de démocratie populaire en Hongrie.

Agissant selon le plan prévu, nos unités ont pris possession des principaux points d'appui de la réaction en province, dont les villes de Győr, Miskolc, Debrecen, Gyöngesz et d'autres centres régionaux de Hongrie.

Au cours des opérations, les principaux nœuds de communications, dont la puissante radio de Szolnok, des dépôts de munitions, d'armes et autres objectifs militaires ont été occupés par nos troupes.

Les troupes soviétiques en action à Budapest, après avoir brisé la résistance des insurgés, ont occupé les bâtiments du Parlement et également de la station de radio proche du Parlement. Les trois ponts sur le Danube qui relient les parties est et ouest de la ville ont été pris, ainsi qu'un arsenal avec des munitions et des armes.

Le gouvernement contre-révolutionnaire d'Imre Nagy au complet se cache. Les recherches se poursuivent.

À Budapest, il reste un important foyer de résistance des insurgés dans le quartier du cinéma Corvina (dans le sud-est de la ville). Nos troupes ont lancé un ultimatum aux insurgés, leur demandant de capituler, et, devant leur refus, ont donné l'assaut.

Les principales garnisons de troupes hongroises sont bloquées. Beaucoup ont rendu les armes sans résistance sérieuse. Nos troupes ont reçu l'ordre de rendre le commandement aux officiers déchus par les insurgés et d'arrêter les officiers qui avaient été nommés à leur place.

Dans le but de ne pas laisser pénétrer en Hongrie les agents ennemis ni fuir les meneurs des insurgés, nos troupes ont occupé

les aérodromes et fermé solidement toutes les routes à la frontière auto-hongroise.

Les troupes continuent d'accomplir les tâches fixées, nettoient le territoire hongrois.

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31

Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Chapitre 9

« Nous n'avons pas le choix »

La deuxième intervention
de l'armée soviétique

Malgré la puissance de la machine de guerre soviétique, les combats durèrent près de quinze jours. La force prédominante du prolétariat dans l'insurrection apparut de façon évidente dans les combats contre cette intervention. Les usines, les centres industriels, furent les derniers à se rendre. D'après les statistiques de quelques hôpitaux, de 80 % à 90 % des blessés étaient de jeunes ouvriers ; les étudiants en représentaient moins de 5 %.

Alors que la ville de Budapest était déjà occupée, ratissée et que les arrestations se multipliaient, le rouge de l'incendie au bas du ciel vers le sud de la ville montrait que l'énorme complexe industriel de Csepel résistait encore. Les ouvriers armés se retranchèrent dans les usines que les soldats soviétiques durent reprendre bâtiment par bâtiment.

Le témoignage du commandant du « corps spécial » soviétique, le colonel Malachenko, est, là encore, éclairant pour ce qui est de l'intensité des combats, vus du côté russe, ainsi que des lieux où ils se sont déroulés :

« Dans la banlieue éloignée au sud-est de la ville, dans la zone industrielle des usines Csepel, des groupes armés continuaient à être forts et à mener une résistance féroce. Nous apprîmes plus tard que leurs forces de combat possédaient 700 fusils, ainsi que des armes anti-char et de défense aérienne. L'avion IL-28 qui avait été envoyé pour les trouver a été descendu avec des armes anti-aériennes. »

Le général Obaturov, le commandant de la division, reçut l'ordre de nettoyer la zone industrielle de Csepel le 9 novembre. Mais avant même l'arrivée de l'ordre, les unités mécanisées d'in-

fanterie, accompagnées de chars, avaient rencontré une résistance sur le périmètre nord de Csepel. La zone avait été fermée à l'aide de barricades de wagons de chemin de fer et les routes étaient défendues par des tirs d'artillerie.

Le matin du 9 novembre, la division mécanisée partit pour se battre à Csepel. Ses unités rencontrèrent un feu nourri. Des canons automatiques de défense aérienne détruisirent quatre de nos chars, et notre infanterie subit plusieurs pertes. L'attaque lancée après cet échange de tirs ne fut pas un succès non plus. La direction avait sous-estimé la force des rebelles, et le travail de reconnaissance n'avait pas été précis.»

Un rapport du comité spécial de l'ONU, qui avait interrogé nombre de témoins, témoigne également tout autant de l'intensité du combat que de l'appartenance sociale de ceux qui se battaient : « [...] D'après les témoignages recueillis, il semble que, pendant les deux premiers jours, le commandement soviétique ait surtout dirigé ses attaques contre celles des positions fortifiées qui empêchaient, par leur résistance obstinée, de se proclamer maître de Budapest tout entier. On a l'impression que les troupes soviétiques ont évité de réduire systématiquement les positions secondaires et les tireurs isolés, parce qu'elles croyaient que l'ordre serait bientôt complètement rétabli. Quand il est apparu qu'il n'en était rien, les chars soviétiques ont recommencé à parcourir les grands boulevards en faisant feu au hasard sur les maisons pour terroriser les habitants et les forcer à se rendre. Cette action a causé de gros dégâts aux maisons des boulevards et des rues transversales, même là où les combattants de la liberté n'avaient pas récemment opposé de résistance. Le 8 novembre, une grande partie de Budapest portait la trace de combats acharnés. Des centaines d'édifices étaient complètement détruits et des milliers gravement endommagés. [...] Il faut cependant signaler que, d'après les éléments de preuve dont le comité a eu connaissance, il est tout à fait raisonnable de penser que l'ensemble de la population de Budapest a pris part à la résistance. Il n'était donc pas possible de distinguer entre civils et militaires. Des « cocktails Molotov » ont été jetés des fenêtres d'appartement des étages supérieurs, un peu partout, par

des hommes, des femmes et des enfants. Il aurait par conséquent été difficile à une armée d'invasion de choisir les objectifs à attaquer.

Dans les quartiers industriels de Budapest, la plupart des combattants étaient des ouvriers et le combat s'est transformé en une lutte entre les Hongrois, ouvriers d'usine, et l'armée de l'Union soviétique. Il en a été surtout ainsi dans les quartiers situés sur la rive gauche du Danube où sont concentrées la plupart des industries lourdes de la Hongrie.

[...] C'est dans les quartiers industriels qui vont d'Ujpest au nord à Pestszenterszébet, Soroksár et l'île de Csepel au sud, en passant par Köbánya, que la résistance a été la plus forte. Elle s'y est poursuivie jusqu'au 11 novembre. [...] Il semble que les forces soviétiques aient eu avant tout pour objectif de s'emparer de la capitale et d'y exercer leur autorité. Elles n'ont pénétré dans les quartiers industriels de la périphérie que pour autant qu'elles devaient les traverser en suivant les grandes routes. Le matin du 4 novembre, les principaux combats avaient lieu sur la route de Vác et sur les autres routes qui convergent au sud vers l'île de Csepel. Les troupes soviétiques équipées de véhicules blindés, de tanks légers et lourds et d'artillerie autotractée se sont, comme dans la capitale, heurtées aux carrefours à des insurgés armés de canons antichars, de pièces d'artillerie de types divers, de mitrailleuses et de grenades incendiaires. Les combattants de la liberté étaient toujours inférieurs en nombre mais, selon les témoignages recueillis, quand la situation devenait désespérée, ils battaient en retraite pour revenir par une autre rue et s'attaquer à l'arrière-garde d'une colonne blindée. Dans certains cas, les militaires soviétiques étaient obligés de quitter leurs tanks pour démolir les barricades, et donnaient ainsi aux combattants de la liberté la possibilité de les attaquer avec des armes légères. Il semble que, le 4 et le 5 novembre, la situation ait eu pour caractéristique le harcèlement constant des colonnes soviétiques. Les unités blindées soviétiques ouvraient le feu sur tous les bâtiments qui bordaient les avenues et les rues et infligeaient de lourdes pertes aux non-combattants. Plusieurs maisons et immeubles locatifs ouvriers se

sont écroulés sous les projectiles de l'artillerie, ensevelissant de vingt à cinquante personnes dans leurs caves.

Dans de nombreux quartiers, les établissements industriels, comme la brasserie de Köbánya, les usines Ganz, la fabrique de lampes électriques et l'usine sidérurgique de Csepel, ont servi d'arsenal aux Hongrois. Toutefois, l'intensité des combats variait d'un quartier à l'autre suivant les armes lourdes et les munitions dont disposaient les insurgés. Des témoins ont déclaré que les engagements continuaient jusqu'à épuisement de tous les projectiles d'artillerie. Ensuite, les combattants de la liberté se joignaient à un autre groupe en emportant leurs armes légères ou bien ils allaient se cacher. L'armée soviétique, en revanche, avait une telle puissance de feu qu'elle n'a pas eu besoin d'engager toutes les unités blindées dont elle disposait. [...] » (publié dans Budapest 1956, sous la direction de François Fejtő, collection Archives Gallimard).

En province, ce fut également dans les villes industrielles que la résistance dura le plus longtemps. Il fallut plusieurs jours à l'armée russe pour reprendre les villes industrielles de Miskolc et Pécs aux ouvriers. La résistance continua également dans la région minière de Tatabánya et Dorog. Une des dernières villes à tenir, et c'est tout un symbole, fut l'ex-Sztalinváros (ville de Staline), qui venait de retrouver son nom d'origine, Dunapentele. Cette ville industrielle, créée de toutes pièces par la politique d'industrialisation de Rákosi, ville des plus grands hauts-fourneaux hongrois, ville aussi des ouvriers d'élite, résistait encore le 7 novembre. Le conseil ouvrier s'adressa ainsi aux soldats russes à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de 1917 : *« Soldats, votre État a été créé au prix d'un combat sanglant pour que vous, vous ayez la liberté. Pourquoi vouloir écraser notre liberté à nous ? Vous pouvez voir de vos yeux que ce ne sont pas les patrons d'usine, ni les gros propriétaires, ni les bourgeois qui ont pris les armes contre vous. Mais c'est le peuple hongrois qui combat désespérément pour les mêmes droits pour lesquels vous avez, vous, lutté en 1917 ! »*

Mais la bureaucratie soviétique, instruite par les défaillances des premières troupes d'intervention, avait mobilisé cette fois des soldats originaires de la partie asiatique de l'Union soviétique, parlant peu ou mal le russe. Une barrière linguistique limite les possibilités de propagande. En outre, la machine de guerre une fois lancée, il n'y eut guère de contacts et encore moins de possibilités de fraternisation de part et d'autre.

Vers le 15 novembre, l'insurrection fut militairement vaincue, bien que des groupes combattants survécurent jusqu'à la fin décembre dans certaines régions comme celle de Tatabánya (voir chapitre 10). Budapest était en ruines, avec plusieurs dizaines de milliers de victimes. La répression commença avec les déportations.

Le gouvernement fantoche de Kádár, apparu à Szolnok, fut installé à Budapest. Ce même Kádár, qui venait de remplacer Gerö au poste de premier secrétaire du parti et qui, dans les premiers jours de novembre, était encore membre du gouvernement, pérorait, à ce titre, sur sa fidélité à la « *glorieuse révolution* » et clamait sa volonté de « *se battre s'il le faut à mains nues* » pour défendre la révolution, revint dans les traces des chars soviétiques comme président du conseil des ministres créé par les Russes.

Tout son gouvernement reposait sur la seule armée soviétique, sur sa force militaire comme sur son administration. Un télégramme de Iouri Andropov, envoyé le 9 ou le 10 novembre à Moscou, est significatif de l'isolement total de ce gouvernement qui s'intitulait pompeusement « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan ». Andropov rapporte une discussion avec Kádár : « *À la fin de la conversation, le camarade Kádár a demandé que le commandement des troupes soviétiques aide le gouvernement hongrois à remettre en marche Radio Kossuth et une imprimerie pour sortir un journal* ». Andropov ajoute cette « remarque » : « *Nos amis ne publient pas de journal tandis que le journal des insurgés, Igaszag (La Vérité), dont les pages sont remplies de matériaux provocateurs contre nos amis et l'armée soviétique, est largement diffusé dans les rues de la ville. Il faut*

prêter attention au fait suivant : j'étais chez Kádár à 11 heures du matin, en pleine journée de travail. Néanmoins, il n'y avait absolument personne dans l'immense bâtiment du Parlement, personne, à part les six ministres et nos soldats... D'après les conversations que j'ai eues avec les camarades... qui étaient au Parlement, j'ai eu l'impression que nos amis n'ont pas encore réussi à joindre les militants et qu'ils sont isolés dans l'action. »

Quelle meilleure image que cette scène, rapportée par Andropov, de six ministres tout seuls dans l'immense bâtiment vide du Parlement, entourés de soldats soviétiques et incapables même d'éditer un journal sans l'aide de ces derniers !

La résistance de la classe ouvrière ne se manifesta pas seulement par la composition sociale des groupes d'insurgés qui se battirent militairement jusqu'au dernier moment. L'ensemble des travailleurs se dressèrent contre le gouvernement fantoche et l'armée soviétique.

Alors que, comme il a été dit, les conseils ouvriers de Budapest, comme ceux de la plupart des grandes villes industrielles, avaient proposé avant l'invasion russe que la grève s'arrête et que le travail reprenne le 5 novembre, il n'en était évidemment plus question après l'intervention. La grève générale reprit, plus puissante qu'à aucun moment auparavant. Malgré la menace de l'armée soviétique, la grève générale, reprise le 5 novembre, fut une des plus longues de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle dura cinq semaines encore après l'intervention russe. La résistance armée n'étant plus possible, alors la classe ouvrière utilisa l'arme qui lui restait : la grève. Elle fut générale. Non seulement les entreprises industrielles, les mines, s'arrêtèrent, mais toute l'administration, les établissements publics, les écoles suivirent.

Les conseils ouvriers se remirent en action avec une intensité redoublée. Alors que la défaite militaire avait entraîné la disparition de la quasi-totalité des partis et d'une multitude d'organes créés pendant les quelques journées calmes d'avant la deuxième intervention, elle ne brisa pas la classe ouvrière. Celle-ci manifesta au contraire, pendant près de deux mois encore, une extraordinaire vitalité politique et de la combativité.

En contact permanent avec Andropov, Imre Nagy ne voulut pas croire jusqu'au dernier moment à l'intervention de l'armée soviétique. Le général Kiraly, à la tête de la garde nationale, témoigna d'un coup de fil donné dans la nuit à Nagy, où il l'informa de l'encerclement de Budapest par des chars en mouvement et demanda l'ordre de résister et eut pour réponse : « *Cela voudrait dire la guerre, et nous n'en voulons pas* ». C'est seulement à 5 h 20 le matin du 4 novembre, lorsque les 2 500 chars russes furent dans Budapest et que la ville fut survolée par des avions Mig, que la radio transmit son discours : « *Ici Imre Nagy qui vous parle. Aujourd'hui, à l'aube, les troupes soviétiques ont attaqué la capitale dans l'intention évidente de renverser le gouvernement démocratique et légal de la Hongrie. Nos troupes sont au combat. Le gouvernement est à son poste.* »

Mais les troupes officielles n'étaient pas « au combat », faute d'en avoir reçu l'ordre. Ceux qui allèrent se battre étaient les groupes d'insurgés du passage Corvina, de la place Széna ou d'ailleurs. Et, surtout, les travailleurs des usines de Csepel, de Köbanya, d'Ujpest et de tant d'autres villes industrielles de province. Quant au gouvernement, son chef était en train d'abandonner son poste pour trouver refuge à l'ambassade de Yougoslavie, acceptant une proposition de l'ambassadeur qui lui avait été transmise à une heure du matin.

Documents - témoignages

Document 1

Témoignage sur le soulèvement à Pécs (suite)

Mercredi 31 octobre.

Dès l'aube, j'étais sur pied. Les membres du conseil ouvrier départemental dormaient sur place, à la mairie, dans des fauteuils ou sur des manteaux étendus à même le sol. Nous ne mangions que quand une cantine d'entreprise ou une autre nous envoyait de la nourriture. Personne n'avait faim. Avant qu'il ne fasse jour, on fit entrer un Russe dans notre bureau. Il parlait assez mal le hongrois. Nous lui offrîmes un petit verre d'alcool. Là-dessus, il perdit ses appréhensions, et raconta qu'il y avait dans la ville quarante Russes avec leurs familles. Ils travaillaient tous à la mine d'uranium, où notre visiteur était lui-même ingénieur. Ils désiraient partir. « Partez avec notre bénédiction. Personne ne vous retient. Si seulement vous aviez pu même ne pas venir ! », dit D. Nous rassurâmes le Russe, disant qu'ils pourraient tous partir sans difficultés. Il nous remercia, les larmes aux yeux. Il nous raconta que son frère aîné était tombé pendant les combats pour la libération de la Hongrie. « Le mien aussi, répondit D., à cause de cette même guerre de libération. » Ensuite il expliqua longuement au russe, que la plupart des Hongrois ne savaient toujours pas ce qui avait été le pire, de l'occupation allemande ou de la libération russe, cette dernière ayant de toute façon pris une durée quelque peu excessive. Le Russe se confondit toujours en remerciements, et serra la main à tout le monde et, quand il fut sur le palier, il salua encore une fois.



Pendant cette période, le conseil militaire travaillait au plan de défense de la ville. Les officiers penchés sur les cartes n'étaient pas tous du même avis en ce qui concernait l'intention des Russes de se retirer du pays. Mais sur un point, l'accord était complet : savoir que nos chances seraient minces dans une lutte armée.

— Si les Russes voulaient liquider l'insurrection par les armes, nous ne pourrions pas les en empêcher. Les forces militaires de la révolution sont désespérément réduites à travers tout le pays. Poursuivre une lutte de maquis n'est pas possible en Hongrie, le terrain est défavorable, il n'y a pas de montagnes. Nous sommes seuls en face des Russes, la plus grande partie du pays est sous leur contrôle. Les partisans yougoslaves ont réussi à tenir contre les Allemands, car le poids de la lutte était supporté par les Russes et les Occidentaux. C'était la guerre et c'est leur force qui a décidé du sort de celle-ci. J'ajoutai que nous, nous n'avions pas d'alliés, que je n'avais pas confiance dans une aide extérieure et que tous nos espoirs résidaient dans la négociation. Une résistance armée ne pouvait donner qu'une légende héroïque et, dans la lutte, nous serions balayés.

Nous eûmes toujours des ennuis avec la radio de Pécs. En raison de difficultés techniques, l'émetteur local ne fonctionnait qu'à puissance réduite. Les spécialistes arrivèrent de Budapest pour le réparer. On apprit la formation d'un nouveau gouvernement dans la capitale, auquel participaient les représentants des partis démocratiques. Le conseil décida d'envoyer le lendemain une délégation à Budapest. Nous partîmes à trois.

Jeudi 1^{er} novembre, la capitale offrait un spectacle terrible. À Buda, au rond-point Zsigmond-Móricz, il y avait des obstacles, des carcasses de tanks russes calcinées. Les façades de la place étaient détruites. À Pest, c'était encore pire qu'à Buda. Sur le boulevard, autour de la caserne Kilián, les carcasses des tanks se touchaient. Sur les façades, il y avait des trous béants. Des étages entiers s'étaient effondrés. De la rue, on voyait l'intérieur des appartements. « Les Russes ont tiré dans les fenêtres avec des obus de tanks », dit notre compagnon de voyage. Notre voiture passait sur des gravats et du verre pilé. On ne voyait pas une fenêtre intacte. Il y avait des nuages de fumée au-dessus de la ville. Des voitures de pompiers actionnaient leurs sirènes. Les rues étaient noires de monde. Aux carrefours, les révolutionnaires réglaient le trafic, et les blindés des insurgés circulaient sur les boulevards. Le vieil emblème à étoile rouge avait été recouvert de peinture, et, sur les flancs gris des chars, on voyait le blason Kossuth. À chaque fenêtre, il y avait des drapeaux. Au coin des rues, on voyait des caisses avec des billets de banque. On quêtait

pour les familles des insurgés tués. Au Parlement, nous ne pûmes régler que peu de choses. Dans les couloirs, sur les escaliers, il y avait une foule de gens, des délégations venues de tous les coins du pays. Tous voulaient parler à Imre Nagy. Nous ne pûmes entrer chez lui. Enfin, nous fûmes reçus par un ministre d'État. Je ne le connaissais pas. À nos questions, il répéta machinalement la réponse qu'il avait sans doute dû donner à des milliers de personnes au cours des journées précédentes.

– Désormais tout sera en ordre, dit-il, nous serons neutres, nous quitterons le pacte de Varsovie et, chose essentielle, nous pourrons faire tout ceci avec l'accord des Russes. Ils ont fait à ce sujet des promesses à Imre Nagy.

– Partout on raconte, que certaines unités russes quittent le pays, mais que d'autres arrivent par Záhony, à la frontière hongro-soviétique et d'autres encore de Roumanie.

– Le gouvernement n'a pas d'informations à ce sujet, répondit-il nerveusement.

Dans l'après-midi, nous fîmes le tour des sièges des partis démocratiques nouvellement constitués, nous ramassâmes des tas de journaux et de tracts, et nous repartîmes chez nous.

À Dombóvár, à la limite du comitat de Baranya, nous fûmes arrêtés par une patrouille russe, qui nous laissa passer après contrôle. Le long de la route de Pécs, stationnait une colonne de chars lourds soviétiques. On distribuait le dîner des soldats. Comment avaient-ils pu venir ici ? Personne ne le savait. Il s'agissait paraît-il d'unités retirées de Budapest. Dans la petite ville, certains croyaient savoir que la colonne était venue de l'est en passant par un des ponts du Danube. Nous arrivâmes à Pécs assez déprimés. Comme toujours, le conseil était en réunion. Nous racontâmes ce que nous avions fait. Nous distribuâmes les journaux révolutionnaires que nous avions apportés, *Népszava*, *Magyar Szabadság*, *Igazság*. Le conseil nous raconta que, dans la journée, il avait attribué des sommes d'argent à tous les conseils ouvriers des usines et des mines afin d'assurer la paye des ouvriers et des employés.

Les membres du conseil militaire apprirent avec étonnement que nous avions rencontré des Russes. Ils me dirent que les troupes soviétiques avaient entouré le camp d'aviation militaire hongrois de Taszár et occupé le dépôt de carburant. Les avions

des insurgés, qui jusque-là avaient effectué des vols de reconnaissance, ne pouvaient plus décoller faute d'essence. Plus tard, arriva une délégation militaire de Kalocsa. La division blindée hongroise stationnée dans cette petite ville située au bord du Danube, était passée, il y avait déjà plusieurs jours, du côté des insurgés. Le chef de la délégation, un jeune lieutenant blond, insistait pour que le comité militaire ordonne aux soixante tanks en état de combattre dont disposait la division, de passer sur la rive droite du Danube, du côté de Pécs. Ils ajoutèrent qu'une partie des soldats s'étaient enfuis, et que les officiers supérieurs étaient des staliniens qui attendaient l'arrivée des Russes.

– Mais les Russes sont en train de se retirer, c'est ce que vient de communiquer le haut commandement de la garde nationale à Budapest, répliqua le lieutenant colonel.

– C'est totalement faux répondit le lieutenant. Ils ne partent pas, ils viennent au contraire.

Nous ne pouvions pas prendre de décision concernant les tanks. Les officiers appelèrent le haut commandement de la garde nationale à Budapest, mais celui-ci interdit sévèrement de prendre des mesures militaires, pour éviter de provoquer les Russes et leur donner ainsi prétexte pour intervenir. « Les négociations concernant le retrait de ceux-ci allaient être entamées incessamment », dit-il.

– Un prétexte pour intervenir, s'écria le capitaine B. Ce qui se produit actuellement, est une intervention sans aucun prétexte. Les Russes sont en train d'occuper discrètement les points stratégiques importants. Ils n'ont nullement l'intention de se retirer. Les négociations sont uniquement destinées à leur permettre de gagner du temps.

Le lieutenant-colonel Cs. écarta les bras, dans un geste d'impuissance :

– Nous ne pouvons tout de même pas engager une guerre contre les Russes, de notre propre chef. D'une part, nous n'en avons pas les moyens, d'autre part, la décision est de caractère politique et dépend du gouvernement. Il paraît que nous sommes des soldats, tout de même, acheva-t-il en élevant la voix et en jetant un regard sur le capitaine.

Au conseil militaire, les officiers, qui jugeaient la situation avec le regard du spécialiste, avaient rapidement compris que les

mouvements des troupes russes avaient pour but l'occupation des points stratégiques du pays, comme le capitaine D. l'avait déjà dit. On apprit qu'une colonne blindée soviétique venue de Roumanie avait atteint dans la journée la ligne du Danube, et avait franchi le fleuve. Il était visible qu'ils voulaient attaquer Pécs principalement par le nord. Dans le courant de la journée, le conseil militaire ordonna de fortifier tous les points défendables des monts Mecsek qui se trouvaient en arrière de la ville. Le travail commença immédiatement. Les dirigeants militaires estimaient que défendre la ville était une entreprise sans espoir, pour laquelle nous n'avions pas assez de forces. De plus, ils ne pouvaient pas exposer la population de la ville aux destructions des combats de rue et aux rétorsions prévisibles. Le problème de la défense fut longuement discuté par le conseil ouvrier. Finalement nous décidâmes que nous ne résisterions pas en ville et que les unités d'insurgés disponibles iraient tenir la montagne aussi longtemps que possible. Les militaires divisèrent les forces armées révolutionnaires en brigades. Il y avait des brigades de mineurs d'uranium, de mineurs de charbon, d'ouvriers, d'étudiants, auxquelles s'ajoutaient des unités à effectifs fortement réduits de l'armée, une partie de la police, au total guère plus de mille cinq cents hommes. D'après les projets du conseil militaire, la ligne de défense devait suivre dans le sens est-ouest, la ligne de crête située derrière la ville. Une partie des routes menant dans la montagne fut occupée le jour même par les insurgés. Le lieutenant-colonel Cs. avait des informations, selon lesquelles nous aurions à faire face à environ cents tanks russes et à de petites unités d'infanterie motorisée. Contre ces forces, nous ne pouvions guère envisager qu'une résistance de quelques jours. Le sort de la révolution dépendait des négociations entre le gouvernement et les Russes. Mais celles-ci traînaient en longueur et certains pensaient qu'elles n'avaient même pas commencé.

Samedi 3 novembre, les Russes cependant n'arrivaient pas. Ils s'étaient arrêtés, paraît-il, à la limite du comitat. Le haut commandement de la garde nationale fit savoir par téléphone que des négociations allaient commencer le soir même entre le ministre de la Défense nationale Maléter et le haut commandement russe. Nous recommençâmes à espérer. Mais, si les Russes se retiraient, quel besoin avaient-ils d'effectuer tous ces mouvements de

troupes ? À midi nous apprîmes que deux colonnes de blindés soviétiques s'approchaient de la ville. Nous restâmes, quelques membres du conseil ouvrier et quelques soldats dans les locaux de la mairie. Dans l'après-midi, se poursuivit la montée des insurgés dans les monts Mecsek. La plupart d'entre eux étaient de jeunes ouvriers de 17-18 ans, des étudiants, des soldats, quelques officiers et des mineurs.

À 6 heures du soir, on annonça que les colonnes blindées soviétiques avaient atteint les limites est et ouest de la ville.

D. et moi, allâmes trouver les Russes. – Si nous ne revenons pas, vous saurez ce qui s'est passé. – La ville était déserte et on ne voyait que les silhouettes des gardes nationaux le long des murs. La soirée était froide. À la sortie orientale de la ville, à proximité de la nouvelle caserne des gardes frontières, nous arrê tâmes la voiture. Un canon anti-chars était là tout seul en position. Les artilleurs fumaient nerveusement.

– J'ai trente deux obus, dit l'officier. Nous tirerons tant qu'il nous en restera.

Hors de la ville, à cinq kilomètres, une patrouille soviétique arrêta nos voitures. Nous descendîmes. Le long de la route, s'alignaient des chars soviétiques, leurs feux brillaient comme des lucioles. Le lieutenant-colonel K. se mit à les compter, mais il abandonna autour de trente. Notre interprète expliqua à la patrouille que nous voulions parler au commandant de la colonne. Nous piétinions nerveusement. Il faisait froid. Quelques minutes plus tard, le commandant russe apparut, accompagné d'un petit groupe d'officiers et de soldats casqués. C'était un homme trapu, de taille peu élevée, vêtu d'une veste de cuir, et portant un bonnet de fourrure grise. Je n'arrivai pas à lire son grade. Présentations. Le général se mit tout de suite à parler. Il dit que les négociations concernant le retrait des troupes soviétiques avaient commencé au cours des heures précédentes.

– Il reste à discuter les détails, ajouta-t-il.

– Si vous voulez réellement vous retirer du pays, pourquoi êtes-vous venus ici, à côté de la ville ?

Derrière moi, le capitaine B. ne put se retenir, et me glissa à voix basse :

– Ils ont dû se tromper de chemin.

Le général russe répondit longuement. Je regardai sa bouche, d'où sortait un flot de mots russes, de consonance douce. Il disait qu'ils étaient des soldats et qu'ils exécutaient des ordres.

— Quels que soient vos ordres, si vous voulez entrer dans la ville, nous résisterons par tous les moyens. Je me demandais bien quels seraient ces moyens. Le Russe déclara, qu'il n'avait pas ordre d'attaquer, et répéta que les négociations étaient en cours. Il semblait en tout cas évident qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer de nuit. Nous décidâmes de nous revoir le lendemain matin, sur la même route. D'ici là, nous en saurions plus sur le résultat des négociations en cours. Il ne nous restait plus rien à dire. Je m'inclinai, des deux côtés les soldats saluèrent. Le général ne bougea pas, peut-être attendait-il une poignée de main. Je n'en fis rien, et nous retournâmes à nos voitures. Quand nous arrivâmes à la mairie, l'autre délégation était déjà de retour, avec un résultat identique. Par l'ouest non plus, les Russes n'entreraient pas dans la ville.

Dans le bureau du Conseil, nous restions groupés autour du téléphone. Tous les quarts d'heure, nous appelions le Parlement et le haut commandement de la garde nationale à Budapest. Eux non plus ne pouvaient rien dire de nouveau. Le ministre de la Défense nationale, et la délégation du gouvernement étaient partis à Tököl au siège du haut commandement soviétique. Il fallait attendre leur retour. La garde nationale de la capitale était prête au combat, mais ils pensaient qu'un accord allait intervenir. Ils nous donnèrent comme instructions d'éviter soigneusement toute action qui pourrait donner aux Russes prétexte à une intervention armée; nous devions éviter d'éventuelles provocations. Mais il ne se produisit rien. Nous restâmes toute la nuit éveillés.

Le dimanche, vers 5 heures du matin, j'entendis brusquement un bruit inhabituel. Je n'étais sans doute pas le seul à l'avoir remarqué, car nous nous précipitâmes à la fenêtre à plusieurs. De loin, en direction de l'est, on percevait des détonations sourdes.

— Nos artilleurs, dit le capitaine B. Quelques minutes plus tard, les détonations cessèrent. Dès le début du tir, D. avait fiévreusement cherché à obtenir Budapest. La ligne ne répondait pas. Elle était débranchée. Les Russes devaient avoir occupé l'usine électrique située à l'est de la ville, et coupé le courant. Nous ouvrimus le transistor. On entendit la voix d'Imre Nagy: « Nos

troupes combattent ». Je regardai ma montre, il était 5 heures et quelques minutes. Les bruits extérieurs, les grondements, se rapprochaient. Quelques instants plus tard, quatre tanks soviétiques arrivèrent sur la place de la Mairie. De derrière le rideau de la fenêtre, on voyait bien ce qui se passait en bas. Les tourelles firent un demi-tour, un servant vêtu d'une veste de cuir était assis derrière chaque paire de mitrailleuses, prêt à tirer. Les blindés s'arrêtèrent, les canons braqués sur les maisons, des soldats armés de mitraillettes sautèrent sur le sol, et s'approchèrent en courant de l'entrée principale de la Mairie. On entendait déjà le bruit lourd des crosses sur la grosse porte en bois.

— Disparaissions, dit le lieutenant-colonel Cs. Que chacun essaie de gagner la montagne pour rejoindre les autres. En sortant par une porte dérobée donnant sur une rue déserte, nous entendions déjà derrière nous les cris furieux des Russes qui couraient de pièce en pièce à la recherche des insurgés, et tiraient en l'air. Sous un portail, les membres du conseil ouvrier prenaient congé et je partis en compagnie de T. vers l'ouest de la ville. Nous avions chacun une mitraillette sur l'épaule et les poches remplies de grenades. Nous évitions les routes importantes, sur lesquelles fondaient les tanks soviétiques. Parfois, on entendait le bruit sec d'une rafale de mitrailleuse. Mais les Russes tiraient seulement en l'air. J'aperçus plusieurs civils armés. Ils se dirigeaient vers le nord, vers la montagne. Nous arrivâmes à proximité du siège du Parti communiste. Des camions soviétiques chargés de soldats étaient stationnés devant le bâtiment. Avant de disparaître rapidement dans une rue latérale, j'eus le temps de reconnaître l'uniforme verdâtre des AVH hongrois, leurs parements bleus, avec la casquette à la russe bordée de bleu. Ils ont été relâchés de la prison, me dis-je. Toute la matinée, nous allâmes d'usine en usine pour envoyer dans la montagne, les gardes nationaux qui se trouvaient encore en ville. Plusieurs nous suivirent. Tôt dans l'après-midi, nous atteignîmes une des collines sur la bordure orientale de la ville. Derrière la petite église baroque, à l'abri des rochers, des insurgés avaient pris position et couvraient la route menant au bassin minier. Ils nous apprirent que d'autres groupes avaient bloqué, le long d'une ligne de hauteurs flanquant la ville, les routes menant à l'intérieur des monts Mecsek, et qu'ils s'apprêtaient à résister par petites unités. Tout l'après-midi, et

toute la journée, il ne se produisit rien. Les premiers tanks russes, apparurent sur la route dans la matinée du lundi, en provenance de la ville. Il y eut une fusillade générale. Les tanks s'arrêtèrent dans le virage à côté de l'église, et se mirent à tirer avec leurs mitrailleuses jumelées. Ils tiraient très mal, gardant tout le terrain sous leur feu et gaspillant énormément de munitions. Les insurgés, dissimulés derrière les rochers, abattaient les uns après les autres les mitrailleurs russes dont le torse dépassait à moitié de la tourelle. Finalement, les Russes se frayèrent un passage car nous n'avions pas d'armes lourdes anti-chars ; ils continuèrent leur chemin en direction du bassin minier. Sur le flanc de la montagne, la fusillade devenait plus vive. Du côté de la mine d'uranium, on entendait des explosions sourdes. Là-bas, les tanks devaient déjà utiliser leurs canons. Les Russes avaient sans doute compris que nous n'avions pas l'intention de défendre la ville, et leur attention se dirigeait à présent sur la montagne. À la tombée de la nuit, nous nous dirigeâmes vers les monts Mecsek. Nous ne pouvions rester sur place car, derrière nous, dans le bassin, il y avait déjà des tanks russes. Quelqu'un avait un poste à transistors. Nous captâmes un émetteur hongrois inconnu, sur la longueur d'ondes de Szolnok ; il parlait au nom du « Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans ». Il s'était formé un nouveau gouvernement et, comme nous l'apprîmes, il s'était fixé comme tâche de vaincre la contre-révolution fasciste. Nous montions en silence, bientôt nous atteignîmes la lisière de la forêt, et nous nous engageâmes sur un sentier menant en direction du Mecsek oriental, où nous allions retrouver les autres. La nuit précédente, nous avions dormi dans des maisons, à présent, il nous fallait coucher en forêt. Il faisait très froid. Je ne m'endormis qu'à l'aube, et je me réveillai peu après. Vers midi, nous rencontrâmes un groupe de la brigade des mineurs. Ils racontèrent les combats qui s'étaient déroulés autour de la mine d'uranium et de la maison de repos. Là aussi, on s'était battu jusqu'au soir et, à la nuit, les Russes s'étaient repliés en ville. Des AVH hongrois les guidaient. Ils craignaient beaucoup les insurgés, et ils ignoraient à quel point ceux qui étaient dans la montagne étaient peu nombreux. Nos préparatifs avaient été insuffisants, car nous n'avions pas pensé qu'on en viendrait réellement à la lutte armée. Les munitions commençaient à s'épuiser, et nous n'avions plus de vivres. Avec le groupe,

nous prîmes la route menant vers Komló en passant derrière le village de mineurs. Sur la route de montagne, les tanks soviétiques circulaient toute la journée. Nous étions prudents, nous économisions les munitions car, de toute façon, contre les blindés, les armes légères ne servaient à rien. Les Russes utilisaient des T54 à deux canons contre lesquels les cocktails Molotov étaient également inefficaces. Il y eut cependant un combat dans l'après-midi, quand l'infanterie motorisée soviétique apparut sur la route. On se battit jusqu'au soir. Nous emmenâmes nos blessés au village des mineurs. À la tombée de la nuit, les Russes se replièrent de nouveau. Nous avions froid et faim. De temps en temps, il se mettait à pleuvoir. À plusieurs reprises, nous cherchâmes à établir le contact avec les autres groupes. Nous envoyions des patrouilles en direction des tirs que nous entendions parfois. Une seule revint. Nous apprîmes par elle que dans la partie centrale des monts Mecsek, les Russes n'avaient pas non plus réussi à passer. Autour de l'église de Palos, le long de la route menant à la montagne, il y avait eu de sérieuses escarmouches et avec des grenades à main, les insurgés avaient réussi à mettre hors de combat plusieurs tanks soviétiques. On racontait que, dans la zone centrale, sur la route menant au village de Mánfa, les insurgés avaient détruit deux voitures soviétiques, dont l'une transportait le commandant russe de la ville qui avait été tué. La mine d'uranium avait cependant été occupée par les Russes. Les insurgés durent se replier du plateau de Tettye vers l'intérieur de la montagne, sous le feu continu des mortiers soviétiques. Le tir au canon et au mortier dura toute la journée. Visiblement les Russes arrosaient la montagne sans but précis. Dans la journée, les tanks étaient entrés à Komló et, à présent la ville minière était solidement entre les mains des Soviétiques. Ceci était grave, parce qu'elle se trouvait justement dans notre dos, et que c'était elle qui nous alimentait. Les Russes occupèrent la station balnéaire de Sikonda, malgré une sérieuse résistance. Nous étions toujours en mouvement. Les brigades s'étaient scindées en petits groupes de quinze, vingt hommes, qui gênaient les Russes par des coups de main. Mais la lutte des insurgés n'était pas coordonnée et ne suivait aucun plan. Nous ignorions ce qui se passait à l'extérieur. La radio de Pécs, retombée entre les mains des staliniens, annonça pour le lundi la reprise des cours à la faculté. Mais qui viendrait

les écouter ? La majorité des étudiants était dans la montagne, ou rentrée à la maison. Dans leurs casernes, les AVH libérés de prison fêtaient l'anniversaire de la « grande révolution d'Octobre ». Le journal communal local parut de nouveau, B. nous en rapporta un exemplaire. C'était de nouveau le même ton stalinien. La feuille était remplie d'appels à la reprise du travail, adressés aux ouvriers et aux mineurs. Elle publiait aussi l'appel en 14 points du « Gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan ».

— Bon sang, s'écria un jeune mineur. En fin de compte, qui sont les révolutionnaires ? Nous ou Kádár et ses amis ? Les premières proclamations militaires apparurent sur les murs. Le commandant militaire soviétique de la ville appelait la population à remettre les armes, car la détention de celles-ci était très sévèrement punie. Il y avait de nouveau le couvre-feu. Si l'on tire sur les soldats soviétiques, menaçait le commandant, ceux-ci répondront avec toutes les armes dont ils disposent. À partir du 8 novembre, les journées se ressemblèrent toutes. Nous marchions dans les forêts détrempées par la pluie et passions la nuit dans des maisons isolées ou sous des buissons. Nous ne pouvions même plus entrer dans les villages de montagnes ; il y avait partout des Russes et les gens se retiraient apeurés, dans les maisons. Mais, là où il n'y avait pas d'occupant, la population nous aidait volontiers. On nous donnait des vivres, au moins du pain, et on nous indiquait où se trouvaient les Russes. Mais notre situation était sans espoir. Nous apprîmes par la radio que la capitale était tombée, qu'Imre Nagy et ses compagnons étaient à l'ambassade de Yougoslavie, que le gouvernement Kádár était à Budapest, et que les staliniens se réinstallaient partout. C'est ce que hurlaient aussi les haut-parleurs des tanks soviétiques qui, s'arrêtant sur les routes de montagnes, nous sommaient de nous rendre, en nous promettant la possibilité de partir librement. Chaque fois, nous répondions par quelques rafales. Les Russes envoyaient quelques obus, les tanks s'en retournaient et nous disparaissions à l'intérieur de la forêt. Mais nous savions que les choses ne pourraient durer ainsi.

Le 13 novembre au matin, à l'appel, je dis aux membres du groupe que nous devons décider de ce que nous allons faire. Nous étions peut-être vingt étudiants, mineurs, et la plupart très jeunes. Ce n'est que là que je m'aperçus que je ne connaissais

que leur prénom. Leurs visages étaient creusés, une faible barbe couvrait leurs mentons et ils avaient les yeux rouges de sommeil.

– Les gars, il est inutile de discuter longuement, vous savez que la situation est sans espoir. Les autres groupes sont presque tous dispersés, nous sommes peu nombreux, nous n'avons plus de munitions, plus de vivres et, ce qui est pire, nous ne pouvons attendre aucune aide. Les mineurs et les ouvriers ont beau continuer la grève, les Russes et les communistes hongrois tiennent solidement le pouvoir. Il reste trois possibilités. L'une, c'est que vous alliez dans l'est des monts Mecsek où il y a encore un groupe qui fonctionne, celui des « invisibles ». Ceux là gardent encore l'espoir. Moi non. L'autre possibilité, c'est de partir à l'ouest. Moi, c'est ce que je compte faire, je ne veux pas tomber entre leurs mains. La troisième, celle que je préfère pour vous, c'est que vous rentriez à la maison. Je m'arrêterai pour attendre la réponse.

– Nous continuerons à nous battre, s'écria un jeune mineur. Il n'avait guère plus de dix-sept ans.

– Rentrez plutôt chez vous.

Nous étions là, sous les arbres dont les feuilles laissaient tomber des gouttes de pluie. De l'est de la montagne, on entendait de temps en temps le bruit des canons russes. Les vallées en répétaient l'écho jusqu'à ce que les forêts le noient. Un des insurgés se mit à pleurer, avec des hoquets, à la manière des adolescents.

– Ne jouez pas les héros, dis-je – pourtant je savais que ces garçons au regard amer étaient réellement des héros – votre mère vous attend.

Je tendis la main à celui qui était le plus proche. Ils avancèrent l'un après l'autre. Nous nous serrâmes la main. Ils posèrent leurs armes contre les arbres, jetèrent leurs dernières munitions loin derrière les buissons. Ils firent un tas avec les grenades derrière un buisson d'égantines et le couvrirent d'herbes sèches. Puis ils saluèrent militairement, car enfin ils étaient des soldats dans une unité d'insurgés hongrois. Puis ils se retournèrent et, les uns derrière les autres, ils partirent.

« Faites attention à vous », allais-je leur crier ; mais rien ne sortit de ma gorge.

Document 2

Caserne Kilián (suite)

Dimanche 4 novembre.

Il fait encore nuit noire lorsque je suis réveillé par des coups de fusil. Je n'y fais pas attention, j'ai pris l'habitude ces derniers jours, même aux moments les plus calmes, d'entendre des détonations retentir. Mais subitement une déflagration secoue nos fenêtres. Des obus ! Je saute hors du lit, m'habille à la hâte et, d'un geste mécanique je tourne le bouton du poste. La voix qui parle à la radio et des rafales de mitraillettes tirées dans la cour me parviennent simultanément. Allocution d'Imre Nagy : « Nos troupes combattent. Le gouvernement est à son poste. Je tiens à avertir le peuple de ce pays et l'opinion publique du monde entier ! » Puis, le même appel en anglais, en français, en allemand, et de nouveau en hongrois : « Ici Imre Nagy... »

Et Maléter ? C'est ma première pensée : où peut être Maléter ? La radio semble me répondre car elle s'adresse à Maléter : « ... Le président du gouvernement national prie Pál Maléter, ministre de la Défense, István Kovács, chef de l'état-major... de rejoindre sans retard leur poste de commandement ! »

Je n'ai pas le temps de réfléchir. Je saisis ma mitraillette, je me glisse à la fenêtre. Dehors il fait encore presque nuit, mais je distingue nettement les blindés soviétiques alignés devant la caserne. Je voudrais les compter, mais tout à coup les canons retentissent : leur tir converge sur la façade de la caserne. Avec le maximum de prudence, je quitte ma chambre au premier étage ; je passe devant le bureau de Maléter le long des couloirs, les soldats de la compagnie de garde sont prêts à ouvrir le feu. Le capitaine B. les commande d'une voix calme et mesurée. Les soldats tiennent l'entrée principale de la caserne sous le feu de leurs fusils et de leurs mitraillettes. Dans le couloir qui fait face à l'entrée gisent 10 à 12 cadavres à moitié dévêtus. Le capitaine B. me saisit par le bras :

— Reste là, assure la défense dans cette section du couloir. Je dois passer dans l'autre bâtiment.

— Qu'est-ce qui se passe ? Où sont les Russes ?

Dans la caserne ! À l'aube, ils ont désarmé les gardes par surprise, brisé la porte et mis deux mitrailleuses en batterie face à la cour.

Et ceux qui gardaient les entrées ?

Les pauvres gars, ils sont tous tombés ! Tous sans exception. Les « Rouskis » ont ouvert le feu sur le couloir, en face de l'entrée principale, et les gars qui se sont précipités en entendant le bruit ont été touchés. Garde bien ta porte ! – me dit-il encore en s'éloignant.

Les balles soviétiques visent maintenant les couloirs. Le nombre de nos morts augmente d'instant en instant. Ils sont touchés au cou ou à la tête. Nous n'avons presque pas de blessés, que des morts. Je tends l'oreille du côté du passage Corvin. Rien ! Que se passe-t-il donc en ville, dans le pays, dans le monde ? Est-ce possible ? Peut-on en user de la sorte avec la volonté d'un pays, de tout un peuple ? Avec sa liberté ? Et les Nations Unies ? – je ne trouve pas de réponse aux questions que je me pose.

Le capitaine Csiba cherche à entrer en contact avec l'extérieur. Il appelle le Parlement, Meocséri. Seul l'inspecteur du ministère de la Défense répond : les forces soviétiques occupent le bâtiment. Enfin, Csiba a le major-général Horváth au bout du fil. Ce dernier conseille d'essayer de négocier avec les Russes. Puis c'est le capitaine S. qui appelle la caserne, de la place Nagyvárad où il téléphone depuis un bureau de tabac. Il lui est impossible de rejoindre la caserne, le secteur est infesté de Russes. Des colonnes de blindés déferlent dans l'avenue Üllői, vers le centre de la ville il a compté cinquante chars. Il demande des ordres...

L'attaque des Russes redouble de violence. Les projectiles entrent par les fenêtres comme des grêlons. Près de moi un jeune insurgé porte la main à son cou, laisse tomber son arme et glisse à terre. Entre ses doigts le sang coule à flots. Je me colle contre le mur et à bout de bras, je tends ma mitraillette et vise la cour. Les Russes se mettent en mouvement. Je vois des silhouettes qui rampent le long des couloirs du rez-de-chaussée. Elles se dirigent vers l'escalier.

Le capitaine B. accourt : dans les couloirs du rez-de-chaussée nous n'avons plus personne. Les Russes ont tué tout le monde, dit-il d'une voix basse et rauque.

Le commandant Ficzek lance une contre-attaque. Choissant bien son moment, il veut surprendre les Russes par derrière, d'un couloir dérobé du rez-de-chaussée. L'objectif est de reprendre la porte principale. Les grenades à main éclatent, l'attaque russe est stoppée, mais les hommes du commandant doivent chercher refuge dans la cour. C'est de là qu'ils tirent sur les mitrailleuses russes stationnées à la porte d'entrée. Un nouvel obus éclate. Il faut reconnaître que les mouvements russes sont bien ordonnés ; leurs projectiles, avec une précision inouïe, arrosent la cour. Le commandant Ficzek est obligé de se retirer, mais il assure d'abord le retrait de ses hommes qui traversent la cour. Il est atteint par un éclat d'obus. Il vit encore lorsqu'une infirmière en blouse blanche, profitant d'un moment d'accalmie, se précipite dans la cour et veut traîner le blessé sous le toit. C'est à ce moment qu'une rafale de mitraillette les fauche tous les deux.

Il est onze heures du matin.

Du côté du boulevard Ferenc, les Russes ont atteint le premier étage et nous devons nous replier au second. Nos camarades non armés nous suivent. Nous nous apercevons d'ailleurs que nous manquons non seulement d'armes, mais aussi de munitions. Le bombardement soviétique se poursuit, mais l'infanterie ne tente pas de nouvel assaut. Nos armes se font de moins en moins entendre. Notre mitrailleuse s'est tue depuis près d'une heure et demie. Nous nous réunissons pour un court conciliabule : nous devons nous rendre à l'évidence : il faut évacuer la caserne. Pour nous armer, nous pourvoir en munitions, il faut sortir coûte que coûte ; si nous restons, nous mourons tous comme des rats. Au Franzstadt nous pourrions sans doute rejoindre les rangs des insurgés ou ceux de la garde nationale.

Sur l'arrière de la caserne un pan de mur étroit, sans fenêtres, donne sur la rue Tzoltó : c'est par là que nous devons tenter la fuite. Deux Honvéds se chargent de reconnaître le terrain et de voir si les Russes ne nous ont pas encerclés. Nous rassemblons des couvertures et des draps et en faisons des cordes. Entre temps, les deux camarades sont arrivés en bas ; ils nous font signe : nous pouvons venir, la rue est déserte. Nous descendons d'abord les blessés, puis nous suivons un à un. Déjà dix de nos hommes sont en bas ; ils se retirent et préparent le repli des autres. Les bombes tombent plus dru, si nous ne nous pressons pas, nous écopons.

J'ai quitté le bâtiment parmi les derniers ; dans la rue il n'y a presque point des nôtres, ils ont trouvé refuge dans les immeubles avoisinants. Mais le capitaine Csiba est encore dans la caserne ; malheureusement nous ne pouvons pas l'attendre. Nous nous retirons, à quelques uns, vers la rue Angyal. Là, nous rencontrons un lieutenant d'artillerie qui nous fait le récit de l'attaque de ce matin. Il faisait partie du bataillon de Piliscsaba et montait la garde, à l'aube devant le pont Petöfi. Il a assisté sans broncher à l'alignement des blindés soviétiques, à leurs mouvements. Sans broncher, car il avait ordre de n'ouvrir le feu que si les unités soviétiques attaquaient. C'est ainsi que les blindés soviétiques ont réussi à traverser le pont sans combat et ont pris position autour de la caserne.

Nous nous installons dans une maison d'où nous voyons la caserne, nous sommes pourvus de munitions, d'essence, de bouteilles. Nous confectionnons des cocktails Molotov et attendons l'attaque des Russes. Ils viendront, nous en sommes persuadés. Pourtant, l'attaque tarde : tout l'après-midi et même la nuit restent calmes. Ils ne se sont pas encore aventurés dans les petites rues. Ou bien, attendent-ils des renforts ? Nos détachements de reconnaissance ne peuvent pas quitter le quartier de Ferencváros ; le long du boulevard, des chars soviétiques montent la garde. La rue Tompa annonce : l'infanterie soviétique est prête à attaquer place Haller. D'autres nouvelles nous parviennent : le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni. Des événements capitaux peuvent intervenir à tout moment, ils ne peuvent rester indifférents, c'est impossible !

Lundi 5 novembre.

La matinée est calme. De temps à autre, un char soviétique longe le boulevard à toute allure, quelques coups de feu claquent sur son passage, puis de nouveau c'est le silence... Pas d'électricité, pas d'eau ; on raconte que les Soviétiques ont arrêté le fonctionnement des services publics. La rue Tompa annonce : l'ONU a décidé d'intervenir. Dans une maison, nous trouvons un poste de TSF à piles. Nous ne pouvons pas prendre les postes étrangers, mais tout à coup on entend Szolnok. Nous apprenons que le gouvernement fantoche Kádár-Münnich annonce sa formation... Puis de la musique de danse. Toujours de Szolnok. Qu'est-ce qui

peut les mettre de si bonne humeur, que fêtent-ils ainsi ? Sont-ce les ruines, les destructions, les massacres ?

L'après-midi le silence persiste. Nous ne pouvons pas rester inactifs. « Allons reprendre la caserne ! » Mon groupe et un peloton de gardes nationaux se dirigent vers la cour de derrière de la caserne Kilián. Nous nous couvrons les uns et les autres, surveillant surtout les fenêtres, et atteignons le bâtiment. Pas un Russe nulle part, seuls les cadavres nous accueillent, hongrois et russes, les uns sur les autres. Nous brisons la porte du magasin de ravitaillement et nous faisons transporter les vivres dans la rue Tüzoltó. Nos soldats les distribuent parmi la population.

[...] Je monte au premier étage, c'est plus fort que moi, il faut que j'aille voir le bureau du colonel Maléter. C'est là que se trouve également mon bureau qui est demeuré intact. Je n'ai pas les clefs, je force la serrure des tiroirs, j'en sors les papiers, les dossiers et les jette dans le poêle. J'ai à peine le temps d'y mettre le feu que les obus soviétiques pleuvent sur nous, plus denses que jamais. Les Russes ont dû remarquer quelque chose et ont concentré leur tir sur la caserne déjà en ruines. Le lieutenant d'artillerie nous crie du rez-de-chaussée : sortons d'ici, où nous y resterons tous ! La caserne sera rasée !

Nous nous replions en hâte. Nous regrettons seulement de ne pas avoir pu sortir tous les vivres. Nous n'avons ni mort, ni blessé. Mais le sort de la caserne est scellé. Toute la nuit, les Russes n'ont pas cessé de bombarder, de détruire la caserne Kilián. Le bâtiment donnant sur le boulevard Ferenc a pris feu, celui de derrière s'est écroulé. Pourtant les murs avaient un mètre d'épaisseur, mais ils n'ont pas pu résister à la destruction soviétique.

Mardi 6 novembre.

Nous sommes enfermés dans l'immeuble, coupés du monde extérieur. Cette nuit, deux de mes soldats ont été blessés ; de la rue un homme âgé a été amené, une balle dans l'estomac. Si nous pouvions le conduire à l'hôpital, on pourrait peut-être le sauver, mais personne n'ose se risquer sous la pluie de balles. Nos deux soldats blessés délirent. Les Russes s'engagent maintenant dans les petites rues. Ils ont peut-être reçu des renforts, ou bien ils jugent que la résistance des insurgés n'est plus bien dangereuse ? Leur première tentative échoue pourtant. À l'angle de la rue Tompa, ils perdent un char ; la garde nationale tient bon. Les

Russes font partir leurs chars deux par deux, le premier devant couvrir l'autre. Ainsi, ils progressent petit à petit jusqu'à la rue Angyal. Au coin de la rue Tompa, un blindé du type J.V. Staline tire à la mitrailleuse dans les fenêtres, tandis que le second passe lentement dans la rue ; ses chenilles grondent devant notre maison et le vieil immeuble tremble. De la maison d'en face une bouteille à essence tombe sur le char, glisse sur sa carapace et se brise à côté où elle prend feu. Nous tirons à la mitraillette, mais en vain. Le blindé poursuit son chemin.

Bientôt des obus éclatent dans la rue. Les Russes cherchent les nids de résistance. Cette nuit, l'infanterie soviétique s'est mise de la partie. Les soldats sont précédés par un char, trois autres les suivent à quelques mètres. Le pinceau lumineux des projecteurs balaie les murs et les soldats russes défilent en nombre.

Tout est fini !

Tirer, désormais, c'est livrer à l'assaillant les habitants sans défense de l'immeuble que nous occupons.

Mercredi 7 novembre.

Aujourd'hui les Russes ont occupé la caserne Kilián. D'une fenêtre nous avons vu les soldats qui pénétraient par la cour de derrière. Plus tard, on nous a raconté qu'ils étaient conduits par un officier qui parlait parfaitement le hongrois. Ils ne rencontraient plus aucune résistance, mais leurs fusillades désordonnées ont blessé plusieurs civils. Ils se sont saisis d'une jeune fille d'une vingtaine d'années coupable d'avoir jeté des bouteilles d'essence sur les chars. Ils l'ont gardée quelque temps, puis ils l'ont exécutée dans la cour de la caserne. Ils ont ainsi massacré plusieurs personnes dans notre caserne.

Document 3

Information**du ministère de la Défense de l'URSS
sur la situation en Hongrie à 9 heures,
10 novembre 1956**

Au cours de la journée du 9 novembre, nos troupes ont poursuivi la liquidation de petits groupes d'insurgés, ont désarmé les ex-militaires de l'armée hongroise et ont également procédé à la saisie des armes chez la population.

Un groupe d'insurgés a opposé une résistance acharnée dans un faubourg de Budapest, à l'extrémité nord de [l'île de] Csepel. Dans ce quartier, trois de nos tanks ont été détruits et brûlés.

La situation à Budapest reste difficile, la population manque de vivres et de combustible. Le gouvernement de J. Kádár, conjointement avec le commandement des troupes soviétiques, prend des mesures pour assurer le ravitaillement de la population de Budapest.

G. Joukov

Publié dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*
du CERMTRI, n° 31

Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.

Document 4

Téléphonogramme envoyé de Budapest au comité central du PCUS par d'Ivan Serov, 9 novembre 1956

Au secrétaire du comité central du PCUS, le camarade Khrouchtchev N. S.

Hier, le ministre de la Sécurité, le camarade Münnich, a envoyé un ordre aux administrations régionales où il indiquait que, sur place, en dépit de l'interdiction du gouvernement, on constituait des organes de sécurité. C'est pourquoi il ordonnait à tous les collaborateurs de la sécurité de cesser tout travail dans ces organes et de rentrer chez eux.

Considérant que ce sont les collaborateurs hongrois des organes de sécurité, apparus après la prise des villes par les troupes soviétiques, qui, dans les sections spéciales des divisions, sont chargés de l'arrestation des insurgés contre-révolutionnaires, j'ai parlé aujourd'hui avec Münnich et lui ai demandé comment il envisageait de mener le travail de recherche et d'arrestation des éléments contre-révolutionnaire, après un tel décret. Le camarade Münnich m'a répondu qu'il avait émis cette directive sur la base des instructions données par le gouvernement, comme prévu dans la déclaration du gouvernement.

Peu après, le camarade Kádár est arrivé dans le cabinet du camarade Münnich et a dit qu'il voudrait me parler. Au cours de la conversation, le camarade Kádár s'est arrêté sur les points suivants :

1. Des représentants de certaines régions, notamment de Szolnok, ont dit à Kádár que les officiers de l'armée soviétique procèdent à de nombreuses arrestations et n'arrêtent pas seulement les éléments contre-révolutionnaires, mais également des participants de base au soulèvement. Ils considèrent qu'il ne faut pas faire cela, car les participants au soulèvement craignent beaucoup la vengeance du gouvernement, alors que, dans sa déclaration, celui-ci a dit que ceux qui rendraient les armes et cesseraient la résistance ne seraient pas punis. Le gouvernement

hongrois ne doit pas se venger et se montrer cruel envers de tels éléments.

Et ensuite: le représentant de la région de Szolnok a dit à Kádár que, quand, dans la région, on avait arrêté 40 personnes, les représentants des ouvriers sont arrivés et ont dit qu'ils ne travailleraient pas tant qu'on ne libérerait pas les détenus. Dans d'autres régions, le bruit a couru qu'on en avait arrêté 6 000. Le camarade Kádár a indiqué que les anciens membres des services de sécurité, que le gouvernement a dissous, procèdent à des arrestations. Ce n'est pas notre intérêt devant le peuple que des membres des organes de sécurité hongrois participent aux arrestations. Nous devons considérer que l'état d'esprit des masses joue chez nous un grand rôle. Par leurs arrestations, les camarades soviétiques et nos collaborateurs des organes de sécurité peuvent susciter l'indignation des masses.

J'ai dit que les collaborateurs des organes de sécurité hongrois font actuellement un travail positif en arrêtant des insurgés contre-révolutionnaires. Dans quelques jours, quand les individus qui représentent un danger pour le gouvernement actuel seront isolés, alors, on pourra transférer ces collaborateurs sur un autre travail. Les camarades Kádár et Münnich ont été d'accord avec cette position.

J'ai expliqué au camarade Kádár que les sections spéciales des divisions ont reçu l'ordre d'arrêter tous les organisateurs de l'insurrection qui ont résisté les armes à la main aux unités de l'armée soviétique et tous les citoyens qui ont suscité et enflammé la haine populaire (pendant la période du gouvernement Nagy) contre les communistes et les collaborateurs des organes de sécurité, à la suite de quoi nombre d'entre eux ont été fusillés, pendus, brûlés. En ce qui concerne les participants du rang au soulèvement, ils ne sont pas arrêtés. Les camarades Kádár et Münnich ont été d'accord que ces instructions étaient justifiées.

Ensuite, j'ai ajouté qu'il n'était pas exclu qu'il y ait eu quelques arrestations non conformes aux instructions. C'est pourquoi les détenus sont soigneusement filtrés et ceux qui n'ont pas joué un rôle actif dans l'insurrection sont libérés.

Considérant l'attitude libérale adoptée par les dirigeants en Hongrie envers les ennemis, j'ai donné les instructions aux sections spéciales de transférer au plus tôt tous les détenus des

régions et des villes vers la gare de Csap, et expliqué les questions d'organisation des « départements politiques » dans les régions.

2. Ensuite, le camarade Kádár a dit qu'au ministère de l'Intérieur (à Budapest), où sont concentrés un grand nombre de collaborateurs de la sécurité, il y a une atmosphère malsaine, parce que, parmi eux, certains ont travaillé sous Rákosi et ont joué un rôle négatif. C'est pourquoi il considère qu'il faut immédiatement déplacer ces camarades, leur donner un travail ailleurs.

De plus, il juge utile de dissoudre la direction de la garde, car ce sont des gens malhonnêtes.

J'ai exprimé le souhait que le camarade Münnich promulgue au plus vite, comme nous en avons convenu, un décret sur l'organisation d'une police populaire et qu'il la renforce par les collaborateurs honnêtes les plus dévoués, et également qu'il mette en place un « département politique » (un département de la sécurité) qui puisse se mettre au travail. Alors, la question sera réglée.

Nous avons convenu avec le camarade Münnich que, dans le département politique du centre, il n'y aurait pas plus de 20-25 collaborateurs officiels, les autres resteront secrets.

Feront partie du « département politique » : le service d'espionnage à l'étranger, le contre-espionnage, le service secret politique, le service d'enquête et le service spécial de tactique opérationnelle.

Le camarade Münnich a dit qu'il signerait demain un décret en ce sens.

Je fais une note à part sur le nombre d'arrestations et la saisie des armes.

Chapitre 10

Les conseils ouvriers face à l'armée soviétique

Face à la machine de guerre russe, face au commandement de l'armée d'occupation, il n'y eut plus de gouvernement reconnu. Le seul pouvoir reconnu non seulement par les travailleurs mais par l'ensemble de la population fut les conseils ouvriers des villes et des régions industrielles. Et ce fut, dans les jours suivants, principalement le Conseil central ouvrier du Grand Budapest.

Comme il a été dit ci-dessus, pendant la période insurrectionnelle déjà, il y avait eu une tendance des conseils ouvriers des différentes grandes entreprises à se centraliser en conseils d'arrondissement. Mais les différents conseils ouvriers de la ville et, derrière eux, l'ensemble des travailleurs de la capitale, essentiellement occupés à assurer la victoire de l'insurrection sur le plan militaire, avaient d'autant moins éprouvé le besoin de se centraliser au niveau de Budapest que celle-ci était la capitale, la ville où siégeait le gouvernement Nagy reconnu par tous. Mais, avec la disparition de ce gouvernement, émergea l'idée que, face au gouvernement fantoche de Kádár, il fallait un pouvoir de conseils ouvriers à l'échelle de l'ensemble de la ville pour être l'interlocuteur du commandement soviétique.

Cela était déjà le cas dans un certain nombre de villes industrielles, notamment à Miskolc. Mais, évidemment, l'apparition d'un Conseil central ouvrier dans la capitale eut une tout autre signification politique.

Incapable de briser la résistance de la classe ouvrière, même avec l'aide de l'armée soviétique, Kádár choisit dans un premier temps de temporiser et de ruser. Il fit mine de reconnaître les conseils ouvriers. Il en reçut les représentants à plusieurs reprises. Mais il chercha à limiter cette reconnaissance en cantonnant le rôle des conseils ouvriers à la gestion de leurs entreprises.

Le gouvernement rédigea décret sur décret pour délimiter les prérogatives des conseils ouvriers. Mais il n'y eut personne pour appliquer ces décrets, ni quelqu'autre décret que ce soit. Le gouvernement n'avait ni police ni armée ni administration. Ou, plus exactement, c'est l'armée soviétique qui servit d'administration pendant quelques jours, durant lesquels c'est Greben-nik, commandant de l'armée soviétique à Budapest qui prit et fit exécuter les décisions qui concernaient la vie de la capitale, jusqu'aux heures d'ouverture et de fermeture des commerces ou le transport et la circulation.

Mais l'armée soviétique elle-même fut impuissante à organiser un minimum de vie collective face à la grève générale. Son commandement ajouta la répression aux admonestations inefficaces. Outre les arrestations d'un certain nombre d'insurgés, il fit circuler des camions militaires soviétiques dans la capitale, ramassant des piétons au hasard des rencontres. Le bruit courut que les personnes ramassées étaient aussitôt déportées en Union soviétique. Il est difficile de savoir, même bien après coup, combien de femmes, d'hommes et surtout de jeunes furent déportés pendant cette première période de l'occupation soviétique. Mais le but était de toute façon de créer un climat de crainte. Même si nombre de bruits ont circulé au sujet de wagons fermés qui traversaient la frontière à Zahony et si, en effet, la peur monta dans la population, cela ne suffit pas à arrêter la grève.

Les premiers jours de surprise et de combat passés, les conseils ouvriers des grandes entreprises de Budapest se mirent non seulement à se réunir et à se retrouver autour d'activités fiévreuses, mais aussi à chercher à prendre contact les uns avec les autres. Comme dès le début du mouvement, ce furent les grandes entreprises des arrondissements ouvriers de Ujpest, Angyalföld, Csepel qui furent à la pointe de l'organisation.

Le 12 novembre, les délégués de plusieurs grandes entreprises de Ujpest se retrouvèrent pour élaborer des revendications communes. Il en sortit un programme en huit points qui influença fortement les textes ultérieurs émanant des conseils ouvriers de la capitale. Le premier point était : « *Nous soulignons*

que la classe ouvrière révolutionnaire considère les usines, la terre, comme propriété du peuple travailleur ». Suivaient ensuite les exigences qui sortaient de partout : « *Libération des révolutionnaires détenus, retour de Imre Nagy à la tête du gouvernement, cessez-le-feu immédiat et évacuation des troupes soviétiques* ». De cette réunion sortit un appel proposant la formation d'un conseil central ouvrier pour Budapest. Un texte fut rédigé, approuvé par le conseil ouvrier révolutionnaire de Ujpest, s'adressant aux travailleurs de l'ensemble des usines de Budapest et leur demandant d'envoyer, le 13 novembre, des délégués à la mairie de Ujpest « *en vue de former le Conseil central ouvrier de Budapest* ».

Il y avait déjà eu des rencontres entre les conseils ouvriers des principales entreprises, même avant la deuxième intervention soviétique. C'est ainsi que le 31 octobre 1956 se réunirent des représentants de vingt-quatre grandes entreprises de la capitale. Une sorte de parlement ouvrier avec, entre autres, les délégués de l'usine de wagons Ganz, du chantier naval de Buda, des usines de machines Mávag et Láng, des usines d'appareils électriques Beloianis et Egyesült Izzó. Cette réunion cherchait déjà à formuler un programme pour l'avenir, pour après la révolution, autour « *des droits et des activités des conseils ouvriers* ». Le programme affirmait que « *l'usine appartient aux ouvriers* » pour définir en une série de points, notamment, qu'il doit appartenir aux conseils ouvriers de « *décider la fixation et la détermination de la base des salaires* », « *engager le directeur de l'entreprise qui doit être responsable devant le conseil ouvrier* », « *approuver chacun des plans de l'entreprise* ».

La centralisation à partir des conseils ouvriers d'entreprise créant des conseils ouvriers d'arrondissement pour aboutir à un Conseil central ouvrier de Budapest, obéissait à une dynamique puissante. Elle ne s'imposa pas à partir du programme d'un parti politique. Elle vint des profondeurs de la masse ouvrière qui ressentait plus ou moins clairement que les problèmes ne se résoudraient pas usine par usine mais au niveau de l'ensemble des entreprises et de l'ensemble des travailleurs.

C'est cependant après l'invasion soviétique et la disparition du gouvernement de Nagy que cette tendance alla jusqu'au bout dans un contexte particulièrement difficile car cela se fit en présence de l'armée d'occupation, sous ses yeux et sous la pression de sa menace. Pour parcourir les différentes étapes conduisant au Conseil central ouvrier, pour procéder d'abord à l'élection des délégués puis à leur réunion, il fallut une très grande détermination, mais aussi savoir ruser, savoir modifier la tactique, changer au dernier moment le lieu de réunion.

L'émergence du Conseil central ouvrier de Budapest fut un fait politique majeur car elle indiqua la volonté, là encore plus ou moins clairement formulée, de la masse des travailleurs de construire un contre-pouvoir.

Le programme des conseils ouvriers contenait, dès leur formation, des objectifs politiques qui, au fil du temps, devinrent prépondérants, voire exclusifs par rapport aux revendications salariales ou catégorielles. Cette tendance n'alla pas jusqu'à la mise en cause du pouvoir tant qu'il y eut le gouvernement Nagy.

Comme il a été dit plus haut, après le tournant du 28 octobre où Nagy changea de langage et reprit clairement à son compte les objectifs les plus importants de l'insurrection : l'évacuation des troupes soviétiques, la dissolution de l'AVH, la reconnaissance des libertés démocratiques et la fin du système du parti unique, sa personne devint le centre de gravité où se rencontrèrent les lignes de force émanant des masses insurgées, celles venant de l'appareil d'État et de son aspiration à l'autonomie et même, jusqu'à un certain point, la tentation pour la direction soviétique d'une sorte de compromis à la Gomulka. En d'autres termes, son pouvoir, par ailleurs pratiquement inexistant – rappelons qu'il ne pouvait compter sur aucune force de répression fiable – reposait sur un équilibre instable non seulement entre l'ensemble des forces insurgées et la menace de la bureaucratie soviétique et de son armée toujours présente dans le pays, mais aussi entre les différentes aspirations à l'intérieur même du camp de l'insurrection.

En somme, même si nombre de travailleurs regardaient Nagy et son gouvernement avec méfiance, celui-ci était reconnu par tous comme le gouvernement qui incarnait la légitimité face aux Soviétiques. Il pouvait être critiqué et il l'était beaucoup par nombre de conseils ouvriers qui lui reprochaient la lenteur et la prudence de ses décisions, ou leur absence. Nombreuses ont été les exigences à son égard, les pressions sur son gouvernement. Mais ces exigences même étaient l'expression de sa légitimité. C'était, aux yeux des plus critiques, à Nagy et à son gouvernement de défendre les exigences des insurgés face aux Soviétiques.

Dès cette époque-là cependant, se fit jour du côté des conseils ouvriers l'expression de leur aspiration à ce que leur pouvoir économique devienne un pouvoir politique. C'est ainsi, par exemple, que le conseil ouvrier du comitat de Borsod, dont le chef-lieu est Miskolc, déclara sur les ondes de la radio locale qu'il *« condamne avec vigueur la mise en avant de l'organisation des partis politiques [...] et proteste contre toute tentative de restauration bourgeoise et foncière »*.

De plus, dès le 28 octobre, ce conseil ouvrier s'adressa à tous les conseils des villes de province *« pour coordonner leurs efforts en vue de créer un seul, unique et puissant mouvement »*. Le 2 novembre, une autre déclaration du président de ce conseil ouvrier annonça : *« Le gouvernement doit proposer la formation d'un conseil national révolutionnaire s'appuyant sur les conseils ouvriers départementaux et composé de délégués démocratiquement élus. Avec cela, on doit prononcer la dissolution de l'ancienne Assemblée nationale. »* Signe en tout cas qu'au milieu des revendications générales et vagues du fait de leur généralité comme *« fin du système du parti unique »* ou *« des élections libres »*, objectifs sur lesquels se retrouvaient tous les courants politiques, à l'exception des partisans de Rákosi, commença à s'exprimer une revendication qui ressemblait au *« Tout le pouvoir aux soviets ! »* de l'année 1917. Mais il n'y avait aucun parti, aucune force politique pour exprimer clairement l'idée et pour se battre sur cet objectif.

L'invasion soviétique, la disparition du gouvernement de Nagy et son remplacement par le fantoche Kádár, que personne à cette époque ne prenait pour un gouvernement, donnèrent à cette tendance une forme cristallisée. Si la proposition du conseil ouvrier de Ujpest fut non seulement reprise quasi immédiatement mais, plus important encore, réalisée aussitôt, c'est que l'idée était dans l'air du temps ou, plus exactement, dans les têtes, dans la conscience de dizaines et de dizaines de milliers de travailleurs de Budapest.

Les réunions préparatoires virent émerger les leaders ouvriers qui, pendant les semaines suivantes, jouèrent un rôle décisif dans la fondation du Conseil central ouvrier. Il y avait parmi eux les représentants des usines de machines-outils Láng et Magyar Acél, de l'usine Egyesült Izzó, une des premières, rappelons-le, à créer un conseil ouvrier au lendemain du 23 octobre, et qui fabriquait des ampoules électriques et des pièces détachées pour postes de radio. Il y avait aussi l'usine électrique Beloianis, l'usine optique Gamma et, à l'autre extrémité de Budapest, les usines sidérurgiques et métallurgiques de Csepel.

Ce sont les délégués de ces entreprises, secondés par des étudiants révolutionnaires qui aidèrent à la rédaction et à la diffusion de tracts, qui se répandirent dans les autres entreprises de la capitale. Et en un ou deux jours, l'affaire fut bouclée. Les entreprises élurent leurs délégués. Balázs Nagy, qui a consacré une importante brochure à la « *Formation du Conseil central ouvrier de Budapest en 1956* », dont il a été un témoin direct, souligne à juste titre : « *L'élection des délégués se passa démocratiquement du bas vers le haut. D'abord, dans les usines, les ouvriers eux-mêmes désignèrent parmi les membres du conseil ouvrier celui qui irait à la réunion. Ce ne fut pas le conseil ouvrier qui le désigna mais l'ensemble des ouvriers* » (souligné par l'auteur). En d'autres termes, ce ne furent pas des élections indirectes mais la démocratie ouvrière directe.

Quelque quatre cents à cinq cents délégués furent ainsi élus, qui se retrouvèrent à la réunion constituante du Conseil central ouvrier. La quasi-totalité des grosses entreprises de Budapest

furent représentées. Il y avait aussi des délégués de province, en particulier de deux conseils ouvriers particulièrement actifs pendant la révolution, celui du comitat de Borsod avec Miskolc et celui de la ville industrielle de Győr en Transdanubie.

Le Conseil central veilla scrupuleusement à ce que tous les délégués soient des travailleurs réellement et démocratiquement élus par leurs entreprises. Sur la composition de ce Conseil central ouvrier, nous redonnons la parole à Balázs Nagy : *« Beaucoup des délégués, plus ou moins âgés, étaient d'anciens militants du mouvement ouvrier. L'expérience leur fut acquise par la lutte syndicaliste, lors de la République des Conseils de 1919 et dans le parti social-démocrate. Beaucoup d'entre eux furent emprisonnés pendant la période staliniste pour leurs idées et pratiques socialistes. Parmi eux, plusieurs furent membres du Parti communiste lorsque celui-ci, après la guerre, se présenta comme un véritable parti ouvrier. Puis les années passèrent, ils restèrent ouvriers et découvrirent la « grande fraude » du parti, soit dans les prisons, soit dans la périphérie du mouvement. Par exemple, 90 % des membres du conseil ouvrier de l'Usine d'appareils téléphoniques furent membres du Parti communiste.*

[...] Ces membres, anciens syndicalistes, sociaux-démocrates, communistes et d'autres tendances socialistes se trouvèrent unis dans le conseil. Ainsi, ces conseils et leur réunion du 14 novembre traduisaient la véritable unité ouvrière, mais sans appareils et partis et en s'appuyant uniquement sur l'activité spontanée des travailleurs.

L'autre caractéristique des conseils ouvriers et de la réunion fut la participation massive des jeunes. Presque la moitié des membres et délégués furent de jeunes ouvriers âgés de 23-28 ans. Rappelons au lecteur qu'en 1945, lors de l'effondrement de l'ancien régime, ces jeunes n'avaient que 12-17 ans, ils furent donc éduqués par la démocratie populaire.

[...] Les délégués des usines suivantes furent présents : Combinat sidérurgique et métallurgique de Csepel, Usine d'huile végétale de Csepel, Construction automobile de Csepel, Beloiannis, Appareils téléphoniques, Compagnie des tramways, Mávag, Usine

électrique Ganz, Usine de wagons Ganz, Usine d'aluminium, Láng, Magyar Acél, Chantier naval Ganz, Hazai Fésüsfonó (grande filature du xx^e arrondissement), Egyesült Izzó, Magyar Pamut (grande filature d'Ujpest), Régie optique hongroise, Gamma, etc. »

Ces centaines de délégués venus de différentes entreprises de la capitale, lesquels pour la plupart ne se connaissaient pas auparavant, durent se mettre d'accord sur une exigence commune aux travailleurs de la capitale et régler un nombre impressionnant de problèmes d'organisation. Et tout cela, il faut le rappeler sans cesse, dans une ville occupée par l'armée soviétique.

Sur les questions politiques, le conseil parvint d'autant plus rapidement et facilement à une série d'objectifs que celles-ci étaient communes à l'ensemble des travailleurs qu'il représentait. La cacophonie du début et l'apparente anarchie de l'assemblée cédèrent la place à une discipline collective. Au fil des débats, émergèrent les leaders naturels qui dominèrent le conseil ouvrier de Budapest et qui furent élus dans l'organe exécutif.

Ainsi Sándor Bali, serrurier-outilleur, délégués de l'usine Beloiannis, âgé de 38 ans, qui avait participé quelques jours auparavant à une première rencontre entre Kádár (voir dans « Documents - témoignages » la relation que fait Töke de cette rencontre) et les représentants des conseils ouvriers, prit un poids évident dans l'assemblée. Balázs Nagy résume l'intervention de Bali : *« Le point de départ des ouvriers devrait être, bien sûr, leur non-reconnaissance du gouvernement Kádár. Mais, par contre, ils devraient créer un organe et l'imposer au gouvernement. Seul, cet organe serait capable d'arracher à Kádár les concessions nécessaires. Les délégués devraient fonder le Conseil central ouvrier qui, s'appuyant sur la grève générale, résumerait les revendications ouvrières et transmettrait au gouvernement. Jusqu'à l'acceptation de ces revendications, la grève continuerait. Les délégués, l'un après l'autre, prirent la parole et se déclarèrent favorables à la proposition de Bali. Le refus de Kádár, soulignèrent-ils, rend nécessaire une manifestation des forces de la classe ouvrière, de façon à ce qu'elle arrache l'acceptation de ses revendications et, en conclusion, augmente la nécessité de créer*

un conseil central ouvrier ». Cela fut décidé à l'unanimité. Arrêté à plusieurs reprises, d'abord par les troupes d'occupation puis par la police de Kádár, chaque fois relâché, Bali fut emprisonné en mars 1957 puis condamné à douze ans de détention. Il fut libéré lors de l'amnistie de 1963. Son ancienne entreprise, l'usine Beloïannis ne l'ayant pas repris, il trouva une place d'outilleur à l'usine Egyesült Izzó où il finit sa vie active. Son enterrement, en 1982, fut l'occasion de funérailles politiques où se retrouvèrent plusieurs centaines de travailleurs emprisonnés ou poursuivis à l'époque pour leur rôle en 1956.

L'assemblée du conseil ouvrier de Budapest élit un organe exécutif d'une vingtaine de membres. Ceux-ci, après avoir présidé à tour de rôle leurs réunions, choisirent plus tard pour président un jeune ouvrier de vingt-trois ans, métallo de métier, Sándor Rác. L'ensemble était un mélange de jeunes travailleurs, d'à peine plus de vingt ans, c'est-à-dire des enfants du régime de démocratie populaire, et de travailleurs plus âgés qui, comme Bali, avaient déjà un passé militant dans le mouvement ouvrier au temps du régime de Horthy ou dans les années d'après 1945. Pour ce qui est de la composition selon le métier, Balász Nagy remarque que, parmi eux, *« il y eut sept métallos et plus tard huit avec Rác. En même temps, il y eut quatre ingénieurs dont trois, jeunes ouvriers (c'est-à-dire d'anciens ouvriers formés en cours du soir pour devenir ingénieurs). Il est intéressant de savoir que plusieurs d'entre ces métallos étaient serruriers-outilleurs : Sándor Bali, Sándor Balász, Ferencs Töke et Sándor Rác. Fait intéressant car il est connu que le travail d'un serrurier-outilleur exige une intelligence développée. Le serrurier-outilleur travaille indépendamment car, en général, il forme les modèles et, par conséquent, son travail est incompatible avec la série. On dit que le serrurier-outilleur est le noble des métallos. En Hongrie, par exemple, cette couche d'ouvriers donna beaucoup de combattants remarquables au mouvement ouvrier. »*

À remarquer qu'à l'occasion de cette assemblée constituante du Conseil central ouvrier de Budapest, fut évoquée, par une partie des participants, l'idée d'appeler à la formation d'un

conseil central ouvrier de l'ensemble du pays. La proposition fut écartée à cette occasion par la majorité avec des arguments tenant de la démocratie ouvrière, à savoir que, dans cette assemblée, les usines et les villes de province étaient peu représentées. Les représentants des ouvriers de Budapest ne se sentaient pas le droit de décider en leur nom même en se limitant à lancer un appel dans ce sens. Argument politiquement discutable, mais il correspondait au sentiment profondément démocratique des masses ouvrières en mouvement.

Si l'assemblée constituante du conseil ouvrier fut largement représentative, toutes les entreprises n'envoyèrent pas de délégués. Aussi, un des premiers actes du conseil ouvrier fut d'appeler tous les conseils ouvriers à envoyer des délégués au Conseil central ouvrier. L'assemblée décida également de prendre contact avec le gouvernement pour exposer les exigences de la classe ouvrière dans une déclaration qui tint lieu en même temps d'acte de fondation du conseil ouvrier :

«Aujourd'hui, le 14 novembre 1956, les délégués des conseils ouvriers d'arrondissements ont formé le Conseil central ouvrier du Grand Budapest. Le Conseil central ouvrier a reçu le pouvoir de négocier au nom des ouvriers de toutes les entreprises situées sur le terrain de Budapest, et de décider de l'arrêt ou de la reprise du travail. Nous proclamons notre rigoureux respect des principes du socialisme. Nous considérons les moyens de production comme propriété collective que nous sommes toujours prêts à défendre.

Nous, les ouvriers, estimons que le rétablissement du calme et de l'ordre exige l'attribution de la direction à une personnalité jouissant de la confiance du peuple. Nous proposons donc que le camarade Imre Nagy assume la direction du gouvernement.

Nous protestons contre le fait qu'au sein des nouveaux organes de sécurité, on nomme les membres des anciens services de sécurité de l'État (AVH). Nous voulons que les hommes constituant ces nouveaux organes de sécurité soient recrutés parmi les jeunes révolutionnaires, les membres de la police et de l'armée restés fidèles au peuple et les ouvriers d'usines. Le nouvel organisme de

sécurité ne peut en aucun cas assurer la défense d'intérêts de parti ou de particuliers.

Nous exigeons qu'une liberté absolue soit garantie à tous ceux qui luttent pour la liberté, entre autres à Pál Maléter et à ses camarades. Nous demandons la libération de tous les détenus actuels.

Nous demandons le retrait rapide des troupes soviétiques afin que l'amitié entre notre pays et l'URSS soit renforcée. La possibilité d'une reconstruction pacifique de notre pays doit nous être garantie.

Nous revendiquons que la radio et la presse ne diffusent plus des informations qui ne correspondent pas aux faits.

Tant que nos exigences ne seront pas satisfaites, nous ne permettrons que le fonctionnement des entreprises indispensables pour assurer la vie quotidienne de la population. Les travaux d'entretien et de reconstruction ne seront poursuivis que dans la mesure où ils répondent aux besoins immédiats de l'économie nationale.

Nous exigeons l'abolition du système unipartite et la seule reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme.

Le travail sera repris dès que nous recevrons des réponses satisfaisantes.»

Néanmoins, confronté à la situation de plus en plus difficile des ouvriers, le Conseil central ouvrier de Budapest décida de suspendre la grève. Le 16 novembre, Sándor Rácz lut à la radio l'appel suivant : « À nos frères travailleurs ! Dans la situation critique d'aujourd'hui, la raison et la conscience, ainsi que nos cœurs d'ouvriers, nous commandent de vous demander de reprendre le travail le matin du 17 en maintenant l'engagement en faveur de la grève. Nous tenons à vous dire avec solennité que cette décision ne signifie pas que nous abandonnons quoi que ce soit des objectifs de notre soulèvement. Les discussions continuent et notre conviction est que les questions qui restent en suspens pourront être résolues d'un commun accord ».

Le raisonnement des membres du conseil semble avoir été d'administrer la démonstration que si les négociations avec le gouvernement n'aboutissaient pas, c'était la faute de celui-ci.

De plus, ils se sentaient la force de faire aussi la démonstration, cette fois à l'égard du gouvernement, que s'ils avaient la capacité de faire ce que le gouvernement était absolument incapable de faire, c'est-à-dire la reprise du travail, ils avaient la capacité de l'arrêter de nouveau quand ils voulaient. Ils montrèrent les 11 et 12 décembre qu'ils en avaient, en effet, la capacité. Mais ce fut, aussi, la dernière fois.

Du conseil ouvrier de Budapest émergea donc un véritable contre-pouvoir. Peut-on parler pour autant d'un double pouvoir ? En un certain sens, oui. Face au pouvoir du gouvernement Kádár reposant pour ainsi dire uniquement sur les troupes russes, le Conseil central ouvrier représenta le seul pouvoir reconnu par toute la classe ouvrière et, même au-delà, par la quasi-totalité de la population comme le représentant de ses intérêts et de ses aspirations.

Cependant, au sens scientifique du terme, l'expression « double pouvoir » ne désigne pas seulement une situation mais surtout une dynamique. En d'autres termes, la dialectique de deux pouvoirs qui s'opposent : l'un représentant le passé qui n'a pas encore disparu, l'autre, l'avenir qui ne s'est pas encore imposé.

Telle n'était pas la situation à Budapest. Il était évident après la deuxième intervention soviétique et la défaite de l'insurrection armée que le contre-pouvoir incarné par le Conseil central ouvrier ne pouvait pas imaginer devenir le véritable pouvoir. Dans la réalité, même si le Conseil central ouvrier de Budapest était l'expression la plus nette du processus révolutionnaire, il menait un combat d'arrière-garde. Dans l'épreuve de force ponctuée de rebondissements dans les semaines qui suivirent, la mobilisation ouvrière ne pouvait pas ne pas reculer, sapant ainsi la base du contre-pouvoir du Conseil central ouvrier.

En lisant le compte rendu des réunions du Conseil central de Budapest, on ne peut qu'être frappé par le niveau politique élevé de la direction que la classe ouvrière de Budapest s'était donnée. Par son sens tactique aussi. Dans ses décisions, elle devait évidemment exprimer les aspirations, les intérêts y compris maté-

riels, de ses mandants, les travailleurs. Mais elle devait en même temps tenir compte de l'armée soviétique par rapport à laquelle elle savait parfaitement que le rapport des forces était totalement déséquilibré. Elle devait louvoyer, marquer des points, tout en évitant l'affrontement direct, repousser le plus loin l'issue dont elle était consciente, tout en cherchant à maintenir aussi haut que possible l'esprit de résistance des travailleurs.

Le 19 novembre, le Conseil central ouvrier de Budapest reprit l'idée d'un Conseil central ouvrier du pays. Il lança un appel à tous les conseils ouvriers du pays d'envoyer des représentants le 21 novembre à Budapest, au palais des Sports, pour constituer un Conseil central ouvrier. Il envoya même une invitation au gouvernement Kádár ainsi qu'aux autorités militaires soviétiques. Le jour J cependant, le palais des Sports fut cerné par quatre cents chars soviétiques qui fermaient le stade et bloquaient toutes les rues avoisinantes. Ceux des délégués qui n'avaient pas été dispersés se retrouvèrent au siège habituel du conseil de Budapest. Vu leur nombre restreint, ils décidèrent de ne pas constituer officiellement un conseil à l'échelle du pays, en précisant cependant toutes leurs revendications et en décidant de consolider les liens entre les différents conseils.

À la nouvelle de l'attitude de l'armée soviétique, aggravée par les rumeurs d'arrestation de délégués, les travailleurs de la capitale se remirent en grève. Le conseil de Budapest entérina cette réaction par un appel à deux jours de grève de protestation. Après ces deux jours, le travail reprit jusqu'au 23 novembre. Ce jour-là, un mois après le déclenchement de la révolution, le conseil ouvrier appela à un geste silencieux : personne ne devait sortir dans les rues de Budapest entre 2 heures et 3 heures de l'après-midi. Comme le raconte un témoin, à l'heure dite, Budapest se transforma en ville fantôme. On ne voyait dans les rues que les blindés russes qui avaient beau tourner : le silence était plus parlant que si les insurgés leur avaient tiré dessus.

Nouvelle initiative pour le 4 décembre, un mois après cette fois la deuxième intervention soviétique : après avoir discuté d'une manifestation d'ouvriers mais prévoyant un massacre, le

conseil ouvrier de Budapest décida d'une manifestation silencieuse de femmes habillées de noir. Plusieurs milliers défilèrent avec des enfants en poussant des landaus, entourés de blindés, mais sans que ceux-ci osent tirer. L'initiative fut reprise le lendemain et le surlendemain dans des villes de province.



La province était dans le même état d'esprit que Budapest. Malgré la présence de l'armée soviétique et l'assurance que cela redonnait aux partisans du régime se concrétisant par le retour des anciens AVH enfuis en Tchécoslovaquie, en Roumanie ou simplement cachés, le retour, très partiel, de l'ancienne administration, les conseils ouvriers, les comités révolutionnaires, non seulement ne disparurent pas, mais dans bien des endroits ils continuèrent à être considérés comme la véritable autorité.

Dans les régions où la tendance à la centralisation au niveau du comitat ne s'était pas manifestée avant l'intervention de l'armée soviétique, elle se manifesta après. Ainsi, par exemple, la région de Bács-Kiskun avec ses deux centres de la révolution, Kecskemét et Baja.

L'arrivée des troupes soviétiques s'était pourtant traduite immédiatement par une série d'arrestations, celle notamment de plusieurs dirigeants de conseils ouvriers. D'autres durent se réfugier dans la clandestinité. Malgré tout cela, les conseils ouvriers reprirent leurs activités, organisèrent la protestation contre les arrestations, maintinrent leurs appels à la grève.

C'est le 14 novembre, c'est-à-dire dix jours après l'intervention de l'armée soviétique, que se constitua à Kecskemét le Conseil central ouvrier de la ville. Il fut dominé par les ouvriers de la grande usine mécanique de la ville et par les cheminots. Ils élirent des délégués et les envoyèrent à Budapest pour représenter les travailleurs de la région à la réunion du 21 novembre qui devait aboutir à la constitution du Conseil central ouvrier du pays (empêchée, comme on l'a vu plus haut, par l'armée soviétique). L'autorité du conseil de Kecskemét était telle que le commandement soviétique de la ville le rencontra à plusieurs

reprises pour le convaincre d'appeler à la reprise du travail. Sans succès. La grève, ponctuée de manifestations, se poursuivit jusqu'au milieu du mois de décembre.

Ainsi également dans le comitat de Komárom. Les manifestations se poursuivirent jusqu'au début de décembre. Dans la ville minière de Tatabánya, il y eut des affrontements armés. Dans un quartier de mineurs de fond, ceux-ci quadrillèrent véritablement le quartier pour empêcher les arrestations. Sous le commandement de deux « mineurs d'élite » (deux ex-stakhanovistes), ils constituèrent une milice armée de piolets et de bâtons, patrouillant la nuit, chargée de réveiller tout le quartier en cas de menace d'arrestation. Ils finirent par ressortir les armes cachées à l'arrivée des troupes soviétiques, en lançant aux autorités l'avertissement qu'il leur était fortement recommandé de ne pas mettre les pieds dans le quartier. Il fallut que l'armée soviétique envoie des blindés pour reprendre le quartier, maison par maison. Il y eut des morts des deux côtés. Cela se déroula les 10 et 11 décembre, plus d'un mois après la victoire militaire de l'armée soviétique. Lados et Pendli, les deux mineurs d'élite qui avaient organisé la résistance furent condamnés par la suite, en compagnie de vingt-six autres mineurs, à la prison à vie.

Entre l'intervention soviétique du 4 novembre et le milieu, voire la fin, du mois de décembre, il y eut un mois et demi d'épreuve de force, pour ainsi dire partout dans le pays. Elle fut ponctuée de plusieurs affrontements armés comme à Salgotarjan (voir Documents - témoignages) ou encore dans les collines de Mecsek, autour de Pecs, où se sont constitués de petits groupes de résistance. Cependant, même là où la résistance armée a cessé, les autorités patronnées par le gouvernement Kádár ont mis plusieurs semaines pour reprendre la direction de la ville aux autorités installées par le soulèvement. Comme à Budapest, la lutte entre les deux pouvoirs se concrétisait par un mélange de répression – arrestation des membres des conseils ouvriers – et de concessions momentanées. À Cegléd, le conseil révolutionnaire ayant refusé de reconnaître l'autorité du commandement soviétique, tous les membres furent arrêtés. À Nyiregyháza, mal-

gré la présence des troupes soviétiques, les autorités officielles n'osèrent pas revenir pendant plusieurs semaines, et les conseils ouvriers ainsi que les conseils révolutionnaires continuaient à administrer la ville. Dans la Fabrique d'automobiles de Csepel, le conseil ouvrier, bien que mis officiellement hors la loi, se manifesta jusqu'à la fin décembre par voie d'affiches et de tracts.

La résistance continuait également dans nombre de petites agglomérations. C'est ainsi qu'à Gyón le délégué envoyé par le gouvernement Kádár à la mi-décembre pour rétablir les autorités locales se vit entouré par la foule. Ayant sorti son revolver, il fut battu à mort.

Le gouvernement Kádár qui se prétendait le gouvernement des ouvriers et des paysans n'a pu imposer son autorité aux ouvriers et aux paysans, malgré la présence de l'armée soviétique, que par la répression.

Documents - témoignages

Document 1

Appel du Conseil central ouvrier du Grand Budapest à tous les conseils ouvriers des arrondissements de la capitale et du comitat

Camarades ouvriers,

Le Conseil central ouvrier des usines et des arrondissements du Grand Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts.

On sait que le Conseil central ouvrier du Grand Budapest a été créé sur l'initiative des grandes entreprises le 14 novembre dernier. Son objectif est de coordonner le travail des conseils ouvriers des différentes usines et de se faire le porte-parole des revendications communes. Depuis sa création, le Conseil central a présenté aux instances les plus diverses les revendications des ouvriers du Grand Budapest. Sans doute les résultats obtenus ne sont pas suffisants. Loin de là. Toutefois nous pouvons affirmer qu'au cours des négociations nous n'avons à aucun moment abandonné les objectifs essentiels de notre glorieuse révolution nationale du 23 octobre.

Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous sommes prêts à défendre, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous considérons que le travail est la base de la société. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler. Voilà pourquoi nous avons convié au palais des Sports à Budapest pour le 21 novembre dernier les

représentants de la province, des comitats. Nous aurions voulu, à l'occasion d'une réunion d'un conseil ouvrier national, discuter des questions les plus importantes qui nous préoccupent et notamment de la possibilité d'une reprise du travail.

Bien que nous ayons fait part à l'avance de nos intentions au gouvernement et que nous ayons même invité celui-ci à envoyer un représentant, le gouvernement a interdit notre réunion. Cette mesure inattendue a envenimé la situation. Dès que l'interdiction a été connue, les ouvriers des usines de Budapest ainsi que les employés des transports ont cessé le travail. Sans avoir reçu aucune directive du Conseil central, ils ont commencé une grève de protestation.

Malgré tout, nous avons établi des rapports avec les délégués de province. Nous avons voté une résolution stipulant qu'en dépit de la grève de protestation de 48 heures nous étions prêts à reprendre le travail dans tout le pays sans pour autant renoncer à notre droit de grève, à la condition expresse que le gouvernement reconnaisse le conseil ouvrier national comme seul organisme représentatif de la classe ouvrière et qu'il continue sans délai les négociations relatives à nos revendications. Celles-ci ont été définies par nous le 14 novembre conformément aux objectifs essentiels de la révolution.

Un comité ouvrier représentant notre conseil et complété par un membre de la délégation des mineurs de Pécskomlo a eu un entretien à ce sujet avec János Kádár, président du conseil des ministres dans la nuit du 22 au 23 novembre.

Le 23 novembre au matin, József Balázs, l'un des membres de notre délégation, a annoncé personnellement à la radio le résultat de ces entretiens. Le président du conseil des ministres avait reconnu le Conseil central ouvrier du Grand Budapest comme qualifié pour poursuivre les négociations et avait promis de soumettre au conseil des ministres les revendications qui lui étaient présentées. Il avait enfin assuré que le conseil ouvrier aurait la possibilité de donner des informations sur les résultats obtenus au cours des négociations entre le conseil et le gouvernement.

Force nous est de proclamer que toutes ces promesses ne constituent pas grand-chose. Néanmoins nous avons décidé de reprendre le travail, car nous n'avions en vue que les seuls intérêts du peuple.

Nous ne nous laisserons pas duper. Nous sommes persuadés du succès final de notre combat et nous essayons de prendre des mesures qui ne nous soient pas préjudiciables.

Le 23 novembre, une information a été publiée selon laquelle Imre Nagy et certaines autres personnalités politiques qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie auraient quitté les bâtiments de l'ambassade, après accord avec le gouvernement hongrois qui leur aurait fourni des garanties suffisantes. Le même jour la radio de Budapest a annoncé qu'Imre Nagy et les personnalités qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie avaient demandé le droit d'asile à la République populaire de Roumanie. Étant donné que cette nouvelle a provoqué une grande émotion parmi les ouvriers, le comité central ouvrier du Grand Budapest a nommé une commission ayant pour mission de demander des informations au gouvernement hongrois sur l'endroit précis où se trouvait Imre Nagy. Une fois cet endroit connu, la commission aurait à s'adresser au haut commandement des forces soviétiques stationnées en Hongrie ainsi qu'à l'ambassade de Roumanie afin que ses membres puissent rencontrer personnellement Imre Nagy.

Il ne fait pas de doute que cet événement important n'a fait qu'augmenter le désarroi général vis-à-vis du gouvernement. Toutefois, ainsi que nous l'avons déjà dit, uniquement dans l'intérêt du peuple hongrois, nous prenons position en faveur de la continuation du travail. En même temps nous adressons un appel à toutes les usines du pays pour les inviter à faire de même après examen approfondi de la situation.

Les usines se trouvent entre nos mains, entre les mains des conseils ouvriers. Afin d'augmenter encore nos forces au moyen d'une action unie, nous pensons que la réalisation des tâches suivantes s'impose :

1. Dans tout arrondissement et dans tout comitat où un conseil ouvrier d'arrondissement ou de comitat n'a pas encore été constitué, ces organismes sont à former d'urgence au moyen d'élections démocratiques organisées à la base. Les usines importantes et d'abord celles qui se trouvent dans les villes centrales des comitats devront prendre l'initiative de constituer des conseils centraux.

2. Tout conseil central d'arrondissement ou de comitat doit se mettre immédiatement en rapport avec le Conseil central ouvrier du Grand Budapest (15-17, rue Akacfa, Budapest 6^e, téléphone 422-130). Le président du Conseil central ouvrier est Sándor Rácz, président du conseil ouvrier de l'usine Standard (Beloianis); son adjoint est Gyorgy Kalocsai, délégué du conseil ouvrier des huileries végétales de Csepel; son secrétaire István Babai, président du conseil ouvrier des tramways municipaux.

Un représentant du conseil ouvrier départemental, muni de papiers en règle, doit se rendre personnellement au secrétariat du Conseil central ouvrier du Grand Budapest afin de prendre contact et de s'entretenir des questions d'actualité.

3. L'une des tâches les plus importantes des membres des conseils ouvriers d'entreprises consiste à s'occuper, non seulement de l'organisation du travail, mais aussi à élire les conseils ouvriers centraux. Au cours de ces élections, il faudra montrer la même énergie pour battre en brèche les adeptes de la dictature rákosiste ainsi que les partisans de la restauration capitaliste. Les conseils doivent être composés d'ouvriers hongrois honnêtes au passé irréprochable. Au sein des conseils, les ouvriers devront posséder une majorité d'au moins deux tiers.

En ce qui concerne les attributions des conseils ouvriers, nous ne saurions être d'accord avec les ordonnances du conseil présidentiel promulguées à ce sujet. Nous maintenons que des conseils ouvriers doivent être formés dans toutes les compagnies de transport (chemins de fer, tramways municipaux, compagnies d'autobus) ainsi que dans toutes les entreprises où l'ensemble des travailleurs le réclame. Lors de l'entretien que nous avons eu à ce sujet avec le président du conseil des ministres, ce dernier a promis de soumettre nos demandes au conseil des ministres. En attendant, nous invitons les conseils ouvriers créés dans les diverses compagnies à poursuivre leur activité. Par ailleurs nous ne saurions être davantage d'accord avec le décret du conseil présidentiel qui définit la compétence des conseils révolutionnaires créés dans les ministères et les grandes administrations. Nous voulons, en effet, un renforcement considérable de l'autorité de ces conseils.

Pour ce qui est de la personne des directeurs, nous pensons que ces derniers doivent être élus par les conseils eux-mêmes

après déclaration de candidature. L'entrée en fonction d'un directeur ne devrait pas être subordonnée à l'accord du ministre ou du ministère. Nous invitons les conseils ouvriers à mettre tout en œuvre pour défendre leurs revendications ; à ne pas accepter des dirigeants imposés aux usines, qui dans le passé ont fait la preuve de leur incompétence et de leur éloignement du peuple. Il faudra se méfier des carriéristes au passé douteux.

À l'avenir, il faudra que l'élection des nouveaux comités d'entreprise soit assurée par les conseils ouvriers représentant la volonté authentique de la classe ouvrière. Les syndicats dits libres, dont le nombre augmente sans cesse actuellement, tentent de s'assurer une popularité en formulant des revendications de salaire maximum. Il convient de préciser que les dirigeants de ces syndicats dits libres n'ont pas été élus par les ouvriers, mais désignés à l'époque rákosiste, époque à laquelle ils se sont compromis.

Les syndicats essaient actuellement d'affirmer que les conseils ouvriers ont été constitués grâce à la lutte qu'ils ont menée. Il est superflu de préciser que c'est là une affirmation gratuite. Seuls les ouvriers ont combattu pour la création des conseils ouvriers et la lutte de ces conseils a été dans bien des cas entravée par les syndicats qui se sont bien gardés de les aider.

Nous pensons que les ouvriers ont besoin d'organismes qui défendent leurs intérêts, syndicats et comités d'entreprise. Toutefois ceux-ci sans exception devraient être élus par la base avec des méthodes démocratiques, de façon que leurs dirigeants soient d'honnêtes représentants de la classe ouvrière. Voilà pourquoi il importe que les comités d'entreprise soient élus de la façon la plus démocratique, une fois les conseils ouvriers définitivement constitués. La constitution de ces organismes doit fournir toutes les garanties pour la sauvegarde des objectifs de la révolution.

4. Nous sommes hostiles au maintien des permanents syndicaux rétribués. En effet, l'activité aussi bien au sein d'un comité d'entreprise qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail social bénévole.

Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérons pas que qui que ce soit essaie d'en vivre.

Nous estimons que l'adhésion aux syndicats doit être libre d'autant plus qu'on ne saurait préserver d'une autre manière les

syndicats du danger de la bureaucratisation et de l'éloignement du peuple.

Nous protestons contre la thèse des « syndicats libres » récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organismes économiques. Nous pouvons affirmer que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et que, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur. Nous devons œuvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier.

5. Les conseils ouvriers d'arrondissement et de comitat devront rentrer directement en contact avec l'organisme distributeur compétent de la Croix Rouge. Ils devront envoyer leurs délégués au siège afin d'assurer une répartition équitable des denrées et des médicaments. Il est important que des techniciens figurent parmi les délégués.

6. Dans le but d'empêcher toute inflation, les conseils d'arrondissement et de comitat devront organiser des services de contrôle sur les marchés et dans les halles centrales. Grâce à ces services, les ouvriers devront veiller à la stabilité des prix. Des contrôleurs devront se présenter régulièrement dans les centres de vente, signaler à qui de droit tout abus et clouer au pilori les auteurs d'infractions.

7. Les conseils d'arrondissement et de comitat devront faire tout leur possible afin d'informer l'opinion. Toutes les fois que la chose sera faisable, ils demanderont que leur soit réservée une place dans la presse locale. Par ailleurs, ils devront fournir constamment des informations objectives aux travailleurs des usines et des entreprises. Les conseils centraux d'ouvriers doivent faire le nécessaire pour que nos appels soient distribués dans toutes les usines. Ces revendications ayant été formulées à plusieurs reprises, le président du conseil des ministres a promis qu'il soumettrait, le 27 courant, au conseil des ministres notre revendication au sujet de l'obtention d'une licence pour la création d'un quotidien. Cette demande une fois satisfaite, le problème de l'information serait résolu.

Pour conclure, nous dirons qu'il est nécessaire pour les conseils ouvriers de montrer une unité complète grâce à laquelle même la reprise du travail servira la cause de la révolution du

23 octobre. Nous avons fait le premier pas, c'est au gouvernement de répondre. Tout cela peut durer plusieurs mois. Il nous faudra veiller pendant tout ce temps-là, car la clique compromise de Rákosi et Gerö essaie de pêcher en eau trouble et de restaurer son régime. Nos rangs se renforcent de jour en jour. Nous avons derrière nous des écrivains honnêtes qui ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution, des artistes, des musiciens et le conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois qui groupe toutes les organisations d'intellectuels. Une unité nationale, encore jamais vue, qui rassemble tous les Hongrois honnêtes, se constitue actuellement à la suite de nos combats. Regroupons-nous encore davantage, resserrons encore nos contacts entre conseils ouvriers et continuons à combattre avec une vigilance révolutionnaire pour notre objectif sacré, une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique, édifiée selon nos caractéristiques nationales.

Budapest, le 27 novembre 1956

Le Conseil central ouvrier du Grand Budapest

Publié dans *Études* 1962

Institut Imre Nagy de Sciences Politiques.

Les deux témoignages qui suivent ont été rédigés par deux responsables du Conseil central ouvrier de Budapest, témoins et acteurs de ses activités. Ils portent sur la même période et ont le même objet. Nous les publions cependant tous les deux car, s'il y a des répétitions, ils représentent deux visions différentes des événements et, par là même, chacun est éclairant à sa façon.

Document 2

Témoignage

Ce que furent les conseils ouvriers hongrois (suite)

**par Ferenc Töke, ancien vice-président du
Conseil central ouvrier du Grand Budapest**

[...] Le 4 novembre au matin, nous fûmes réveillés par la canonnade soviétique. La deuxième intervention soviétique allait bouleverser tous nos plans. Du coup, les ouvriers des usines se retrouvèrent en état de grève : nous avions convenu en effet que si des événements contraires survenaient, la grève serait poursuivie sans qu'on ait besoin de prendre une nouvelle décision à ce sujet. Les ouvriers se servaient maintenant de la seule arme dont ils disposaient contre le gouvernement Kádár imposé par les Russes, comme ils avaient utilisé la grève contre le gouvernement Nagy lui-même tant qu'ils avaient eu l'impression que la situation confuse du pays le justifiait.

Le 4 novembre, jour de la seconde intervention, de nombreux ouvriers vinrent aux nouvelles à l'entreprise. Ils ne savaient que penser, car les émissions de la radio ne leur permettaient pas de comprendre l'évolution des événements.

Une chose était claire : le nouveau gouvernement était sans pouvoir. Il invitait les ouvriers à reprendre le travail, mais ceux-ci ne manifestaient nullement l'intention d'obéir. D'autre part, il était évident que la population laborieuse ne pouvait rester indéfiniment les bras croisés. Ni les ouvriers en particulier, ni la population en général n'avaient suffisamment de réserves pour soutenir une grève qui pouvait durer plusieurs mois. L'argent manquait cruellement. Quoi qu'il en soit, les ouvriers estimèrent qu'en

restant groupés sur leur lieu de travail ils pourraient exercer une certaine pression sur le gouvernement. Ils espéraient aussi persuader les troupes soviétiques que leur action hostile se heurtait aux volontés unanimes du peuple hongrois. Enfin, ils désiraient en arriver à un *modus vivendi* avec les dirigeants d'alors.

Aucune tendance réactionnaire ne se manifesta pendant toute la durée de la grève. Jamais, à aucun moment, il ne fut question d'un retour éventuel des anciens propriétaires. D'une manière générale, les ouvriers réclamaient du nouveau. Ils ne pensaient pas à copier le modèle yougoslave, pas plus qu'ils ne songeaient à s'inspirer des modèles américain et occidental. Ce fut cependant leur ardent désir de renouveau qui aboutit à la formation d'un Conseil central ouvrier, en dépit de la menace que faisaient peser les baïonnettes soviétiques.

Chez nous, à l'Usine d'appareillage téléphonique, les aspirations des travailleurs se précisèrent dès la première séance du conseil ouvrier. Elles s'opposaient radicalement aux intentions du gouvernement. Celui-ci voulait en effet que les conseils ouvriers se cantonnent dans des fonctions purement économiques. Les conseils ouvriers, eux, réclamaient en plus un rôle politique, au moins tant que les ouvriers ne disposeraient pas d'une représentation politique proprement dite.

Sur le plan de l'organisation, les conseils ouvriers ne compaient que deux « permanents » : le président et le secrétaire. Tous les autres membres devaient participer à la production, comme n'importe quel travailleur de l'usine, et leur activité en tant que membres du conseil (tâches d'organisation, réunions en dehors des heures de travail, etc.) n'était pas rétribuée. Les membres des conseils devaient faire tous les jours un compte rendu tant sur les affaires d'intérêt local que sur les événements politiques. Ce dernier point était important, car les informations restaient très fragmentaires.

Au cours des réunions, les membres des conseils se faisaient les interprètes des revendications de leurs camarades, puis s'ouvrait un débat auquel les ouvriers pouvaient prendre part. Ensuite, on votait des résolutions. L'une d'entre elles, adoptée à l'Usine d'appareillage téléphonique, stipulait qu'aucun des anciens propriétaires ne pourrait être rappelé, et que l'usine serait la propriété exclusive des ouvriers. On ne put cependant préciser

– faute de temps – la façon dont s'exercerait ce droit de propriété. Différentes solutions furent envisagées, l'une entre autres qui préconisait l'émission d'actions. Mais la question resta en suspens. D'autres questions furent résolues sans équivoque : on décida par exemple qu'aucune organisation politique ne pourrait se développer à l'intérieur de l'entreprise, même pas celles relevant des futurs partis ouvriers. Le syndicat seul aurait le privilège de l'organisation, mais il devrait être indépendant des partis. En aucun cas, on ne tolérerait une tendance favorable au régime du parti unique. D'une manière générale, les ouvriers désiraient que les partis ayant participé à la coalition gouvernementale entre 1945 et 1947 – c'est-à-dire ceux qui étaient favorables à l'instauration d'une société démocratique, par opposition à la société capitaliste – pussent prendre part aux élections. Tous ces partis étaient favorables à la réforme agraire, à une certaine gestion socialiste de l'industrie, au respect de la liberté et de la dignité humaines.

Personne ne suggéra que le conseil pourrait être la représentation politique des ouvriers. Ceux-ci se rendaient parfaitement compte que l'entreprise, en tant qu'employeur, ne pouvait représenter leurs intérêts politiques. Le trait le plus absurde du système qui venait d'être renversé n'était-il pas précisément que l'employeur fût en même temps le représentant des ouvriers ? Certes, comme je viens de le dire, le conseil ouvrier devait remplir certaines fonctions politiques, mais, dans l'esprit des travailleurs, c'était à titre provisoire.

À cet égard, il convient d'apporter certaines précisions. La situation ne fut pas la même pendant la révolution et après son écrasement. Pendant les jours où il semblait que la composition du gouvernement Nagy offrait aux travailleurs toutes les garanties désirables, il ne fut pas question d'un rôle politique pour les conseils ouvriers. Il était entendu que ce rôle incombait aux différents partis politiques. Par contre, après le 4 novembre 1956, une tendance se dessina pour suggérer une certaine activité politique aux conseils ouvriers. En effet, il n'existait dans le pays aucune autre organisation en laquelle les ouvriers pussent avoir confiance. Quoi qu'il en soit, aucune considération de parti ne joua lors de la création des conseils, seuls comptaient l'intérêt de l'entreprise, les qualités humaines et les connaissances techniques.

Avant la seconde intervention soviétique, le projet de création d'un Conseil central ouvrier ne fut même pas formulé. L'idée ne fut lancée que pendant les journées confuses qui suivirent le 4 novembre. Les ouvriers, en effet, constataient par eux-mêmes une désorganisation générale, l'état lamentable des usines que personne n'entretenait plus, pour ne rien dire de l'arrêt total de la production. On assista bientôt à des tentatives pour coordonner sur le plan local l'activité des divers conseils. C'est ainsi que naquirent les premiers conseils locaux. Ils facilitèrent la coopération des conseils d'usine, l'unification des résolutions et, bien entendu, les échanges d'informations. Comme les ouvriers étaient conscients de leur opposition au gouvernement, ils se rendaient compte que plus leur organisation serait vaste et plus elle aurait d'influence.

À ce moment-là, les ouvriers hongrois étaient persuadés qu'il fallait faire quelque chose, car le pays n'avait pas de véritable maître. Certes, 200 000 soldats soviétiques étaient stationnés en Hongrie, certes le gouvernement Kádár existait, mais son autorité ne dépassait pas les limites du Parlement. Les membres du gouvernement n'osaient pas sortir de cette enceinte, sûrs de se heurter partout à la haine de la population.

Dans cette situation chaotique, une tâche urgente s'imposait : venir à l'aide de ceux – ils étaient des milliers et des milliers – qui étaient restés sans abri à la suite des destructions insensées opérées par les Russes. Un gros effort de coordination s'imposait ; les besoins se faisaient d'heure en heure plus pressants. On envisagea de réunir dans une assemblée commune les conseils ouvriers des différents arrondissements de Budapest et ceux des plus grosses entreprises. Le conseil ouvrier d'Ujpest vota même une résolution dans ce sens. De fait, une assemblée de ce genre fut organisée le 13 novembre. J'y pris part personnellement, voici dans quelles circonstances : une réunion se tint d'abord à l'Usine d'appareillage téléphonique, à laquelle assistèrent 800 ouvriers environ. Cette réunion approuva la composition du conseil ouvrier élu sous la révolution, ainsi que les résolutions prises par ce conseil. On décida de maintenir les résolutions précédemment votées, de ne pas reconnaître le gouvernement Kádár comme gouvernement légal du pays, et de poursuivre la grève tant que les troupes soviétiques stationneraient en Hongrie. Puis on élut

un délégué qui représenterait l'usine à la réunion des conseils ouvriers de l'arrondissement. Cette élection se déroula démocratiquement, tous les assistants y participèrent et pas seulement les membres du conseil. Je fus nommé. La réunion commune des conseils de l'arrondissement eut alors lieu. Elle se déroula dans notre usine, et je fus élu, une fois de plus, avec mission de participer, au nom des usines de l'arrondissement, à une assemblée plus large qui devait se dérouler à la mairie d'Ujpest.

Lorsque les délégués arrivèrent à la mairie d'Ujpest, ils la trouvèrent occupée par les troupes soviétiques. Impossible d'y organiser la réunion. Le conseil ouvrier de l'usine Egyesült Izzó nous offrit alors l'hospitalité. Les délégués gagnèrent cette entreprise en ordre dispersé et nous tîmes alors notre réunion, avec la participation des représentants des plus grosses usines. Cela se passait le 14 novembre, à 16 heures. Tous les délégués reconnurent la nécessité de créer un Conseil central ouvrier, mais les avis différèrent quant aux modalités d'application pratique. Pendant la réunion, Sándor Bali, délégué des usines Standard, prit la parole. Il déclara qu'il venait du Parlement où il avait participé à un entretien avec Janos Kádár, entretien auquel avaient également pris part les représentants des Acières hongroises, du Combinat sidérurgique et de la Raffinerie d'huile végétale de Csepel. Lecture avait été donnée à Kádár des revendications ouvrières. Je dois préciser que ces revendications ne différaient guère d'une usine, d'un arrondissement à l'autre : retrait des troupes soviétiques, élections au scrutin secret sur la base du système multiparti, formation d'un gouvernement démocratique, gestion des entreprises par des collectivités socialistes, maintien des conseils ouvriers, rétablissement des syndicats indépendants et aussi, je dois le souligner, respect du droit de grève, liberté de presse, de réunion et de religion, bref tous les grands objectifs de la révolution. Dans toutes les assemblées qui avaient présidé à la rédaction de ces revendications, l'unanimité était telle qu'on eût dit que les délégués s'étaient entendus d'avance.

Lorsque Bali annonça que les revendications avaient été transmises à Kádár, l'approbation fut générale. Toutefois, on regretta aussitôt qu'elles ne lui aient pas été soumises au nom d'un organisme central, ce qui leur aurait donné plus de poids.

De toute façon, l'organisme central dont la création était décidée commencerait d'agir sur la base de ces revendications.

Bali rapporta aussi la réponse de Kádár : « Vous avez le droit », avait dit celui-ci, « de ne pas reconnaître mon gouvernement, cela m'importe peu. Je suis soutenu par l'armée soviétique, vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Si vous ne travaillez pas, c'est votre affaire. Ici, au Parlement, nous aurons toujours de quoi manger et de quoi nous éclairer. » Kádár avait refusé de recevoir plusieurs délégations porteuses de textes qui commençaient invariablement par ces mots : « Nous ne reconnaissons pas le gouvernement Kádár ».

Au cours de la discussion qui eut lieu à l'usine Egyesült Izzó d'Ujpest, plusieurs délégués prirent la parole pour recommander la formation d'un conseil national ouvrier. Moi-même, j'étais partisan d'un tel organisme, mais officiellement je ne pouvais faire état que de la volonté de mes mandants, qui réclamaient un conseil ouvrier du Grand Budapest. Les autres délégués, représentant la plupart des entreprises d'Ujpest et du quartier de la Terre des anges étaient dans mon cas. Il est dommage que Kádár n'ait pas assisté incognito à cette réunion, car il aurait pris une bonne leçon de démocratie ouvrière. Et la résolution finale réclamait la création d'un Conseil central ouvrier du Grand Budapest.

Notre assemblée fut mise au courant de l'opinion des travailleurs de l'usine de mécanique de précision Beloiannis. Elle peut se résumer comme suit : nous ne reconnaissons pas le gouvernement Kádár comme étant l'émanation de la volonté du pays, ce qui ne nous empêche pas d'entrer en pourparlers avec lui. Sur le papier, au moins, il est le maître du pays. Il est impossible de poursuivre la grève, faute de réserves suffisantes. De plus, les conseils ouvriers ne peuvent poursuivre leurs activités qu'à condition de rester en contact étroit avec les ouvriers. La grève générale finirait par paralyser toute la vie du pays. Par conséquent, nous offrons à Kádár de reprendre le travail le lundi 19 novembre, à condition que son gouvernement s'engage à entrer en pourparlers avec les Soviétiques dans un délai donné, et qu'il garantisse la réintégration d'Imre Nagy au gouvernement. Il me paraît utile de préciser à ce propos que lors d'un entretien entre Kádár et une délégation de l'usine Beloiannis, Kádár avait déclaré aux ouvriers qui insistaient pour la réintégration de Nagy qu'il n'y était pas

opposé, au contraire, mais qu'il ne pouvait négocier avec lui tant qu'il resterait à l'ambassade de Yougoslavie. « Qu'il vienne ici, au Parlement, et nous pourrons causer utilement. »

La résolution finale adoptée ce jour-là reprenait la proposition des ouvriers de l'usine Beloiannis quant à la réintégration d'Imre Nagy au gouvernement. D'autre part, elle invitait toutes les usines de la capitale à se faire représenter au sein du Conseil central ouvrier du Grand Budapest, faute de quoi on ne pourrait envisager la création d'un conseil national. Quelques discussions s'élevèrent sur des points de détail, mais l'unanimité se fit sans peine sur les grandes questions.

Une délégation de six membres fut alors désignée pour porter la résolution à Kádár. On avait décidé de ne pas la rendre publique avant de connaître les réactions de Kádár qui, du 4 au 14 novembre, avait essayé plus de vingt fois de provoquer la reprise du travail, sans le moindre résultat.

Lorsque Kádár reçut la délégation, il répéta au sujet de Nagy ce qu'il avait dit précédemment : « Que voulez-vous ? Nagy se trouve dans une ambassade étrangère et je ne peux pas négocier avec lui. Qu'il vienne ici, nous parlerons de tout. » Par contre, il se montra enchanté de la proposition concernant la reprise du travail : « Je vois que vous êtes des gens sérieux », dit-il en pré-ludant par une flatterie. Puis il proposa qu'un contact soit établi entre le gouvernement et le conseil par le truchement d'un agent de liaison gouvernemental. Ce n'était guère tentant, car c'eût été accepter les bons offices d'un commissaire du gouvernement qui finirait par fourrer son nez partout.

Quant aux autres revendications émises par les ouvriers, elles déchaînèrent la colère de Kádár. « Alors quoi, c'est un contre-gouvernement que vous voulez », éclata-t-il. Mais quelques paroles raisonnables le calmèrent. Nous tombâmes d'accord que Kádár entamerait des négociations avec les Soviétiques. Moyennant quelques pas dans la voie des concessions, le conseil ouvrier en ferait aussi de son côté.

Les travaux du conseil ouvrier du Grand Budapest commencèrent au siège du Beszkart (Compagnie de transport en commun), rue Akacfa. Les 22 arrondissements de la capitale avaient envoyé chacun un délégué ; ceux-ci élurent un président et un secrétaire.

Au cours de la première séance, quelques délégués formulèrent des critiques à propos de la reprise du travail. Ces critiques portèrent notamment sur la proclamation que nous venions de faire passer à la radio, annonçant la formation du Conseil central ouvrier du Grand Budapest et la reprise du travail, à condition que le gouvernement Kádár nous reconnaisse comme des interlocuteurs valables. Mais cette reprise du travail n'impliquait pas que, de notre côté, nous reconnaissons le gouvernement. Cette proclamation avait été lue devant les conseils ouvriers de chaque usine par le président qui expliquait pourquoi la reprise du travail était nécessaire. Les ouvriers s'étaient rendus à ces raisons.

De fait, le travail fut repris le 19, comme prévu. Ce jour-là et les suivants, on ne nota que quelques incidents sans gravité.

La formation du Conseil central ouvrier du Grand Budapest ne nous satisfaisait pas entièrement. Elle devait être suivie de la création d'un conseil national. Si nous voulions négocier au nom de tous les ouvriers du pays, il fallait qu'ils fussent représentés au sein d'un conseil.

Tandis que le travail reprenait, des négociations se déroulaient au Parlement entre les représentants du conseil et du gouvernement. Pour Kádár, le fait d'être obligé de passer par le conseil pour que la vie économique renaisse lentement entraînait une énorme perte de prestige; cela l'ulcérait et il faisait traîner en longueur les pourparlers. À cette fin, il usait d'une curieuse tactique, ne consentant à négocier que la nuit. C'était user nos forces. Nos délégués se trouvaient dès le matin à l'usine, l'après-midi ils se réunissaient dans les locaux du conseil, rue Akacfa, et c'est vers huit heures du soir qu'ils étaient convoqués au Parlement. Là, on les faisait attendre une heure ou davantage dans une grande salle; et pendant qu'ils faisaient antichambre, des « camarades » bien vêtus, soignés de leur personne, et que nul ne connaissait, venaient leur tenir compagnie. En fin de compte, chacun des ouvriers se trouvait flanqué d'un de ces beaux messieurs. Oh, ils n'étaient pas agressifs. Ils venaient simplement « causer », s'informer de l'état d'esprit des délégués. Ceux-ci, d'ailleurs, ne cachaient pas ce qu'ils avaient sur le cœur. Vers 10 ou 11 heures du soir, ils commençaient à ressentir une certaine lassitude et un certain énervement à la pensée qu'il leur fallait être à l'usine le lendemain matin à 6 ou 7 heures.

Alors les jeunes gens cosmétiqués s'en allaient, et paraissait enfin le membre du gouvernement chargé de recevoir la délégation, Kádár, Marosan, Apro ou Kossa. Ils savaient d'avance ce que les délégués voulaient, puisqu'ils venaient d'en être avertis par leurs émissaires. Sans laisser à la délégation le temps de parler, ils attaquaient. Kádár et Marosan, surtout, se montraient grossiers.

« Espèce de voyous », s'exclamait ce dernier, « vous venez nous faire la leçon ? Vous êtes des prolos, à ce qu'il paraît ? Mais qu'avez-vous de commun avec les ouvriers ? » Et de s'en prendre à celui-ci ou à celui-là.

Chaque fois que la délégation arrivait au Parlement, on prenait le nom de chacun de ses membres, et dès le lendemain on savait tout sur leur compte. Quand le ministre choisissait un ouvrier comme tête de Turc, il prétendait que son manque de culture le rendait inapte à la mission qu'il remplissait. Quand il tombait d'aventure sur un ingénieur, il lui reprochait de ne pas être un ouvrier. Bref, tout était bon pour semer le trouble parmi les délégués. À vrai dire, ces ministres bien vêtus et dispos étaient en mesure d'exercer une certaine pression morale sur des gens harassés, minables, mal rasés et mal à l'aise. Finalement, toute véritable discussion se trouvait différée. Les délégués annoncèrent d'ailleurs ouvertement leur intention de créer un conseil national ouvrier, car ils ne voulaient pas agir en cachette du gouvernement (le mot gouvernement n'était pas prononcé, on disait simplement « vous » en s'adressant aux ministres). Ils auraient souhaité que Kádár et ses collègues y fussent représentés. À cette nouvelle, Apro se fâche tout rouge :

Qu'est-ce que c'est que cette frénésie ? Vous voulez à tout prix former un contre-gouvernement ? Vous voulez peut-être fomenter une contre-révolution ?

Quelques jours après la reprise du travail, un ouvrier du 14^e arrondissement se présenta au Conseil central. Il dit qu'il savait bien le russe et proposa d'établir une liaison entre le Conseil central ouvrier du Grand Budapest et le commandement soviétique. Ainsi, des négociations directes seraient possibles. Nous décidâmes de profiter de l'occasion pour intervenir auprès des Russes en faveur de certains disparus dont nous pouvions donner les noms. Le commandement soviétique promit de faire des recherches. Désormais, la moitié du conseil allait négocier

au Parlement, l'autre moitié au quartier général russe. Nous recevions régulièrement des noms de disparus, le soir nous les transmettions aux Soviétiques, et deux ou trois jours plus tard les détenus étaient libérés.

C'est un lundi que nous informâmes Kádár de notre intention de former un conseil ouvrier national et, le mardi une délégation porteuse de la même nouvelle se rendit auprès des Soviétiques. Le général Grebennik, commandant de la place, reçut en personne la délégation qui lui fit part de notre intention d'organiser une réunion du conseil national ouvrier au palais des Sports, à laquelle était invité un représentant du commandement soviétique. Très poliment, Grebennik nous remercia, ajoutant toutefois qu'il ne pouvait se mêler d'une affaire intérieure hongroise. La délégation devrait s'adresser au gouvernement hongrois afin que celui-ci invitât le haut commandement soviétique par la voie diplomatique.

Dès le même soir, les délégués coururent au Parlement pour informer le gouvernement Kádár, en la personne d'Apro. Celui-ci déclara qu'il ne croyait pas que cette invitation puisse être acceptée, car une telle réunion n'aurait pas de sens. Des éléments fascistes ne manqueraient pas d'y participer et, qui sait, se livreraient peut-être à des provocations. Qui pourrait lui donner des garanties contre pareille éventualité ?

Nous lui répondîmes que nous autres, ouvriers organisés, lui garantissons formellement qu'aucun incident de ce genre ne serait à redouter.

Je fus chargé de l'organisation du service d'ordre. Il était composé d'ouvriers des usines de Csepel. On indiqua à chaque usine le nombre de gars qu'elle devait fournir. Toute arme étant interdite à l'intérieur de la salle de réunion, tout le monde serait fouillé avant de pouvoir pénétrer dans le palais des Sports.

Un certain nombre de délégués de province devaient être présents. En raison des difficultés des communications, des étudiants des facultés s'étaient offerts à les amener en camions. Chacun devait y mettre du sien, car le temps pressait.

La réunion avait été fixée au 21 novembre, à 20 heures. Dès 18 heures, les organisateurs étaient sur les lieux. Le quartier était parfaitement calme, et nous espérions que tout se passerait bien.

À 20 heures précises, commença un formidable défilé militaire soviétique. En fin de compte, Grebennik avait accepté l'invitation, mais il se faisait représenter à sa façon, par un échantillonnage complet de toutes les armes de la garnison. Il y avait peut-être quatre cents blindés, des tanks prêts à tirer, de l'artillerie tractée, des soldats mitrailleuse au poing. Le palais des Sports fut cerné en un instant et toutes les rues adjacentes barrées.

Devant ce déploiement de forces, les membres du Conseil central du Grand Budapest, dont moi-même, nous dirigeâmes vers le siège du syndicat des ouvriers du bâtiment (le Memosz), qui se trouvait à proximité. Un certain nombre de nos camarades, toutefois, restèrent aux abords du Palais des Sports pour attendre les délégués des mines, usines sidérurgiques et entreprises de province, venus des quatre coins de la Hongrie : de Debrecen, de Veszprém, d'Inota, de Mohacs, de Pécs, de Dunapentele, et d'ailleurs. Des élections démocratiques s'étaient préalablement déroulées dans tous ces centres. Chacun des délégués était muni d'une attestation officielle. Il faut dire qu'en arrivant au palais des Sports ils étaient animés contre nous d'une violente indignation à la pensée que nous les avions lâchés et trompés. En effet, nous autres, à Budapest, nous travaillions, alors qu'ils ne travaillaient pas. Ils venaient dans l'intention de donner une nouvelle impulsion à la grève. Celle-ci, en effet, paralysait encore les grands centres de province ; les ouvriers de Tatabanya avaient même inondé les carreaux des mines.

Accompagnés d'un certain nombre de délégués de province, nous étions tout près du siège du syndicat du bâtiment quand nous fûmes arrêtés par un barrage formé par les élèves de l'Académie militaire, mitrailleuse au poing. Nous n'insistâmes pas ; d'ailleurs, n'ayant pas décliné notre identité, nous ne fûmes pas inquiétés.

Force nous fut d'essayer de gagner le siège provisoire du conseil du Grand Budapest, rue Akacfa. En principe, les délégués de province n'avaient pas le droit d'y pénétrer. Mais ils insistèrent, notamment les représentants des mineurs, qui étaient particulièrement remontés. Impossible, disaient-ils, de négocier avec des gens comme Kádár. Voilà où menaient les négociations. On mobilisait des tanks pour nous attaquer. La grève seule pouvait être une réponse à ces gens-là.

Nous invitâmes donc les délégués de province à venir avec nous pour leur expliquer notre position. Cependant, la rue Akacfa était à son tour envahie par les soldats. Sur le trottoir qui faisait face à l'immeuble où nous siégeons, une puissante formation s'installa.

Tandis que les délégués de province nous attaquaient, nous essayions de leur faire entendre raison. D'abord ce fut peine perdue. Nous n'étions soutenus que par un délégué de Győr.

Pourtant, nos arguments finirent par les toucher : « Vous autres, en province, vous vous trouvez dans une situation plus facile que nous. Dans une petite ville, tout le monde se connaît. Quand un événement se produit, tout le monde en est informé dans la demi-heure qui suit. La solidarité est plus facile à organiser. À Budapest, il y a plus d'un million et demi d'habitants, la situation est plus complexe, nous devons à tout prix garder le contact les uns avec les autres, et aussi le contact avec la province. En cas de grève, toutes ces liaisons sont menacées. »

Au bout d'une heure de discussion, les délégués de province se rendirent à nos arguments et nous nous sentîmes en parfaite harmonie. On convint de ne pas insister pour la création d'un conseil national, afin de ne pas envenimer les choses : cette seule éventualité n'avait-elle pas suffi à mobiliser les tanks soviétiques ? Par contre, le Conseil central ouvrier du Grand Budapest, reconnu par les autorités, devait poursuivre ses activités. D'autre part, des contacts seraient établis entre la capitale et les centres de province, et toutes nos décisions leur seraient transmises par des agents de liaison ; ils pourraient ainsi décider s'ils acceptaient ou non nos résolutions. Pour chacune, d'ailleurs, on tiendrait compte de l'avis des agents de liaison. Ainsi, bien que notre organisme conservât jusqu'au bout le nom de Conseil central ouvrier du Grand Budapest, un conseil national fut tout de même créé dans la pratique, et de façon illégale.

Le grand dépôt des autobus de la Beszcart se trouve en face du palais des Sports, et lorsque les employés virent le déploiement des forces soviétiques, ils crurent que les membres du Conseil central avaient été arrêtés. Aussitôt le mot d'ordre d'une grève de 24 heures fut lancé, des coups de téléphone partirent dans toutes les directions, et bientôt le président du conseil ouvrier était informé que la moitié des travailleurs de Budapest étaient

déjà en grève. Nous dûmes approuver ce mouvement, d'une part par solidarité avec ceux qui y participaient, d'autre part pour protester contre l'attitude inqualifiable des autorités qui nous considéraient tantôt comme des interlocuteurs dignes de ce nom, tantôt comme des trublions contre lesquels il fallait utiliser la force. C'était notre premier appel à la grève, et il fut entièrement suivi. Les délégués de province virent dans ce geste un compromis, car s'ils observaient toujours la grève totale, les ouvriers de Budapest avaient repris le travail. Nous gagnâmes ainsi définitivement leur confiance.

Lors de l'entrevue suivante avec Kádár, celui-ci se déchaîna :

Que se passe-t-il ? Vous prétendez vouloir travailler et vous voilà déjà en grève ?

Nous expliquâmes que nous avions bien des raisons de protester, car si les Soviétiques s'étaient livrés à cette démonstration de force, ce n'était sûrement pas pour défendre leurs positions, mais à la demande du gouvernement. À quoi Kádár répondit qu'il n'était pas une marionnette, qu'il était, après tout, Premier ministre de Hongrie et qu'il saurait prouver que son gouvernement et lui étaient les maîtres. Peu lui importaient nos arguments. Ce que veulent les ouvriers n'est pas forcément juste ; est juste ce que les dirigeants décident. Or le gouvernement n'était absolument pas obligé de se plier aux volontés des masses.

En raison de la situation catastrophique de l'économie, Kádár et ses collègues convoquèrent au Parlement une conférence à laquelle assistaient, outre Kádár lui-même, Marosán, Apro et d'autres dirigeants politiques, les directeurs des plus grandes usines et trois délégués du Conseil central. L'intervention de l'un de ceux-ci, Kalocsai, fut retransmise par la radio en émission différée, mais sous une forme falsifiée. Kalocsai stigmatisait l'action de certains « éléments provocateurs » – dans une usine de la Terre des Anges, par exemple, aux Aciéries hongroises, à la fabrique de machines Lang, à la Mavag, des secrétaires du parti sectaires qualifiaient le conseil ouvrier d'« organisation fasciste » et déclaraient que son appel à la reprise du travail ne pouvait être pris en considération. À la radio, grâce à un artifice de montage, on entendit parler d'« éléments provocateurs fascistes », et il ne fut pas du tout question de secrétaires du parti sectaires. Kalocsai

dénonçait la « réaction gauchiste » ; le mot « gauchiste » disparut, et tout le sens de l'intervention s'en trouva modifié.

Pour en revenir à cette conférence, Kádár y déclara notamment : « Vous savez, camarades, le gouvernement ouvrier et paysan se trouve dans une situation difficile, car la confusion règne dans l'esprit des travailleurs qui ne voient pas le chemin à suivre. » Il dit aussi qu'il s'agissait, de toute évidence, d'une contre-révolution, puisque 241 communistes avaient été mis à mort.

Dans sa réponse, Bali, après avoir dit qui il était et rappelé ses origines, riposta : « Il n'y a aucune confusion dans l'esprit des ouvriers. Dans le vôtre, peut-être » ; fit-il à l'adresse de Kádár et des autres dirigeants. « Sachez que je milite au parti depuis dix ans, et pourtant je n'ai rien eu à redouter, pendant les journées révolutionnaires, quand je me mêlais aux ouvriers. Ce n'est pas moi qu'ils voulaient pendre. »

Kádár entra en fureur, frappa du poing sur la table et s'écria : « Sortez, provocateur ! »

Cependant, les paroles de Bali avaient fait une telle impression sur les assistants – 200 personnes environ – que Kádár jugea plus prudent de ne pas insister. Ancien social-démocrate et entré au Parti communiste dès 1945, Bali était un militant très actif qui avait l'oreille des ouvriers car il travaillait comme eux.

Vers cette époque, Kádár et ses amis créèrent un conseil ouvrier fantoche pour contrecarrer notre action. Il publiait des communiqués, faisait distribuer des tracts nuitamment, donnait des instructions par téléphone en notre nom. Quand nous appelions à la reprise du travail, ce conseil (comme les secrétaires du parti sectaires) poussait à la poursuite de la grève. Nous passions le plus clair de notre temps à démentir et à remettre les choses au point. Cela devait permettre aux dirigeants de prétendre que nous ne faisions rien. Lors de la réunion évoquée ci-dessus, un des nôtres, Karsai, dit ouvertement aux dirigeants que nous avions une mission économique à accomplir, que nous ne tenions pas du tout à avoir une activité politique, mais que leur duplicité nous y obligeait. « Voulez-vous, oui ou non, l'ordre et le calme ? » demanda-t-il.

En fait, ce n'était pas précisément ce que recherchaient Kádár et ses collègues. Ils se préparaient activement à mettre sur pied une soi-disant « garde ouvrière » (que les Budapestois baptisèrent

« poufaïka », du nom de l'uniforme ouatiné des Russes). Tant que la chose n'était pas au point, ils louvoyaient, quitte à nous frapper plus tard d'autant plus vigoureusement.

En attendant, le travail du Conseil central ouvrier se poursuivait. On créa des commissions qui furent chargées de questions diverses, et Kádár dut consentir à ce que des négociations fussent ouvertes entre nous et le Conseil central des syndicats afin d'élaborer une législation concernant l'activité des conseils ouvriers. Le projet s'inspirait largement de la loi yougoslave sur le même sujet. Huit jours après l'avoir reçu, le gouvernement publia un décret. Toutefois, ce décret ne contenait pas certaines dispositions primitivement prévues, par lesquelles nous entendions mettre les conseils ouvriers à l'abri de l'influence du parti au service du gouvernement. D'autre part, ce dernier s'opposa à la création de conseils ouvriers dans les administrations : PTT, chemins de fer, ministères, etc., ce qui entraîna, au sein de ces entreprises, une vive indignation et des discussions à n'en plus finir. Cela permit au gouvernement de détourner l'attention des masses de sujets plus importants et contribua à l'éparpillement de nos forces.

Une des revendications du Conseil central ouvrier était de disposer d'un journal pour informer les travailleurs. Le gouvernement la repoussa catégoriquement. Nous étions sur le point de sortir un journal intitulé *Munkasujsg* (*Gazette ouvrière*) qui fut saisi à l'imprimerie. Le numéro confisqué contenait des détails précis sur les négociations entre le gouvernement et les conseils ouvriers, et certaines déclarations, fidèlement retranscrites, des dirigeants au cours de ces négociations, tels ces mots de Kádár fort désinvoltes tant à l'égard de notre conseil que du peuple hongrois tout entier : « Peu me chaut que vous me reconnaissiez ou pas. 200 000 soldats soviétiques sont derrière moi. C'est moi qui commande en Hongrie. »

Nous dûmes nous contenter de publier une feuille ronéotypée que dirigeait Sebestyen, chef de notre commission de la presse. Chaque arrondissement en recevait un exemplaire qu'il tirait en autant d'exemplaires qu'il comptait d'usines ; à son tour, chaque usine en tirait un nombre d'exemplaires suffisant pour ses ouvriers. Ce fut, à l'époque, le journal le plus lu de Budapest. Malheureusement, il fallait une bonne semaine pour qu'il parvienne

à toucher ses lecteurs. Kádár et les siens le craignaient comme s'il se fût agi d'un journal de Croix fléchées.

Des négociations interminables avaient précédé la parution de notre feuille ronéotypée. Nous discussions presque tous les jours avec Kádár, mais celui-ci ne se manifestait en personne qu'après nous avoir fait cuisiner pendant des heures par ses collaborateurs. Ces séances étaient tellement épuisantes que celui d'entre nous qui était désigné pour y prendre part en était malade d'avance. Parfois, Kádár n'arrivait que sur le coup de trois heures du matin, alors que nous tombions de sommeil ; lui, il avait la possibilité de récupérer pendant la journée. Décidément, nous n'étions pas à égalité sur le plan des forces physiques.

Lorsqu'enfin notre bulletin fut prêt, Kádár essaya d'en empêcher subrepticement le tirage en faisant confisquer les ronéos par le commandement russe. Nous ripostâmes en déclarant que les ouvriers boycotteraient pendant 24 heures *Népszabadsag*, l'organe central du parti. J'ai vu de mes yeux, sur les grands boulevards, des centaines d'ouvriers acheter *Népszabadsag* et le déchirer aussitôt sans l'avoir lu. Les gens marchaient jusqu'aux chevilles dans le papier journal.

Pendant tout ce temps-là, la liaison entre le Conseil central et les Russes était maintenue. Lors d'une entrevue qui avait débuté sous le signe d'une franche cordialité, nous déclarâmes carrément que nous ne reconnaissons ni le gouvernement Kádár, ni la légitimité de l'intervention soviétique. Nos interlocuteurs en eurent le souffle coupé. Nous les invitâmes alors à se rendre dans les usines pour demander leur opinion aux ouvriers. Ce qu'ils firent. Dans mon usine d'appareillage téléphonique, un officier soviétique se présenta. J'assistai à la scène. Comme préambule, il demanda aux ouvriers ce qu'ils voulaient le 23 octobre, le fascisme ou le socialisme ? « Le socialisme ! » La réponse jaillit avec une telle force et une telle ampleur que les vitres en tremblèrent. Le mot fascisme, par contre, fut accueilli par une tempête de huées. L'officier demanda ensuite aux travailleurs de préciser leurs revendications, puis, sans mot dire, il gagna le bureau du secrétaire du conseil ouvrier. Il demanda à celui-ci s'il était d'accord avec les travailleurs. Sur sa réponse affirmative, l'officier déclara qu'il ne comprenait pas les divergences qui se manifestaient entre les ouvriers et Kádár puisque, manifestement, on voulait la même

chose des deux côtés. En réalité, les Russes savaient fort bien où le bât les blessait, mais ils ne voulaient pas l'avouer.

Le 23 novembre, un mois après le début de la révolution, le Conseil central ouvrier tint séance. Y assistait, entre autres, un officier politique soviétique d'un grade élevé. On décida, en accord avec les autres organismes révolutionnaires, que de 14 heures à 15 heures, personne ne sortirait dans Budapest. Les Russes présents dans la salle exigèrent que nous leur dévoillions le fond de notre pensée car ils subodoraient, disaient-ils, que quelque chose se préparait. Plusieurs délégués de province en profitèrent pour vider leur sac. Ils donnèrent des détails sur les débordements des soldats russes et les abus commis par les secrétaires du parti dans leur comitat. Ils racontèrent, par exemple, que les membres de la « poufaïka » gardaient toutes les routes du comitat de Borsod et que les délégués des conseils ouvriers avaient dû passer en fraude pour arriver à Budapest. D'autre part, nous avions la preuve que des armes leur étaient envoyées clandestinement de Tchécoslovaquie. L'officier soviétique de haut rang demanda le nom des orateurs ; ceux-ci déclinèrent leur identité, et les choses en restèrent là. Quelques minutes avant 14 heures, notre président se leva pour rendre compte de ce qui se passait en ville. Il rassura les camarades soviétiques : il ne s'agissait que d'une commémoration, de la commémoration d'un événement sacré de notre histoire. Puis il nous invita à nous lever, à observer une minute de silence et à chanter ensuite l'hymne national. Les Soviétiques se levèrent, saluèrent militairement pendant que s'élevait notre chant national, mais d'un air visiblement embarrassé. Les instructions qu'ils avaient reçues n'avaient pas prévu pareille occurrence.

Pendant ce temps, sur les grands boulevards et les principales artères de la ville, les forces soviétiques se déployaient avec une ampleur extraordinaire. Comme le dit plus tard un officier russe, ce qui leur paraissait impressionnant et redoutable, c'était le vide complet régnant autour d'eux. S'il y avait eu du monde dans les rues, ils se seraient sentis davantage en sécurité, car les Hongrois n'auraient pas ouvert le feu sur d'autres Hongrois.

Kádár et ses collègues savaient parfaitement que nous luttions sur deux fronts, contre eux et contre les Russes. Ils étaient fort ennuyés de nos contacts avec ces derniers. Ils nous demandèrent

d'autoriser un délégué de leur gouvernement à assister à nos séances, comme nous le faisions pour les Russes. Kádár choisit un de ses collaborateurs immédiats, un certain Sándor, qui se montra très amical avec nous, ce qui ne l'empêcha pas de manœuvrer en sous-main.

À la veille du 4 décembre, nous votâmes une résolution invitant la population de Budapest à placer des bougies sur le bord des fenêtres, à la tombée de la nuit, pour honorer la mémoire des victimes de l'intervention soviétique du 4 novembre. Le gouvernement réagit immédiatement en faisant disparaître les bougies des magasins. Mais on les retrouva au marché noir, et le soir, toute la ville fut éclairée aux bougies, à l'exception de quelques rares appartements occupés, selon toute probabilité, par des fonctionnaires. Kádár enrageait. Le Conseil central, dit-il, démontrait qu'il était à la remorque des forces contre-révolutionnaires et qu'il ne voulait pas collaborer avec le gouvernement pour le rétablissement de l'ordre. Cette attitude serait lourde de conséquences.

À ce moment, deux ou trois membres du conseil, qui jusque-là n'avaient pas ouvert la bouche et qui désiraient manifestement freiner notre action, intervinrent. À les entendre, nous avions créé une situation explosive, et nous n'aurions pas dû soutenir la grève même si les ouvriers des usines la désiraient. Nous eûmes l'impression que ces gens-là ne faisaient que répéter des consignes qu'on voulait faire pénétrer à l'intérieur du conseil. Mais d'autres voix réclamèrent une action plus énergique, une attitude plus ferme à l'égard du gouvernement, afin que celui-ci se sentît assez menacé pour ne pas recourir aux représailles.

Dans le même temps, un émissaire vint nous informer que l'ambassadeur de l'Inde, M. Menon, qui se trouvait à Budapest, cherchait à entrer en contact avec le Conseil central ouvrier. Il m'invitait à lui rendre visite. Je pris une voiture, accompagné d'un de mes camarades, et nous pûmes rencontrer l'ambassadeur sur la colline des Roses, dans l'immeuble occupé par le chargé d'affaires de l'Inde. M. Menon nous demanda notre point de vue sur la révolution, et sur la situation actuelle. Nous répondîmes avec franchise. Il nous promit d'informer fidèlement M. Nehru, et de faire tout son possible pour aider le peuple hongrois. Il voyait bien que l'insurrection de Budapest avait été un soulèvement spontané du peuple hongrois, sans l'appui de forces étrangères.

Il précisa que c'était là une opinion purement personnelle et qu'il n'était pas habilité par son gouvernement à faire une déclaration quelle qu'elle fût. Il avait eu de nombreuses conversations, et il ramenait de Budapest deux valises de documents sur les événements.

Pendant tout ce temps, notre bulletin ronéotypé paraissait régulièrement, ce qui exaspérait Kádár. Comme nous nous préoccupions tout particulièrement de la question des syndicats, il nous dit un jour : « Voyons, n'oubliez pas qu'il existe le Conseil central des syndicats, sous la direction du camarade Gaspar. » Mais nous ne voulions pas de ce personnage, qui avait été l'un des coryphées du régime Rákosi, et dont de vieux militants syndicalistes, dans les Cuirs et Peaux et les Textiles, notamment, exigeaient la démission. D'autre part, cependant, le conseil ouvrier, absorbé par ses tâches politiques et économiques, était incapable de se charger seul de la défense des intérêts ouvriers. C'est ainsi qu'en définitive eut lieu, entre les représentants du conseil et des syndicats, une réunion qui se prolongea toute la nuit. Le Conseil central des syndicats, avec Gaspar et ses amis, soutenait le vieux système stalinien, et essayait de nous persuader que nous devions nous soumettre à l'autorité des syndicats. Décidément, Kádár ne voulait pas de l'indépendance des conseils ouvriers. Pour nous allécher, les tenants de Gaspar nous offrirent la dernière page de *Népszavag* pour y publier nos communiqués. Mais ils ne purent garantir que nos textes passeraient intégralement et sans modification. En fin de compte, aucun accord ne put être conclu : nos interlocuteurs restaient sur leurs positions, alors que nous réclamions des syndicats démocratiques et indépendants. Nous ne leur cachions pas que nous considérions les centrales existantes comme des succursales du parti, dont la tâche principale consistait à organiser des concours d'émulation et qui, de ce fait, ne pouvaient représenter les véritables intérêts des ouvriers.

Le lendemain, Kádár nous proposa de quitter l'immeuble de Beszcart pour celui du ministère de l'Agriculture, sous prétexte que notre présence paralysait l'administration des transports en commun. Il alla jusqu'à menacer le directeur de l'entreprise de le renvoyer s'il ne prenait pas position contre nous. En réalité, la soi-disant milice ouvrière organisée par Münnich s'était considérablement renforcée et pourrait agir sur nous plus directement si

nous nous trouvions au ministère. Nous refusâmes la proposition de Kádár, mais après de longues négociations avec Gaspar, nous acceptâmes de nous transférer au sixième étage de l'immeuble du syndicat du bâtiment (Memosz). Avant de déménager, nous décidâmes d'organiser une réunion secrète pour discuter de la création éventuelle du conseil national ouvrier. La situation générale était en effet de plus en plus tendue, la province nous pressait de plus en plus activement, car de nombreux membres des conseils ouvriers disparaissaient, disparitions qui étaient pour le gouvernement un moyen de chantage. On signalait qu'à Pécs plusieurs mineurs n'étaient pas remontés des puits et qu'ils faisaient la grève de la faim pour protester contre l'arrestation de leurs camarades.

C'est moi qui étais chargé d'organiser la réunion secrète. Pas un des membres du conseil, pas même le président, ne devait en connaître les détails. Je convoquai mes gens pour la nuit du 6 au 7 décembre, comme pour une réunion normale, mais en prévoyant que personne ne rentrerait chez lui avant la tenue de la réunion secrète. Il y avait un dortoir au syndicat du bâtiment, nous y passâmes la nuit et, à 7 heures du matin, je fis distribuer les invitations. Un incident fâcheux se produisit alors : le délégué du 9^e arrondissement, qui était de la police, porta directement l'invitation à la préfecture, place Deak. De la préfecture, on transmit le document à Sándor, émissaire de Kádár. Sándor m'appela immédiatement au téléphone « Nous venons d'apprendre », me dit-il, « que vous voulez créer un conseil national ouvrier. Allez-vous tenir une réunion dans ce but, oui ou non ? C'est de ta réponse que dépend la réaction des services du maintien de l'ordre. » Force me fut de nier, et je mis aussitôt mes camarades au courant de la situation. « Nous avons commencé ensemble », me dirent-ils, « nous allons continuer ensemble », et nous décidâmes de tenir la réunion sans plus tarder.

Plusieurs délégués de province étaient présents. Ils s'élevèrent avec indignation contre les actions terroristes du gouvernement pour intimider les ouvriers. Les mineurs de Salgótarján étaient les plus déterminés à recourir à la grève générale. Les rapports des dirigeants du Conseil central ouvrier, déclarèrent-ils, prouvaient indubitablement que le gouvernement se moquait des revendications ouvrières, et qu'à l'abri des baïonnettes soviétiques il

se jouait de nous. Tout le monde en tomba d'accord, et la seule question qui soulevât une discussion était de savoir si la grève serait de 24 ou de 48 heures.

Pendant que nous délibérions, le délégué de Salgótarján fut appelé au téléphone. On l'informa que quelque 600 manifestants s'étaient rendus devant le bâtiment du conseil local où le commandement soviétique gardait à vue des membres du conseil ouvrier de la ville minière. Les manifestants réclamaient leur libération. Tout à coup, des soldats soviétiques et des gardes à la « poufaïka » postés sur le toit avaient ouvert le feu, et on avait relevé une trentaine de victimes, blessés ou morts. Cette nouvelle fut comme de l'huile sur le feu. Une tempête d'indignation balaya la salle et nous tombâmes d'accord que la seule riposte possible était la grève. Toutefois, le service des eaux et celui de l'électricité ne seraient pas interrompus, et les hôpitaux devraient continuer de fonctionner nonobstant certaines restrictions. Nous décidâmes d'autre part de lancer un appel aux syndicats libres du monde entier pour que les travailleurs d'Occident organisent une manifestation de solidarité. Par ailleurs, nous résolûmes de ne pas procéder à la création d'un conseil national, car c'eût été fournir à Kádár un prétexte commode pour dissoudre le Conseil central ouvrier du Grand Budapest. Nous optâmes pour une grève de 48 heures qui serait annoncée aux ouvriers par le conseil de chaque entreprise le lundi suivant. La grève elle-même se déroulerait les mardis et mercredi, 10 et 11 décembre.

Nous avions nettement l'impression que le gouvernement Kádár se préparait à frapper un grand coup pour nous écraser. Nous tentâmes une ultime démarche auprès des Russes. Il nous semblait en effet que Kádár et les siens n'essayaient pas seulement de nous duper, mais qu'ils voulaient aussi donner le change aux Soviétiques. En tant que représentants de la classe ouvrière hongroise, il était de notre devoir, pensions-nous, de mettre les occupants au courant de la véritable situation. La tension montait dans le pays et les événements prenaient mauvaise tournure du fait de certaines forces conservatrices (les sectaires gauchistes et Kádár) qui s'opposaient à toute solution de bon sens.

Une résolution fut votée, qui prévoyait la visite d'une délégation au haut commandement soviétique de Budapest avec lequel nous étions toujours en contact, pour lui demander de faire savoir

à l'ambassade que notre délégation demandait à être entendue par le gouvernement soviétique. Le haut commandement soviétique devait nous déclarer que, s'agissant d'une démarche diplomatique, il était obligé de passer par le gouvernement hongrois : au cas où celui-ci donnerait son accord, l'ambassade pourrait transmettre la demande à qui de droit.

La réunion terminée, nous nous fîmes des adieux émus, car il était possible que nous ne nous revissions plus. Nous nous promîmes de tenir bon, chacun de notre côté, et d'essayer de maintenir les conseils ouvriers dans l'esprit de la révolution.

Nos appréhensions se trouvèrent justifiées. Le 8 décembre, un dimanche, jour où les réactions ouvrières étaient le moins à craindre, le gouvernement fit diffuser par la radio un communiqué prononçant la dissolution du Conseil central ouvrier du Grand Budapest. Dès l'aube de ce jour, les membres du conseil avaient été pris en chasse par la police. À cinq heures du matin, un détachement armé se présenta au siège du syndicat du bâtiment et emmena tous ceux qui avaient passé la nuit au dortoir. Quant à moi, je fus arrêté vers midi. À la police, on me fit entendre l'intervention que j'avais prononcée lors de la séance secrète, et qui avait été enregistrée au magnétophone à notre insu. On me reprochait mon projet de faire appel aux ouvriers du monde entier pour une grève de solidarité. Je répondis que je connaissais suffisamment la théorie marxiste pour savoir que le prolétariat du monde entier était un et indivisible. Le policier qui m'interrogeait me rétorqua qu'il ne fallait pas prendre au sérieux tout ce qu'on enseignait dans les séminaires du parti.

À la nouvelle de mon arrestation, les ouvriers de mon usine se mirent immédiatement en grève. Un comité se forma pour obtenir ma libération. Bon nombre de vieux militants communistes en faisaient partie. Des délégations se présentèrent un peu partout y compris chez Kádár, pour se porter garantes de mon honnêteté. Les membres du comité avaient de bonnes relations : certains avaient des fils vice-ministres, d'autres hauts fonctionnaires, et, de fait, on me libéra assez vite. Toutefois, on me soumit à une étroite surveillance policière.

Presque tous les autres membres du Conseil central ne tardèrent pas non plus à être remis en liberté, et j'appris bientôt que le gouvernement manifestait l'intention d'instituer une certaine

forme de collaboration avec nous. Mais je ne voulais plus être dupe, je pressentais un piège, et d'ailleurs je me préparais à quitter le pays car je venais d'apprendre les circonstances dans lesquelles deux dirigeants de notre conseil, Bali et Rácz, avaient été arrêtés. À l'issue de la réunion qui avait lancé l'ordre de grève, ces deux syndicalistes s'étaient rendus à l'usine Standard où, sous la protection de leurs camarades, ils se sentaient plus en sécurité que chez eux. Le dimanche 8 décembre, vers midi, les forces du maintien de l'ordre voulurent occuper l'usine où se trouvaient un certain nombre d'ouvriers chargés des travaux d'entretien. Ceux-ci intervinrent en faveur des deux syndicalistes. Des blindés soviétiques arrivèrent alors et cernèrent l'usine. Cependant, ils n'intervinrent pas directement, bien que les ouvriers ne permissent pas aux forces du maintien de l'ordre de pénétrer à l'intérieur des bâtiments. Pendant 48 heures, ouvriers et policiers se regardèrent en chiens de faïence. Alors Kádár envoya un message à Bali et à Rácz, les invitant à se rendre au Parlement pour discuter avec lui. Après réflexion, les deux délégués acceptèrent. Bientôt, la voiture envoyée par Kádár arriva devant l'usine. Bali et Rácz y prirent place, et furent conduits au Parlement où on les mit aussitôt en état d'arrestation. À vrai dire, ils virent bien Kádár, mais dans un couloir, et échangèrent même quelques mots avec lui, juste avant que le Premier secrétaire du parti assistât, sans sourciller, à leur enlèvement par les policiers. Une dizaine de jours plus tard, Bali, eu égard à son long passé de militant communiste, fut relâché. (Il fut arrêté de nouveau en 1957.) Rácz, lui, resta en prison.

En dépit de notre arrestation et des manœuvres du gouvernement, la grève de 48 heures fut un succès. En vain fit-on lire dans les usines un communiqué gouvernemental affirmant que l'appel du Conseil central ouvrier était illégal, puisque le conseil venait d'être dissous. Les ouvriers écoutèrent cette lecture en silence, ne firent aucun commentaire, rentrèrent chez eux et ne revinrent pas à l'usine le lendemain. La grève fut totale, paralysant jusqu'aux transports eux-mêmes. C'est à grand-peine que le gouvernement, sous la protection de forces armées, put faire partir un ou deux tramways. Avec cette grève se terminait d'ailleurs le chapitre le plus important, peut-être, de la révolution hongroise; l'action des conseils ouvriers cessait, et le gouvernement entreprenait de mater la classe ouvrière.



Je voudrais dire encore quelques mots de l'organisation et des projets du Conseil central ouvrier du Grand Budapest. La grande majorité des membres de ce conseil était constituée d'ouvriers qualifiés, mais nous comptons parmi nous quatre ou cinq ingénieurs.

Nous avons créé au total sept sections ou commissions, dont les chefs étaient en même temps vice-présidents du Conseil. Ces commissions avaient pour tâche d'élaborer le programme des conseils ouvriers.

Nous pensions que, d'une manière générale, le rôle des conseils ouvriers serait de diriger la production, de prendre possession des usines pour le compte des ouvriers et de créer les conditions dans lesquelles le conseil ouvrier pourrait fonctionner indépendamment de toute autre organisation, qu'il s'agît du gouvernement, de parti ou de syndicat.

Nous espérions que le régime, une fois consolidé, pourrait instituer un système politique basé sur deux chambres ; la première, législative, assumerait la direction parlementaire du pays ; la seconde s'occuperait de l'économie et des intérêts de la classe ouvrière. Les membres de la deuxième chambre seraient élus parmi les producteurs, c'est-à-dire parmi les membres des conseils ouvriers, sur la base d'élections démocratiques.

Notre intention n'était pas de prétendre, pour les conseils ouvriers, à un rôle politique. Nous pensions généralement que, de même qu'il fallait des spécialistes à la direction de l'économie, de même la direction politique devait être assumée par des experts. Nous tenions, par contre, à contrôler nous-mêmes tout ce qui nous concernait.

En discutant des questions d'organisation du Conseil central du Grand Budapest, nous évoquions aussi son avenir. À notre avis, pour que le conseil puisse remplir son véritable rôle, à savoir la direction de la production, le capitalisme d'État, sous le contrôle du Parti communiste, devait disparaître. Il fallait aussi régler la question des syndicats. Jusqu'au 1^{er} janvier 1957, considéré par nous comme une date limite, on devait élire, dans chaque usine, démocratiquement, les nouvelles directions syndicales, ainsi que le spécifient les statuts des syndicats libres. (Il y

aurait incompatibilité entre l'appartenance à la direction syndicale et aux conseils ouvriers.) Le conseil ouvrier émit le vœu que les syndicats hongrois quittent la Fédération syndicale mondiale pour adhérer à la Fédération internationale des syndicats libres. Les syndicats auraient pour tâche de défendre les ouvriers sur le plan national, contre le gouvernement si besoin était, et contre les conseils ouvriers eux-mêmes si, d'aventure, ceux-ci étaient en contradiction avec les intérêts ouvriers. Malgré tout, syndicats et conseils ouvriers devraient collaborer dans toute la mesure du possible, quand bien même leurs intérêts immédiats sur le plan de la production ne seraient pas toujours concordants.

En ce qui concerne la situation à venir des conseils ouvriers, elle devait être définie par les commissions économiques et politiques du Conseil central. Une question restait en suspens : comment le conseil des producteurs, formé de membres des conseils ouvriers pourrait avoir une certaine part à la direction de l'État. Je dois dire franchement que nous n'eûmes pas le temps d'étudier à fond ce point.

Ce qui est certain, c'est que nous ne voulions plus d'un système gouvernant à coups de décrets. L'Assemblée nationale n'avait qu'à voter des lois convenables. Évidemment, pour les questions économiques, l'Assemblée devrait consulter le conseil des producteurs et obtenir son approbation. Selon nos conceptions, le pays avait besoin d'une nouvelle constitution qui préciserait quels seraient les partis autorisés, dans quel esprit devrait travailler le gouvernement, et comment il assurerait l'existence d'une société socialiste. Le conseil des producteurs devrait fonctionner, bien entendu, selon les principes définis dans la nouvelle constitution. Aux termes de la constitution précédente, les problèmes économiques et politiques n'étaient pas séparés. Quand des questions économiques étaient posées devant le Parlement, elles étaient tranchées par des spécialistes de la politique et non par des économistes, et ces politiciens ne prenaient pas en considération l'intérêt des travailleurs. Une seule personnalité politique, quand elle avait du poids, pouvait diriger les affaires.

Selon nos conceptions, le conseil des producteurs deviendrait un organisme dirigeant de la vie du pays, les deux chambres jouant chacune leur rôle propre, se complétant au lieu de s'opposer. Bien que toutes nos idées sur ces points ne fussent pas

définitives, nous les consignâmes dans un projet que, par la suite, la police devait exploiter contre nous. Il y était dit que le gouvernement serait l'émanation des deux chambres, ses membres se recrutant dans chacune d'elles. Certains postes ne pourraient être attribués qu'à des spécialistes qualifiés, de l'une ou l'autre chambre. Chacune des deux chambres pourrait mettre en échec le gouvernement, responsable devant chacune d'elles et ne pouvant se maintenir qu'avec la confiance de l'une et de l'autre. Dans la Hongrie nouvelle et démocratique que nous imaginions, le législatif et l'exécutif devaient être rigoureusement séparés.

Nous discutâmes aussi de la façon dont les bénéfices des usines, travaillant enfin d'une manière rentable, seraient répartis. Nous prévoyions trois catégories de bénéficiaires : l'État, l'entreprise elle-même (réserves, équipement, roulement) et les travailleurs. Les modalités de la distribution de cette partie des bénéfices seraient définies, chaque fin d'année, par le conseil des ministres. Certains d'entre nous émirent des idées aujourd'hui assez répandues en Occident d'un capitalisme « populaire » octroyant des actions aux travailleurs. Je ne puis dire comment les choses auraient évolué si nous avions pu mettre nos idées en pratique.

Nous vivions en pleine révolution et nous devons combattre. Certes, nous ne savions pas avec précision comment l'avenir se présenterait, mais nous avions tous le sentiment d'être dans la bonne voie. Dans la voie que devaient suivre les travailleurs, le pays tout entier, pour que s'épanouisse la société socialiste.

Ce sont ces promesses d'avenir qu'ont écrasées les Russes et Kádár.

Document 3

Témoignage

Miklos Sebestyén

Notre arme la plus puissante était la grève

Nous avons reçu le 12 novembre 1956, au conseil ouvrier de la Régie optique hongroise, un tract du conseil révolutionnaire d'Ujpest convoquant les délégués de tous les conseils ouvriers de Budapest à la maison du conseil, c'est-à-dire à la mairie d'Ujpest. En y arrivant, nous n'avons trouvé qu'un seul délégué. Ce dernier nous a envoyés tous à l'usine Egyesült Izzó, pour éviter ainsi d'être repérés par les forces du maintien de l'ordre réorganisées après le 4 novembre.

Dans l'usine, déjà, des délégués de plusieurs entreprises et arrondissements étaient présents, et nous avons ouvert la séance tout de suite. Mais bientôt, nous avons dû constater que les représentants de nombreuses usines manquaient encore. Aussi avons-nous décidé de remettre la réunion au lendemain et d'aviser, en attendant, les conseils ouvriers de toutes les usines d'une certaine importance.

Le lendemain, 13 novembre, après une discussion prolongée, à laquelle participaient cette fois les délégués des conseils ouvriers de toutes les grosses entreprises de la capitale, nous avons élaboré une pétition en quatorze points et nous avons élu une délégation, qui, le soir même, est allée présenter cette pétition au gouvernement Kádár.

Mais l'entretien avec Kádár n'a abouti à aucun résultat ; comme membre de la délégation, je peux témoigner de la manière dont Kádár a repoussé chacune de nos revendications. Le chef de notre délégation composée de dix membres, envoyé par les usines de Csepel, a exposé à Kádár les premières revendications du Conseil central ouvrier, qui venait d'être formé. Kádár a répondu successivement à tous les points qui constituaient l'essentiel des revendications de la révolution. Ainsi, le Conseil central ouvrier a exigé le rétablissement d'Imre Nagy dans son poste de Premier ministre, le retrait des troupes soviétiques, un régime multipartite, etc. Kádár a déclaré entre autres que lui aussi aimerait bien s'entretenir avec Imre Nagy, mais que, malheureusement, ce dernier ne voulait pas

quitter l'ambassade de Yougoslavie, et qu'ainsi on ne pouvait s'entretenir avec lui. Le Conseil central ouvrier ferait bien, a dit Kádár, d'essayer de discuter avec Imre Nagy et de le persuader de quitter l'ambassade de Yougoslavie. Kádár a affirmé catégoriquement qu'il était d'accord en principe pour établir un régime multiparti, mais, étant donné les circonstances, ne trouvait pas le moment opportun. Dans la situation actuelle, a-t-il ajouté, la tâche la plus urgente est de mettre fin à l'anarchie, les ouvriers doivent reprendre le travail. Il nous a reproché à plusieurs reprises de faire de la politique et de présenter des revendications au lieu de recommander aux ouvriers la reprise du travail. Il a répété longuement que le devoir des conseils ouvriers était de faire cesser la grève, parce que le pays avait déjà beaucoup de dettes, que la richesse nationale diminuait de jour en jour, que la famine et les épidémies menaçaient la population. Il ne tenait qu'aux conseils ouvriers de mettre fin à cette situation, il fallait reprendre le travail et, ensuite, a terminé Kádár, on pourrait parler aussi des questions politiques.

Le gouvernement n'a donc pas tenu compte de nos revendications et la délégation est repartie sans résultat.

Toutefois, la création du Conseil central ouvrier a été le premier pas vers une autre solution politique face au gouvernement Kádár s'appuyant sur les baïonnettes soviétiques, vers le développement de l'organisme central des conseils ouvriers issu des conseils ouvriers eux-mêmes et ayant derrière lui la grande majorité de la population. Mais nous avons appris en même temps que nous devrions céder sur certaines de nos revendications premières, absolues en quelque sorte car, après le 4 novembre, il n'était plus possible de défendre les objectifs de la révolution dans leur intégrité. Nous devons chercher un compromis : arracher des concessions au gouvernement et répondre à la confiance des ouvriers.

Après la formation du Conseil central ouvrier, la confiance de la population se manifesta tout de suite par le fait que tous les gens venaient à nous pour nous exposer leurs problèmes, leurs affaires. Chacun méprisait le gouvernement, c'était le Conseil central ouvrier qui seul avait du prestige auprès des travailleurs. C'est pourquoi nos tâches journalières les plus importantes consistaient à nous pencher sur le sort de la population abandonnée.

Ce fut une des raisons, parmi d'autres, qui nous poussa à chercher à établir un contact avec le commandement des troupes soviétiques d'occupation à Budapest. Nous intervenîmes pour que cessent les déportations et que les Soviétiques renvoient les gens déjà déportés.

Nous avons participé à la distribution des vivres, des médicaments et des vêtements arrivés à Budapest, tâchant de déceler et d'empêcher les abus.

Mais en même temps nous ne pouvions oublier que notre devoir le plus important était de nature politique, et que, si nous ne devons pas abandonner la population, ce serait de notre part une grave négligence que de perdre de vue les revendications politiques des ouvriers que nous représentions et en général celles de la révolution ; nous cherchions à les faire aboutir dans toute la mesure du possible.

Notre souci principal était de savoir quelles revendications nous devons adresser au gouvernement, dans l'espoir qu'il les accepte, entièrement ou au moins en partie.

Cependant, étant donné que la population et la classe ouvrière dans son ensemble exigeaient résolument le retrait immédiat ou tout au moins rapide des troupes soviétiques, des élections libres avec la participation de plusieurs partis, le retour d'Imre Nagy à la présidence du Conseil, il était très difficile de présenter ces revendications de telle sorte qu'elles puissent être conciliables avec les données politiques.

Jusqu'au 22 novembre, nous eûmes encore plusieurs conversations avec le gouvernement Kádár, dont une le 18 novembre. Je m'en souviens très bien, car cette fois-ci, je me trouvais moi-même à la tête de la délégation. À cette entrevue, nous avons parlé des revendications déjà évoquées, que nous avons alors exposées sous une forme plus souple et présentées sous un autre angle.

Mais il est devenu très vite évident que ce n'était pas la mise en avant des revendications qui était cause du différend le plus grave entre nous, mais que le gouvernement avait un point de vue totalement opposé au nôtre sur certaines questions fondamentales.

Nous pensions que, s'il donnait satisfaction à nos revendications, au moins partiellement, le gouvernement Kádár prouverait

sa bonne volonté et, en ce cas, le conseil ouvrier mettrait fin à la grève. Mais selon le gouvernement, c'était au conseil ouvrier de prouver qu'il était capable de faire reprendre le travail aux ouvriers et, ensuite, une fois la situation consolidée, le gouvernement pourrait nous donner satisfaction sur certains points de nos revendications.

Mais nous savions que notre arme la plus puissante était la grève et que nous n'avions aucun autre moyen pour exercer une influence sur le gouvernement. Renoncer à la grève aurait été une capitulation. Au sein du Conseil central ouvrier, une vive discussion s'engagea pour savoir comment faire accepter nos revendications. Il y avait plusieurs opinions. Pour les uns, nous devons maintenir catégoriquement les revendications que nous avons formulées dès le premier jour et, par la continuation de la grève, obliger le gouvernement à les accepter.

Mais les partisans de cette attitude ne se rendirent pas suffisamment compte de la situation du pays. En raison des combats de la révolution, des destructions opérées par les troupes soviétiques et de la grève générale qui se prolongeait depuis des semaines, le pays se trouvait au bord de la faillite. La prolongation de la grève aurait frappé avant tout la population, qui avait épuisé ses réserves. En outre, le gouvernement, avec l'aide des troupes soviétiques, aurait pu recourir à des moyens plus brutaux : il aurait pu dissoudre le Conseil central ouvrier et contraindre les travailleurs, par les armes, à la reprise du travail, et, en même temps, rendre responsable le Conseil central ouvrier de la gravité de la situation aux yeux de la population.

Pour cette raison, l'autre tendance, celle de la majorité du Conseil central ouvrier, était de réaliser un compromis avec le gouvernement. De reprendre, certes, le travail, mais en soulignant qu'au cas où le gouvernement ne donnerait pas satisfaction à nos revendications, nous décréterions, à nouveau, la grève générale.

Pourtant, il y eut encore une troisième tendance. Celle-ci affirmait qu'indépendamment du sort réservé à nos revendications, nous devrions reprendre sans tarder le travail, quitte à nous rendre compte ensuite de la façon dont allait réagir le gouvernement. Les partisans de cette solution voulaient donc voter la reprise du travail non pas en fonction des résultats obtenus par les pourparlers, mais indépendamment d'eux. Cette tendance n'était

représentée que par une infime minorité dans le Conseil central ouvrier et son porte-parole, József Balázs. La majorité condamnait catégoriquement ce point de vue, car elle affichait une confiance absolue envers le gouvernement. Nous avons décidé que les gens qui se laissent persuader d'abandonner le point de vue du Conseil central ouvrier ne sont pas dignes d'y figurer et qu'il faudrait, comme opportunistes, les exclure. Aussi avons-nous écarté József Balázs du Conseil central ouvrier, dès le 19 novembre, si mes souvenirs sont exacts.

Dès le début, nous savions clairement que notre activité ne serait efficace qu'à condition de renforcer le réseau des conseils ouvriers et de raffermir son organisme central. Pour cela, aussitôt après la première réunion, nous avons décidé de coordonner l'activité des conseils ouvriers et de donner une forme définitive, approuvée par les travailleurs, au Conseil central ouvrier, organisme jusqu'alors provisoire, créé en hâte.

En ce qui concerne l'organisation des conseils ouvriers, notre but primordial fut de créer partout à Budapest des conseils ouvriers d'arrondissement, là où il n'en existait pas encore, et de former, avec leurs délégués, le Conseil central ouvrier du Grand Budapest sous sa forme définitive. Nous nous sommes mis d'accord pour que le conseil ouvrier de chaque arrondissement puisse envoyer trois ou cinq délégués au Conseil central ouvrier, mais que chaque arrondissement ne disposerait que d'une seule voix, celui de Csepel excepté, qui en aurait deux. Les grandes entreprises n'enverraient pas de délégués, mais elles seraient représentées au sein des conseils ouvriers des arrondissements.

Nous avons réglé également l'organisation du Conseil central ouvrier. Entre le 15 et le 21 novembre, il n'y avait pas encore de direction définitive, et chaque jour un membre différent présidait les séances. Nous sommes tombés d'accord pour organiser un secrétariat chargé des affaires en cours et créer un comité pour assurer la liaison avec le commandement des troupes soviétiques.

Après l'organisation des activités du Conseil central ouvrier et la création des conseils ouvriers de Budapest là où il n'y en avait pas, l'autre grande tâche que nous avions en vue était de constituer un conseil ouvrier national, de façon que nous puissions former une sorte de parlement des conseils ouvriers, avec les délégués des conseils ouvriers des grandes villes et des centres

industriels. Dans ce but, nous avons décidé d'organiser à Budapest, pour le 21 novembre, une conférence du conseil national ouvrier.

Le 21 novembre se termina la première phase de l'histoire du Conseil central ouvrier du Grand Budapest : à cette date, en effet, les conseils ouvriers se sont créés, et l'activité du Conseil central ouvrier s'est développée. Son attitude politique s'est définie, il est devenu un organisme reconnu par tous. La conférence, convoquée pour le 21 novembre, fut en quelque sorte l'aboutissement des efforts accomplis pendant la première période de l'histoire du Conseil central ouvrier et constitua en même temps le départ d'une nouvelle étape.

La tâche principale de cette conférence nationale fut de former un pouvoir sous la direction des ouvriers, en opposition avec le gouvernement.

Il est vrai que le Conseil central ouvrier fonctionnait déjà avant cette date, mais son pouvoir et son influence, pour importants qu'ils fussent, ne pouvaient remplacer cet organisme représentant le pays tout entier que nous désirions créer. Par cette conférence, nous voulions obtenir que, désormais, non seulement le prolétariat de Budapest, mais tout le pays, les ouvriers comme l'ensemble de la population, soutiennent l'activité et la politique du Conseil central ouvrier de Budapest, et également le Conseil national ouvrier.

Notre but était de créer le plus vite possible dans chaque ville des conseils ouvriers partout où il n'en existait pas encore. Dans les régions non industrialisées, nous pensions organiser des conseils de paysans. Enfin, nous voulions coordonner l'activité de tous ces conseils.

Nous avons avisé de cette conférence les conseils de la province par le service télégraphique des chemins de fer de l'État et aussi par le réseau téléphonique.

D'après mes souvenirs, sont surtout venus des délégués de Győr, de Komló, de Veszprém, de Tatabánya, de Pécs, d'Ózd, de Salgótarján, villes industrielles, et aussi de nombreux délégués paysans.

Quant à nos revendications et à notre position politique, nous fûmes tous du même avis et, sur ce sujet, il n'y eut pas

de discussion. Nous avons parlé plutôt de questions pratiques concernant la formation du conseil national ouvrier.

Nous avons dû tenir la réunion dans les locaux très étroits du bureau du Conseil central ouvrier, car le gouvernement avait fait défiler des troupes soviétiques là où se trouvait le local primitivement prévu pour la conférence. Nous avons décidé de répondre à cette provocation en arrêtant le travail, repris depuis le 19 novembre, et en décrétant une grève de protestation de quarante-huit heures.

La conférence a terminé son travail avec succès. Nous sommes convenus avec les délégués de province qu'ils soutiendraient notre action, et bien que nous n'ayons pas créé le conseil national ouvrier, nous avons établi une liaison permanente avec les régions de province par le truchement des délégués et par des liaisons téléphoniques et télégraphiques. À notre appel, le prolétariat de Budapest, en son ensemble, déclencha la grève générale.

Dès le soir du 22 novembre, nous avons eu une entrevue avec Kádár pour protester contre l'attitude du gouvernement, pour lui annoncer la grève de protestation et pour essayer de faire accepter nos revendications.

Kádár nous attendait pour sept heures et demie dans la soirée, mais à notre arrivée, il n'était pas encore là, et nous avons dû l'attendre jusqu'à deux heures du matin. D'abord, nous avons cru à une provocation de sa part, mais plus tard, nous avons pensé que Kádár avait peut-être appris alors l'enlèvement d'Imre Nagy et de ses compagnons, ce qui lui avait probablement valu quelques ennuis.

Le lendemain, nous avons eu une réunion orageuse au Conseil central ouvrier. L'enlèvement inqualifiable d'Imre Nagy et de ses compagnons a bouleversé tout le conseil ouvrier. À ce moment-là, nous avons attribué toute cette action à Kádár et à son gouvernement, et n'avons pas pensé à l'éventualité que Kádár pouvait ne pas être non plus au courant de cet enlèvement.

Quoi qu'il en soit, l'enlèvement du premier ministre de la révolution et de ses collaborateurs a envenimé la situation et compromis les chances d'un accord. Nous imputons alors tout cela à Kádár, bien que nous ayons vu assez clairement la différence entre lui et les autres membres de son gouvernement. Aux pourparlers que nous avons eus avec Kádár, participaient,

par exemple, de temps en temps, Marosán et Biszku, qui nous parlaient sur un ton beaucoup plus agressif que Kádár. Marosán, par exemple, a déclaré un jour que les ouvriers pouvaient faire la grève s'ils voulaient, mais que le gouvernement pouvait de son côté déployer ses forces et que si les ouvriers réagissaient, « nous tirerions alors sur vous ». Voilà en quels termes un membre du « Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et des paysans » parlait de la manifestation des ouvriers !

Nous avons eu une impression différente de Kádár, bien qu'au fond, il ait fait la même chose que les autres. Nous pensions, par exemple, par la suite, qu'il n'avait pris connaissance de l'enlèvement d'Imre Nagy qu'après coup, que les choses avaient été faites à son insu et que l'affaire, de toute façon, lui était assez pénible. Nous avons été confirmés dans cette opinion lors d'une nouvelle entrevue fort curieuse. Pour le 1^{er} décembre, à cinq heures de l'après-midi, Kádár avait invité pour prendre le thé quelques membres du Conseil central ouvrier : nous étions six et, outre Kádár, quelques personnes seulement de son entourage étaient présentes.

Au cours de cette entrevue, qui dura environ deux à trois heures, Kádár promit de faire quelques concessions pour esquisser un pas vers un compromis. Il nous a révélé aussi qu'il avait tenté d'élargir son gouvernement en faisant appel, par exemple, à Béla Kovács, au révérend père Balogh et à d'autres encore, mais que tous lui avaient refusé leur concours. Il est intéressant que, bien avant cet entretien, les proches collaborateurs de Kádár ont appelé quelques membres du Conseil central ouvrier, notamment Rácz et moi-même, à entrer au gouvernement. Bien entendu, nous avons refusé cette proposition.

Nous avons tous l'impression alors qu'il voulait nous gagner à sa cause. Je me souviens exactement, presque mot à mot, de ses paroles : « Mes amis, aidez-moi ! Comprenez, je suis seul parmi tous ces staliniens... Aidez-moi ! » Il a promis de faire accepter par le gouvernement un décret qui légaliserait le Conseil central ouvrier en tant que conseil des producteurs. J'ai eu l'impression que Kádár et ceux de ses collaborateurs qui participaient à cette entrevue n'étaient effectivement pas des staliniens, et qu'ils se trouvaient en minorité au sein du gouvernement.

À notre retour, nous avons discuté, au siège du Conseil central ouvrier, de cette intéressante entrevue. Nous avons l'impression, tous, que Kádár, immédiatement avant et après le 4 novembre, s'était résigné à l'intervention soviétique pour briser, à l'aide des troupes russes, certaines manifestations réellement contre-révolutionnaires, et continuer la politique de la révolution, au point où elle était arrivée le 30 octobre. Kádár a cru que, parce qu'il était lui-même à la tête de cette politique d'intervention, il pourrait l'arrêter quand il le voudrait. Mais nous étions d'accord également qu'il fallait, pour mener une telle politique, une singulière étroitesse de vue, la méconnaissance de la révolution et du peuple, car, autrement, il serait inimaginable qu'un homme raisonnable puisse supposer ce que Kádár voulait faire, à savoir, atteindre les buts de la révolution à l'aide des baïonnettes russes. Nous pensions que c'était justement à cette époque, au début de décembre, après l'enlèvement d'Imre Nagy et de ses compagnons, que Kádár comprit combien sa force et sa conception étaient négligeables en face de l'intervention soviétique et de tout ce qu'elle comportait.

C'est pourquoi il a essayé d'obtenir le soutien de diverses personnalités politiques, et également le nôtre.

Plus tard, nous avons eu connaissance d'un épisode caractéristique. Lors de notre entrevue du 1^{er} décembre, Kádár avait promis que le gouvernement allait faire certaines concessions, notamment ce conseil des producteurs, et qu'il les annoncerait lui-même à la radio le lendemain. Or nous avons appris que le lendemain, au moment où Kádár se dirigeait vers le studio de la radiodiffusion situé alors dans le bâtiment du Parlement, pour lire sa déclaration, survint Münnich, qui lui arracha le texte de la déclaration des mains en protestant contre sa lecture à la radio.

Dans la seconde moitié de novembre, surtout après la conférence du 21, est venu le moment de renforcer l'activité du Conseil central ouvrier et de nous imposer en tant que force politique reconnue par le peuple.

C'est vers le 25 novembre que nous avons pensé, au cours de nos discussions, à informer les usines et le pays de notre activité et de nos décisions. Nous avons décidé de publier un journal. Étant donné que les imprimeries étaient occupées par l'armée soviétique, nous n'avons pu publier jusque-là qu'un

bulletin d'information ronéotypé, dont le contenu était transmis par téléphone en province. Pourtant, nous n'avions pas renoncé à l'idée que le Conseil central ouvrier puisse avoir son propre journal imprimé. À l'occasion de nos entrevues – déjà avant le 20 novembre –, nous avons demandé chaque fois à Kádár l'autorisation du gouvernement pour la publication de ce journal, Mais il l'avait toujours refusée, comme inopportune. Il trouvait inopportun, disait-il, qu'en dehors des organes du parti et des syndicats (*Népszabadság*, *Népakarat*), un autre journal paraisse, étant donné la pénurie de papier. Ce n'était bien sûr qu'un prétexte, car Kádár savait aussi bien que nous que, si le journal du Conseil central ouvrier paraissait, personne ne lirait plus les deux journaux officiels – *Népszabadság* et *Népakarat* – et que l'influence du conseil ouvrier irait encore en augmentant.

Après le 23 novembre, nous avons décidé que nous éditerions le journal quand bien même le gouvernement refuserait son autorisation. J'ai parlé au président du syndicat déjà libre des typographes, qui nous a conseillé de nous adresser au conseil ouvrier de l'imprimerie Forrás. Celui-ci pourrait probablement se charger de l'impression du journal. En compagnie de quelques journalistes, à qui j'avais demandé de s'occuper de la rédaction du journal, nous sommes allés à l'imprimerie, où l'on a convoqué sans tarder le conseil ouvrier. Ce conseil a délibéré sur la demande du Conseil central ouvrier et il a finalement accepté d'imprimer le journal sous le titre *Munkásjjság* (*Journal ouvrier*).

La composition était déjà prête quand la nouvelle arriva que le gouvernement avait eu vent de notre décision et la considérait comme une provocation. Une vive discussion s'engagea entre le rédacteur en chef du journal et quelques journalistes. En ce qui nous concernait, en accord avec le rédacteur en chef, nous voulions sortir le journal, mais plusieurs journalistes affirmèrent que, par ce geste, nous allions rendre définitivement impossible un compromis avec le gouvernement. Pendant la discussion arrivèrent quelques membres du Conseil central ouvrier et ils nous informèrent que le conseil ouvrier, après une nouvelle délibération, avait décidé, pour éviter toute provocation, de renoncer à l'édition du journal.

Il sembla que le gouvernement trouvait que notre attitude dépassait la mesure et que nous devions rectifier notre position.

Cependant, à cette époque, nous avons réussi à établir de bonnes relations avec les organismes militaires soviétiques. À vrai dire, nous avons eu déjà des contacts, juste après la création du Conseil central ouvrier, le 15 novembre, mais alors notre activité dans ce domaine se bornait à l'obtention de laissez-passer et à des efforts en vue de la cessation des déportations. Cependant, il est significatif que le commandement soviétique ait fourni à chaque membre du conseil ouvrier un laissez-passer qui nous permettait de circuler dans la ville après le couvre-feu. Bien mieux, ils ont donné aussi à chaque membre du conseil ouvrier un permis de port d'armes.

Quand le commandement soviétique a appris qu'il s'agissait non seulement du conseil ouvrier d'une usine ou d'un arrondissement, mais du Conseil central ouvrier du Grand Budapest, c'est-à-dire d'un véritable « soviét », il nous a envoyé un colonel en compagnie d'un interprète, qui assista à nos délibérations, si ma mémoire est bonne, à partir du 20 novembre, parfois pendant des journées entières. Ainsi les Russes étaient informés directement, ils savaient tout et, jusqu'à l'enlèvement d'Imre Nagy, ils semblaient témoigner d'une certaine sympathie à l'égard du Conseil central ouvrier. D'après l'attitude du colonel participant à nos séances, nous avons eu l'impression que les Russes ne savaient pas exactement ce qu'était le Conseil central ouvrier : un second gouvernement, un pouvoir populaire appuyé par tout le pays, un organisme semblable à leurs soviets d'autrefois ou quelque chose d'autre... Ils ignoraient si le Conseil central ouvrier était un gouvernement rival en face de celui de Kádár ou son opposition, ou bien si ce conseil collaborait avec Kádár. Il leur était d'autant plus difficile d'éclaircir le problème qu'aux séances du Conseil central ouvrier assistait également un délégué du gouvernement et que, en plus, nous nous rendions souvent chez Kádár pour y poursuivre nos discussions. Nous n'arrivions pas à faire comprendre aux Russes ce qu'était la véritable situation. Pourtant, plus tard, au début de décembre, le 6 ou le 7, la nature de ces relations changea tout d'un coup. La délégation du conseil ouvrier fut convoquée au commandement militaire soviétique, et là, le général Serov nous annonça qu'il fallait renoncer à nos revendications, sans quoi les choses pourraient mal tourner. En effet, le 9 décembre, le Conseil central ouvrier était dissous.

Il n'est pas inutile de dire quelques mots encore sur certains aspects de l'activité du Conseil central ouvrier, surtout en ce qui concerne ses relations avec d'autres organismes.

Le Conseil central ouvrier collaborait sans cesse avec d'autres organismes révolutionnaires : Association des écrivains, différents groupes et organismes de l'intelligentsia, étudiants, etc. Cependant, nous avons refusé de collaborer avec les syndicats, bien que Kádár nous y invitât lors de presque chaque entretien. À vrai dire, le gouvernement voulait placer ces conseils sous le contrôle des syndicats dirigés par le parti. Quand il était question, par exemple, de l'autorisation de publier un journal, il offrait de laisser de la place aux communiqués du Conseil central ouvrier dans les colonnes de *Népakarat*, journal officiel des syndicats. Il était même prêt à mettre tous les jours une page à notre disposition. Naturellement, nous avons refusé cette proposition, car justement, à cette époque, les ouvriers de certaines branches, par exemple les typographes, les travailleurs du textile et bien d'autres, se détachèrent du centre syndical qui était sous la direction des communistes et élurent, l'un après l'autre, de nouveaux comités d'usine, de nouvelles directions syndicales libres et indépendantes. Le centre syndical sous direction communiste, le Conseil central des syndicats, est devenu de plus en plus un central privé d'organisations de base, auquel nous ne pouvions nous joindre en aucune manière.

Après le 23 novembre, nous avons renforcé l'organisation du Conseil central ouvrier ; nous avons créé une direction permanente et élu pour président Sándor Rácz, pour vice-président Kalocsai, et pour secrétaire Babai. Nous avons créé quatre ou cinq sections, notamment les sections politique, économique, d'organisation et de presse.

Par ce moyen, le Conseil central ouvrier s'est trouvé renforcé, et nous avons pu penser plus sérieusement à reprendre notre projet, la création d'un conseil national ouvrier.

Avec les centres industriels de province, nous étions en contact permanent. Les délégués de Veszprém, Pécs, Tatabánya, Komló, Salgótarján, Miskolc, ainsi que ceux des régions comprises entre le Danube et la Tisza, et au-delà de la Tisza, se trouvaient à Budapest. Ainsi, chaque jour, de trente à quarante délégués de province venaient au Conseil central ouvrier ; nous les logions et

nourrissions dans les usines, et ils restaient en liaison téléphonique avec leur ville ou leur centre industriel. Nous pouvions donc prétendre avoir, de cette façon, réussi à établir de très bons contacts avec les centres les plus importants.

Plusieurs fois – peut-être trois ou quatre fois –, des délégations de paysans sont également venues nous voir. Leur attitude politique était identique à la nôtre ; elles formulaient cependant certaines revendications particulières à la paysannerie. Nous avons publié les revendications de l'une de ces délégations dans le numéro du 4 décembre de notre bulletin. On pouvait y lire des passages de ce genre :

« Nous, paysans individuels et membres de coopératives de Bokod, Császár, Dad, Szond, Szak, artisans, ouvriers de l'industrie et intellectuels désignés par les comités nationaux issus d'élections libres, nous constatons, affirmons, demandons et exigeons ce qui suit [...] :

2. Nous sommes entièrement d'accord avec le conseil révolutionnaire ouvrier de Budapest quant à ses revendications concernant les problèmes généraux du pays [...].

c) Nous demandons des élections libres au scrutin secret, avec la participation de plusieurs partis socialistes, et, parmi eux, un parti paysan, représentant directement les intérêts des paysans [...].

3. Nous demandons et exigeons du gouvernement la création de conseils paysans révolutionnaires communaux, cantonaux et départementaux ayant les mêmes prérogatives que celles des conseils ouvriers révolutionnaires. »

Si nous avions eu devant nous un mois de plus, nous aurions pu facilement créer le Conseil national des ouvriers et des paysans, issu des divers conseils ouvriers et paysans.

Cependant, nous n'eûmes ni assez de force ni assez de temps pour préparer secrètement les assises du conseil national – prévues pour le 9 décembre, jour qui coïncida avec la dissolution du Conseil central ouvrier et avec l'arrestation de plusieurs de ses membres...

Chapitre 11

La défaite

Le temps joua pour le gouvernement Kádár. Après la défaite militaire, la grève ne pouvait être qu'un combat d'arrière-garde et ne pouvait déboucher sur une victoire. Ensuite parce que, début décembre, l'hiver hongrois avait commencé. Il promettait d'être particulièrement rigoureux cette année-là. Même le Danube qui séparait les deux parties de la ville, Buda et Pest, était pris dans les glaces. Le ravitaillement se faisait mal, on avait froid, on avait faim.

La classe ouvrière résistait encore pour garder sa dignité mais ne croyait plus en la possibilité d'une victoire. Dans certains secteurs, la reprise du travail s'amorçait. Au fil des semaines, la répression s'intensifia, les arrestations et les déportations se multiplièrent. Une des expressions symboliques de l'intensification de la répression fut l'arrestation de Nagy.

Nagy, accompagné de plusieurs proches dont la veuve de Rajk, s'était réfugié depuis le 4 novembre à l'ambassade de Yougoslavie. Choix symbolique : la Yougoslavie était un pays du « camp socialiste », et pour l'entourage de Nagy, dont la plupart étaient membres du Parti communiste, il n'était pas question de demander asile à une ambassade occidentale (contrairement au cardinal Mindszenty, libéré comme tous les prisonniers pendant les journées révolutionnaires, qui avait demandé asile à l'ambassade américaine où il devait rester jusqu'en 1971, jusqu'à ce que, sur demande de Nixon qui voulait se rabibocher avec le régime Kádár, le pape Paul VI lui donne l'ordre de vider les lieux).

Aux demandes pressantes des conseils ouvriers concernant le retour de Imre Nagy, Kádár répondait, hypocritement, qu'il était prêt à engager des discussions avec lui mais que ce n'était pas possible parce qu'il était réfugié dans ce qu'on pouvait considérer comme un territoire étranger.

L'ambassade yougoslave, qui était dans une situation gênante, faisait de son côté pression sur le gouvernement pour qu'une solution soit trouvée. Un accord ayant été conclu, semble-t-il, le 22 novembre, Nagy et ses compagnons quittèrent l'ambassade yougoslave dans un car, qui fut détourné quelques centaines de mètres plus loin par une unité armée russe, les accompagnateurs yougoslaves jetés dehors, les autres faits prisonniers.

Le 25 novembre, la presse officielle publia un communiqué du gouvernement : *« L'ancien Premier ministre Imre Nagy et ses quelques compagnons ont demandé, le 4 novembre, asile à l'ambassade yougoslave de Budapest. Demande acceptée jusqu'au 22 novembre, jour où le droit d'asile a été abrogé. Imre Nagy et ses compagnons ont demandé, il y a deux semaines, l'autorisation au gouvernement hongrois de quitter le pays pour s'établir dans un autre pays socialiste. En conséquence de l'accord donné par la République populaire de Roumanie, Imre Nagy et ses compagnons se sont rendus sur le territoire de la Roumanie. »*

Il n'avait jamais été question de la Roumanie auparavant, et l'ambassade yougoslave elle-même protesta auprès du gouvernement hongrois pour ce qui était en fait un enlèvement. La suite fait partie des faits historiques : après plusieurs mois de détention à Snagov, près de Bucarest, Nagy fut ramené en Hongrie. Son procès se déroula du 9 au 15 juin 1958, en même temps que celui de Maléter, Gimes et Kopácsi. Seul ce dernier sauva sa tête et fut condamné à perpétuité (il fut libéré en 1963). Nagy, Maléter et Gimes furent pendus le 16 juin 1958 et enterrés dans une fosse commune. De ses proches, Szilágyi avait été jugé et exécuté plus tôt. Losonczy, nourri de force pour l'empêcher de poursuivre sa grève de la faim, en mourut.

Le sort réservé à Nagy, Maléter et leurs compagnons, est le symbole de la répression et aussi une indication sur le sort de ces centaines de femmes, d'hommes et d'adolescents, arrêtés, surtout à partir du mois de décembre, condamnés à des années de prison et pour beaucoup à la peine capitale.

Depuis la Commune de Paris, on sait qu'une couche dirigeante ne pardonne pas à ceux qui se soulèvent contre son ordre et le leur fait payer très chèrement lorsqu'ils sont vaincus.

L'AVH ne fut pas reconstituée en tant que telle. Les membres de l'ancienne police politique, dispersés dans la nature, égaillés dans les démocraties populaires, ne disparurent pas pour autant. Kádár avait là les éléments humains pour reconstituer une nouvelle force de répression, particulièrement haineux à l'égard de tout ce qui représentait l'insurrection et décidés à se venger. Fin novembre, ils ouvrirent la chasse à l'homme. Au début de décembre, Kádár cessa de ruser avec les ouvriers et passa à l'attaque. Il fit arrêter plusieurs centaines de membres de différents conseils ouvriers. Les journaux gouvernementaux attaquèrent le Conseil central de Budapest, lui reprochant de conspirer pour créer un nouveau pouvoir opposé au gouvernement légitime. Le Conseil central de Budapest riposta en décrétant la grève générale pour les 11 et 12 décembre. Le gouvernement répliqua en proclamant la loi martiale et en interdisant les conseils ouvriers.

La classe ouvrière eut encore la force de réagir unanimement les 11 et 12 décembre : la grève fut totale. Mais Bali et Rácz furent arrêtés et la répression frappa. Les conseils furent dissous par la police, leurs membres traqués.

La production ne reprit complètement que vers fin janvier-début février 1957. Quelques nids de résistance survécurent encore mais la révolution était, cette fois-ci, bien écrasée.

Quelque deux cent mille personnes prirent le chemin de l'exil, une dizaine de milliers vers la Yougoslavie, la très grande majorité vers l'Autriche. Après plusieurs mois dans les camps de réfugiés – dans la plupart des cas, des casernes des anciennes armées d'occupation américaine, britannique, française et russe, récemment vidées grâce au traité de paix de 1955 entre les anciens Alliés et l'Autriche, déclarée neutre – ceux qui purent partir se dispersèrent aux quatre coins du monde. Mais, dans les tout premiers mois de l'année, les barbelés entre la Hongrie et l'Autriche furent reconstitués, comme les champs de mines. Le départ devint impossible.

Une chape de plomb tomba sur la Hongrie. La répression dura plusieurs années.

Les statistiques macabres de la répression varient suivant les sources. Il y eut ceux qui furent condamnés et exécutés dès la défaite militaire de l'insurrection et tout au long de l'année 1957. D'après les statistiques officielles du régime, qui sont restées longtemps secrètes et n'ont été rendues publiques qu'après le changement de régime, jusqu'au 31 décembre 1960 les tribunaux civils ou militaires condamnèrent 21 668 personnes au titre de « crimes contre la sécurité de l'État ». Le nombre de condamnés à mort est estimé à plus de quatre cents. Et cela, sans compter ceux qui furent déportés en Union soviétique.

Les statistiques du régime ne font pas de différence sur le plan social. Mais, à en juger par les cas connus, parmi les condamnés à mort comme parmi les prisonniers, il y avait une grande majorité de travailleurs. Parmi les victimes de la répression, il y eut ceux qui jouèrent un rôle pendant le soulèvement ou dans la période préparatoire. Il y eut bien sûr Imre Nagy, Maléter et leurs compagnons les plus proches. Il y eut aussi des intellectuels, condamnés pour délit d'opinion.

Un des cas les plus remarquables fut celui de Tibor Déry, un des plus grands romanciers contemporains de langue hongroise. Fils d'une famille bourgeoise, il avait rompu dans sa jeunesse avec sa famille en se mettant du côté de la République des Conseils de 1919. Contraint à l'exil, il fut interdit de publication pendant longtemps sous le régime de Horthy. Après 1945, il rejoignit le MDP mais, à partir de 1954, il se fit une réputation d'oppositionnel à la direction du parti pour avoir pris fait et cause pour Imre Nagy. Devenu un des personnages majeurs de l'effervescence dans le milieu des écrivains, il fut exclu du MDP et publiquement dénoncé pour une intervention au cercle Petöfi quelques semaines avant la révolution. Arrêté en avril 1957, il fut le principal accusé du « procès des écrivains » – en compagnie des écrivains Gyula Háry, Tibor Tardos et du poète Zoltán Zelk –, condamné à neuf ans de prison. Sa condamnation fut suspendue en 1960 à la suite d'une campagne internationale.

À la répression physique s'ajouta la répression morale. La propagande stalinienne se déchaîna pour présenter la révolution comme une tentative fasciste destinée à rétablir dans le pays le capitalisme, la grande propriété foncière, l'Église. Nombreux furent ceux qui avaient été condamnés à des peines légères dans cette période et qui furent arrêtés de nouveau plus tard et condamnés à des peines plus lourdes.

Aussi ample qu'ait été la répression, les dirigeants du régime considéraient qu'elle n'était pas suffisante. À une réunion du bureau politique du parti, en décembre 1957, Kádár se plaignait : *« nous n'avons pas pu atteindre l'élimination physique de tous les dirigeants de la contre-révolution. Il est dommage que nous n'y soyons pas parvenus car ceux-là sont les ennemis les plus dangereux. »* Il remarquait qu'au lendemain immédiat de la défaite de l'insurrection, *« il était possible d'envoyer 1 600 fascistes dans l'autre monde »* !

La vengeance ne se limita pas aux condamnations judiciaires. Nombre d'insurgés furent licenciés de leur entreprise, mis sur liste noire et ne purent retrouver de travail pendant des années. Parmi les intellectuels, nombre d'universitaires perdirent leur poste et beaucoup d'écrivains ne purent être publiés durant des années.

Sans avoir reconstitué l'AVH du temps de Rákosi, Kádár reprit cependant les officiers de ce corps de répression car il avait besoin de leurs talents.

La première amnistie qui en soit réellement une ne fut annoncée à l'Assemblée nationale que le 21 mars 1963. Mais nombre d'insurgés restèrent en prison jusqu'aux années soixante-dix.

C'est avec l'existence des conseils ouvriers que les propagandistes du régime avaient le plus de mal. Plusieurs ouvrages leur avaient été consacrés, dans un premier temps pour dénigrer les membres des conseils ouvriers en démontrant qu'ils étaient soit des enfants cachés de grands bourgeois ou de propriétaires fonciers, soit des agents envoyés par la CIA pour sévir dans les usines, soit, au meilleur des cas, d'anciens communistes vendus à l'ennemi.

Mais cette propagande pour tenter de démolir le souvenir des conseils ouvriers ne dura qu'un temps. Ensuite, le régime chercha plus simplement à les faire oublier. La révolution de 1956 devint, au fil des ans, un non-événement, en tout cas quelque chose de trouble qu'il valait mieux oublier.

Le soulèvement de 1956 fut vaincu parce qu'il se heurta à un rapport de forces objectif, celui qui opposa la classe ouvrière d'un pays de neuf millions d'habitants à la deuxième puissance du monde de l'époque, dirigée par la bureaucratie soviétique. Seule la révolution du prolétariat soviétique aurait pu renverser la bureaucratie. Voilà pourquoi seule une politique s'adressant à la classe ouvrière russe comme aux classes ouvrières des différentes démocraties populaires aurait pu ouvrir une perspective. Le temps fut trop court de toute façon pour déployer une telle politique et on ne peut réécrire l'histoire. Mais, surtout, il aurait fallu que cette politique soit proposée, ce qui ne fut pas le cas. C'est là où réside l'autre limite, interne celle-là, de la révolution de 1956. Si la classe ouvrière de ce pays est allée spontanément au maximum de ses possibilités, elle n'était pas préparée pour prendre et exercer le pouvoir. Il n'y avait pas de parti pour incarner une politique visant consciemment cela tout en restant profondément lié à la classe ouvrière.

Pour expliquer le succès des bolcheviks après la révolution de 1917, Lénine affirma par la suite que cela avait été possible parce qu'il y avait eu un parti qui avait incarné de la façon la plus consciente, la plus claire, dans sa stratégie comme dans sa tactique, l'objectif de renverser les rapports sociaux. Mais il avait ajouté que ce parti, tout en incarnant clairement les perspectives politiques, était en même temps caractérisé par *« son aptitude à se lier, à se rapprocher et [...] à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne »*.

Un tel parti n'existait pas en Hongrie. Cela n'en illustre que plus les formidables possibilités de la classe ouvrière.

Le Conseil central ouvrier de Budapest et son activité étaient l'expression la plus claire de l'énergie et de la créativité du prolétariat. De l'ensemble du prolétariat, car des dizaines de milliers, des centaines de milliers de travailleurs surent agir collectivement pour régler une multitude de problèmes, avec les moyens propres de la classe ouvrière, à la façon de la Commune de Paris. Le Conseil central de Budapest, bien que son poids ait été prépondérant, n'en était qu'un parmi d'autres un peu partout dans le pays, dans des villes de tailles diverses, tous confrontés à une multitude de problèmes matériels et politiques mais aussi militaires auxquels ils durent faire face.

C'est cette capacité formidable qui laisse entrevoir la possibilité de transformer la société en profondeur. Les changements venus d'en haut, même lorsqu'ils sont bien intentionnés, n'ont pas les possibilités de toute une classe sociale présente partout, dans tous les lieux de production, partout où passent les vaisseaux sanguins de la vie sociale. C'est une force dont seules les périodes révolutionnaires permettent de saisir l'ampleur.

La révolution d'octobre 1917 en Russie n'aurait pas pu avoir lieu sans le parti bolchevique et sans son activité inlassable pour que les travailleurs parviennent à la conscience que non seulement le pouvoir était à leur portée mais que le prendre était une nécessité pour empêcher le retour en arrière. L'objectif « Tout le pouvoir aux soviets » a résumé, pendant plusieurs mois, cette perspective.

Mais c'est une banalité de rappeler que le parti bolchevique n'aurait pas pu jouer le rôle qui était le sien sans la mobilisation de la classe ouvrière dans la révolution de Février, sans le génie collectif, la créativité de la classe ouvrière qui a su faire surgir des soviets, décomposer l'armée tsariste, désarmer la police, créer ses propres milices. Elle a créé elle-même les instruments de son propre pouvoir.

La classe ouvrière hongroise fit preuve en 1956 de la même créativité.

L'énergie révolutionnaire des masses exploitées ne suffit pas en elle-même, mais sans cette énergie, il n'y a pas de transforma-

tion sociale possible. Et un des pires dégâts causés par le stalinisme dans les têtes, le cœur et la conscience des militants, c'est d'avoir fait oublier cela en remplaçant la confiance dans la classe ouvrière au mieux par le paternalisme, au pire par le mépris et l'oppression.

Chapitre 12

Les répercussions dans les autres démocraties populaires et en Union soviétique

Tous les dirigeants des démocraties populaires, y compris Gomulka mis en place par l'effervescence populaire dans son pays, la Pologne, avaient une peur panique de l'exemple que donnait l'insurrection hongroise à leur propre peuple. La répression préventive fut à la mesure de cette crainte.

Étant donné la dictature régnant dans ces pays, redoublée encore après le raidissement accompagnant l'intervention de l'armée soviétique, peu de traces sont restées de ces répercussions. Il y en eut pourtant.

À commencer par la Pologne où certains journaux, même parmi ceux qui étaient contrôlés par le parti, montrèrent leur sympathie pour le soulèvement hongrois.

Des répercussions notables entraînant des mesures de rétorsion du pouvoir, il y en eut en Roumanie et en Union soviétique elle-même.

En Roumanie, la crainte se doubla, du côté des dirigeants, de l'existence d'une forte minorité nationale de langue hongroise en Transylvanie, qui suivait de près les événements de l'autre côté de la frontière et qui pouvait facilement se retrouver dans les revendications de l'insurrection. À Cluj, une assemblée d'étudiants se transforma en un meeting de solidarité avec l'insurrection hongroise. Les trois organisateurs de la réunion furent arrêtés le lendemain et condamnés en décembre à sept ans de prison.

Réactions également à Tirgu Mures, ainsi qu'à Timisoara où le bâtiment universitaire dans lequel les étudiants étaient réunis fut entouré de soldats, et les responsables emmenés à la Securitate, triste équivalent des AVH en Hongrie.

On sait seulement qu'il y eut plusieurs tentatives d'organisation de petits groupes qui reprenaient à leur compte les revendications de l'insurrection hongroise et qui s'organisèrent pour les propager. La réaction du gouvernement fut d'emblée très forte. Lorsque les membres de ces groupes furent pris, ils furent condamnés aux travaux forcés dans le delta du Danube. Il y en avait parmi eux qui n'avaient pas quatorze ans au moment des faits. Arrêtés à dix-huit ans, les années de travaux forcés, au milieu des droits communs, en firent des vieillards à trente ans !

Ailleurs, les réactions furent plus diffuses. Par exemple, en Bulgarie, le vieux militant Gatchev, trotskyste déjà avant-guerre, avait passé plusieurs années dans les prisons de la dictature de cette époque et y avait été remis, quelques années après la « libération » de la Bulgarie par l'armée soviétique. Il s'était rendu compte qu'il se passait quelque chose en Hongrie à l'attitude de ses gardiens de prison : d'un seul coup, ils devinrent polis et en quelque sorte humains, se demandant sans doute si un vieux communiste comme lui ne risquait pas de se retrouver au pouvoir à la faveur d'un changement du même genre qu'en Hongrie. Et de la même façon, il comprit aussi que la révolution en Hongrie avait été brisée...

Pour ce qui est des réactions en Union soviétique même, voilà ce qu'en dit Jean-Jacques Marie, dans son ouvrage *Khrouchtchev, la réforme impossible* : « *Le 4 novembre, le présidium se penche avec inquiétude sur l'agitation suscitée en URSS par les révolutions hongroise et polonaise. Joukov, Khrouchtchev, Fourtseva et Pervoukhine interviennent sur le "nettoyage des instituts d'enseignement des éléments malsains", que le présidium confie à quatre de ses membres. Le kaguéliste Bobkov, chargé de surveiller les milieux étudiants, témoigne : "Beaucoup d'entre eux, hostiles à Khrouchtchev, appelaient à intervenir en soutien des Hongrois et à protester contre les actions du gouvernement soviétique." En juin 1957, Khrouchtchev précisera ses craintes : "Chez nous, certains n'étaient pas loin d'organiser un club dans le genre du club Petöfi en Hongrie. Et si nous ne nous en étions pas mêlés, on ne sait pas comment tout cela aurait pu se terminer".* »

D'ailleurs, « *les révolutions hongroise et polonaise provoquent des secousses en URSS. À Moscou, quelques centaines d'écrivains se réunissent [...] pour discuter du roman de Doudintsev, L'Homme ne vit pas seulement de pain, qui stigmatise les bureaucrates.*

[...] *Le 2 novembre 1956, dans la capitale de la Lituanie, Vilnius, et dans la deuxième ville du pays, Kaunas, la fête de la Toussaint se transforme en rassemblements et en manifestations publiques de masse où retentissent des slogans en faveur de l'indépendance de la Lituanie ponctués par le cri "Vive les héros hongrois!" Les étudiants de l'Institut historique des archives de Moscou, célébrant la révolution d'Octobre le 7 novembre, au club du ministère de l'Intérieur, accueillent tous les toasts en l'honneur des révolutions hongroise et polonaise aux cris de "Hourrah" et de "Pour la prochaine et quatrième révolution russe!" En Ukraine occidentale, des kolkhoziens avertissent les autorités: "En Ukraine, il se produira bientôt la même chose qu'en Hongrie. Nous vous chasserons aussi de notre pays..." Le jeune historien Krasnopevtsev, condamné en 1957 à dix ans de camp pour avoir constitué un groupe d'opposition, affirme: "L'insurrection en Hongrie et son écrasement par Khrouchtchev ont défini aussi notre destin [...]. Khrouchtchev et le PCUS n'ont pas seulement tiré sur les Hongrois, ils ont aussi tiré sur leur jeunesse. [...] Et dans le pays, les tendances anti-khrouchtchéviennes se sont fortement développées".*

[...] « *Le 29 novembre, le ministère de l'Instruction de Russie alerte le secrétariat du comité central: des étudiants de nombreux instituts cherchent à constituer des groupes d'initiative ou de débats indépendants échappant au contrôle du parti, à soustraire le Komsomol au contrôle du parti.*

[...] *Le PCUS réagit. Au présidium du 6 décembre, Nikita Khrouchtchev propose "d'épurer le parti", d'élaborer dans un délai d'une semaine une loi sur le châtiment des individus accusés de mener "une activité antisoviétique et hostile" [puis] affirme que "certains des individus libérés des prisons et de l'exil ne le méritent pas".*

[...] *Inquiet, le secrétariat du comité central adresse le 19 décembre à toutes les instances du PCUS pour communication à tous les adhérents une lettre lue et discutée dans les réunions du parti à huis clos sur "la liquidation des entreprises des éléments antisoviétiques, hostiles" [...et] "les éléments antiparti et démagogiques". La lettre énumère les "groupes à risque", insiste surtout sur l'intelligentsia et les étudiants et affirme la nécessité « d'être impitoyable à l'égard des éléments antisoviétiques ». [Les détenus du goulag récemment libérés sont particulièrement visés.] La circulaire affirme: "Il y a parmi ceux qui sont revenus des gens emplis de haine à l'égard du pouvoir soviétique, surtout parmi les anciens trotskystes [pourtant quasiment tous massacrés en 1937-1938!], les anciens opportunistes de droite et les nationalistes bourgeois".*

[...] *D'octobre 1956 au printemps 1957, plusieurs centaines d'esprits trop critiques, dont nombre d'étudiants et de détenus à peine libérés, sont arrêtés, jugés, condamnés et envoyés ou renvoyés en prison. En 1957, il y aura quatre fois plus de condamnés pour [raisons politiques] qu'en 1956.* »

Documents - témoignages

Sur le xx^e congrès et le discours de Khrouchtchev, nous reproduisons un texte publié en mars 1956 par un groupe de militants qui allaient publier les bulletins d'entreprise Voix Ouvrière.

L'éditorial du premier numéro de ces bulletins était consacré à l'insurrection ouvrière de Budapest. Daté de novembre 1956, il portait le titre « Nous sommes tous des assassins » (voir document suivant).

Document 1

Le xx^e congrès

du Parti communiste de l'URSS

La répudiation de Staline par ses héritiers a été le fait marquant et le plus diversement commenté de ce congrès. On peut être tenté de la considérer comme le résultat d'une pression des masses laborieuses. Effectivement, par rapport à la période où la bureaucratie a installé son pouvoir politique, le poids spécifique du prolétariat a augmenté et sa situation économique s'est certainement améliorée, au point de lui donner la volonté et les moyens de se faire entendre de ses dirigeants. Par ailleurs, si l'on ne peut pas dire que la période d'après-guerre ait été marquée de bouleversements révolutionnaires, il faut cependant considérer que l'impérialisme mondial subit, du fait de la révolte générale des peuples coloniaux, défaite sur défaite. Cette situation ne peut pas ne pas renforcer, si peu que ce soit, le développement révolutionnaire du prolétariat russe. En outre la répudiation, même limitée à quelques points particuliers, de Staline donne des armes à l'opposition si elle existe, en tout cas elle ouvre la brèche par laquelle la marée de la critique révolutionnaire peut déferler.

Dès la mort de Staline ses successeurs l'ont critiqué, sans toutefois le nommer, et se sont plus ou moins désolidarisés d'une partie de ses actions. Le limogeage, l'exécution de Béria et la réhabilitation des « assassins en blouse blanche » étaient les premiers de ces désaveux. Les quelques échos qui ont pu transpercer les frontières de l'oppression bureaucratique font part effectivement d'une vague d'espoir à la mort du dictateur (juin 1953 à

Berlin-Est et grève des camps) et peut-être l'impopularité de la dictature a-t-elle obligé les dirigeants du Kremlin de se départager de leur ancien patron pour ne pas être enlevés avec.

Cette explication est la plus tentante, malheureusement elle n'est pas la plus vraisemblable. Tout d'abord, si cette répudiation de Staline avait été consentie à contrecœur par les dirigeants du PCUS face à une pression de l'opinion, c'est-à-dire à une vague révolutionnaire montante, on ne serait pas loin de la victoire du prolétariat en URSS. Comment penser que l'opinion et la critique révolutionnaires s'arrêteraient à la limite des vingt ans fixés par le comité central. Face à une montée révolutionnaire la bureaucratie se battrait bec et ongles, et si elle était obligée de jeter Staline par-dessus bord pour se délester, cela ne pourrait être qu'à deux doigts de sa perte.

De plus la critique ouverte de Staline est le seul fait de ce congrès que l'on puisse comptabiliser à l'actif. Tout le reste des interventions et des discours n'a tendu qu'à une chose : montrer que les dirigeants actuels étaient bien dans la ligne du stalinisme. Les dirigeants du PCUS ont présenté à l'approbation du congrès et de l'opinion un bilan favorable de leur activité, et se sont surtout présentés comme des « bâtisseurs du communisme ». Ils ont même, sans doute pour construire plus commodément le communisme dans un seul pays, découvert le passage au socialisme par la voie parlementaire, avec un demi-siècle de retard sur les réformistes (et dix ans sur Maurice Thorez ; il l'a d'ailleurs obligeamment rappelé au même congrès pour bien montrer que lorsqu'il s'agit d'un tournant à droite, il a toujours de l'avance). Bien sûr il y a aussi ce que l'on pourrait appeler des concessions aux travailleurs, la diminution des heures de travail en particulier. Mais ce n'est encore qu'une promesse, et on a aussi parlé d'augmenter les normes. De toute façon tous les congrès et tous les plans quinquennaux ont promis des améliorations du standard de vie des masses. En résumé, si c'est effectivement à cause de l'impopularité du régime de Staline et en particulier dans les dernières années que les Krouchtchev et les autres se sont débarrassés du souvenir gênant, il ne faut pas se hâter d'en conclure que c'est à cause d'une pression et d'une montée révolutionnaires.

La pression qui a dû être la plus sensible c'est surtout celle de la bureaucratie elle-même qui, dans une période où elle a

certainement augmenté aussi en masse et en poids, aspire à une plus grande liberté politique. La dictature de Staline était une nécessité pour l'instauration du pouvoir de la nouvelle caste, il fallait qu'aucune des deux classes, bourgeoisie et prolétariat, ne puisse trouver à s'exprimer. Le bonapartisme stalinien était la seule expression possible des besoins de la bureaucratie. Il est possible qu'à l'époque actuelle cette dictature ne corresponde plus à une nécessité vitale: la bourgeoisie ayant totalement disparu, ou bien ses survivances n'étant que d'une importance extrêmement faible face à la puissance de l'économie planifiée, et le prolétariat n'étant pas suffisamment armé pour déplacer la bureaucratie de la place qu'elle a prise dans le régime et l'économie. La mort ne frappant plus à sa porte, la bureaucratie veut peut-être profiter en paix de la vie. On peut comparer ce phénomène à ce qui se passe dans une société bourgeoise, une période de crise nécessite souvent de la classe dominante le recours à une dictature sévère, tandis que la prospérité économique permet l'existence d'une certaine démocratie politique. Il va sans dire que le second régime est préférable, et, l'analogie étant valable en retour pour l'URSS, une démocratisation du régime si elle se manifestait permettrait tous les espoirs concernant un renouveau prolétarien au pays de la révolution.

Pour le moment cette démocratisation ne se manifeste guère: le monolithisme du PCUS est intact. Tout comme au temps du dictateur les rapports présentés au congrès ont été approuvés à l'unanimité, il n'y a pas eu une note discordante. Pas même une voix ne s'est fait entendre pour défendre Staline et, pourtant, il doit bien lui rester au moins un partisan (Duclos et Thorez ne comptent pas, c'est certainement à cause de leur ignorance du russe qu'ils ne l'ont pas fait).

Cependant la dénonciation de Staline est, c'est ce qui rend improbable le fait qu'elle soit due à une poussée populaire, d'une importance considérable. Les dirigeants actuels peuvent en tracer les limites comme ils veulent (Staline n'aurait falsifié que l'histoire de la guerre civile et imposé sa dictature personnelle que durant les vingt dernières années) ils ne pourront pas empêcher la critique de s'attaquer non seulement à tout le règne de Staline, mais encore à eux-mêmes, ses complices et au régime de la bureaucratie tout entier. Ils peuvent se sentir forts à présent

et s'employer à déboulonner Staline pour prendre sa place, les conditions ne sont plus les mêmes. Staline et son régime ont pu vaincre dans une période de dépression en assassinant toute une génération de révolutionnaires, mais le sort de la bureaucratie est de disparaître. Actuellement en URSS une nouvelle moisson a levé et la bureaucratie est si faible, au maximum de sa force, qu'elle ne peut pas profiter de son régime sans donner au prolétariat la corde qui la pendra.

Document 2

Nous sommes tous des assassins**Éditorial des bulletins d'entreprise*****Voix Ouvrière*, novembre 1956**

L'insurrection hongroise a été broyée par les blindés de l'armée russe. Malgré la disproportion des forces, les combattants hongrois ont résisté et résistent encore. Malgré la famine et la répression, la grève est générale. Il s'agissait d'une insurrection populaire sinon prolétarienne, en dépit de ce que peut dire la presse stalinienne. Il est bien évident qu'une minorité de factieux n'aurait pu mener un tel combat, et que pour tenir si longtemps il a fallu que toute la population se dresse face aux 200 000 hommes de troupe et aux 3 000 blindés de la répression. C'est la première fois dans l'histoire que la bureaucratie russe se sert de l'Armée rouge pour écraser une révolution ; jusqu'ici elle n'avait fait que les laisser écraser par les armées des autres. Tous les travailleurs en France, y compris un grand nombre de militants du PCF, ont ressenti la même indignation devant ce crime. Crime plus grand encore qu'il n'apparaît à première vue, car il dépasse les frontières de la Hongrie.

La répression en Hongrie a fait relever la tête à tous les fascistes européens. Les Russes n'ont pas combattu le fascisme en Hongrie, mais ils l'ont renforcé en France. L'Humanité et le PCF en ont fait l'expérience ces jours derniers.

Quelles qu'aient été les revendications des travailleurs hongrois, c'était leur droit de les poser jusques et y compris un retour au capitalisme, qu'ils ne voulaient d'ailleurs pas. Leur massacre n'a pas d'excuse, et chacun le sait. L'écœurement est d'autant plus grand que ceux qui élèvent le plus la voix pour protester sont ceux qui justement devraient se taire.

Les gouvernants français ne défendent une insurrection ouvrière que lorsqu'elle se produit dans les pays de l'Est, eux qui emploient la matraque dans la moindre grève et qui n'hésiteraient pas, au cas où ladite insurrection ouvrière se produirait en Occident, à la noyer dans le sang. Des centaines de milliers de soldats, tout le matériel d'une armée moderne contre un petit

pays de quelques millions d'habitants, c'est la Hongrie, oui, mais c'est aussi l'Algérie.

Et le cynisme des dirigeants français qui pleurent sur le sort des ouvriers hongrois, alors qu'ils assassinent en Algérie et en Égypte, n'a d'égal que celui des potentats du Kremlin qui font l'inverse. FO, qui a des camarades ministres, a fort bien su prendre l'initiative d'un mouvement de grève pour protester contre la sauvage répression de l'insurrection hongroise. Elle n'a jamais su, pas plus que la CGT d'ailleurs, en faire autant pour l'Algérie, et cependant les deux sont liés. C'est parce que les Occidentaux massacrent en Afrique du Nord, au Kenya, à Chypre ou au Guatemala, que les Russes ont pu commettre ce crime face à la classe ouvrière mondiale et, au fond, c'est en partie parce que nous, travailleurs français, nous tolérons par notre passivité la répression en Algérie que nos frères les travailleurs hongrois meurent sous les balles et les obus. De même l'intervention en Égypte n'aurait sans doute pas été possible sans les événements de Hongrie. À l'heure actuelle, chacun de ces événements fait partie d'un tout.

Les travailleurs hongrois ont mené une lutte sans espoir, à tel point que certains postes d'insurgés ont fait appel à l'intervention occidentale. Ce n'était que choisir un autre genre de mort. Les armées occidentales ne seraient certainement pas intervenues pour laisser les armes aux travailleurs et le pouvoir aux comités ouvriers. Cette intervention ne serait que le début d'une troisième guerre mondiale et d'une ère de barbarie sans nom. Aucun travailleur n'y a intérêt. Dans la cassure actuelle du monde en deux blocs rivaux et opposés, c'est l'ignominie de l'un qui permet à l'autre de se rendre ignoble. Les masses de chacun des deux ne s'opposent pas à leurs propres dirigeants que parce que les autres ne font pas mieux et qu'ils ne sentent le choix qu'entre l'un ou l'autre. Et quoi qu'en disent les gouvernants français, les dirigeants sociaux-démocrates, les travailleurs français pouvaient plus aider les ouvriers hongrois en arrêtant la guerre d'Algérie et en empêchant l'expédition d'Égypte, plutôt qu'en soutenant ceux qui mettaient le feu au siège du PCF.

Et ces derniers événements nous montrent que le sort des travailleurs hongrois pourrait bien être le nôtre: les nervis qui s'attaquent aux journaux et aux permanences du PCF ont profité du désarroi créé par la répression russe pour s'attaquer aux

organisations qui se réclament de la classe ouvrière ; leur indignation vertueuse contre les bourreaux du prolétariat hongrois ne cache en fait que le désir de réserver le même sort aux travailleurs français. Les dirigeants staliniens peuvent difficilement être dépassés en abjection, mais c'est aux travailleurs de les juger et de les rejeter. Nous ne pouvons pas permettre aux éléments réactionnaires du pays de faire le ménage dans nos propres rangs. Les typographes de la presse l'ont fort bien compris en débrayant parce que certains d'entre eux avaient été blessés dans les locaux de *L'Humanité*. Au-delà du PCF, c'est l'organisation indépendante de la classe ouvrière qui est visée. Il nous appartient de nous occuper de nos propres affaires et de ne pas laisser aux dirigeants staliniens ou sociaux-démocrates, qui ont tous du sang ouvrier sur les mains, d'être maîtres de nos destinées. Sinon, nous nous trouverons demain dans le cas des travailleurs hongrois : massacrés par les uns ou par les autres. Nous ne pourrions alors nous en prendre qu'à nous-mêmes, car « il ne faut jamais demander pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour nous ».

[illegible]

L'Humanité - 5 novembre 1956

ment de la question et nous avons pu constater que les gens qui ont été les plus touchés par la crise sont ceux qui ont le moins de ressources. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

PAR FRANÇOIS BILLOUX

C'est un droit naturel de vouloir que les choses soient justes. Mais pour que la justice soit faite, il faut que les gens aient le droit de s'exprimer. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

1. INÉVITABLEMENT le peuple se réveille. Il se réveille parce qu'il a compris que la situation est grave. Il se réveille parce qu'il a compris que la situation est grave. Il se réveille parce qu'il a compris que la situation est grave.

★

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Les fascistes ont tenté de pénétrer cette nuit dans l'immeuble de notre journal

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES « DEMOCRATES » HONGROIS SONT PASSES PAR LA...

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

BUDAPEST Jusqu'au bout LES BANDES FASCISTES ONT ASSASSINÉ et allumé des incendies

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES « DEMOCRATES » HONGROIS SONT PASSES PAR LA...

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

7. TIONS EN PAGE 31

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

LES FASCISTES FRANÇAIS ONT DÉCIDÉ DE LAISSER LES FASCISTES EN LIBERTÉ

Il nous faut donc choisir un lieu où nous pourrions nous réunir. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une campagne de solidarité pour aider les plus démunis. Nous espérons que vous serez nombreux à nous soutenir.

★

Document 4

Déclaration du bureau politique du Parti communiste français

Après deux semaines de confusion politique, la cause du socialisme triomphe en Hongrie.

Le prolétariat hongrois, riche de glorieuses traditions révolutionnaires, et qui, après la victoire des armées soviétiques sur le fascisme hitlérien, avait entrepris victorieusement la construction du socialisme dans sa patrie, a compris que, à l'abri des revendications légitimes qu'il pouvait présenter, les forces contre-révolutionnaires et fascistes étaient sur le point de reprendre le pouvoir et de restaurer le capitalisme en Hongrie.

Barrant la route à ceux qui furent les alliés de Hitler, aux représentants de la réaction et du Vatican que le traître Nagy avait installés au gouvernement, la classe ouvrière hongroise, dans un sursaut énergique, a formé un gouvernement ouvrier et paysan qui a pris en main les affaires de la lutte pour la cause du socialisme, pour l'avenir et l'indépendance de la patrie, pour la paix du monde, et en application des accords de Potsdam, du traité de paix de 1947, des conventions internationales signées par la Hongrie, a demandé à l'armée soviétique de contribuer à la restauration de la paix intérieure.

Le Parti communiste français approuve pleinement la conduite du gouvernement ouvrier de Hongrie.

La cause du prolétariat hongrois est la cause de tout le prolétariat international, et donc la cause du prolétariat français.

La défense résolue des conquêtes socialistes dans un pays libéré du joug du capitalisme est chère au cœur des travailleurs du monde entier, et tout naturellement au cœur des travailleurs soviétiques qui ont souffert plus que quiconque pour transformer en réalité vivante ce vieux rêve des exploités qu'est le socialisme.

Face à l'offensive acharnée et bestiale des fascistes, des féodaux et de leurs alliés les princes de l'Église, pour restaurer en Hongrie le régime terroriste de Horthy, il eût été inconcevable que l'armée des ouvriers et des paysans de l'URSS ne répondît pas à l'appel qui lui était adressé, alors que les meilleurs fils de

la classe ouvrière hongroise étaient massacrés, pendus, ignoblement torturés.

Les travailleurs de France sont sans réserve aux côtés du prolétariat hongrois et des soldats soviétiques qui luttent pour empêcher l'instauration du fascisme dans ce pays, et pour consolider le pouvoir socialiste.

La classe ouvrière, tous les démocrates et les patriotes de France savent en outre que le rétablissement d'un régime ouvrant la voie du fascisme en Hongrie et, par là même, ouvrant le pays aux forces d'intervention étrangère constituerait une menace grave non seulement pour l'Union soviétique et les pays du camp socialiste, mais pour la paix du monde elle-même déjà gravement menacée par le réarmement de l'Allemagne revancharde de Bonn, pièce maîtresse du Pacte Atlantique.

Les Français savent trop ce qu'il en a coûté à la France et à la paix mondiale de permettre ou d'encourager la réoccupation de la Rhénanie par Hitler, l'installation du fascisme hitléro-musolinien en Espagne et la capitulation de Munich pour ne pas approuver, dans l'intérêt de la patrie et de la paix, les mesures énergiques prises par la classe ouvrière hongroise et par l'armée soviétique.

Les prolétaires soucieux de préserver les conquêtes du socialisme,

Les démocrates qui savent que la réaction et le fascisme, en quelque point du globe que ce soit, sont toujours les ennemis de la liberté des peuples,

Les patriotes qui n'entendent pas voir les gauleiters de Hitler revenir au pouvoir et mettre la paix du monde en danger sont aux côtés des travailleurs hongrois qui, avec l'aide de l'Union soviétique, luttent pour la défense de leurs conquêtes socialistes et, en même temps, pour la liberté et pour la paix.

Le bureau politique du Parti communiste français,
Paris, le 4 novembre.

Chapitre 13

Épilogue

L'insurrection ouvrière écrasée, la bureaucratie soviétique régna encore pendant plus de trois décennies sur la Hongrie comme, à des degrés divers, sur les autres démocraties populaires. Sa domination sur les pays de l'Est européen ne fut certainement pas un « long fleuve tranquille ». L'intervention armée en Hongrie et la brutalité de la répression valurent comme exemple pour l'ensemble des démocraties populaires, et d'ailleurs aussi pour la Russie. Pendant plusieurs années, la chape de plomb tombée sur la Hongrie recouvrit l'ensemble des pays de l'Est. L'absence de libertés et de droits démocratiques, les partis uniques étaient censés être de nouveau au service de la « construction du socialisme », c'est-à-dire de sa caricature à la fois grotesque et tragique.

Mais l'économie étatisée fut maintenue et les plans quinquennaux succédèrent aux plans quinquennaux, avec le maintien, de moins en moins rigoureux au fil du temps, du monopole du commerce extérieur. Les inconvénients de la coupure avec les pays capitalistes mais, par la même occasion, également avec la division internationale du travail, furent compensés par le Comecon, sorte de communauté économique des pays du bloc soviétique.

Contrairement aux rêves des ouvriers en 1956, en Hongrie comme en Pologne, les entreprises n'étaient évidemment en rien contrôlées par les travailleurs, par en bas, mais par en haut et par une bureaucratie d'État, par des directeurs d'entreprise nommés.

Pourtant, sous la chape de plomb travaillaient des forces économiques et des forces politiques qui, pour être cachées, n'en étaient pas moins bien plus puissantes que la bureaucratie soviétique. Parmi les forces politiques qui contestaient la domination de la bureaucratie soviétique sur ces pays, il restait la tendance

profonde des appareils d'État nationaux à échapper au contrôle soviétique.

En brisant le prolétariat, y compris dans son aspiration à mettre fin, à sa façon et avec ses propres moyens, à l'oppression nationale représentée par les occupants soviétiques, la bureaucratie ne supprima pas les causes qui taraudaient sa mainmise sur les pays de l'Est. Elle claqua seulement la porte devant une des perspectives possibles, celle représentée par la démocratie ouvrière et la collaboration fraternelle des peuples sur un pied d'égalité. Pendant les années suivantes, c'est à travers les appareils d'État nationaux que se manifesta cette tendance à l'éloignement par rapport à l'Union soviétique. Et les États nationaux, de leur côté, quand ils cherchaient une base sociale, la trouvaient, lorsqu'ils la trouvaient, du côté de la petite bourgeoisie.

À un rythme plus ou moins rapide et avec divers soubresauts, le bloc soviétique se désagrégea sous la pression des aspirations des États nationaux à gagner le large. Cela s'exprima de la façon la plus visible non pas dans un pays de l'Est européen mais à l'autre bout du continent eurasiatique, dans un pays qui ne subissait certes pas l'occupation de l'armée soviétique mais qui avait les moyens de rompre avec Moscou : la Chine de Mao.

Et le pays qui profita aussitôt du conflit sino-soviétique pour prendre le large par rapport à Moscou fut l'Albanie d'Enver Hodja, une des dictatures les plus dures de l'Est européen.

Puis les mêmes aspirations se manifestèrent sous des formes diverses dans d'autres démocraties populaires. Elles creusèrent leur chemin sous le pouvoir dictatorial de Ceaucescu, en Roumanie. Il fut le premier chef d'État des pays de l'Est à oser inviter le président des États-Unis en visite officielle à la barbe de Moscou.

En 1968, en Tchécoslovaquie, ces aspirations s'exprimèrent d'une autre manière. L'accession au pouvoir de Dubček et la prise de distance à l'égard de l'Union soviétique furent accompagnées d'une effervescence populaire. Cependant la classe sociale qui était derrière le « Printemps de Prague » n'était plus la classe ouvrière, mais l'intelligentsia et la petite bourgeoisie.

En Pologne, la classe ouvrière n'avait pas été brisée. Elle mena des luttes importantes. Parmi elles, les grèves insurrectionnelles de Gdansk et de Gdynia de 1970 aboutirent au renversement de Gomulka. Le drame du prolétariat polonais allait cependant se nouer au cours des années soixante-dix du fait de la défaillance de l'intelligentsia. Une intelligentsia qui sut faire émerger en son sein des hommes courageux, combattifs, qui avaient appris depuis 1956 à nouer des liens avec les travailleurs. Leur défaillance se situait sur le terrain politique. Alors que, dans la deuxième moitié des années cinquante, puis pendant les années soixante, une partie notable des intellectuels se revendiquaient en général d'un communisme critique et cherchaient, sur le terrain du marxisme, une explication au stalinisme et à l'évolution de l'Union soviétique et des démocraties populaires, ils finirent par abandonner cette orientation pour se tourner d'abord vers les idées du libéralisme à l'occidentale, puis vers l'Église. L'évolution personnelle d'hommes comme Kuron et Modzelewski fut à l'image de celle de toute une génération de jeunes intellectuels sincèrement compatissants à l'égard des travailleurs, mais qui n'étaient pas des révolutionnaires communistes. Leur rôle historique n'aura pas été de faciliter les efforts de la classe ouvrière sur le chemin de l'émancipation mais, au contraire, de canaliser sa combativité pour orienter sa force sociale uniquement vers un nationalisme polonais fortement teinté de catholicisme. Et la révolte ouvrière du début des années quatre-vingt qui fit surgir Solidarność, puissante, courageuse, fut enfermée dans cette perspective. Elle fit émerger le personnel politique réactionnaire qui gouverne aujourd'hui la Pologne.

Au même moment, une fois la période dure de la répression terminée, commença en Hongrie une évolution qui alla dans le même sens. Contrecoup lointain de la révolution de 1956, un compromis se dessina à partir du milieu des années soixante entre la bureaucratie de Moscou et le régime de Kádár. La base de ce compromis était en substance la possibilité laissée au régime de Kádár de trouver une assise sociale dans le pays. En contrepartie de sa fidélité absolue sur le plan politique à l'égard

de la bureaucratie soviétique, Kádár reçut l'autorisation d'une plus grande autonomie sur le plan économique. En termes plus brutaux : pour tenir la classe ouvrière de son pays, Kádár fut autorisé à faire des fleurs à la petite bourgeoisie. Plus que cela : de lui permettre de se développer, de se renforcer, de trouver une possibilité d'abord de bien vivre, puis de s'enrichir dans les interstices de l'économie étatisée et planifiée.

Cette possibilité laissée au régime de Kádár était-elle juste une tolérance pour que son pouvoir se consolide ? Cela aboutit en effet à cette consolidation. Kádár, ce fantôme inexistant hors de l'appui de l'armée soviétique, gouverna le pays pendant trente-trois ans, un des règnes les plus longs dans l'histoire des démocraties populaires. La liberté laissée à Kádár en matière économique était-elle quelque chose de plus calculé par la bureaucratie soviétique ou certaines de ses composantes, pour faire l'expérience de réformes économiques qu'elle ne voulait et/ou ne pouvait pas encore entreprendre en Union soviétique même ? Toujours est-il qu'à partir du milieu des années soixante, le régime Kádár mit en place ce qu'il a appelé le « nouveau mécanisme économique ». Ce nouveau mécanisme donnant plus d'autonomie aux directeurs d'entreprise, introduisant l'idée de l'intéressement individuel dans la sphère de la bureaucratie économique, fut affiné au fil des ans. Il fut complété par d'autres mesures permettant la renaissance du petit commerce privé. Les kolkhozes, qui étaient en principe des coopératives de paysans, finirent par être autorisés à commercialiser librement une partie croissante de leur production et, pour accroître celle-ci, d'embaucher la main-d'œuvre salariée.

Cela fit émerger une véritable petite bourgeoisie d'affaires, largement liée à l'appareil d'État (pendant que monsieur était responsable à tel ou tel échelon du parti, madame ouvrait son salon de coiffure...). L'attitude politique finit par être calquée sur les faveurs économiques. Elle peut se résumer par : « Tous ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous ». À la différence du régime de Rákosi qui avait repris une devise attribuée à Staline : « Tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous ».

La classe ouvrière réduite au silence, cette petite bourgeoisie prit son essor. Elle pouvait faire de l'argent et commencer à voyager à l'étranger, copier ses semblables d'Occident, fût-ce à une échelle nettement plus modeste.

Cette évolution du régime de Kádár eut des résultats visibles dans les années quatre-vingt. La Hongrie fut regardée par l'Occident avec les yeux de Chimène. Kádár, le bourreau de Budapest en 1956, devint un personnage tout à fait fréquentable en Occident, reçu par les sommités du monde occidental, pape compris. Tout au plus, les journalistes, ironiques, plaisantaient-ils sur le « socialisme du goulash » ou encore parlaient-ils de la Hongrie comme du « baraquement le plus joyeux du goulag » !

La Hongrie prit de l'avance dans cette évolution par rapport aux autres démocraties populaires. Mais toutes les démocraties populaires, chacune à son rythme, s'ouvrirent vers l'Occident.

L'économie restait étatisée, planifiée et le monopole du commerce extérieur, formellement maintenu. Les économies des pays de l'Est s'intégraient pourtant de plus en plus dans l'économie capitaliste mondiale. À commencer par les emprunts auprès du système bancaire. Les banques occidentales étaient d'autant plus disposées à prêter de l'argent que la crise économique qui se généralisait depuis le milieu des années soixante-dix, détournait les capitaux de l'investissement productif. La mode était aux placements dans les prêts aux États. À ceux des pays sous-développés du monde capitaliste mais aussi à ceux des pays de l'Est. Toute idéologie mise à part, les démocraties populaires, avec leurs régimes stables, assurés par les dictatures, étaient présumées capables de faire rembourser par leurs peuples les échéances de leurs dettes.

Lorsqu'en 1989, sous le règne de Gorbatchev, la bureaucratie russe décida d'abandonner les démocraties populaires à leur sort, la Hongrie fut la mieux placée pour renouer des relations capitalistes normales grâce aux années Kádár.

Par un renversement de langage qui est dans l'air du temps, on parle aujourd'hui de l'année 1989 comme de celle d'une « révolution » ou d'une « succession de révolutions ». Toute la

ceinture des États d'Europe centrale, naguère glacis de l'Union soviétique, bascula vers l'Occident, sans affrontement, sans effusion de sang. Seul Ceaucescu ne comprit pas : il fallut quelques jours d'émeutes pour qu'il tombe et qu'un simulacre de procès le condamne avec sa femme et les fasse fusiller. Une fois les boucs émissaires sacrifiés sur l'autel du « changement », leur entourage, lié à leurs crimes comme à leurs folies, put continuer à gouverner. Il leur a suffi de changer d'étiquette et de se proclamer démocrates avec la même conviction que l'on se proclamait communiste auparavant.



L'Union soviétique elle-même n'a pas survécu longtemps aux démocraties populaires. D'avoir écrasé le soulèvement en Hongrie, de l'avoir contenu en Pologne, d'avoir empêché leur extension à d'autres pays, à commencer par l'Union soviétique elle-même, a valu à la bureaucratie soviétique plus de trente ans de tranquillité, plus ou moins agitée cependant.

Exit Khrouchtchev en 1964, peut-être parce qu'il apparaissait trop réformateur. Le régime sembla s'ossifier sous Brejnev. Mais, derrière l'apparent immobilisme des bureaucrates de haut rang qui vieillissaient ensemble en continuant à user du vocabulaire du stalinisme, l'histoire continuait à avancer. Le changement introduit après la mort de Staline, qui consistait à permettre aux bureaucrates de haut rang de rester en place dans leurs fonctions de pouvoir suprême au niveau d'une ville, d'une région ou d'une république fédérée, leur a permis de stabiliser leur clientèle personnelle. Pendant que les Brejnev, Kossyguine, Andropov et Tchernenko faisaient défiler devant eux, sur la place Rouge, l'armée et des ouvriers d'élite censés crier leur joie de vivre sous le socialisme, le pays se transformait en une juxtaposition de féodalités. Débarrassés de la poigne de fer de Staline, les bureaucrates ont fini par décomposer l'Union soviétique, d'abord de fait, puis de droit.

Gorbatchev fut le dernier secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique car l'Union soviétique cessa d'exis-

ter en décembre 1991. Les républiques fédérées de l'ex-Union soviétique devinrent indépendantes. Les hauts dignitaires de la bureaucratie ont fini par démonter des pans entiers de leur économie, un peu comme leurs pères ou grands-pères avaient démonté des usines dans l'Allemagne conquise. Ils ont retrouvé les lieux de villégiature de la noblesse et de la grande bourgeoisie du temps du tsar, en France, en Suisse ou ailleurs. Ils constituent une part importante de la faune de privilégiés qui hantent les palaces et les villas de grand luxe de la Côte d'Azur, de Megève ou de Davos.



Dans le cas de la Hongrie en particulier, le changement de 1989 a consisté, à l'intérieur du pays, à lâcher la bride à la petite bourgeoisie florissante, alliée aux cadres du parti, et à leur donner la possibilité de mettre la main sur les usines, sur les entreprises, sur les commerces. Des fortunes se constituèrent en quelques mois par une gigantesque rapine qui ressembla beaucoup aux années Eltsine en Union soviétique, mais de façon plus ordonnée et plus intégrée dans le système du capitalisme occidental. Symbole de cette évolution : le chef du précédent gouvernement en Hongrie, Gyurcsány, dirigeant du Parti social-démocrate (ancien Parti communiste qui avait mué), un des deux représentants, avec l'actuel Premier ministre Orbán, de la jeune génération de politiciens aux dents longues. Gyurcsány commença sa carrière politique en tant que dirigeant de la KISZ (Kommunista Ifjúrasi Szövetség – Alliance des jeunes communistes) transformé au changement de régime en Alliance des jeunes démocrates. Profitant des réseaux qu'il avait ainsi tissés, il se lança dans les affaires, ce qui lui permit de devenir, trois ans après, en 1992, un des hommes les plus riches du pays, puis, par deux fois, Premier ministre.

Mais, s'il y a des profiteurs individuels, on ne peut même pas dire qu'à la faveur du changement, a émergé une bourgeoisie nationale puissante. Ce ne sont pas les profiteurs nationaux mais les grands groupes capitalistes ouest-européens et américains

qui mirent la main sur l'essentiel de l'accumulation à marche forcée réalisée grâce à l'étatisation en en faisant payer le coût aux travailleurs.

Qu'il soit dit ici, en effet, que, si leurs régimes n'étaient nullement issus d'une révolution prolétarienne et que, sur ce plan, leur nature sociale était radicalement différente de celle de l'Union soviétique, les démocraties populaires auraient pu remplir pour le compte de leur bourgeoisie nationale la même fonction que le régime de Mao en Chine. C'est-à-dire appliquer par des méthodes jacobines contre les bourgeois individuels eux-mêmes un certain nombre de réformes que la bourgeoisie de ces pays n'avait ni la force ni la volonté de réaliser. En Chine, c'est la révolution paysanne de 1946-1949 qui a donné à Mao la force de mener une politique radicale de ce type. Dans les démocraties populaires, c'est l'armée soviétique qui a fourni la force. C'est elle qui a permis aux régimes en place de réaliser une accumulation puissante et de bâtir une industrie lourde. C'est grâce à l'aide de l'armée soviétique et par la violence des années Rákosi que le régime de Kádár se retrouva en situation de fabriquer des biens industriels de qualité médiocre mais bon marché, que la Hongrie exportait, outre vers les pays du bloc soviétique, vers les pays pauvres du monde capitaliste.

Des bus Ikarus roulaient à Madagascar, Egyesült Izzó vendait ses ampoules électriques dans le sud de l'Europe. La Hongrie, comme certaines démocraties populaires, commençait à jouer à une échelle modeste le même rôle que joua la Chine quelques années plus tard.

Mais, lors de la concurrence déchaînée en 1989-1990 pour dépecer l'industrie ou les services jusque-là nationalisés, la bourgeoisie nationale n'eut pas le poids nécessaire pour arracher la proie aux grands prédateurs du monde capitaliste.

Une fois les barrières protectionnistes levées, c'est le grand capital occidental qui, en quelques mois, mit la main sur les grandes entreprises créées sous Rákosi, sur les chaînes commerciales, sur le pays. Même pas forcément pour les faire fonctionner, mais pour en éliminer la concurrence. La période étatiste,

par exemple, avait créé une chaîne d'épicerie couvrant l'ensemble du territoire de la Hongrie, jusqu'aux plus petits villages. Les épicerie étaient souvent très mal approvisionnées sous le régime de démocratie populaire, mais elles étaient présentes partout. C'est le groupe commercial autrichien Julius Meinl qui réussit à prendre le contrôle de l'ensemble. On vit son emblème partout dans le pays, sauf... dans cette majorité de villages ou de quartiers périphériques où l'épicerie locale, considérée comme non rentable, avait été fermée. Depuis, Meinl a revendu l'affaire à la société belge Delhaize et son logo a été remplacé par *Match et Smatch*.

Dans le même ordre d'idées, le pays disposait d'un ensemble hôtelier dont les fleurons avaient été créés entre les deux guerres. Aujourd'hui, la quasi-totalité des hôtels, des plus luxueux aux plus conformes aux constructions de la période stalinienne, appartiennent aux différentes marques de la chaîne Accor.

Le système bancaire en Hongrie est dominé par les grandes banques occidentales.

Pour prendre aussi l'exemple d'une entreprise dont les travailleurs avaient joué un rôle considérable lors de la révolution de 1956, Egyesült Izzó : elle fut privatisée en 1990, rachetée par une entreprise occidentale qui voulait surtout acheter la part de marché d'Egyesült Izzó. Elle est, depuis 1997, propriété d'un groupe de Singapour.

Alors, 1989, une année de révolutions ?

Le système capitaliste, ses journalistes et ses intellectuels ont au moins autant l'art de manipuler les mots que l'avait le système stalinien. Ce n'est pas nouveau. Déjà, au temps de la division du monde en deux blocs, ils avaient l'habitude d'appeler « monde libre » les deux tiers de la planète qui n'étaient pas dans la sphère d'influence de l'Union soviétique.

Rappelons qu'au moment où les chars soviétiques écrasaient la Hongrie, non seulement les parachutistes français et anglais cherchaient à punir par la violence l'Égypte pour avoir pris le contrôle du canal de Suez qui traversait son territoire ; non seulement les Bigeard, Massu et quelques autres sévissaient en

Algérie ; mais, à part une douzaine de démocraties bourgeoises dans les riches pays impérialistes en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, une grande partie de la planète était encore sous domination coloniale. Et, dans les pays qui n'étaient pas des colonies régnaient ou allaient régner des hommes aussi portés sur les libertés et sur la démocratie que Batista à Cuba, Trujillo à Saint-Domingue ou Duvalier en Haïti. Ou encore Franco en Espagne, Salazar au Portugal, le régime des colonels en Grèce, Pinochet au Chili et les régimes sanglants des militaires dans la plupart des pays d'Amérique du Sud.

La liberté pour la majorité des pays du bloc opposé au bloc soviétique était l'oppression nationale, l'absence totale de tout droit démocratique, même déguisé en simple droit de vote dans des élections manipulées, et le travail forcé.

Si le bloc de l'Est était, comme cela se disait beaucoup en Occident, un véritable camp de concentration pour les peuples, le bloc occidental ne l'était pas moins pour l'écrasante majorité de ses habitants.

En 1989, les pays de l'Est européen ont obtenu de Gorbatchev le droit de rejoindre politiquement le camp occidental. Économiquement, c'était déjà chose faite ou en voie de l'être pour nombre d'entre eux. Mais qu'y ont-ils gagné, les peuples ? Qu'y ont-elles gagné, les classes exploitées ?

Quelques droits et libertés politiques, incontestablement. Encore que, même sur ce terrain, les premières années de changement traversées, ils découvrirent la face cachée des libertés à la façon capitaliste. Liberté d'acheter la presse de son choix, de pouvoir voter pour des partis différents, certes. Mais aussi liberté d'être chômeur, celle de chercher du travail et de ne pas en trouver. Liberté d'acheter tout ce qu'on veut dans des magasins où il y a de tout – à condition d'avoir de l'argent. Et puis, avec l'évolution réactionnaire des choses, perte de quelques droits et protections sociales que le régime stalinien avait plus ou moins assurés.

L'égalité sociale ? Au contraire ! Aux privilèges dissimulés sous le stalinisme, derrière les rideaux noirs des grosses cylin-

drées de fabrication soviétique réservées aux dignitaires du régime, a succédé la richesse étalée au grand jour. À l'autoritarisme de chefs protégés par la police secrète a succédé le pouvoir sans fard de l'argent. À la hiérarchie du parti stalinien a succédé le règne des rapports bourgeois où il ne subsiste d'autre lien, *« entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant »* (*Le Manifeste communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels).

Dans bien des entreprises, les travailleurs, qui se heurtaient auparavant à l'arbitraire d'un secrétaire de parti qui justifiait ses actes en parlant de communisme, eurent le plaisir amer de retrouver en face d'eux le même individu mais cette fois comme patron de l'entreprise qu'il avait réussi à s'approprier à la faveur du changement de 1989. Et qui leur imposait les cadences, les salaires bas, en parlant cette fois de liberté et de démocratie.

Même pour ce qui est de l'oppression nationale, derrière l'apparente égalité entre pays de l'Union européenne, les ex-démocraties populaires ont retrouvé les vieux rapports de domination des puissances occidentales allemande, française ou britannique. Certes, une domination infiniment plus subtile que celle exercée naguère par les Russes, mais domination quand même !

Une domination économique masquée, pour la plupart des ex-démocraties populaires qui aujourd'hui font partie de l'Union européenne, voire, pour certaines, de la zone euro, par une égalité formelle. S'il était reproché à l'ancien système que les décisions concernant les grandes orientations économiques étaient prises à Moscou, aujourd'hui elles sont prises en Allemagne, en France ou au Japon, dans les conseils d'administration de Audi, Suzuki, Renault, Citroën et bien d'autres grands trusts industriels ou financiers d'Europe occidentale.

Avec l'intégration complète dans le marché capitaliste occidental, les pays de l'Est en général et la Hongrie en particulier ont gagné le triste honneur de subir les effets de la crise économique. Elle est plus dévastatrice dans les pays de l'Est que dans les pays impérialistes. Et l'appauvrissement qui en résulte se conjugue à l'évolution réactionnaire des choses à l'échelle du monde pour

faire surgir du passé bien des saletés dans les rapports sociaux ou politiques.

En Pologne, le retour et la domination sociale de l'Église, avec toutes les conséquences sur les droits et libertés des femmes avec, en particulier, la quasi-interdiction de l'interruption volontaire de grossesse. En Hongrie comme en Slovaquie ou en Roumanie, le racisme anti-Roms est repris, propagé et amplifié par des politiciens de plus en plus réactionnaires dans leur langage et, pour ce qui est de l'extrême droite, plus violente dans ses actes.

Les partis rivaux pour le pouvoir ressortent des poubelles de l'histoire les ressentiments nationaux, les attitudes de rejet entre peuples qui vivent côte à côte, voire, pour certains, entremêlés dans les mêmes régions, dans les mêmes villages.

Les pays de l'Est, pays retardataires par rapport à la partie occidentale de l'Europe, parmi bien d'autres problèmes non résolus, n'ont pas réglé les problèmes nationaux. Il ne s'agit pas seulement de l'oppression nationale, mais aussi de coexistence de peuples qui ont une longue histoire commune, mais une longue histoire marquée souvent par des conflits, des revendications irrédentistes dont donnent une idée les événements qui se sont déroulés en Yougoslavie et qui ont abouti à sa dislocation.

La partie orientale de l'Europe a été charcutée, recomposée, à plusieurs reprises au cours des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, en général sous l'égide des grandes puissances impérialistes. Les frontières ont été souvent déplacées de centaines de kilomètres au gré des rapports de forces entre grandes puissances d'Europe occidentale, transformant à tour de rôle des nations en minorités opprimées.

La physionomie générale de la région, définie lors des traités de Versailles – celui de Trianon pour ce qui est de la Hongrie –, remise en cause par Hitler, puis de nouveau par les puissances victorieuses de celui-ci, a laissé des traces qui ont marqué les ressentiments collectifs des peuples, ressentiments sur lesquels joue partout une extrême droite de plus en plus puissante.

Il n'y a plus aucune force politique pour militer dans le sens d'une fédération des pays d'Europe centrale ou de l'Europe danubienne dont parlaient, il y a plus d'un siècle déjà, les esprits

les moins bornés parmi les démocrates bourgeois. L'intégration dans l'Union européenne, entité plus vaste qu'une fédération de l'Europe centrale, n'a en rien élargi l'horizon : elle sert simplement d'arène aux nationalismes ambiants. Il est vrai que, sur ce plan, les grands pays d'Europe occidentale et les petits pays d'Europe centrale, leurs semi-colonies économiques, sont logés à la même enseigne...

Pour la Hongrie, le bilan des dernières années sur le plan politique est l'arrivée au gouvernement d'une majorité de droite réactionnaire, talonnée par une forte extrême droite fascisante, regroupée dans le parti Jobbik. Le bilan, c'est une Constitution ratifiée le 26 avril 2011 qui s'annonce comme une des plus réactionnaires dans l'histoire moderne du pays. Ce sont des attaques contre les libertés et les droits de la presse devant lesquelles même les autorités européennes font mine de maugréer. Le bilan, c'est la chasse aux Roms, la reprise des revendications territoriales à l'égard de la Roumanie et de la Slovaquie avec des réponses de la droite de ces pays sur le même terrain.

Aux classes exploitées qui sombrent dans la misère, on offre le mirage d'un « passé glorieux », l'évocation des « territoires perdus », le rêve d'une Hongrie rétablie dans ses frontières d'avant le traité de Trianon qui lui avait enlevé les deux tiers de son territoire d'alors.

Mais comme ces rêves se heurtent à la réalité des frontières protégées par la diplomatie internationale, comme au chauvinisme montant en Hongrie s'oppose le chauvinisme symétrique de l'extrême droite en Roumanie, en Slovaquie ou en Serbie, c'est la violence contre les Roms qui est servie en exutoire aux « crânes rasés » de Jobbik.

Quand une société a été privée de la force qui était capable de la faire progresser, elle retombe vers la barbarie. C'est toute l'Europe centrale qui bruit de langages guerriers avec des appels aux sentiments xénophobes surtout vis-à-vis des peuples qui sont proches les uns des autres au point d'être imbriqués.

Mais en est-il différemment lorsque, en France ou en Italie, la caste politique pousse de hauts cris contre les quelques milliers

de Tunisiens ou de Libyens qui, au péril de leur vie, traversent la Méditerranée pour une vie meilleure ? Ou lorsque, même parmi ces pays scandinaves réputés si démocratiques et si tolérants, le Danemark rétablit le contrôle à ses frontières ?

La haine contre le peuple d'à côté, si souvent fabriquée d'en haut, est toujours l'expression d'un recul profond. Dans le cas de la Hongrie, ce n'est pas seulement un recul par rapport à 1956, dominé par de tout autres sentiments, mais un recul de plus d'un siècle.

Dans un poème intitulé *Chants des jacobins hongrois*, le poète Endre Ady s'élevait, en 1908, contre les sentiments chauvins propagés par la classe dirigeante dans une Hongrie à l'époque multi-ethnique :

[...]

*Mille désirs gourds seront-ils
Enfin une volonté forte ?
Hongrois, Roumain, Slave ? Le deuil
Reste le même deuil toujours.
Notre infamie et notre peine
Depuis mille et mille ans sont sœurs.
Pourquoi ne pas hurler ensemble
Aux barricades de l'idée ?*

*Danube et Olt ont même voix,
Même sourde rumeur de mort.
Malheur, dans le pays d'Árpád
À qui n'est seigneur et canaille !*

*Quand donc allons-nous nous unir,
Quand parlerons-nous haut et fort,
Nous, les opprimés, les brisés,
Les Hongrois et les non-Hongrois ?*

*Les brigands seront-ils les maîtres
Longtemps encore, et nous des lâches ?
Les Hongrois seront-ils encore
Longtemps des étourneaux en cage ?*

*Hongrie aux sombres mendiants,
Nous sommes là, sans foi ni pain,
Tout nous appartiendra demain,
Si nous voulons, si nous osons. »*

Ce que le poète écrivait il y a plus d'un siècle est infiniment plus moderne et ouvre infiniment plus de portes vers l'avenir que le galimatias réactionnaire et xénophobe proféré par les dirigeants de là-bas... et d'ici.

Conclusion

Dans une perspective à court terme, le soulèvement du prolétariat en Hongrie en 1956 apparaît comme un événement isolé, sans lendemain, une sorte de parenthèse de l'histoire. Il n'y a pas eu de contagion révolutionnaire semblable à celle qui avait bouleversé l'Europe dans les années 1917-1920.

Mais faut-il rappeler qu'il en fut ainsi de la Commune de Paris, en 1871, qui ne fut suivie dans aucun autre pays, et à peine en province en France ? Si elle est restée cependant dans le cœur du prolétariat international, si ses leçons ont été sauvegardées et sont entrées dans le capital collectif du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est grâce à Marx qui sut voir ce qui, malgré le caractère sans espoir du combat du prolétariat parisien, ouvrait une perspective devant tout le mouvement communiste révolutionnaire international. Car, justement, il y avait à cette époque un mouvement ouvrier révolutionnaire. Même écrasée par l'armée de Thiers, la Commune a survécu dans le mouvement socialiste international, à commencer par celui d'Allemagne qui prit son envol à cette époque-là. Elle avait fécondé les idées et les programmes des éléments les plus révolutionnaires de la génération suivante, celle de Lénine, de Trotsky, de Rosa Luxemburg. En un certain sens, par-delà les années, la révolution de 1905 en Russie puis celle de 1917 ont été dans la continuité de la Commune de Paris.

Et là réside la différence. Indépendamment évidemment du poids de la classe ouvrière de France ou d'Allemagne en comparaison avec celle d'un petit pays comme la Hongrie, il n'y avait pratiquement plus de mouvement ouvrier communiste révolutionnaire au moment du soulèvement de 1956, et les partis qui se disaient communistes étaient depuis longtemps déjà gangrenés par le stalinisme.

Grâce à la révolution de 1917, le *xx^e siècle* a été, pour reprendre l'expression de Moshe Lewin, le « *siècle de l'Union soviétique* ». Il l'a été pour le bien comme pour le mal. De formidable exemple

qu'elle a été pendant les premières années de sa création, l'Union soviétique a fini par devenir un contre-exemple. Le plus dramatique, c'est que la transfiguration de l'un à l'autre se produisit si rapidement que la grande masse du prolétariat international ne put se rendre compte de la substitution.

Et les militants de l'ancien parti bolchevique qui, comme Trotsky, combattirent cette évolution, restèrent d'autant plus isolés que, comme cela a été évoqué dans l'introduction, le régime stalinien avait massacré une génération de révolutionnaires qui auraient pu transmettre l'héritage de 1917.

Le système créé par la révolution soviétique, par l'expropriation de la caste des grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, l'économie étatisée et planifiée, a montré la puissance et la possibilité que portait en elle la révolution prolétarienne.

Dans ce pays immense et sous-développé, malgré l'isolement par rapport à la division internationale du travail et malgré le poids des prélèvements et, au fil du temps, les aberrations de la gestion bureaucratique, l'Union soviétique s'était développée grâce à l'étatisation et à la planification et à un rythme sans comparaison avec les économies occidentales. Même les dix années qui suivirent le « Jeudi noir » de 1929, où l'économie capitaliste s'effondrait, y compris dans les pays les plus développés, la production continuait à se développer en Union soviétique. Pour reprendre l'expression de Trotsky en 1936, *« le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité. »*

C'est grâce à ce développement économique que l'Union soviétique fut capable de résister à l'invasion de l'impérialisme allemand. Mais le poids et l'assurance que cette victoire a donnés à la bureaucratie soviétique ont renforcé encore ses possibilités de s'opposer aux développements révolutionnaires.

En s'alliant à la bourgeoisie impérialiste, la bureaucratie lui sauva la mise en étouffant les possibilités révolutionnaires des lendemains de la guerre. Le mouvement stalinien continua à

peser sur le mouvement ouvrier, même lorsqu'à l'alliance circonstancielle contre Hitler et contre la révolution succéda la guerre – plus ou moins – froide.

Il pesa en dénaturant les idées révolutionnaires, en abandonnant l'internationalisme pour le nationalisme, la voie révolutionnaire pour la voie électoraliste, tout en continuant de prolonger la fiction que le stalinisme était le communisme. Pour les générations successives de jeunes, travailleurs ou intellectuels, qui étaient poussés vers la révolution par les mille et une ignominies du capitalisme, l'idéal communiste était incarné par l'Union soviétique et par les partis staliniens. Mais prises en mains par les partis staliniens, ces générations de jeunes révoltés étaient détournées, canalisées, vers d'autres causes que celle de la révolution ouvrière.

Et le pire des dégâts causés par le stalinisme fut de saper la confiance de toutes ces générations dans la classe ouvrière, c'est-à-dire de ne retenir de l'expérience de la seule révolution ouvrière victorieuse et du bolchévisme que la centralisation, la discipline, en les caricaturant.

Si le parti bolchevique a joué le rôle qu'il a joué et qui permit à la classe ouvrière russe de passer de février 1917 à octobre 1917, c'est-à-dire de créer son propre pouvoir, c'est parce que ce parti était fondamentalement, pour ainsi dire congénitalement, lié à la classe ouvrière, capable d'en saisir toutes les pulsations, de mesurer toute son énergie. Son rôle n'a certes pas été de remplacer l'énergie des masses – cette idée-là même aurait semblé une aberration à la génération de communistes révolutionnaires de cette époque – mais au contraire de l'aider à se déployer et à s'orienter dans le sens de la transformation des rapports de propriété.

Le parti bolchevique a pu se retrouver à la tête d'une classe ouvrière partant à la conquête du pouvoir en octobre 1917 précisément parce qu'il était profondément démocratique, c'est-à-dire qu'il a exprimé clairement et poussé jusqu'au bout la volonté des masses ouvrières elles-mêmes.

Dès le début de sa montée en puissance dans la société soviétique, disons à partir du milieu des années vingt, le stalinisme étouffa le courant communiste révolutionnaire, transforma, dénatura ses idées. Cela commença en Chine lorsque, en pleine révolution et en plein essor du mouvement ouvrier, la bureaucratie soviétique subordonna le jeune Parti communiste chinois au Kuomintang en lui interdisant par là même d'acquérir la capacité d'incarner une autre politique face à Tchang Kaï Chek.

Tout au long du ^{xx}e siècle, l'Union soviétique de la bureaucratie et le mouvement stalinien jouèrent dans l'histoire un rôle contradictoire. Par ce qu'ils prétendaient incarner, ils furent un exemple et un encouragement aussi bien pour les luttes ouvrières que pour les peuples luttant contre l'oppression impérialiste. Dans nombre de pays, ce sont les partis staliniens qui structurèrent le mouvement ouvrier, les syndicats, etc., et qui transmièrent, fût-ce de façon déformée, un certain nombre d'idées, de valeurs, liées à la lutte de classe.

L'Union soviétique a été aussi un exemple en ceci que, même sous le règne de la bureaucratie, elle a montré les possibilités de l'économie étatisée et planifiée, donnant par là, directement ou par l'intermédiaire de pays comme la Chine, une certaine perspective aux peuples des pays sous-développés et surtout à leur petite bourgeoisie radicale jacobine, lorsqu'il y en avait une. L'Union soviétique a inspiré dans une large mesure ce qu'on a appelé la « révolution coloniale ». Et, dans bien des cas, elle l'a rendue possible grâce à ses idées, ses subventions ou ses armes.

Mais, en même temps, c'est la bureaucratie, c'est le mouvement stalinien qui ont empêché le prolétariat de se battre pour ses propres objectifs alors que ce sont seulement ces objectifs de classe qui en font la seule classe révolutionnaire de notre époque, la seule qui soit porteuse d'un autre avenir pour la société que le capitalisme. Ce sont eux qui ont empêché que le combat des peuples opprimés aboutisse à l'émergence de forces authentiquement prolétariennes indépendantes de leur bourgeoisie nationale. Ils ont contribué à annihiler jusqu'à l'idée d'un pouvoir ouvrier.

Le stalinisme a continué à jouer un rôle néfaste au-delà de la disparition de l'Union soviétique elle-même et de la quasi-disparition du mouvement stalinien, en tout cas au regard du caractère quasi hégémonique qu'il avait acquis dans et sur la classe ouvrière mondiale : expression de l'évolution réactionnaire générale, le stalinisme a contribué au retour sur la scène politique de forces plus réactionnaires encore, n'ayant plus aucun lien avec le mouvement ouvrier et ses traditions.

Dans les pays impérialistes où existait un mouvement ouvrier politique puissant comme en France ou en Italie, le stalinisme permit à la social-démocratie de retrouver sa vigueur sur le terrain électoral. Dans les pays pauvres, il redonna une nouvelle vigueur aux nationalismes petits bourgeois progressistes qui trouvèrent dans le stalinisme non seulement une recette pour résister aux pressions de l'impérialisme sans mettre vraiment en cause le capitalisme, mais même une phraséologie, une étiquette et un moyen de tromper les masses exploitées. Le maoïsme puis le castrisme ont été les sous-produits de la bureaucratie soviétique dans la politique internationale. Et lorsque le stalinisme eut fait son œuvre en permettant à des maoïstes, des Ho Chi Minh et ses imitateurs plus pâlots de par le monde, de tromper les exploités de leurs pays en se faisant passer pour des communistes, ces forces-là furent relayées par des forces encore plus réactionnaires, le catholicisme en Pologne, le fondamentalisme religieux dans les pays marqués par l'islam.

Seul le stalinisme pouvait tromper le mouvement ouvrier encore vivant, le désorienter, le démoraliser, le désarmer. Mais une fois le travail accompli, d'autres ont repris la tâche sans avoir besoin de tromper qui que ce soit au nom du communisme. Après avoir été un des facteurs de cette évolution réactionnaire, le mouvement stalinien en est devenu une victime à son tour.

Mais le ^{xx}e siècle, ce « siècle de l'Union soviétique », est terminé. Pas seulement chronologiquement, mais aussi par la disparition de l'Union soviétique et de presque tout ce qui avait accompagné son évolution.

Il appartient au prolétariat de demain de réparer les dégâts : ressouder ce qui a été brisé, renouer avec le passé communiste révolutionnaire et ses traditions. Cela ne peut pas se faire et ne se fera pas seulement dans les têtes et par la vertu d'un programme. Cela se fera par la renaissance du mouvement ouvrier.

En raison du stalinisme, la classe ouvrière a perdu du temps, beaucoup de temps, dans le combat pour détruire définitivement la domination capitaliste sur la société. Le combat n'est pas terminé, même si les échéances auront été plus longues que l'avaient espéré les générations successives de révolutionnaires depuis Marx. Il n'est pas terminé tout simplement parce que l'ordre capitaliste, s'il a survécu aux guerres, aux révolutions, ne s'est pas amélioré. Il n'a pas profité du temps supplémentaire que l'histoire lui a accordé, autrement que pour se survivre. Et il a survécu en poussant jusqu'à l'absurde les injustices et l'irrationalité de son système. Les injustices parce que les inégalités sociales ne se sont pas résorbées avec le temps, mais elles se sont aggravées. L'irrationalité parce que, avec le renforcement croissant de la financiarisation, l'économie capitaliste est en train de détruire sa propre base économique. Sacrifier la production à la finance, c'est miner le fondement même de l'exploitation. Il arrive que les parasites détruisent l'organisme qui leur permet d'exister.

La science et les techniques ayant progressé, le décalage est de plus en plus visible entre les possibilités croissantes de l'humanité et les entraves que l'organisation sociale lui impose. Pire : alors que ses moyens pour maîtriser les forces de la nature s'accroissent, l'humanité est de plus en plus menacée par les forces qu'elle a elle-même créées.

À l'époque de Marx, l'humanité n'était confrontée ni aux dégâts causés à l'atmosphère et à la planète par une activité industrielle désordonnée, ni à la transformation des mers en cloaques du fait de la pollution, ni à la menace d'une catastrophe nucléaire.

Mais ce décalage lui-même entre les progrès de la science et des techniques et le surplace de l'humanité dans le domaine social nourrit l'optimisme pour l'avenir.

Malgré tous les obstacles sur leur chemin, obstacles venant des milieux réactionnaires, aussi bien ceux de la religion que ceux de la politique, les sciences n'ont pas cessé de progresser. L'homme est parti à la conquête de l'espace. Il élargit sans cesse son horizon aussi bien vers l'infiniment grand que vers l'infiniment petit. Les scientifiques perçoivent de plus en plus clairement la logique du vivant et de l'hérédité. Le cerveau, cette *terra incognita*, qu'au temps de Lénine et de Trotsky on ne savait guère aborder que par l'exploration psychologique, devient de plus en plus l'objet d'études scientifiques, susceptible d'être mesuré et, peut-être, demain, réparé, voire amélioré.

Le progrès technique, les ordinateurs, les réseaux informatiques, permettent une accumulation extraordinaire des connaissances et leur transmission instantanée.

Dans le long cheminement de l'espèce humaine, dans sa maîtrise de la nature, notre époque se place au-dessus de toutes celles qui l'ont précédée. De plus, les délais s'accroissent entre les découvertes scientifiques et leur application pratique.

« *Bien creusé, vieille taupe !* », avait lancé Marx en son temps. L'humanité continue à avancer malgré tout. Il n'y a aucune raison qu'elle soit éternellement empêchée de faire les mêmes pas dans le domaine social, dans le domaine qui ne dépend pas des forces aveugles de la nature, mais d'elle-même. Une organisation sociale aussi injuste et aussi irrationnelle que l'économie capitaliste est une injure à la raison.

Même en recherche scientifique, le passé s'agrippe au présent pour l'empêcher d'avancer vers l'avenir. Dans bien des domaines concernant l'être humain lui-même, la vie, des préjugés réactionnaires pèsent sur la raison, des préjugés conservés, institutionnalisés, par des religions et des Églises. L'histoire de Galilée se répète encore par-delà les siècles. L'influence des préjugés reflétés par les religions est relayée et parfois amplifiée par la caste politique. Même dans les pays dits démocratiques, les

institutions parlementaires, en relayant les pressions de forces réactionnaires pour de basses raisons électoralistes, peuvent être parfois aussi pesantes que les dictatures. Aux États-Unis, pays phare en matière de science et de technologie, Darwin est *persona non grata* dans le système éducatif de plusieurs États. En France, la recherche sur les cellules souches soulève encore l'hostilité agissante des milieux les plus rétrogrades de l'Église et des politiciens qui leur sont liés. Quant aux dégâts en ce domaine causé par la dictature de la bureaucratie, l'illustration la plus tangible en était le retard considérable pris par l'Union soviétique en matière de recherche génétique du fait des partis pris stupides de Staline dans cette discipline.

La recherche scientifique est affectée encore plus, non seulement par des préjugés hérités du passé, mais par les lois du fonctionnement de l'économie capitaliste. Toute recherche est au bout du compte subordonnée, directement ou indirectement, à court ou à long terme, à un tout autre type de « recherche », celle du maximum de profits. Et, en matière de progrès techniques, ceux à visée militaire finissent par avoir des retombées civiles, mais que de détours, que de gâchis !

Malgré tout cela cependant, la science et les techniques progressent.

Dans le domaine social, il n'y a cependant pas que les préjugés qui pèsent ni même les seules lois générales du fonctionnement capitaliste de l'économie. Il y a de puissants intérêts individuels ou collectifs, de puissants intérêts de classe, qui s'opposent à ce que les rapports sociaux progressent. C'est bien pourquoi la question ne peut être résolue que par des moyens révolutionnaires.

Depuis Marx, on sait que la classe sociale capable de fournir l'énergie à la révolution est la classe ouvrière.

Contrairement aux divagations de ceux qui croient à l'éternité de l'ordre capitaliste, la classe ouvrière n'a pas disparu dans les pays développés et elle s'est considérablement renforcée sur le plan numérique dans de grands pays sous-développés comme la Chine, l'Inde ou le Brésil.

À moins d'une catastrophe planétaire, venue de l'activité des hommes eux-mêmes ou pas, la classe ouvrière finira nécessairement par se relever. Malgré les dégâts causés par le stalinisme, s'ajoutant à ceux du fascisme et des multiples formes de dictature que le règne de la bourgeoisie suscite sans cesse, la combativité n'a jamais manqué aux classes exploitées. L'histoire l'a montré, des révolutions coloniales à la révolution de 1956 en Hongrie justement. Ce qui a manqué, ce sont les perspectives politiques, celles, fondamentalement, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. C'est précisément cette perspective que, tout au long de son histoire de plusieurs décennies, le stalinisme a dénaturée, faussée, abandonnée. Mais aussi puissant qu'ait été le stalinisme, aussi grande qu'ait été sa responsabilité dans le fait que le mouvement ouvrier communiste révolutionnaire n'a pu saisir les occasions qui se sont présentées et qui ont été nombreuses, il n'était pas à sa portée de mettre fin à la lutte des classes car cela eut signifié arrêter l'histoire.

C'est le capitalisme lui-même qui poussera à la renaissance des perspectives communistes. Ce qui a engendré les idées socialistes et communistes, au sens révolutionnaire des termes, au siècle de Marx, engendrera les mêmes idées, mais à une tout autre échelle, en ce ^{XXI}^e siècle.

L'insurrection de 1956, entre bien d'autres enseignements, rappelle aussi qu'une période révolutionnaire libère toutes les forces politiques et sociales. Elle fait sauter la chape de plomb que l'État fait peser sur toute la société. Mais elle ébranle aussi toutes les formes de conservatisme social. Elle fait ouvrir les bouches pour le meilleur et pour le pire.

Après avoir noyé dans le sang le soulèvement de 1956, les staliniens n'ont eu aucun mal à exhiber des groupes ou des individus, certains, réactionnaires, d'autres, farfelus ou simplement aventuriers, et d'évoquer des cas de lynchage pour déconsidérer le soulèvement. Le cardinal Mindszenty, libéré par l'insurrection, leur a permis de pérorer sur l'influence des forces réactionnaires. Oui, les révolutions sont généreuses ! Celle de 1956 a sorti

de prison cet homme d'Église du Moyen-Âge égaré au ^{xx}e siècle, avec les idées politiques sociales qui allaient avec. Et alors ?

Une explosion révolutionnaire qui libère toutes ces forces libère aussi l'antidote qui permet de s'en protéger. Et l'antidote, c'est l'action consciente des masses elles-mêmes. Et c'est là qu'intervient le rôle d'un parti qui défend et qui se bat pour faire prévaloir les perspectives communistes révolutionnaires. Ces perspectives ne peuvent se dégager que par l'action des masses exploitées. Les masses entrées en révolution, avec leurs idées et leurs références d'avant, évoluent cependant à une vitesse prodigieuse dans la révolution, précisément en raison de l'affrontement libre des idées politiques.

Mais il est indispensable que les idées communistes révolutionnaires participent à cet affrontement. Les idées, les perspectives, sont incarnées par un parti. Voilà pourquoi il est indispensable que renaissent des partis communistes révolutionnaires intégrant les expériences des luttes ouvrières du passé et l'enrichissent des luttes du présent. Des partis qui sachent intégrer dans leur capital les expériences tragiques de la longue parenthèse stalinienne également.

Et, dans cette perspective, une révolution ouvrière comme celle qui s'est déroulée en Hongrie en 1956 rejoindra toutes ces révolutions qui, depuis les Journées de juin 1848 en France, puis la Commune de Paris en 1871, la révolution en 1905 en Russie, pour atteindre un sommet avec la Révolution russe de 1917, et la grande vague de révolutions de 1917-1919 qui l'a suivie, ont été autant de grandes batailles de la classe ouvrière dans sa guerre de classe. Une guerre de classe où la victoire finale signifie le renversement de la bourgeoisie à l'échelle mondiale et la fondation d'un ordre social mondial aussi différent du passé capitaliste que le capitalisme l'était de l'ordre féodal.

La singularité de la révolution de 1956 est d'avoir eu lieu non pas contre la bourgeoisie et l'économie capitaliste, mais contre un régime, celui de la bureaucratie soviétique, qui était un accident de l'histoire. L'histoire a fait que c'est précisément un État créé par la révolution ouvrière et ses sous-produits

comme le mouvement stalinien qui ont permis à la bourgeoisie internationale de se survivre. Ce n'est pas un paradoxe. Tous les instruments que le prolétariat se donne au cours de son long affrontement avec la bourgeoisie, des plus simples syndicats ou coopératives ouvrières jusqu'à l'État ouvrier, peuvent se briser dans la grande tâche historique de mettre fin au capitalisme. Et, une fois brisé, en tout cas rendu impropre au combat de la classe ouvrière, l'instrument est inévitablement récupéré par ceux qui, dans la société capitaliste, ont le pouvoir économique et politique, la bourgeoisie. Cela prouve seulement que le remplacement d'un ordre social est une tâche gigantesque qui peut prendre du temps, beaucoup de temps. Mais la nouvelle organisation sociale que le capitalisme porte en lui finira par s'imposer.

Pour les acteurs d'une époque, les soubresauts de l'histoire, quand ils retombent, ont toutes les raisons d'apparaître comme catastrophiques. À l'échelle d'un individu et même à l'échelle de toute une génération, de telles catastrophes sont définitives. Mais par-delà ses périodes de montée comme ses périodes de recul, l'histoire de l'humanité n'est ni un éternel recommencement ni du surplace. Et, dans tous les domaines de la vie sociale, du domaine scientifique au domaine révolutionnaire, le progrès est une longue chaîne dans l'évolution où tous les chaînons jouent leur rôle.

Par-delà les soubresauts de l'histoire, l'avenir appartient au communisme et à toute cette continuité qui relie les révolutions les unes aux autres.

Repères chronologiques

En gras, les événements extérieurs à la Hongrie.

1944

22 décembre Constitution d'un gouvernement provisoire sous la présidence du général Béla Miklos.

1945

4 au 11 février **Accords de Yalta.**

13 février Prise de Budapest par l'armée soviétique.

15 mars Entrée en vigueur de la réforme agraire.

4 avril Occupation de toute la Hongrie par l'armée soviétique, date devenue plus tard la principale fête nationale.

8 mai **Capitulation de l'Allemagne.**

6 et 9 août **Bombe atomique sur Hiroshima puis sur Nagasaki**

6 décembre Nationalisation des mines.

1946

23 novembre Nationalisation de l'industrie lourde.

1947

12 mars **Discours de Truman, président des États-Unis.**

Officialisation de la politique d'endiguement.

5 mai **Départ des ministres du PCF du gouvernement français.**

28 mai Nationalisation des banques.

5 octobre **Création du Kominform.**

1948

13 juin Congrès d'unification des partis social-démocrate et communiste.

Juin 1948 **Crise de Berlin et pont aérien.**

à mai 1949

1949

18 juin Arrestation de Rajk.

15 octobre Exécution de Rajk.

28 décembre Nationalisation des entreprises de plus de 10 ouvriers ou appartenant à des étrangers.

1950 à 1953 Guerre de Corée

1950

1^{er} janvier Entrée en vigueur du plan quinquennal.

7 septembre Dissolution des ordres religieux.

1951

15 avril Rationnement du pain.

17 avril Un décret précise les devoirs des concierges chargés de surveiller les locataires.

16 décembre Inauguration à Budapest d'une statue de Staline de 8 mètres de hauteur.

1952

19 février Nationalisation des immeubles d'habitation.

14 août Nomination de Mátyás Rákosi au poste de président du Conseil.

1953

6 mars **Mort de Staline.**

2 juillet Démission du gouvernement Rákosi.

4 Juillet Formation du gouvernement Imre Nagy qui annonce sa « nouvelle politique ».

26 juillet Amnistie, abolition des camps d'internement.

14 septembre Réduction des contingents d'investissements pour l'industrie lourde pour 1953 et augmentation de ceux pour les industries légère et alimentaire.
Augmentation de 50 % des subventions à l'industrie alimentaire.

1954

12 mars Condamnation à la prison à vie de Gábor Péter, ancien chef de l'AVH.

29 novembre Retour à Budapest de Rákosi d'un congé de deux mois en URSS.

1955

9 mars Imre Nagy est accusé de déviationnisme de droite et d'opportunisme anti-marxiste.
Le comité central déclare que les décisions de juin 1953 étaient justes mais qu'elles ont été

- déformées par la suite et décrète que le bien-être du peuple ne peut être atteint que sur la base du développement prioritaire de l'industrie lourde.
- 18 avril Imre Nagy est exclu du politburo et du parti.
L'Assemblée nationale le relève de son poste de président du Conseil et le remplace par Hegedüs.

1956

- Février **xx^e congrès du PCUS.**
- 15 mars Rákosi condamne le culte de la personnalité.
- 29 mars Rákosi réhabilite Rajk.
- 18 mai Autocritique de Rákosi.
- 29 juin Réunion de journalistes réclamant le retour à la liberté de la presse.
- 8 juillet Exclusion du parti des écrivains Déry et Tardos.
- 18 juillet Rákosi démissionne de ses fonctions de premier secrétaire du parti et de membre du politburo.
Gerö est nommé premier secrétaire.
- 22 juillet Le général Farkas est exclu du parti et dégradé
- 6 octobre Funérailles nationales pour Rajk et ses co-accusés.
- 14 octobre Réintégration de Imre Nagy dans le parti.
- 15 octobre Une délégation gouvernementale présidée par Gerö part pour Belgrade.
- 23 octobre Manifestation des étudiants.

Début de la révolution

- 24 octobre Vers 3 h du matin, entrée dans Budapest des premières unités blindées de l'armée soviétique de la première intervention.
Le MDP décide de nommer Imre Nagy président du Conseil. Le gouvernement instaure la loi martiale.
- 25 octobre 11 h 15 : l'AVH tire sur la manifestation devant le Parlement.
Le bureau politique du MDP « démissionne » Gerö de son poste de premier secrétaire et met Kádár à sa place.
- 26 octobre Fusillade de Mosonmagyaróvár.
À Kecskemét, le colonel Djurka envoie des avions de chasse mitrailler les manifestants.

- 27 octobre **Discours du secrétaire d'État américain Dulles laissant les mains libres à l'armée soviétique.**
- 28 octobre Le cessez-le-feu de l'armée soviétique annonce le tournant.
- 29 octobre Les troupes soviétiques de la première intervention commencent à quitter Budapest.
Attaque d'Israël contre l'Égypte suivie de l'intervention franco-britannique.
Grande manifestation à Varsovie en solidarité avec l'insurrection hongroise.
- 30 octobre Annonce par Imre Nagy de la fin du régime de parti unique.
Début de discussion entre Imre Nagy et les délégués des insurgés au sujet du désarmement des groupes insurgés au profit d'une garde nationale à constituer.
- 31 octobre Les derniers blindés soviétiques quittent Budapest.
La direction du MDP annonce la dissolution du parti et la création d'un nouveau parti ouvrier socialiste hongrois.
Renaissance officielle du parti social-démocrate sous la présidence de Anne Kéthly.
Le présidium du PCUS décide une nouvelle intervention soviétique. Le maréchal Joukov est chargé d'en élaborer le plan.
Manifestations d'étudiants en Transylvanie en solidarité avec la révolution en Hongrie.
- 1^{er} novembre Les troupes soviétiques entourent les aéroports de Hongrie et en interdisent l'accès.
Le gouvernement de Nagy annonce qu'il quitte le pacte de Varsovie et déclare la neutralité de la Hongrie.
Kádár et Münnich quittent Budapest pour Moscou.
- 2 novembre **Kádár et Münnich participent à la réunion du présidium du PCUS.**
Établissement à Solnok de l'état-major des troupes soviétiques en Hongrie.
Arrivée du maréchal Koniev pour diriger les opérations.
- 3 novembre Formation d'un gouvernement de coalition autour de Nagy.

Appel des conseils ouvriers de Budapest, Miskolc et de beaucoup d'autres à la reprise du travail pour le lundi 5 novembre.
Une délégation conduite par Maléter se rend sur la base soviétique de Töke pour négocier les modalités du retrait de l'armée soviétique.
Vers minuit, le général Sérov, chef du KGB, fait arrêter la délégation.

- 4 novembre 4 h du matin : attaque des troupes soviétiques contre Budapest et plusieurs grandes villes, ainsi que contre les objectifs militaires.
Kádár revient de Moscou, en compagnie de Brejnev et Mikoyan, et atterrit à Solnok.
5 h 20 : déclaration de Nagy constatant l'intervention soviétique.
- 11 novembre Les troupes soviétiques occupent Csepel.
- 14 novembre Formation du conseil ouvrier central de Budapest.
- 21 novembre Tentative de créer un conseil ouvrier central pour l'ensemble du pays, empêchée par les troupes soviétiques.
- 22 novembre Enlèvement de Nagy et de ses compagnons à la sortie de l'ambassade de Yougoslavie.
- 5 décembre Manifestation des femmes.
- 11 et 12 décembre Grève générale à l'appel du conseil ouvrier de Budapest.
Arrestation au Parlement de Báli et Rácz, deux dirigeants du Conseil central ouvrier.

1958

- 16 juin Exécution de Nagy, Gimes et Maléter.

Bibliographie sommaire

Quelques ouvrages anciens ou récents
consacrés à 1956 en Hongrie

Pour mémoire, deux revues, dont l'une au moins n'est pratiquement plus disponible, ont publié nombre de documents émanant soit de participants au soulèvement, soit de sources soviétiques rendues publiques après l'accession d'Eltsine au pouvoir :

- *Études*, éditée au début des années soixante en trois langues (français, anglais, hongrois) par l'Institut Imre Nagy de sciences politiques ;
- *Les Cahiers du mouvement ouvrier* du CERMTRI.

La brochure de Balázs Nagy, consacrée au Conseil ouvrier central de Budapest, est également difficile à trouver.

Parmi les livres parus en français, mentionnons :

- François Fejtő, *La tragédie hongroise*, Horay 1998.
- Melvin Lasky et François Bondy, *La révolution hongroise*, recueil de témoignages, d'extraits de journaux, d'émissions de radio, Plon 1957.
- *Pologne – Hongrie 1956*, textes choisis et traduits par Jean-Jacques Marie et Balázs Nagy, EDI 1966.
- Sándor Kopácsi, *Au nom de la classe ouvrière*, Laffont 1979 (1956 tel que l'a vécu le préfet de police de Budapest, ex-député du parti stalinien qui a choisi Imre Nagy).
- *Histoire du soulèvement hongrois – 1956*, Horvath 1966, recueil de textes publiés sous la direction de P. Gosztony.
- Miklós Molnár, *Victoire d'une défaite – Budapest 1956*, L'âge d'homme 1996.
- Viktor Sebestyen, *Budapest 1956 – les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Calmann- Levy 2006.

Pour les textes de *Voix Ouvrière* ou de son successeur *Lutte Ouvrière*, consulter les archives sur son site internet (<http://lutte-ouvriere.org>).

Sur les démocraties populaires, l'ouvrage de référence reste *l'Histoire des Démocraties populaires* (deux volumes), de François Fejtö, Les éditions du Seuil 1992.

Enfin, sur l'Union soviétique à l'époque de Khrouchtchev, *Krouchtchev - La réforme impossible*, de Jean-Jacques Marie, Payot 2010.

Enfin, deux romans qui rendent assez fidèlement l'atmosphère de l'époque :

- *La cinquième femme*, de Maria Fagyas, collection Série noire Gallimard, 1994.
- *Les briques*, de Milos Batori, Robert Laffont, 1963.